LA BOURGEOISIE

ET LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE.

PREMIÈRE PARTIE.

LES POUVOIRS ET LES PARTIS A L'OUVERTURE DE LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE.

C'est le propre de l'histoire de réunir les dates que les contemporains séparent, et de placer les faits sous la lumière de leurs plus lointaines conséquences. Il faut embrasser à distance les grandes périodes révolutionnaires et renoncer à les juger tant que les germes d'abord obscurs qu'elles recèlent n'ont pas été mûris sous les larmes et le sang des générations. Il y a moins de deux années que les meilleurs esprits considéraient la révolution de 1830 comme la conclusion du grand mouvement de 89, et trouvaient dans la monarchie constitutionnelle élue, appuyée sur l'influence viagère des classes élevées par leur intelligence et par leur travail, la seule application pratique des idées versées dans le monde à la fin du dernier siècle. Au moment où ce régime dominait la France et semblait à la veille de devenir celui de presque toute l'Europe, la nue s'est tout à coup déchirée, et, nous ar-

rachant à notre sécurité confiante, elle a ouvert devant nos regards d'autres horizons et de plus obscures profondeurs. Au principe du droit politique proportionnel à l'aptitude individuelle qui semblait universellement accepté par la conscience du pays, s'est trouvée substituée, comme par un changement à vue, la doctrine de la souveraineté numérique, absolue dans son droit, illimitée dans ses applications.

La France de 1848 ne se croyait pas à coup sûr arrivée à l'une de ces extrémités où l'on change tout à coup la loi de sa vie sociale, et jamais la main de Dieu n'imprima aux destinées d'un grand peuple une impulsion plus indépendante des volontés humaines. Toutefois n'oublions pas que le principe promulgué le 24 février 1848 n'est pas plus étranger à la révolution de 1789 que celui qui prévalut au 9 août 1830. Tous deux se révélèrent presque simultanément à nos pères durant la crise qui renversa l'antique société française. L'histoire de la révolution n'est autre que celle de la lutte engagée entre les classes moyennes et les classes populaires sur les débris du régime détruit par leurs communs efforts. L'idée bourgeoise et l'idée démocratique ont été les deux pôles du monde qui sortit en 89 des eaux de l'abîme. La première affectait la forme constitutionnelle sous Louis XVI aussi bien que sous Louis-Philippe; la seconde proclamait tumultueusement la république en 1792 comme en 1848, et les hommes qui envahissaient le Palais-Bourbon pour en chasser les députés choisis par les électeurs censitaires continuaient l'œuvre de ceux qui s'insurgeaient contre le marc d'argent, qui, au 10 août, braquaient leurs canons contre la royauté constitutionnelle et mitraillaient, sous le commandement de Westermann, les sections commandées par Mandat.

Depuis l'ouverture des états-généraux jusqu'à la convocation de la législative à la fin de 1791, la bourgeoisie domina le mouvement révolutionnaire et fit prévaloir ses idées dans la rédaction des institutions constitutionnelles. La scène changea lorsque, après la dispersion de la noblesse émigrée, le peuple vint tout à coup, comme un hôte inattendu, occuper la place restée vide à la table du festin. Alors un duel acharné s'engagea entre les classes qui avaient renversé l'ancien régime et les masses qui prétendaient donner à la révolution commencée un autre sens et une portée très différente. Vaincue sous la convention et décimée par la terreur, la bourgeoisie retrempa son courage dans son sang versé à flot, et, sans avoir inspiré le 9 thermidor, elle se trouva derrière Tallien pour en profiter. Seule responsable du directoire, elle eut seule aussi l'honneur du consulat; l'empire lui maintint la prépondérance par son système d'administration et par sa législation civile, tout en associant à son œuvre gigantesque les classes agricoles qu'il enivra de la seule poésie qu'elles comprennent, celle de la victoire et de la guerre. En 1815, on vit recommencer, entre les fils du tiers-état

et les représentans de la vieille société vaincue en 89, une lutte rétrospective entretenue par d'amers ressentimens et des souffrances d'amour-propre plutôt que par une opposition naturelle d'intérêts; enfin, la révolution de 1830 inaugura l'avénement incontesté de la bourgeoisie à la direction suprême des affaires. Le principe fondamental du vieux droit historique ayant été ce jour-là déplacé, toutes les espérances qui paraissaient puiser leurs forces dans ce principe se trouvèrent atteintes à leur source même; elles cessèrent de se produire et l'on dut cesser de les évoquer. Ce fut désormais contre d'autres ennemis que les classes industrielles et lettrées furent contraintes d'engager une lutte plus incertaine dans ses résultats. Au 24 février, la pierre angulaire du gouvernement de la bourgeoisie fut déplacée comme celle de la vieille société aristocratique l'avait été en 1830. En proclamant la loi du suffrage universel, la France prit le contre-pied de toutes les théories que les classes moyennes étaient parvenues à faire triompher depuis l'ouverture de la révolution.

C'est l'histoire de cette lutte, si vive encore sous nos yeux, et qui se prolongera long-temps dans l'avenir, que je voudrais esquisser dans ses phases diverses et ses principales péripéties. Il y aurait, ce semble, un grand intérêt à suivre le conflit souvent obscur, mais toujours réel, des deux élémens qui, depuis plus d'un demi-siècle, se disputent la direction de la société nouvelle, et à juger la valeur des idées politiques qui se sont produites sous le couvert de l'un et de l'autre.

Dans ce tableau, nous rencontrerons la bourgeoisie au premier plan, car elle seule provoqua par ses efforts infatigables, à partir du milieu du XVIII[e] siècle, l'agitation qui aboutit à l'appel au pays et à la convocation des états-généraux. Quel est donc l'esprit de cette puissance à la fois si audacieuse et si timide, qui a déployé tant de ressources pour conquérir le pouvoir et si peu pour le conserver? Qu'était la bourgeoisie française à l'ouverture de la révolution? Quelle éducation avait-elle reçue du passé? Quelle direction allait-elle à son tour imprimer à l'avenir? Avant d'aller plus loin, j'ai besoin de rappeler sommairement les phases principales de son développement à travers les siècles, car jamais corporation politique ne fut autant que la bourgeoisie française en parfaite harmonie avec elle-même aux périodes décisives de son histoire.

Lorsque le flot des grandes invasions eut versé son limon réparateur sur le monde épuisé de corruption et de vieillesse, deux classes d'hommes surnagèrent seules au sein du grand naufrage. D'un côté paraissent les conquérans, demeurés, selon le droit antique de la guerre, maîtres des terres comme des personnes; de l'autre était la foule des vaincus, étrangers d'origine, de mœurs, de langage, et qui n'avaient à mettre en commun que l'étendue de leur infortune. La barrière qui

les séparait ne demeura pas sans doute infranchissable, et, dès les premiers jours de l'établissement des Francs au sein des Gaules, l'autorité du savoir, celle plus grande encore du sacerdoce catholique, ouvrit à bon nombre de Gallo-Romains l'accès aux richesses et aux premières dignités. Cependant la société n'en restait pas moins parquée en deux castes aussi profondément divisées que celles de l'Inde : la caste dominatrice, organisée en aristocratie militaire, et celle des anciens habitans, déshérités de la possession du sol, devenu le gage et le signe exclusif de la suprématie sociale. Placée durant plusieurs siècles sous une sorte d'état de siége, la nation fut soumise à des vainqueurs qui exerçaient, en vertu du droit de la guerre, les attributions, rares d'ailleurs en ces temps-là, de l'administration et de la justice. On ne connaissait pas d'autres magistratures que celle de l'épée dans une société fondée sur la conquête, et la seule fonction publique était la fonction militaire. L'étendue des devoirs imposés par celle-ci résultait de la mesure selon laquelle chacun avait été admis au partage de la propriété conquise; l'état des personnes fut donc subordonné à celui des terres, et celles-ci se trouvèrent naturellement enlacées dans le réseau de fer qui embrassait dans ses étreintes le vaste territoire des Gaules. Pourtant, quelque resserrées qu'en fussent les mailles, la lime des révolutions et la rouille des âges ne pouvaient manquer de les relâcher. A la première entreprise qui contraignit les barons à quitter leurs domaines pour s'aventurer dans de lointaines expéditions, ils durent mobiliser une partie de leur fortune territoriale; aussi les croisades fondèrent-elles en Europe la puissance de l'argent, en même temps que le réveil des sciences et des arts préparait l'avénement d'une classe interposée entre les serfs de la glèbe et leurs rudes dominateurs. Cette classe acheta à prix débattu, lorsqu'elle ne le conquit point à coups de pique, le droit de posséder, de commercer, de délibérer et de s'armer. En face du donjon perché sur le rocher s'élevèrent les tours des cités municipales, et la puissance publique, qui ne s'était inquiétée jusqu'alors que des influences rurales et militaires, dut bientôt compter avec un élément nouveau.

En engageant ses fiefs aux navigateurs qui le transportaient outre mer, à l'usurier dont il réclamait l'assistance pour payer sa rançon ou pour armer ses vassaux, le baron féodal faisait plus qu'obérer son propre patrimoine : il portait une grave atteinte à l'ordre de choses sorti de la conquête, car il déplaçait la propriété territoriale, qui lui servait de base; en transférant celle-ci en d'autres mains, il appelait des hommes nouveaux à la jouissance de tous les droits réels et personnels réputés alors inhérens à la propriété même. Les anoblissemens vinrent élargir promptement la brèche ouverte par l'aliénation des seigneuries. Les seigneurs avaient fait des bourgeois pour se procurer

de l'argent, les rois firent des nobles dans la même pensée. Rien n'est plus curieux que de suivre de règne en règne la progressive élévation du prix des lettres d'anoblissement, devenue l'une des ressources ordinaires du fisc royal, comme nos passeports et nos ports d'armes.

On peut observer, sous les premiers Valois, les perturbations déjà profondes introduites au sein de cette grande fédération militaire par l'aliénation des fiefs, l'usage des anoblissemens et la formation des grands capitaux mobiliers. Des coups non moins sensibles y étaient portés d'un autre côté par ces chefs qui, à force de persévérance et d'adresse, étaient enfin parvenus à échanger leur pavois pour un trône héréditaire. La royauté française avait profité avec une entente admirable de toutes les circonstances qui l'avaient mise en mesure d'enfoncer ses racines dans le sol de la patrie et d'étendre au loin son ombrage et ses rameaux.

La justice avait long-temps manqué à la société au milieu de ces luttes quotidiennes qui se renouvelaient sur tous les points du territoire, et les barons désertaient leurs tribunaux pour courir à l'ennemi. Ils ne paraissaient guère plus à la cour du suzerain qu'à leurs propres assises; aussi les rois profitèrent-ils de leur négligence et de leur dédain pour substituer des légistes à leurs nobles conseillers. Introduits auprès de princes auxquels manquaient les premiers rudimens de l'instruction littéraire, ces légistes parvinrent à se rendre nécessaires et ne tardèrent pas à conquérir la confiance du suzerain par une aptitude au travail et une étendue de connaissances que faisaient ressortir encore la souplesse de leur conduite et la chaleur de leur dévouement. Tout le monde sait comment l'introduction du droit écrit vint faire de la justice une profession savante, et par quel concours d'heureuses circonstances les humbles baillis des domaines de la couronne se trouvèrent naturellement portés aux plus hautes charges de l'état.

Devenue le principal point d'appui de la royauté dans sa lutte contre l'aristocratie territoriale, la bourgeoisie naissante prit les mœurs que lui faisait sa condition : elle parut plus occupée de s'assurer la réalité du pouvoir que d'en conquérir les apparences, se montrant très humble en même temps que très résolue dans l'avancement de sa fortune et la poursuite de ses desseins. Vouée à l'extension de la puissance royale, par intérêt autant que par reconnaissance, elle seconda les rois dans leur politique, les excita dans leurs passions, et les servit trop souvent dans leurs vengeances. Ennemie naturelle de l'aristocratie féodale, elle observait aussi, avec une jalouse inquiétude, l'influence du clergé, car cette influence faisait concurrence à la sienne; c'était d'ailleurs un obstacle à l'omnipotence qu'elle ambitionnait pour la royauté et qu'elle l'excitait incessamment à conquérir. Combattre la

noblesse, contenir le clergé, étendre les prérogatives de la couronne en centralisant de plus en plus le pouvoir, telles furent les maximes dont s'inspira la bourgeoisie française dès le commencement du XIVe siècle. Lorsque la maison de Valois épuisait le vieux sang de la chevalerie pour assurer l'indépendance du territoire contre l'étranger et pour fonder celle du suzerain contre ses vassaux; lorsqu'elle confisquait les richesses du Temple et dressait l'échafaud de ses moines héroïques; quand, entourée de ses conseillers juifs et florentins, elle préparait ses édits sur les monnaies et poursuivait la double proie du pouvoir et de l'or; lorsqu'elle luttait enfin contre les princes confédérés dans Paris et contre les Jacques insurgés dans les provinces, la royauté faisait la politique et les affaires de la bourgeoisie; elle s'inspirait de l'esprit qui devait animer l'opposition janséniste des parlemens sous Louis XV, présider sous Louis XVI à la rédaction des cahiers transmis par les bailliages, et faire enfin explosion à la tribune de la constituante en résistant à la fois à l'émigration et à la montagne.

Assise sur les fleurs de lis et introduite dans les conseils des rois, la classe moyenne ne s'arrêta plus dans le cours ascendant de sa fortune. De nouveaux rapports s'étaient établis entre les peuples, et les hommes subissaient chaque jour l'excitation de besoins nouveaux. Une situation plus assise avait fait naître l'industrie, éveillé l'esprit de spéculation, et, dès l'ouverture du XVe siècle, on voit le commerce maritime combiner ses opérations, du fond de l'Orient aux grands marchés de l'Europe. Tandis que l'imprimerie multipliait la pensée de l'homme, la boussole ouvrait à son activité des voies jusqu'alors ignorées. L'esprit de chevalerie et l'esprit d'entreprise, étroitement associés, inspiraient les héroïques aventuriers à la voix desquels les Amériques et les Indes sortaient du sein des eaux avec leur soleil éternel et leurs trésors inépuisables. Les sens reculaient la limite des désirs autant que l'intelligence élargissait la sphère des idées; les combinaisons de la politique et celles du négoce commençaient à s'étendre d'un hémisphère à un autre, et la lettre de change était venue supprimer la distance entre les capitaux, comme la vapeur l'a de nos jours supprimée entre les peuples. Aux scolastiques du XIIIe siècle, aux légistes du XIVe, le XVe siècle ajouta ses hardis navigateurs portugais, ses fabricans des Flandres si redoutables à nos rois, et ses marchands d'Italie qui allaient échanger leurs comptoirs pour des trônes. A ce contingent, le XVIe siècle joignit bientôt ses artistes et ses savans; l'âge suivant constitua la puissance officielle des gens de lettres et créa l'irrésistible magistrature de l'esprit : il ne restait plus qu'à joindre à toutes ces forces l'escouade des économistes et la franc-maçonnerie des philosophes pour voir se dérouler, dans l'infinie variété de ses origines et de ses aptitudes, la puissante armée qui commença la révolution de 89, fit à son profit

celle de 1830, et qui, en 1848, a vu poser devant elle un nouveau problème dont elle ne paraissait soupçonner ni la gravité ni l'imminence.

Le prodigieux mouvement imprimé à l'esprit humain depuis les luttes de la papauté et de l'empire jusqu'au règne de Charles-Quint amena l'explosion de la réforme; mais quoique le protestantisme ait pris naissance au sein des classes moyennes, dans les corporations riches et lettrées, quoique celles-ci lui aient fourni ses plus ardens propagateurs, il retarda les progrès politiques de la bourgeoisie, bien loin de les avancer. Dans presque toute l'Europe, l'aristocratie et la royauté se concertèrent pour confisquer la réforme à leur profit; l'une, épuisée d'argent, en fit un moyen de servir sa cupidité; l'autre, avide de pouvoir, en fit un instrument pour étendre sa puissance. En Angleterre, en Allemagne et dans les pauvres monarchies du Nord, la noblesse répara, au moyen d'immenses confiscations, sa fortune ébranlée par de longues guerres et des dissensions sanglantes. Les choses se passèrent autrement en France : l'ardente foi religieuse des masses et l'instinct politique des classes moyennes, promptement éveillé, empêchèrent les nouvelles doctrines de devenir un instrument aux mains de l'aristocratie. Les bourgeois ne tardèrent pas à comprendre que le protestantisme, embrassé par les grandes factions de cour, qui avaient besoin d'un point d'appui pour s'imposer au monarque, était devenu le drapeau de ses adversaires naturels; aussi se rejetèrent-ils presque tous dans la résistance catholique. L'avocat David conçut la pensée de la ligue, et les classes moyennes poursuivirent l'exécution de cette œuvre immense avec une persévérance audacieuse. Elles faillirent réaliser à leur profit, dès cette époque, en s'appuyant sur des motifs religieux, le changement dynastique qu'elles ont opéré en 1830, en se prévalant de motifs constitutionnels. La substitution de la populaire maison de Guise à la maison de Valois, d'une royauté nationale à une monarchie décrépite, la consécration du principe de la souveraineté du peuple dans les matières de gouvernement et la transformation d'une dynastie de gentilshommes en une dynastie municipale, telles furent les tentatives que le XVIe siècle fut très près de réaliser, telles furent les doctrines qui firent circuler dans toutes les villes et dans toutes les corporations du royaume très chrétien une fébrile exaltation de patriotisme et de foi. Si la ligue avait triomphé, un mouvement analogue à celui de 89 se serait produit en France deux siècles plus tôt, et, se greffant sur le sentiment catholique qui s'épanouissait alors dans toute sa séve, il aurait vraisemblablement donné des fruits moins amers et arrosés de moins de sang; mais, dans la grande lutte contre la réforme, la bourgeoisie succomba après une résistance de tous points admirable. Elle ne céda point en France, comme elle dut le faire en Angleterre et en Allemagne, à l'ascendant de l'aris-

tocratie, dont les efforts dans cette grande crise ne furent pas plus heureux que les siens. Les masses demeurées catholiques, aussi bien que la noblesse devenue protestante, furent également vaincues chez nous par la royauté. L'habileté politique de Henri IV la rendit maîtresse de ce terrain si long-temps disputé. Donnant par sa situation même des gages aux uns et aux autres sans inspirer une entière confiance à personne, le Béarnais imposa aux deux partis une transaction dont il resta le garant et l'arbitre. Renonçant désormais à dicter ses conditions à la couronne, la noblesse alla mourir dans les armées du roi ou chercher à la cour les vains honneurs d'une brillante domesticité. Oubliant, de son côté, les rêves politiques qu'elle avait poursuivis, durant la ligue, dans les parloirs aux marchands et les salles des hôtels-de-ville, la bourgeoisie rentra dans l'obscurité de ses comptoirs et dans ses études, ne s'occupant plus, dans le cours du siècle suivant, que du soin de consolider et d'étendre sa fortune.

Aucune maison souveraine n'affecta de s'entourer plus exclusivement de noblesse que la maison de Bourbon, et nulle ne lui porta néanmoins de plus rudes coups. Jamais dynastie ne prépara d'une manière plus efficace l'avenir politique des classes sur lesquelles elle semblait faire tomber, dans ses relations habituelles, le poids de son indifférence, pour ne pas dire de son mépris. Pendant que les hommes de qualité obtenaient le désastreux privilége de se ruiner à Versailles et rachetaient par de vaines satisfactions de vanité la perte de leur influence locale, pendant qu'un ridicule préjugé écartait la noblesse des carrières industrielles, de la plupart des professions libérales et des fonctions même de la magistrature, le gouvernement royal secondait, par tout son système d'administration, les progrès des hommes nouveaux, et ceux-ci conquéraient dans les affaires une importance qui faisait ressortir de plus en plus l'humilité de leur situation dans l'état. En même temps que la royauté commettait l'irréparable faute de s'isoler de la bourgeoisie par une étiquette infranchissable, elle gouvernait de manière à tomber promptement dans sa dépendance absolue, de telle sorte que la monarchie grandissait chaque jour par ses mesures ceux qu'elle blessait au cœur par ses dédains.

L'homme d'état qui a eu peut-être au plus haut degré les préjugés du gentilhomme fut, personne ne l'ignore, le grand initiateur de la bourgeoisie. Le cardinal de Richelieu se fût écrié volontiers, comme l'organe de la noblesse aux états de 1614, que « c'était grande insolence de vouloir établir quelque sorte d'égalité entre le tiers et la noblesse, qu'il y avait entre eux autant de différence comme entre le maître et le valet, » et pourtant ce ministre livrait à d'obscurs commissaires les plus hautes têtes du royaume. Il ne décapita pas seulement l'aristocratie dans ses chefs, il l'attaqua avec acharnement et

corps à corps dans son organisation même. La création des intendances fut pour la noblesse un plus rude coup que l'exécution du duc de Montmorency, et, si la prescience avait chez Richelieu égalé l'instinct du pouvoir, il aurait pu déterminer avec une certitude presque mathématique l'instant où ses mesures administratives auraient amené la révolution politique la plus contraire à sa nature et à son génie. En assurant par la puissance de sa volonté et la persévérance de ses efforts l'établissement d'une marine, en créant de grandes compagnies industrielles sous le patronage de l'état, en fondant des colonies, en étendant et en consolidant la dette publique, Richelieu assurait au négoce et à la finance une prépondérance manifeste sur la noblesse territoriale, qui n'avait plus à courir d'autre carrière que celle des armes, et que ses mœurs élégantes préparaient à la dissipation, comme ses devoirs militaires à la ruine. Il semble d'ailleurs que cet homme prît plaisir à évoquer lui-même toutes les puissances et toutes les forces appelées à faire bientôt contre son œuvre une explosion terrible. Pendant qu'il imposait silence aux parlemens, il constituait les gens de lettres en corporation délibérante. Non content de faire jouer ses drames, le patron de Laubardemont se faisait journaliste et fondait la *Gazette de France*. L'impitoyable ministre qui condamnait à l'indigence la mère de son roi comblait de largesses les écrivains les plus obscurs, et l'homme qui ne permettait pas aux grands du royaume de s'asseoir en sa présence voulait qu'un poète se tînt devant lui assis et couvert.

Colbert continua l'œuvre de Richelieu avec une prévoyance de l'avenir qui aurait fait reculer le ministre de Louis XIII, si celui-ci l'avait possédée. L'homme qui couvrit la France d'innombrables manufactures, le fondateur de l'Académie des sciences, le créateur de l'inscription maritime, l'organisateur des tarifs de protection pour notre navigation et notre industrie, ne se dissimulait pas les conséquences politiques qu'entraîneraient à leur suite les fécondes innovations qu'il suggérait au jeune monarque dont il possédait la confiance. Au sein des pompes de Versailles, où la grandeur de ses fonctions ne le protégeait pas toujours contre de frivoles dédains, le fils du marchand de Reims semblait déjà, de son austère et profond regard, mesurer le prochain avenir qui ferait à la fois sa gloire et sa vengeance. L'ancien intendant de Mazarin savait que la nation ne supporterait plus long-temps le joug de ces fières beautés dont il était condamné à subir les dispendieux caprices; il ne prenait guère au sérieux ces brillans seigneurs qui avaient abandonné leurs manoirs pour vivre des bienfaits du roi, et dont les prérogatives ardemment disputées consistaient à donner la chemise au monarque et à lui présenter le bougeoir.

L'éclat que répandait alors la royauté, dans la plénitude de sa force et de sa gloire, parvint à masquer, durant le cours de ce long règne, le

froissement que faisait déjà naître un désaccord chaque jour plus sensible entre les mœurs de la cour et les intérêts nouveaux qui commençaient à dominer dans la nation. Le prestige qui entourait le monarque masquait ce qu'il y avait de contradictoire dans la situation d'un gouvernement placé sous la dépendance des capitalistes, puisqu'il ne vivait que d'anticipations et d'emprunts, et dans les habitudes d'une cour qui repoussait les hommes d'industrie et de finances et se montrait inabordable à quiconque ne justifiait point d'une extraction nobiliaire. A la mort de Louis XIV, une dette publique de plus de deux milliards témoignait à la fois et des malheurs du grand règne et des nécessités qui allaient bientôt changer la face de cette société imprévoyante et dissipatrice. Aux derniers jours de sa vie, le vieux roi, réduit aux extrémités, recevait Samuel Bernard à Marly; il laissait approcher de sa personne en l'entourant de séductions et de flatteries un Juif qui voulait bien consentir à prêter quelques millions à son gouvernement aux abois.

Ce fut l'un des premiers symptômes de l'effroyable confusion qui, sous l'empire d'une convoitise sans exemple, allait bientôt altérer les mœurs, supprimer les distances, bouleverser toutes les fortunes et toutes les imaginations. Sous la régence, il devint impossible de ne pas pénétrer la portée du mouvement de transformation qui allait faire grandir les classes moyennes par l'irrémédiable dégradation des classes supérieures. Louis XIV serait mort de honte, s'il avait pu deviner que ces fiers gentilshommes qui se pressaient autour de lui chez Mme de Maintenon, et qui affectaient d'imiter la pieuse gravité du monarque, quitteraient bientôt les galeries de Versailles pour courir les tripots de Paris, solliciteraient pour leurs fils la main de la fille d'un aventurier écossais, prodigueraient les flatteries à sa maîtresse, et se querelleraient comme des laquais pour se disputer des actions. Il serait mort de colère, s'il avait pu soupçonner que les jugeurs en robe rouge qu'il allait visiter dans son costume de chasse casseraient, avant même que ses restes fussent déposés à Saint-Denis, le testament par lequel il s'efforçait de survivre à lui-même.

Il n'y avait pourtant dans tout cela rien que ne laissât prévoir la nature même des choses. Lorsqu'un gouvernement dépense chaque année plus qu'il ne reçoit, et telle fut la situation de la monarchie française depuis Richelieu jusqu'à Calonne, il est contraint d'avoir recours au crédit et d'en subir tous les engouemens comme toutes les inconstances. Lorsqu'une aristocratie, dépouillée de toute participation au pouvoir politique, n'a plus d'autre privilége que de faire des dettes et de contracter des mésalliances pour les payer, il n'y a point à s'étonner si cette aristocratie finit par se montrer peu scrupuleuse sur les moyens de relever sa fortune. Enfin, quand de grandes corpo-

rations judiciaires conservent seules, dans le désordre des mœurs, la confusion des idées, et au milieu des inquiétudes générales sur la fortune publique, des habitudes graves, un esprit de corps énergique et une longue suite dans leurs desseins, il est de toute évidence qu'il doit venir un jour où l'ascendant de ces corporations sera irrésistible.

Quoique le parlement eût abdiqué toute prétention politique depuis la fronde, qui lui avait si mal réussi, et où il s'était montré si inférieur à sa tâche, son influence s'étendait chaque jour sur le royaume au point de dominer toutes les autres. Les cours souveraines, ennemies de la noblesse d'épée, surveillantes jalouses du clergé et des ordres religieux, continuaient avec ardeur dans le cours du XVIIIe siècle l'œuvre qu'elles avaient entreprise dès leur fondation. Toutes les juridictions inférieures s'inspiraient de la même pensée, et, depuis les clercs de la basoche jusqu'aux premiers présidens, plus de cinquante mille familles vivaient sous le même patronage et grandissaient à l'ombre des mêmes institutions. La double prérogative attribuée aux rois de France, selon le mot d'un spirituel contrôleur-général, de créer des charges à volonté et de trouver toujours des sots pour les acheter, avait amené la formation d'une classe intermédiaire que ces honneurs obtenus à prix d'argent séparaient de la roture sans la confondre avec la noblesse, qui s'obstinait à lui fermer ses rangs. La société de l'ancien régime était donc sourdement minée par les souffrances les plus aiguës de l'amour-propre non moins que par l'effet des malheurs publics. Un concert tacite s'établit entre la plupart des magistrats du royaume, les propriétaires d'offices et de charges municipales, les banquiers, les traitans et les industriels, pour renverser un état de choses qui infligeait à leur vanité des blessures si gratuites et si profondes. Depuis cinquante ans, les chefs de la bourgeoisie financière et les gens de lettres côtoyaient la noblesse de trop près pour ne pas s'efforcer de renverser la barrière purement morale qui les séparait d'elle.

Les classes moyennes n'apportaient d'ailleurs dans leurs dispositions révolutionnaires aucune pensée de nivellement, et étaient fort loin de soupçonner la direction que prendrait par la suite le mouvement si vivement suscité par elles. On peut même dire qu'aucune portion de la vieille société française ne désirait peut-être autant que la bourgeoisie maintenir la distance qui la séparait du peuple, et qu'aucune n'était au fond plus jalouse gardienne de ses prérogatives et de ses priviléges. Ses mœurs autant que ses intérêts la rendaient absolument rebelle à l'égalité entendue dans le sens démocratique que nous lui attribuons aujourd'hui. L'égalité par en haut ne présupposait nullement pour elle l'égalité par en bas. La vie sociale était alors distincte et tranchée par les habitudes, par le costume comme par l'esprit des classes di-

verses dont se composait cette vaste mosaïque. L'existence du compagnon ouvrier était aussi étrangère à celle du maître, dont il était séparé par le privilége de maîtrise, que la vie du maître était distincte de celle du bourgeois, et la petite bourgeoisie n'attachait pas moins de prix au droit de porter de la poudre que la noblesse au droit de porter l'épée. Lorsque s'agitait durant le cours du XVIIIe siècle le vague instinct d'une réforme politique, il n'était pas un conseiller de présidial, pas un échevin, pas un procureur, pas un marchand, pas même un maître ouvrier qui n'eût reculé à la pensée de confondre dans une immense unité tous les rangs et toutes les classes, et la plupart auraient abjuré toute espérance novatrice, s'ils avaient pu soupçonner que le dernier mot d'une réforme serait d'attribuer à tous les mêmes droits politiques, et de faire monter le peuple au niveau de la bourgeoisie, qui n'aspirait elle-même qu'à partager les prérogatives de la noblesse. Pour les esprits qu'échauffait pendant le règne de Louis XV le premier souffle de la vie publique, pour les parlementaires, les gens de lettres et de finances, le peuple était une abstraction dont on tenait encore peu de compte. Si les économistes tombaient d'accord de dégrever les denrées de première nécessité, d'alléger les impôts qui pesaient sur les classes pauvres, si les plus hardis admettaient en principe la liberté du commerce et de l'industrie, et réclamaient des modifications au régime des maîtrises et jurandes, personne n'avait la pensée d'attribuer aux masses un rôle actif dans les affaires publiques, et nul ne soupçonnait, même à la veille de la grande crise, que celles-ci fussent destinées à porter un poids décisif dans les solutions réservées à l'avenir.

J.-J. Rousseau fut le premier des grands écrivains du XVIIIe siècle qui étendit la sphère où se concentraient alors les spéculations et les espérances des novateurs. Étranger à la France par son origine, il n'avait pas, comme les Français, la croyance innée de la monarchie. Non moins humilié par les financiers que par les grands seigneurs dans les orageuses vicissitudes de sa vie, il éprouvait une amère et poignante joie en attaquant dans ses bases la société qui avait si lourdement pesé sur son orgueil, et en secouant la poussière de ses souliers sur ce monde dont il prédisait la ruine. Sans tenir aucun compte des données de l'histoire et des situations établies, Rousseau prétendit remonter à l'origine même du pouvoir, saisir à leur source les lois primordiales du pacte établi entre les hommes et déterminer les conditions normales de toute souveraineté légitime. La passion démocratique vint colorer de ses teintes empourprées un fond de métaphysique assez vulgaire, et l'auteur du *Contrat social* ouvrit le premier la brèche qu'élargirent successivement Raynal, Mably, Thomas Payne, Robespierre, Babœuf,

Saint-Simon et Fourier, esprits divers sans doute par leurs tendances comme par leurs destinées, mais tous issus de la même pensée, inspirés de la même passion.

Ce n'était pas à l'auteur du *Contrat social* que la bourgeoisie demandait ses inspirations politiques : si elle répétait ses maximes, c'était dans la plus parfaite ignorance de leur portée inévitable. Pour elle aussi bien que pour la noblesse, Rousseau n'était guère qu'un rêveur éloquent dont la portée pratique n'allait pas au-delà de quelques innovations dans la manière de nourrir et d'élever les petits enfans. Il était réservé à un autre publiciste de donner une direction plus précise aux pensées de ces hommes nouveaux, artisans de leur propre fortune, qui s'agitaient jusqu'à lui dans la tumultueuse confusion de leurs espérances. Montesquieu fut leur véritable initiateur, et c'est à l'*Esprit des lois* qu'il faut remonter comme à la source du grand mouvement qui, après avoir agité, durant près d'un demi-siècle, tous les parlemens du royaume, aboutit enfin à la convocation des états-généraux et à la formation de l'assemblée nationale. Le docte président au parlement de Bordeaux offrait, par ses habitudes comme par les tendances de son esprit, le plus complet contraste avec le citoyen de Genève. L'un professait pour les faits le respect que l'autre affectait pour les principes, et, pendant que celui-ci s'efforçait de donner aux problèmes sociaux la précision des solutions mathématiques, celui-là ne demandait d'enseignement qu'à l'histoire et à l'étude des législations comparées. Montesquieu avait une foi profonde dans la royauté : les conditions à peu près irréalisables qu'il attribuait à la république constatent qu'il ne considérait pas cette forme de gouvernement comme de nature à devenir pour les sociétés modernes l'objet d'un essai sérieux. La démocratie n'existait, à ses yeux, que dans les écrits de Thucydide et les souvenirs de l'Agora d'Athènes. Le savant parlementaire ne séparait pas la monarchie des institutions qui s'étaient développées à son ombre; il allait jusqu'à proclamer les heureuses conséquences de la vénalité des charges et de l'hérédité des offices. Il ne comprenait pas la monarchie sans une hiérarchie complète qui lui servît de base et dont elle fût elle-même le sommet; mais il voulait que la noblesse cessât d'être une caste pour devenir une institution, qu'elle conquît des pouvoirs politiques au lieu de vains honneurs, qu'elle réclamât des droits au lieu de priviléges; il la comprenait élargie et transformée, et la voulait d'un accès prompt et facile pour tous ceux que le progrès naturel de la société amenait à sa tête; il entendait enfin que les familles, au lieu de demeurer marquées d'une sorte de sceau primordial ineffaçable, y entrassent par leur élévation ou en sortissent par leur décadence. Régulariser, sans le détruire, l'état de choses qu'il avait sous les yeux, en substituant un régime de garantie au régime du bon plaisir

et le droit mobile et personnel au droit de la naissance, tel fut le grand travail poursuivi par Montesquieu avec le chaleureux concours des gens de lettres, des gens de loi et des gens de finance. Les premiers préparaient la révolution en agitant les intelligences, les seconds profitaient dans la même pensée du droit de l'enregistrement pour exciter les parlemens à prendre pied dans la sphère législative, les troisièmes imposaient enfin des conditions chaque jour plus étroites pour prix d'un concours que le désordre financier rendait de plus en plus nécessaire. Le gouffre du déficit s'élargissait en effet chaque année, et lorsque Louis XVI, avec des ressources annuelles de plus en plus insuffisantes, se vit contraint de faire face aux dépenses extraordinaires nécessitées par la guerre d'Amérique, il devint évident pour tout le monde que la crise financière allait ouvrir la crise politique.

Rousseau partait de la démocratie pour arriver à la république; Montesquieu s'appuyait sur la bourgeoisie pour aboutir à la monarchie constitutionnelle. L'un aspirait à propager dans tous les rangs le sentiment de l'égalité, l'autre à faire circuler sous des formes régulières la vie politique dans les classes éclairées de la nation. Le dernier mot du *Contrat social* était nivellement, le dernier mot de l'*Esprit des lois* était liberté. Ces deux hommes ont entr'ouvert deux larges voies parallèles, pour ne pas dire opposées, et la trace de leur action, non moins diverse que puissante, est demeurée sensible à toutes les phases de la révolution française. Nous la retrouvons encore toute grande ouverte sous nos yeux. Le parti socialiste et le parti constitutionnel tiennent en effet par toutes leurs racines à ces deux grandes écoles du dernier siècle, et M. Louis Blanc ne sort pas moins manifestement de l'école de Rousseau que M. Guizot de celle de Montesquieu.

Les économistes avaient partagé avec l'auteur de l'*Esprit des lois* la tâche de préparer l'éducation politique de la classe qui élevait ses prétentions au niveau de sa fortune. Si quelques esprits de cette secte professaient, en matière commerciale, des idées de liberté absolue peu compatibles avec les intérêts de la bourgeoisie productive, les hommes les plus influens de l'école suivirent la féconde tradition de Colbert, et ramenèrent la science du gouvernement à l'art d'augmenter la richesse publique par la protection du travail national et l'augmentation du capital réel.

Le courant des idées comme celui des faits conduisait donc à un changement profond dans les conditions d'une société jusqu'alors toute militaire. Le travail et l'industrie se relevaient chaque jour dans l'opinion du discrédit que les institutions faisaient encore peser sur eux. Maintenir la suprématie du sang sur l'intelligence dans un siècle où les rois sollicitaient l'honneur de correspondre avec Voltaire, continuer à professer la suprématie de la carrière des armes sur les

professions libérales, lorsque celles-ci dispensaient presque exclusivement la considération et la fortune, c'était une impossibilité parfaitement comprise du prince égoïste qui régnait sur la société dont il hâtait la corruption par ses exemples, et dont il prédisait la catastrophe avec une sagacité peu commune. Durant la longue vie de Louis XV, l'atmosphère fut comme imprégnée de fluide révolutionnaire. Il faisait explosion dans les salons, où l'esprit fort avait fait alliance avec la galanterie, dans les académies, devenues les foyers de la vaste conspiration ourdie contre toutes les croyances qui gouvernent les hommes, dans les parlemens surtout, demeurés les seuls organes de la pensée publique. La magistrature fut le centre et l'instrument le plus actif de l'opposition de la bourgeoisie contre un gouvernement que celle-ci aspirait à partager beaucoup plus qu'à détruire. Aussi le nom des parlemens remplit-il la première période de la crise qui s'ouvrit à la mort de Louis XIV pour se prolonger jusqu'à la convocation de la première assemblée des notables. Ces grandes compagnies jouissaient alors de toute la faveur publique, parce qu'elles se montraient sympathiques à toutes les idées qui germaient dans la nation; on flattait tous leurs préjugés, on allait au-devant de leurs prétentions les moins admissibles. Pour les exciter à prendre en main la cause du pays, on paraissait les considérer comme ses représentans naturels, et l'on s'accordait pour fermer les yeux sur le titre plus qu'équivoque en vertu duquel des agens choisis par la couronne pour rendre la justice en son nom prétendaient exercer un contrôle sur le pouvoir politique en changeant le sens naturel de la formalité de l'enregistrement.

Une telle prétention ne comportait pas l'examen; mais ces corps avaient alors une si grande autorité dans l'opinion, que leur concours était réclamé par les intérêts les plus élevés, et leurs décisions partout acceptées comme souveraines. Lorsque s'engagea la lutte relative au testament de Louis XIV, la couronne fut mise en dépôt au greffe, et l'on vit les princes du sang invoquer avec humilité les secours du parlement, qualifié par eux de conseil suprême de la nation, afin d'obtenir un point d'appui contre les légitimés. Le régent, menacé par ceux-ci et par l'Espagne, avait incliné le pouvoir royal sous une juridiction qui disposait d'une force morale dont les difficultés politiques faisaient pour la première fois comprendre toute l'importance. Ces éclatans succès avaient mis le parlement de Paris en goût de s'assurer une puissance à l'extension de laquelle les rivalités de tous les grands corps de l'état semblaient concourir à l'envi. Il est à remarquer qu'à cette époque personne ne prononçait encore le mot d'états-généraux. On le trouve jeté comme en passant dans les mémoires de Fénelon qui contiennent l'admirable tableau des misères publiques à la fin du grand règne; il apparait comme une menace dans un manifeste des coalisés voulant

prendre des garanties contre Louis XIV vaincu, et Philippe V le lançait à tout hasard dans une déclaration contre le régent sans soupçonner le sens qu'il prendrait un jour.

Vers la fin du règne de Louis XV, l'agitation parlementaire prend quelque chose de violent et de convulsif. C'est une lutte quotidienne organisée sur tous les points du royaume entre la couronne et les magistrats; ce ne sont, du côté de la cour, que lits de justice, jussions menaçantes et ordres d'exil; ce ne sont, du côté des compagnies judiciaires, que refus constans, paroles amères et prétentions exorbitantes. La guerre devient plus vive encore sous Louis XVI, qui, après avoir commencé par rappeler les parlemens, se trouve, après dix ans de règne, dans la nécessité de leur imposer l'enregistrement des édits même les plus utiles.

Il est facile de s'assurer, dans le cours des années qui précèdent immédiatement 89, que l'opposition parlementaire est stimulée par un principe nouveau beaucoup plus énergique que celui qui l'avait inspirée jusqu'alors. C'est que le peuple commence à descendre dans l'arène et à se masser derrière la bourgeoisie, qui seule avait exposé ses griefs et ses prétentions par l'organe des magistrats, par les traités des philosophes et les écrits des économistes. Déjà les clameurs de la place publique se mêlent aux débats des académies; la classe moyenne, engagée dans une lutte que les résistances de la cour rendent incertaine, accepte en pleine sécurité un concours dont elle ne soupçonne pas encore le véritable caractère, et dont elle croit d'ailleurs rester la maîtresse de régler les limites et les conditions.

A la fin du XVIIIe siècle, le peuple n'apportait, il est vrai, dans les débats politiques aucune des théories qu'on produit en son nom de nos jours : on n'avait pas encore érigé à l'état de croyances des systèmes destinés à justifier toutes ses cupidités et à consacrer toutes ses passions; mais, si les lois fondamentales de l'humanité n'étaient pas encore mises en question, les masses souffraient cruellement dans leur existence matérielle, qu'une série d'années calamiteuses avait rendue précaire et difficile. Le prix élevé des céréales, les impôts qu'une administration ignorante faisait peser sur les denrées de première nécessité, au risque de tarir la consommation à sa source, les entraves imposées aux travailleurs par les priviléges des maîtrises, faisaient couver au sein des populations de sourdes, mais implacables colères. Ces griefs étaient d'une tout autre nature que ceux de la bourgeoisie, et l'on pouvait prévoir, ce semble, que s'ils se produisaient jamais en même temps, le cri des uns finirait bientôt par étouffer la voix des autres.

Quoi qu'il en soit, ces deux mouvemens se développèrent avec une simultanéité qui fut la cause première de nos malheurs. Ils reçurent des circonstances un mot d'ordre commun. La bourgeoisie mécon-

tente et le peuple affamé réclamèrent à grands cris la convocation des états-généraux, et cet irrésistible élan eut bientôt triomphé de toutes les résistances. Quoique les parlemens comprissent trop bien que la convocation des représentans de la nation mettrait fin au rôle politique qu'à défaut d'autres organes l'opinion consentait à leur attribuer, ils ne purent s'empêcher de répéter eux-mêmes le formidable cri dans lequel semblaient s'exhaler toutes les douleurs et toutes les espérances d'un grand peuple. Lorsque la France est sous l'empire d'une idée fixe, la puissance de celle-ci devient irrésistible. Aussi l'habileté des hommes qui gouvernent ce pays consiste-t-elle à mesurer d'une vue nette et ferme la véritable portée des mouvemens qui l'agîtent. Comme l'architecte qui creuse tout d'abord jusqu'à la couche assez solide pour supporter les fondemens du nouvel édifice, il faut qu'ils pénètrent du premier coup jusqu'à l'idée qui se dégagera du sein des révolutions, et qu'ils la proclament sans hésiter, au lieu d'user leur popularité dans des combinaisons intermédiaires et stériles. Malheureusement la perception distincte du but à atteindre et le courage d'une résolution décisive manquèrent à tous les ministres auxquels Louis XVI confia successivement le soin de réaliser tout le bien qui était dans son cœur. On les vit lutter pendant plusieurs années pour prévenir, puis après pour retarder la convocation des états-généraux, de telle sorte qu'au lieu de faire reporter jusqu'au trône l'initiative d'une mesure devenue inévitable, ils ne parurent céder que devant la banqueroute devenue imminente. M. de Calonne avait essayé de donner le change à l'opinion en réunissant une assemblée de notables qui, choisis par la couronne avec un pouvoir purement consultatif, ne parurent appelés que pour donner une sanction nouvelle à ce régime du bon plaisir, auquel la France souhaitait alors avec passion de se soustraire, même au prix d'une révolution. M. de Lamoignon, doué d'une imagination plus féconde et d'une érudition plus malheureuse, conçut la pensée de sa cour plénière, renouvelée des champs-de-mai, et ce ministre résolut le problème de s'aliéner du même coup les parlemens, dont il limitait les attributions, et l'opinion publique, à laquelle il refusait la seule satisfaction qu'elle consentît désormais à accepter.

Les hypothèses, souvent dangereuses lorsqu'on en place la réalisation dans l'avenir, le sont encore davantage quand on s'en sert pour éclairer le passé. Toutefois j'ai la conviction réfléchie qu'une autre marche, suivie au début de la révolution française, aurait pu imprimer aux événemens une direction très différente de celle qu'ils prirent si malheureusement, et je crois fermement qu'il n'aurait pas été au-dessus de la puissance des hommes d'état de maintenir au mouvement de 89 le caractère d'une réforme modérée dans le sens où l'entendait alors la portion intelligente du tiers-état. A la fin du XVIIIe siècle, cette por-

tion de la société arrivait au pouvoir politique par un progrès naturel et par un droit aussi incontestable que celui qui avait assuré son affranchissement civil à la fin du XIIe siècle. Comme toutes les puissances dont le jour est venu, le tiers fut, au début de la crise, confiant dans sa force et modéré dans ses exigences. Son droit d'ailleurs était si manifeste, qu'avant l'ouverture des funestes débats suscités par la vérification des pouvoirs, débats qu'il aurait été facile d'éviter, ce droit n'était même contesté par la noblesse dans aucune de ses principales applications. Il importe beaucoup, en effet, et à la vérité historique, et à l'honneur de la nation, de constater que les réclamations du tiers-état, dans ce qu'elles avaient de fondamental, ne rencontrèrent aucun repoussement systématique au sein des deux ordres privilégiés.

Pour le nier, il faudrait n'envisager que les violences de la lutte, sans remonter aux dispositions antérieures à cette lutte même et aux circonstances qui la provoquèrent si soudainement. Lorsqu'on dépouille dans un esprit d'impartialité les cahiers dressés dans les bailliages aux premiers mois de 1789 pour servir d'instructions aux députés des trois ordres, on demeure frappé de leur magnifique accord sur les questions principales. Le clergé s'entend sur presque tous les points avec le tiers-état; la noblesse avoue la plupart des grands principes contre lesquels ne protestent timidement, et à mots couverts, que quelques rares députations des provinces. On peut dire, par exemple, que les articles suivans, inscrits aux cahiers des trois ordres, n'étaient l'objet d'aucune contestation.

Dans l'ordre politique, la noblesse et le clergé admettaient aussi nettement que le tiers-état la reconnaissance de ce dogme vieux comme la monarchie, que la souveraineté, originairement émanée de la nation et déléguée par elle, ne pouvait s'exercer dans sa plénitude que par l'accord de la représentation nationale avec le chef héréditaire de l'état. Les trois ordres proclamaient à l'envi l'urgence de constituer la nation d'après des bases permanentes déterminées par l'assemblée des états-généraux, et personne ne contestait à ceux-ci le droit exclusif de contrôler les dépenses et de voter l'impôt. On proclamait avec une entière sincérité la résolution de renoncer à toutes les immunités et priviléges, tant financiers que personnels, qui imprimaient aux terres la qualité des personnes et qui faisaient de la noblesse comme un état dans l'état. La convenance de ce sacrifice est exposée dans tous les cahiers du clergé aussi formellement que dans ceux du tiers; elle n'est contestée dans aucun des mandats de la noblesse, et le seul débat que pût susciter la rédaction d'un certain nombre de ceux-ci roulait sur la question de savoir si l'on reconnaîtrait à la noblesse le droit de faire spontanément, comme ordre, le sacrifice de ses priviléges pécuniaires, ou si l'on entendait le lui imposer en vertu d'un droit étranger et supé-

rieur au sien. Le plus complet accord se faisait d'ailleurs remarquer pour la suppression immédiate des derniers vestiges du servage, pour l'admissibilité des citoyens de toutes les conditions aux emplois publics, sans autre distinction que leur valeur personnelle.

Dans l'ordre moral, on admettait unanimement les points suivans : liberté de la presse sous le régime de lois purement répressives, éducation des enfans pauvres et abandonnés aux frais de l'état, liberté des cultes pleinement acceptée au point de vue constitutionnel par le clergé lui-même, qui se borne à demander que la religion catholique conserve la qualité de religion de l'état.

Pour l'ordre judiciaire, tous les cahiers réclamaient avec une insistance égale l'unité de législation en matière civile et criminelle, la suppression de toutes les juridictions exceptionnelles et privilégiées, la publicité des débats, la formation d'une jurisprudence commune à tout le royaume, la réforme et la codification des lois de procédure, la refonte et l'adoucissement des lois pénales. Il en était ainsi, dans l'ordre administratif, pour la création d'assemblées provinciales contrôlant la gestion de tous les délégués de l'autorité royale, pour l'unité des poids et mesures, et pour l'étude d'une nouvelle division électorale du royaume d'après la double base de la population et du revenu. Enfin, dans l'ordre économique, on proclamait généralement la liberté de l'industrie, la liberté de circulation, la suppression de toutes les douanes intérieures, le remplacement de la gabelle, des tailles et de la capitation par un système d'impôt territorial et mobilier établi de manière à ne pas élever le prix des matières premières et à atteindre tous les fruits sans jamais affecter le capital.

Tel fut le résumé des vœux de la France solennellement consultée. C'était là le fruit mûri par la nature et par les siècles, le résultat combiné du génie historique et du progrès contemporain. Jamais plus vaste ensemble de vues politiques ne sortit d'une enquête nationale, et l'Europe n'a guère trouvé, après soixante années, rien de plus fécond que ces réformes, sorties au début de nos malheurs du noble cœur de tout un peuple.

Plusieurs points délicats restaient sans doute à débattre entre le tiers-état et les deux anciens ordres privilégiés, et ces points ne pouvaient manquer d'engendrer les plus dangereuses collisions, si la force modératrice de la royauté n'intervenait pas en temps utile pour imposer une transaction nécessaire. Après les concessions spontanément faites et les principes proclamés par les privilégiés, après les sacrifices qu'ils consommèrent plus tard sans hésiter, il demeure démontré que ces difficultés touchaient bien moins aux intérêts qu'aux amours-propres, et que pour les résoudre il s'agissait beaucoup plus de ne pas blesser un juste orgueil que de maintenir des avantages ma-

tériels dont on était alors disposé à faire soi-même bon marché. En se rappelant, d'un côté, l'attitude politique du clergé, si constamment favorable à la cause populaire depuis l'ouverture de l'assemblée nationale jusqu'au fatal projet de la constitution civile, en se souvenant aussi de l'empressement avec lequel la noblesse fut elle-même, au 4 août 1789, au-devant du sacrifice de ses derniers priviléges, il est impossible de méconnaître la pureté des intentions et l'admirable désintéressement que tous les représentans de la nation française apportèrent aux débats de l'assemblée. Comment de si hautes et si généreuses pensées aboutirent-elles à de si terribles catastrophes? quelles causes détournèrent si soudainement le cours d'une révolution qui s'ouvrait large et facile? comment enfin ce port heureux de l'égalité civile, de la liberté politique et de la monarchie constitutionnelle, où la France semblait toucher à l'ouverture des états-généraux, ne s'est-il ouvert pour elle qu'après vingt-cinq ans de luttes sanglantes et de mutuelles proscriptions? Ce travail aura pour but d'expliquer cette déplorable déviation, en faisant remonter à certains hommes et à certains actes une responsabilité dont on a fait tant d'efforts pour les dégager en l'imputant à la fatalité des circonstances.

Les progrès de l'homme sur cette terre d'épreuves sont toujours achetés par de longues souffrances, et les nations enfantent aussi dans la douleur. Cette loi mystérieuse, qui a ses racines dans les profondeurs mêmes de notre nature, pesa de tout son poids sur la France au temps de sa transformation politique, et ce fut à travers une voie douloureuse qu'elle s'achemina vers le but qu'elle se croyait déjà si près d'atteindre. Trois intérêts se trouvèrent d'abord en présence : celui de la bourgeoisie, celui de la noblesse et celui de la royauté. L'analyse des causes secondes mises en jeu par la Providence pour son œuvre d'expiation et de justice permet d'imputer une part à peu près égale dans nos malheurs à l'esprit irréligieux de la bourgeoisie, au défaut complet d'esprit politique chez la noblesse et à l'absence de toute initiative et de toute résolution du côté de la royauté.

Le tiers-état avait ses passions natives comme tous les grands corps; on ne saurait s'étonner qu'il en ait subi l'influence. Ces passions étaient, en effet, les élémens mêmes de sa vie sociale, et, en suivant à travers l'histoire les développemens de la bourgeoisie française, nous les avons vus se résumer en trois points : chaleureux dévouement à la royauté, seul représentant possible du pouvoir administratif centralisé; inimitié incurable contre l'aristocratie de naissance; suspicion constante contre l'influence exercée par le clergé dans l'ordre temporel. Ce fut sur ce dernier sentiment que se greffa, au XVIIe siècle, l'hérésie janséniste; ce fut par lui que le jansénisme descendit fort avant dans les classes moyennes, à l'esprit desquels il ne convenait pas moins par

l'ardeur de sa foi religieuse que par son esprit d'indépendance en matière politique.

Que les classes moyennes entretinssent contre les classes aristocratiques des antipathies profondes, il n'y avait donc point à s'en étonner ni à s'en plaindre; qu'elles ouvrissent leur cœur à une doctrine religieuse sévère et en rapport avec leurs secrets instincts, il n'y avait encore à cela rien que de naturel. Malheureusement un plus détestable breuvage avait touché les lèvres de la bourgeoisie et pénétré jusqu'à son cœur. Elle avait bu à longs traits la coupe que Voltaire versait alors à l'Europe, et le rationalisme déclamatoire de Jean-Jacques Rousseau avait à la fois échauffé son cerveau et desséché son cœur. Les fils des rudes ligueurs du XVIe siècle étaient devenus esprits forts et sceptiques au XVIIIe, et lorsque les événemens les appelèrent sur la scène politique, après une retraite de deux siècles, ils s'y présentèrent l'esprit troublé, le cœur vide de foi, et après avoir tari dans leur propre sein les sources de la charité et de l'amour. Les classes lettrées croyaient avoir découvert pour l'intelligence un autre flambeau et pour la vie une autre règle que la loi toujours ancienne et toujours nouvelle qui remonte par le passé jusqu'à l'origine des sociétés, et s'associe pour l'avenir à toutes les phases de leurs développemens successifs. La bourgeoisie répudiait les croyances de ses ancêtres, le culte du foyer domestique, et, cessant de comprendre la gloire dont ses pères l'avaient couverte en triomphant du protestantisme, représenté par une aristocratie calviniste, elle attendait alors de la raison humaine la solution de tous les problèmes, aussi bien que la satisfaction de toutes ses vanités. Elle s'était faite rationaliste avec Rousseau, impie avec Diderot et cynique avec Voltaire. Cette altération du sentiment religieux a été l'origine première de ses fautes, la cause inspiratrice de ses plus funestes résolutions. Personne n'ignore que l'esprit philosophique provoqua dans la constituante les mesures qui contribuèrent le plus puissamment à susciter des résistances à la révolution et à en transférer la direction de la classe moyenne au peuple lui-même; et, lorsque nous serons conduits à rechercher les causes qui, en 1848, arrachèrent si soudainement le pouvoir à la bourgeoisie, au faîte de sa puissance et de sa force, nous retrouverons cette même infirmité originaire, dont l'effet est de la rendre aussi confiante dans les succès que timide dans les revers.

La noblesse avait, comme la classe moyenne, ses passions natives, ses préjugés invétérés et ses illusions déplorables. Ni ses traditions, ni ses mœurs, ni ses idées, n'avaient prédisposé l'aristocratie française à la vie publique; elle ne possédait aucune des qualités qui mettent en mesure d'en conjurer les orages. La noblesse n'avait été au sein de la monarchie qu'une admirable école d'honneur et de courage militaires. Elle avait accepté sans résistance le rôle auquel les rois avaient si long-

temps travaillé à la réduire; lorsqu'elle eût pu devenir un grand pouvoir dans l'état, elle avait consenti à n'être que l'épée de la royauté. Au xve siècle, elle s'était laissé décapiter par Louis XI; au xvie, elle avait fléchi sous le génie de Henri IV, après lui avoir frayé les voies du trône; au xviie, elle avait perdu par deux fois, durant la minorité de Louis XIII et celle de Louis XIV, l'occasion d'intervenir activement dans les affaires de son pays. Lorsqu'elle eût pu exiger des garanties pour la nation et pour elle-même, elle s'était bornée à stipuler des gouvernemens et des pensions au profit de ses chefs; elle s'était enfin montrée, depuis trois siècles, plus dénuée d'esprit politique qu'il n'est possible de le croire et de l'exprimer.

Une éducation faite dans les camps et à Versailles, dans la dissipation de la guerre et des plaisirs, l'avait mal préparée au rôle difficile que les circonstances allaient lui imposer. On pouvait prévoir que sa confiance en elle-même l'empêcherait souvent de voir les périls, et qu'elle aimerait mieux les affronter par son courage que les prévenir par sa prudence; il fallait enfin peu de perspicacité pour deviner que ses formes blessantes lui feraient perdre presque toujours le profit de ses meilleures intentions. Aussi vit-on bientôt la noblesse, laissée sans direction par la cour, livrer de dangereux combats pour des questions secondaires ou de déplorables futilités, lorsqu'elle abandonnait sans hésitation et sans arrière-pensée les prérogatives les plus fructueuses et les plus utiles. Le grand-maître des cérémonies, à cheval sur l'étiquette comme un procureur sur la procédure, ne contribua pas peu à faire évanouir, par ses pointilleries, les patriotiques dispositions que chacun apportait à l'ouverture des états-généraux. De plus, si la noblesse ne marchandait pas son sang à la France, elle s'était accoutumée à confondre la patrie avec le monarque, sa personnification vivante, et avait consenti à descendre au rang d'une grande compagnie de gardes du corps. Aussi était-il manifeste que l'esprit de conciliation et de sacrifice si loyalement apporté par les gentilshommes dans la discussion des intérêts généraux ne résisterait pas à la plus légère atteinte portée à la dignité de la couronne. La noblesse ne s'inquiétait point de l'opinion publique tant qu'elle était en règle avec la royauté et avec elle-même; ce fut pour cela qu'après le départ du roi pour Varennes elle abandonna le sol au moment où il tremblait sous la violence de la tempête, et que l'on vit expirer dans les tristes conciliabules de Coblentz le dernier souffle de l'esprit héroïque qui avait fait les croisades.

Les dignitaires de l'ordre du clergé avaient dans une certaine mesure subi l'influence des mêmes idées. Poursuivie en France, depuis le règne des Valois, par les suspicions parlementaires; conduite, par l'apparition du protestantisme, à réclamer l'appui du bras séculier,

l'église avait consenti à mettre sa démocratique hiérarchie au service de la cour. L'épiscopat était devenu, comme le cordon bleu, un privilége de la naissance, et chez les plus pieux évêques les préjugés du gentilhomme s'unissaient aux vertus de leur état. La vie et le génie, qui en est la splendeur, semblèrent se retirer de l'église gallicane, après qu'elle eut vendu son droit d'aînesse pour de tristes avantages et mis sa jeunesse éternelle à l'abri d'un pouvoir vieillissant. On avait vu le clergé français suivre Louis XIV à l'extrémité de toutes ses entreprises. Lorsque dans sa jeunesse ce prince altier menaçait le saint-siége, il n'y avait pas eu un avertissement pour l'arrêter à la limite du schisme; lorsque, plus tard, Louis traqua ses sujets protestans, imposant sa foi royale de la même autorité qu'il prescrivait la légitimation de ses bâtards, le clergé gallican avait eu le malheur d'applaudir à ces actes sauvages. La déclaration de 1682 et la révocation de l'édit de Nantes pesaient sur les prélats de cour d'un poids égal. Sous la régence, ceux-ci n'avaient pas résisté, lorsqu'un prince conçut l'insolente pensée de donner l'abbé Dubois pour successeur à Fénelon, et le nouvel archevêque de Cambrai avait trouvé des consécrateurs nombreux et empressés. Sous Louis XV, le clergé s'était tu devant des monstruosités dont l'univers chrétien croyait que la Rome des Césars avait emporté pour jamais le nom et le souvenir. Durant tout le cours du XVIIIe siècle, il avait déployé peu de zèle et peu de lumière; il s'était montré faible par l'intelligence et par la charité, et il avait laissé passer en des mains ennemies le feu sacré de la science, l'un des dons de l'esprit de vérité. La masse de ce clergé était d'ailleurs pleine de foi, et beaucoup moins répréhensible, sous le rapport des mœurs, que le monde n'affectait de le croire et de le dire. Une seule chose lui manquait pour retrouver sa puissance morale, la rupture des liens qui l'enchaînaient à la société politique; mais, du sein de sa miséricordieuse justice, Dieu allait épancher sur lui ce trésor des persécutions où l'église se retrempe comme l'ame humaine, il allait rendre toute sa force à cette parole des premiers siècles, que le *sang est la semence des chrétiens* (1).

Une bourgeoisie qui méconnaissait le sens chrétien de l'œuvre d'émancipation préparée pour le monde, un clergé mou et tiède, une noblesse dont l'éducation avait égaré le dévouement et faussé les instincts généreux, tels étaient donc les élémens qui allaient se mêler dans la fournaise ardente où fermentaient tant de passions. Aucune de ces forces ne pouvait évidemment ni se conduire elle-même ni dominer les autres, et une seule chance s'offrait pour la solution régulière de tant de difficultés : c'était que le seul pouvoir alors respecté par les

(1) *Sanguis est semen christianorum* (Tertull., *Apolog.*)

diverses classes de la nation prît, en temps opportun, l'initiative d'une transaction basée sur une idée large et féconde.

Ce rôle avait été celui de la royauté à toutes les époques de notre histoire. Sous sa puissante influence, des populations diverses d'origine, opposées d'intérêts, s'étaient condensées dans une unité incomparable. Après avoir couvé la France sous son aile, la royauté l'avait agrandie par son épée. Louis XIV avait eu le rare bonheur d'arriver pour achever cette œuvre, et de représenter la royauté française au moment où les autres monarchies de l'Europe étaient en pleine décadence. L'Autriche était alors tenue en échec par les armes ottomanes et par les agitations de la Hongrie; l'Allemagne du traité de Westphalie était impuissante, parce qu'elle était divisée; l'Espagne semblait atteinte de la langueur dont allait expirer la triste descendance de Charles-Quint; en Angleterre, régnait une dynastie besoigneuse et menacée, qui attendait de Versailles les subsides que lui refusaient ses parlemens; au nord de l'Europe, la Suède et la Pologne, dévouées à la France ou achetées par son or, venaient compléter cet assujettissement du monde, auquel les circonstances avaient plus concouru que l'action personnelle du monarque. Malheureusement ce jet brillant fut le dernier éclat du flambeau près de s'éteindre. A l'ouverture du XVIIIe siècle, la scène de l'Europe se trouva tout à coup changée, les derniers regards du grand roi purent même contempler des transformations sans exemple et voir la France entrer brusquement à son tour dans cette période de décadence qui se prolonge jusqu'à nous, et que les miracles de l'empire n'ont suspendue qu'un moment.

A la Moscovie des faux Démétrius avait succédé la Russie de Pierre Ier et de Catherine II; l'électorat de Brandebourg était devenu le royaume du grand Frédéric, et ce prince, dont nous assistâmes la grandeur naissante, infligeait à nos armes des défaites ignominieuses; la Hongrie insurgée des Tékeli et des Ragotski était devenue l'héroïque armée de Marie-Thérèse d'Autriche; l'Angleterre, ranimée par une révolution, avait appelé à la couronne une famille dans laquelle s'incarnaient toutes les antipathies nationales contre la France; l'Espagne elle-même avait retrouvé, sous Charles III, un reste de grandeur qui rendait notre abaissement plus sensible; bientôt enfin la Pologne, notre plus constante alliée, disparaissait par un grand crime que la France n'avait eu ni assez de pénétration pour prévenir, ni assez de courage pour châtier. Méprisée pour ses scandales au dedans, pour son impuissance au dehors, chassée de tous les continens, battue sur toutes les mers, la monarchie de Louis XV avait emporté avec elle l'honneur de la nation et l'avenir de la royauté; elle avait rompu le lien mystérieux qui associait, depuis des siècles, les destinées de l'une et de l'autre. Cette mo-

narchie avait cessé de diriger une société dont le gouvernement n'était désormais, pour elle, qu'un moyen de battre monnaie et de payer de honteux plaisirs. La royauté avait perdu, avec le respect d'elle-même, le sens politique qui avait fait sa force. Confinée dans la corruption et dans l'égoïsme, elle n'avait plus de mission sociale, et, après avoir été l'ame de la France, elle en était devenue le chancre.

Ce fut alors que les vues impénétrable de la Providence élevèrent sur le trône comme sur un Calvaire la victime dont les vertus n'eurent pas la puissance de détourner le cours de tant de fautes accumulées, mais dont le sang n'a sans doute pas coulé en vain pour la France et pour sa race. Louis XVI, qui, par la pureté de sa conscience, la rectitude de son esprit et la solidité de son instruction, aurait été un admirable roi dans un état bien ordonné, était plus incapable qu'aucun prince de prévenir une révolution, en opérant par sa propre initiative une grande transformation politique. Il se méfiait à la fois des autres et de lui-même; il voyait toujours le côté faible des idées comme des personnes, et moins de lumières lui aurait peut-être laissé plus de courage. Son esprit, en doutant, faisait promptement vaciller son cœur. Jamais prince ne trouva moins dans ses agens les qualités qui manquaient à lui-même, et il eut vingt ministres sans avoir un conseiller.

On est frappé d'une émotion douloureuse en voyant par quels expédiens et quels subterfuges, par quelle succession de projets incohérens ou bizarres les hommes appelés dans ses conseils s'efforcent soit de prévenir la crise qui s'avance, soit d'en contrarier la direction naturelle. C'est un vieillard infatué, prenant la révolution française pour une fronde, et qui lui oppose des chansons; c'est un prodigue charlatan qui prend pour retarder la banqueroute la même marche que ces notaires en déconfiture qui donnent une fête à la veille de partir pour Bruxelles; c'est un archevêque qui se croit un Richelieu, parce qu'il porte légèrement le joug de ses devoirs et de son état; c'est un magistrat à l'esprit raide et court, qui se flatte de faire reculer son siècle en lui opposant des mascarades historiques; c'est, en remontant plus haut, Turgot lui-même, grand administrateur et grand penseur assurément, qui pourtant, dans ses actes et dans ses plans, s'arrête au côté purement économique de la réforme, et ne paraît pas comprendre que rien n'est désormais possible, au sein de cette société si profondément troublée, avant d'y avoir gravement modifié les conditions du pouvoir politique.

M. Necker aperçut le premier la portée du mouvement qui commençait. Le successeur de Calonne comprit qu'il s'agissait de changer la constitution de l'état, et non pas seulement d'équilibrer les recettes avec les dépenses en réformant quelques parties de l'administration. Il vit dès l'abord que la révolution avait une double tendance et mar-

chait à un double but : améliorer la condition matérielle du peuple en assurant sa subsistance, élever la condition morale de la bourgeoisie en lui attribuant une large part au pouvoir politique. Cependant, si M. Necker pénétra avec une sagacité dont témoignent ses écrits toute la portée d'une œuvre à laquelle l'associaient son origine plébéienne, sa fortune laborieusement créée et ses idées empruntées à Delolme et à Montesquieu, il faut reconnaître qu'il ne manqua pas moins de résolution pour la préparer que d'énergie pour la conduire. Prévoyant la tempête sans détourner la foudre, il livra à toutes les chances du hasard les événemens que sa popularité comme sa position lui commandaient de faire effort pour diriger, et ses dispositions incertaines et mal concertées ajoutèrent des périls nouveaux et plus redoutables à ceux qui naissaient déjà de la force des choses. Plus occupé de l'effet de ses mesures sur l'opinion que de la sérieuse pratique du gouvernement, M. Necker tenait sa tâche pour accomplie quand il avait provoqué des résolutions éclatantes et des concessions populaires, s'inquiétant peu d'en suivre l'application et d'en pressentir les conséquences. S'il arracha aux hésitations de la couronne la convocation des états-généraux, s'il fit prévaloir le doublement de la représentation en faveur du tiers-état, il ne prit aucune disposition pour diriger l'action des puissantes forces évoquées par lui vers un but connu et déterminé d'avance.

La convocation immédiate des états-généraux avait été rendue nécessaire, à la fin de 1788, par l'état insurrectionnel des principales provinces de la monarchie. Le doublement du tiers était une mesure vivement réclamée par l'opinion, votée d'ailleurs par la seconde assemblée des notables, et qui paraissait en soi fort rationnelle, rien n'étant assurément plus juste que d'accorder à l'ordre qui représentait à lui seul vingt-cinq millions d'hommes une représentation numériquement égale à celle des deux autres ordres réunis; mais, en conseillant de telles mesures à la couronne, il fallait en prévoir au moins les conséquences les plus prochaines. Or, n'était-il pas évident qu'une fois la bourgeoisie en possession d'un nombre de députés égal à celui des représentans de la noblesse et du clergé, elle exigerait tout d'abord la vérification des pouvoirs en commun, et qu'elle résisterait énergiquement à la mise en pratique de l'ancien système, qui consistait à faire voter les trois ordres séparément, en reconnaissant à chacun d'eux un droit de *veto* sur les délibérations des deux autres? Consentir à la délibération séparée, c'était, en effet, rendre complétement illusoire pour le tiers-état le bénéfice de l'augmentation du nombre de ses députés, puisque, si les ordres avaient délibéré séparément, il n'y aurait eu nul avantage pour lui à siéger au nombre de 500 au lieu du nombre de 250. Si donc la concession faite par la royauté avait une signification sé-

rieuse, elle voulait dire que les membres composant l'assemblée des états-généraux délibéreraient en commun, et que les votes seraient comptés par tête et point par ordre. Aucune hésitation n'était possible sur ce point, et la royauté, en se montrant irrésolue au début de la crise, laissait croire, ou qu'elle regrettait la concession spontanément faite par elle, ou qu'elle n'en avait pas par avance mesuré la portée.

Une telle concession, sans doute, avait une immense gravité, car elle rendait impossible aux deux ordres privilégiés de disputer la prépondérance aux députés du tiers-état; mais, après s'être enivré des applaudissemens qui l'accueillirent, ne pas se sentir assez de résolution pour trancher le nœud du mode de vérification des pouvoirs, de la délibération en commun et du vote par tête, livrer à tous les périls d'une lutte de corps la plus grave des difficultés du temps, c'était donner la mesure de sa faiblesse, et convier des mains plus hardies à s'emparer des rênes qu'on abandonnait soi-même. Le mode de vérification des pouvoirs était la plus dangereuse pierre d'achoppement que les états-généraux pussent rencontrer à l'entrée de la carrière, et l'irrésistible autorité exercée par le roi sur sa fidèle noblesse devait être résolûment employée pour obtenir de celle-ci un sacrifice que son honneur lui commandait impérieusement de n'accorder qu'à la volonté du prince lui-même. L'aristocratie française pouvait bien renoncer de son plein gré à des priviléges pécuniaires et à des avantages personnels; mais était-il raisonnable d'espérer que, sans y être conviée par le roi, elle abandonnerait jusqu'au principe de sa propre existence comme ordre? Pouvait-on croire qu'en se soumettant, contrairement aux précédens historiques, à la vérification commune et au vote par tête, elle consentirait à brûler en quelque sorte de sa propre main, à la porte des états-généraux, ses lettres de noblesse? Le monarque seul pouvait demander une telle chose à des gentilshommes au nom des plus chers intérêts de la patrie. Garder une attitude de neutralité, c'était pousser manifestement la noblesse à une résistance commandée par le soin de son honneur et par celui de ses intérêts. Le vote par tête l'annulait complétement dans l'assemblée des états, car le tiers, assuré de n'être jamais en minorité, puisque sa représentation était égale à celle des deux autres ordres réunis, pouvait compter sur une majorité considérable dans toutes les discussions importantes, d'après l'esprit bien connu du clergé inférieur. Celui-ci adhérait, en effet, au tiers-état avec une ardeur dont il donna bientôt des preuves, puisque son attitude détermina la réunion. Enfin, la noblesse elle-même comptait parmi les plus illustres de ses membres un parti chaleureusement dévoué à la cause de la révolution, et qui ne s'en sépara point, même au plus fort de la tempête. La vérification des pouvoirs en commun, impliquant le vote par tête et la fusion des trois ordres,

équivalait donc pour la noblesse à une véritable abdication aux mains du tiers-état, certain de demeurer maître de toutes les délibérations.

L'état des esprits et les périls de la chose publique avaient rendu sans doute cette abdication nécessaire, mais elle ne pouvait être honorablement réclamée que par le seul pouvoir auquel l'aristocratie française faisait profession de n'avoir rien à refuser. Cependant les conseillers de Louis XVI n'avaient pas plus d'avis sur cette question que sur la plupart de celles qui s'élevèrent bientôt après. Le discours du roi à l'ouverture des états-généraux, son allocution à la séance royale du 23 juin, la diffuse harangue de M. de Barentin, l'exposé de M. Necker non moins vague sur cet article, tout constate que le malheureux prince était, comme son gouvernement, sans idées arrêtées sur le mode à suivre dans les délibérations aussi bien que sur la direction qu'il convenait de leur imprimer. Durant six mortelles semaines, le problème du mode de vérification mit l'assemblée dans une fermentation plus funeste à la monarchie que n'auraient pu l'être les résolutions les plus désastreuses. Loin de faire de sérieux efforts pour terminer cette déplorable crise, le ministère la compliqua par des négociations incohérentes, et les procès-verbaux des conférences tenues chez le garde-des-sceaux pour amener entre les ordres une conciliation qui devenait impossible du moment où la royauté hésitait à l'imposer prouvent que la résolution comme le génie ne manquaient pas moins aux magistrats devenus ministres qu'aux banquiers transformés en hommes d'état.

Si la royauté avait eu et la conscience de sa force et celle de sa mission, elle aurait profité de la popularité passagère peut-être, mais certaine, que lui aurait donnée une intervention opportune dans l'affaire de la vérification, pour soumettre à l'assemblée, qui s'ignorait encore elle-même, un projet de constitution. Alors il n'aurait pas été impossible, en satisfaisant à tous les vœux légitimes de la bourgeoisie, de maintenir à la vieille aristocratie française une position à la hauteur de ses services et de ses lumières. Transformer une caste inabordable en un corps politique facilement accessible à toutes les supériorités naturelles, faire rentrer la noblesse dans le droit commun sans renoncer à profiter de son dévouement héréditaire et de ce qu'elle conservait encore d'influence locale, empêcher la chaîne des temps de se rompre pour n'avoir pas un jour à la renouer, telle était la tentative à laquelle son propre intérêt conviait la royauté.

L'établissement de deux chambres, dont la première aurait réuni les personnages les plus éminens des anciens ordres privilégiés et toutes les illustrations nationales, dont la seconde, recrutée par l'élection, aurait laissé à la noblesse la chance d'y balancer souvent l'ascendant de la bourgeoisie, une organisation provinciale assise sur des bases analogues qui aurait prévenu le développement d'une centralisation

exagérée : c'était là ce qu'il y avait de réalisable et de véritablement pratique dans les idées dont le cours fut si malheureusement abandonné à lui-même; mais, au lieu d'ouvrir à la régénération du pays une issue naturelle en abordant les questions par leur grand côté et en sacrifiant M. de Brézé pour sauver le roi, on immola sans résistance les grandes choses pour défendre avec opiniâtreté les petites. Au lieu de marcher vite sur des charbons ardens pour ne s'y point brûler, on propagea l'incendie par une conduite vacillante et dilatoire. On opposa des lenteurs à des impatiences, au risque de les faire dégénérer en implacables colères; l'on s'entoura d'esprits médiocres, lorsqu'il aurait été facile de s'emparer au début d'hommes puissans et populaires qui auraient donné prise au pouvoir par leurs vices autant que par leurs grandes qualités; on perdit, en un mot, dans l'opinion publique, l'honneur de la résistance aussi bien que le mérite des concessions, et le gouvernement de l'un des princes les plus sincèrement aimés qu'ait eus la France ne se trouva en mesure d'exercer aucune action sur les partis, lorsque tous invoquaient à l'envi son arbitrage.

Si, au mois de mai 1789, la couronne s'était résolue à limiter elle-même son pouvoir en y associant pour l'avenir deux assemblées délibérantes, si elle s'était jetée résolûment dans les bras des patriotes éclairés qui ne croyaient pas que la France dût repousser la monarchie représentative par la seule raison que l'Angleterre devait à cette forme de gouvernement sa forte et glorieuse liberté, si elle avait pris, pour résoudre les questions fondamentales, toute la peine qu'elle prit pour les empêcher d'aboutir, elle aurait trouvé dans la majorité des trois ordres un appui solide et permanent. Il suffit, pour en rester convaincu, d'étudier les dispositions premières de l'assemblée, avant que l'inquiétude peu fondée, mais générale, sur des projets prêtés à une cour qui n'en avait aucun, eût conduit la constituante à se laisser diriger par quelques tribuns et à subir l'influence des grossiers préjugés de la foule. Si un homme politique avait occupé le trône ou s'était seulement trouvé placé à ses côtés, la France se fût reposée un quart de siècle plus tôt à l'ombre des fécondes institutions qu'elle accueillit avec bonheur en 1814, dont la forme survécut à la révolution de 1830, et qu'à la veille de la crise de 1848 tout le monde s'accordait à proclamer conformes à ses besoins et à son génie.

Il n'y aurait même rien de paradoxal à maintenir qu'un établissement constitutionnel appuyé sur deux chambres aurait été fondé en 1789 dans des conditions bien moins précaires qu'après la révolution et l'empire. Si quelque chose a nui parmi nous à la pratique des institutions libres, ce sont assurément les souvenirs que nous a légués l'anarchie et les habitudes d'esprit que nous a laissées le despotisme.

Faire passer la France de l'ancien régime à la monarchie constitutionnelle aurait été moins difficile que d'imposer la royauté des Bourbons au pays qui les avait deux fois proscrits, et de donner des mœurs libérales à la génération qui avait grandi sans autre foi que celle de la force, sans autre culte que celui de la gloire. C'est vers ces institutions pondérées qu'inclinera dans tous les temps l'esprit de la bourgeoisie, parce que ce mode de gouvernement tend à fonder la hiérarchie sociale sur la double base des intérêts et des lumières. Plus la société sera dominée par le mouvement démocratique, et plus elle s'écartera de ce type; plus les classes éclairées domineront dans la nation, et plus elles feront d'efforts pour s'en rapprocher. Cette formule ne s'applique pas moins rigoureusement au passé qu'à l'avenir.

Comment arriva-t-il que la bourgeoisie, pleinement maîtresse à ses débuts du mouvement de 89, ait permis qu'il changeât si promptement de nature entre ses mains? Sous quelles influences le tiers-état démantela-t-il pièce à pièce la royauté, qu'il avait reçu de l'unanimité de ses mandataires mission de conserver puissante, à laquelle la grande majorité de ses membres portait d'ailleurs attachement et respect? Par quels motifs promulgua-t-il des institutions manifestement incompatibles avec un gouvernement pondéré comme avec ses propres intérêts? Comment la république sortit-elle enfin d'une crise d'où la France entendait faire sortir la régénération de la monarchie? Ici nos communs malheurs s'expliquent par nos communes fautes, et c'est surtout dans un temps où l'on appelle tous les partis honnêtes à s'unir pour sauver la société compromise, qu'il importe d'étudier l'enchaînement des circonstances par lesquelles chacun d'eux se trouva poussé en dehors de ses propres voies.

Ce qui saisit d'abord dans le cours de la révolution française, c'est l'entraînement exercé par les événements sur les volontés. On n'allègue pas d'autre explication pour les faits, on ne cherche pas d'ordinaire d'autre excuse pour les fautes. Du jour où Louis XVI ouvrit l'assemblée des états-généraux, entouré de toutes les pompes royales, jusqu'à celui où la république fut acclamée au 10 août, les partis n'ont pas cessé, dit-on, d'être dominés par une force supérieure à leur force propre, et leurs actes ont été moins souvent l'expression de leurs pensées que de leur situation. Si l'on vit les citoyens auxquels leurs cahiers avaient donné la mission expresse de fonder la liberté sur la monarchie faire à la royauté une guerre qui devait aboutir à sa ruine, ne faut-il pas se rappeler qu'un désastreux concours de circonstances leur fit considérer cette royauté comme hostile à la révolution, et comme aspirant à se débarrasser par les armes de la représentation nationale? Si l'assemblée constituante eut des acclamations pour les

vainqueurs de la Bastille, et voila la statue de la justice devant de sinistres assassinats, n'est-ce pas parce que la concentration de régimens nombreux autour de son enceinte permit même aux esprits les plus honnêtes et les moins timides, d'appréhender une tentative de coup d'état? Si trois mois plus tard elle se fit conduire à Paris, remorquée par une nouvelle insurrection triomphante, n'est-ce pas parce qu'elle ne se croyait point en sûreté à Versailles, et parce que dans cette atmosphère parfois échauffée par tant de passions, parfois attiédie par tant de faiblesse, de terribles anxiétés pesaient sur les intelligences les plus fermes et les consciences les plus droites? Si les députés du tiers appelèrent le peuple autour de la salle des Feuillans et scellèrent avec les clubs un pacte destiné à leur devenir bientôt funeste, n'est-ce point parce que le peuple leur paraissait un instrument nécessaire pour résister à l'hostilité de la noblesse et du clergé, dont l'une était blessée dans sa foi politique, l'autre dans sa foi religieuse, et dont l'opposition finit bientôt par susciter celle de l'Europe? En rédigeant la constitution de 1791, la bourgeoisie, ajoute-t-on, songea beaucoup moins à consigner ses idées dans la législation qu'à prendre des garanties contre des intentions secrètes et des répugnances qui se manifestaient sous toutes les formes. Lorsque, près d'être chassée de la scène politique par les redoutables auxiliaires qu'elle y avait fait monter, elle luttait contre la populace, cette bourgeoisie avait encore la ferme conscience de n'avoir manqué ni à sa cause ni à ses devoirs, car, selon l'éternelle tendance des passions humaines, elle avait dû s'inquiéter beaucoup moins de contenir son adversaire du lendemain que d'assurer son triomphe sur celui de la veille. Ainsi, les partis, engagés dans la lutte et toujours détournés de leur but par les obstacles, traversèrent la tourmente sans parvenir, même un seul jour, à donner la véritable mesure d'eux-mêmes, et la révolution devint un long combat, durant lequel le discernement des moyens et le choix des armes ne manquèrent pas moins aux vainqueurs qu'aux vaincus.

La pression exercée par les événemens sur le libre arbitre de l'homme est assurément la loi qui saisit le plus vivement l'intelligence au spectacle des grandes perturbations sociales. Toutefois elle a effrontément menti à la vérité l'école qui, de nos jours, a cherché dans le rigoureux enchaînement des effets et des causes la justification de tous les crimes, l'explication presque mathématique d'actes dont l'énergie se serait mesurée à celle des résistances que la révolution trouvait en face d'elle. L'irrésistible cri de la conscience humaine suffirait pour faire évanouir de telles chimères. Rien n'est plus faux d'ailleurs que ce point de vue, parce que rien n'est plus incomplet, et que l'ensemble des phénomènes échappe à qui ne remonte point jusqu'à la loi

qui le domine, et par laquelle se confondent l'irrésistible action de la Providence et l'action spontanée de l'agent responsable. La révolution française est l'un de ces momens où la main de Dieu resplendit plus visiblement dans son œuvre : pour l'économie de ses éternels desseins, les hommes deviennent ou les instrumens de sa justice lorsqu'ils versent le sang, ou les instrumens de sa miséricorde lorsqu'ils l'étanchent; mais, quand on remonte avec quelque sagacité jusqu'à l'origine des mouvemens devenus les plus irrésistibles dans leur cours, il est facile de distinguer le moment suprême où ces mouvemens ont été provoqués, soit par une faute de conduite qui pouvait être facilement évitée, soit par une mauvaise passion qu'on avait alors pleine liberté de combattre. Les factions n'arrivent jamais à perdre leur libre arbitre qu'après avoir abusé de leur liberté, semblables en ceci aux hommes qui ont cessé de s'appartenir à eux-mêmes, mais qui, lorsqu'ils se sentent le plus irrésistiblement entraînés jusqu'au fond de l'abîme, gardent, en remontant aux jours bénis de l'innocence et de la jeunesse, un souvenir distinct de l'heure où pour la première fois le pied leur a glissé sur le bord. Si la stérile analyse des faits conduit à mettre en doute la pleine liberté des agens qui les consomment, une plus vaste synthèse rend bientôt toute son éclatante évidence aux principes générateurs de la moralité humaine.

Rien ne semble d'abord plus irrésistible que la pente qui, de 89 à 93, entraîna la royauté française à sa chute, fit passer la direction du mouvement des classes moyennes aux classes populaires, transforma la monarchie en république, et nécessita la terreur pour triompher de l'Europe. Qui pourrait douter cependant que cette crise n'eût amené des résultats très différens, si Louis XVI avait joint aux vertus de l'homme privé quelques-unes des qualités du prince, ou si seulement, à la veille d'assembler les états-généraux, dont il décida la convocation, M. Necker avait eu un plan de conduite pour le lendemain? Les constitutionnels ne dépassèrent si promptement les bornes où ils entendaient s'arrêter, ils ne furent si vite entraînés par le torrent, que parce qu'au début de leur carrière, lorsqu'ils avaient encore le pouvoir d'être justes, ils commirent l'irréparable faute de couvrir de leur indulgence les premiers excès commis contre leurs adversaires, et parce qu'au lieu de venger résolûment le premier sang versé, ils eurent le malheur de demander si ce sang était pur. Les girondins ne montèrent à leur tour sur l'échafaud du 31 octobre que parce qu'ils avaient eu la criminelle faiblesse de laisser dresser celui du 21 janvier, et si les montagnards se trouvèrent bientôt contraints d'employer des moyens qui devaient nécessairement entraîner leur propre chute, c'est parce qu'ils avaient systématiquement organisé la terreur pour triompher

de leurs adversaires, et se débarrasser de toutes les résistances, au lieu de compter avec elles. Chacun fut donc l'artisan de sa chute, et, dans cette longue série d'attentats enchaînés les uns aux autres, il n'est pas une violence qui n'ait été le fruit d'un crime, pas une erreur politique qui n'ait été provoquée par une infraction aux lois morales du devoir et de la justice.

N'excusons pas plus les crimes de ces horribles temps, en les présentant comme nécessaires qu'en les colorant comme dramatiques; la vérité demeurera aussi étrangère aux spéculations de l'esprit fort qu'aux fantaisies de l'artiste : pour comprendre cette histoire si étrangement faussée, il faut tout simplement en revenir à la morale et au bon sens. Il est temps que la conscience publique ne la laisse plus travestir en une sentine de corruption pour empoisonner les générations qui s'élèvent; il est temps qu'elle contraigne les esprits orgueilleux et les cœurs corrompus à rendre enfin à Dieu et aux hommes la part qui leur revient dans les sanglantes transformations de l'humanité.

Ces études auront pour but d'esquisser ce travail de redressement et de justice, et de montrer que ce sont les fautes librement faites par les partis qui ont créé d'abord à ceux-ci toutes leurs difficultés, quelque irrésistibles que soient bientôt devenues ces difficultés.

LOUIS DE CARNÉ.

(La seconde partie à un prochain n°.)

LA BAVOLETTE.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

V.

En reprenant ses esprits, Claudine, que nous avons laissée évanouie entre les bras des estafiers, se trouva sur un grand lit orné de rideaux d'une étoffe riche, mais râpée, dans une chambre basse, où le luxe et la malpropreté se disputaient visiblement la place. Des fauteuils de velours montraient en maints endroits leurs entrailles de crin. Sur une console en bois de rose était une caisse contenant un arbuste mort depuis long-temps, et dont les fils d'araignée unissaient ensemble les rameaux gris de poussière. Des ustensiles ébréchés reposaient sur une vieille toilette que surmontait une glace de Venise étoilée et fendue. Sur un guéridon bancal étaient un plat de viande, un pain et des assiettes, la plupart écornées. A côté du lit se tenait assise une grosse femme, dont le nez rouge, les traits durs et le front balafré semblaient en harmonie avec le mobilier. Elle attendait paisiblement qu'il plût à la malade de revenir à la vie. L'aspect de ce visage brutal produisit une impression si pénible sur la pauvre bavolette, qu'elle referma les yeux pour se plonger encore dans les ténèbres et l'insensibilité. Cependant ses souvenirs lui rappelant une scène de violence, elle se souleva sur un coude et demanda où elle était.

(1) Voyez la livraison du 1er février.

— Vous êtes en lieu sûr, dit la vieille à la balafre; vous n'y manquerez de rien. J'ai reçu trois pistoles d'avance. Vous plaît-il manger ou boire? Nous avons du vin clairet. Vous ferez chère-lie et dormirez à votre aise. On ne vous gênera point, à moins que vous n'ayez fantaisie de sortir.

La balafrée ne comprit pas que sa voix rauque et ses paroles augmentaient l'effroi de la jeune fille, au lieu de la rassurer. Elle reprit le tricot qu'elle avait posé sur ses genoux, et haussa les épaules d'un air de pitié. Claudine ne répondait que par des larmes. Après un moment de silence, la vieille poursuivit son discours :

— Quelle idée avez-vous eue, ma mignonne, dit-elle, en repoussant les galanteries de M. de Buc? Ce gentilhomme n'est-il pas bien fait et de bonne mine? Appartient-il à une bavolette, tout joli qu'est son minois, de faire ainsi la mijaurée, lorsqu'elle s'est déjà vendue?

— C'est une lâche calomnie! s'écria Claudine impétueusement.

— Allons, reprit la balafrée, laissons les grimaces. Une laitière en pou-de-soie rose avec collet de dentelles, cela parle clair. Vous avez mérité une leçon; mais vous n'en mourrez point. Montrez-vous humaine, et l'on vous pardonnera le verre en main. Votre amoureux est un cœur d'or.

Au milieu de ses pleurs, Claudine écoutait avec attention ces discours, dont chaque mot contenait quelque trait de lumière. Ce monde si poli et si charmant, que son imagination avait embelli à plaisir, elle le voyait enfin tel qu'il était, avec l'apparence des vertus, mais au fond pervers et livré à ses passions. Deux nobles figures surnageaient encore dans ce naufrage : celles du héros de Rocroy et de la princesse inconnue. Claudine baisa le bracelet qu'elle avait à son bras en s'écriant avec transport :

— Ah! chère princesse, que ne puis-je vous confier la défense de mon honneur!

— Vous moquez-vous des gens, interrompit la vieille, avec votre princesse? M. de Buc m'a raconté cette histoire. L'on vous aura sans doute appelée à quelque partie de plaisir où il manquait une femme.

— Que voulez-vous dire? demanda Claudine.

— Ne savez-vous donc pas encore, reprit la balafrée, chez qui vous êtes allée chercher ces bijoux et ces robes?

— Chez une princesse appelée Marie.

— Oh! l'excellente affaire! dit la vieille en éclatant de rire. On se sera bien diverti de votre sottise, pauvre innocente. La princesse qui vous a donné ce bracelet et à qui M. de Buc vous a menée sous les arbres de la place Royale, c'est la plus folle et la plus étourdie des libertines, Mlle de L'Orme.

Le nom de cette célèbre courtisane était connu, même des paysans

de Saint-Mandé. A cette découverte, la bavolette demeura comme anéantie. Le personnage de Marion de L'Orme, substitué dans son esprit à une créature angélique, y mit une confusion épouvantable. Si, dans ce moment, on eût dit à Claudine qu'elle avait pris quelque filou pour le prince de Condé, elle l'aurait cru volontiers. Le résultat de ses réflexions fut aussi prompt que déterminé. Ne comptant plus que sur elle-même, elle appela toute son énergie pour lutter contre les méchans, et son cœur s'ouvrant, comme le temple de Janus au signal de la guerre, les sentimens amers y pénétrèrent, ayant à leur tête la défiance, le mépris et l'orgueil offensé. Ses larmes s'arrêtèrent. Elle se leva, et, quittant les attitudes mélancoliques, elle mangea le repas qu'on lui servit. Pour la première fois, elle employa la ruse, en laissant croire à la vieille balafrée qu'elle se rendait à ses avis. Cette feinte résignation lui servit à connaître les intentions de l'ennemi. Elle apprit que M. de Buc, empêché par ses devoirs militaires, avait remis au soir l'accomplissement de ses projets; c'est pourquoi elle résolut de s'évader avant la fin du jour, à quelque prix que ce fût. L'œil aux aguets et l'oreille attentive, elle étudia les localités et les bruits du dehors, afin d'en tirer les inductions qui lui pouvaient être utiles. Des voix d'hommes qu'elle entendit lui donnèrent à penser qu'un barbier ou un étuviste habitait l'étage inférieur. Une enseigne qu'elle reconnut par la fenêtre la confirma dans cette idée. Les boutiques de ces gens-là étaient alors des tripots. Le lieu avait été merveilleusement choisi pour y commettre un acte de violence avec impunité; mais aussi le grand concours de monde offrait quelque espoir d'y trouver du secours. Sur la table à manger était un méchant couteau mal aiguisé, mais capable encore de faire une blessure. Claudine s'en empara. Elle prit incontinent un parti extrême, et, se jetant sur la vieille, qui ne songeait à rien :

— Vous êtes morte, lui dit-elle, si vous ne me laissez sortir d'ici.

— Sainte Vierge! répondit la balafrée. Vous voulez rire sans doute. Ne jouons pas avec les couteaux, ma mignonne. Comment pourrais-je vous laisser sortir? nous sommes enfermées.

— Vous mentez, reprit Claudine. Vous avez les clés; ouvrez cette porte, ou je vous tue.

— Sur le corps du divin Sauveur! s'écria la balafrée, je vous jure que je n'ai point les clés.

— Eh bien! vous allez mourir, dit Claudine.

Dans les yeux de la bavolette brillait une lueur où perçait l'exaltation de son ame.

— Un moment! dit la vieille. Que votre volonté soit faite; mais c'est grand dommage.

Elle tira une clé de sa poche, et se dirigea vers la porte, suivie de

Claudine l'arme haute. La serrure s'ouvrit, la porte tourna sur ses gonds, et la bavolette, franchissant les degrés de bois, se trouva dans la boutique du barbier. La compagnie, qui menait un bruit d'enfer, se tut subitement à l'apparition d'une dame. Les cornets de dés restèrent en l'air, et le cavalier sur la sellette écarta le bras qui peignait ses cheveux pour regarder cette personne intrépide qui bravait les regards des curieux. Aussitôt le barbier se jeta devant la porte.

— On ne passe point, mademoiselle, dit-il; vous êtes sous ma garde, je réponds de vous, et d'ailleurs je ne sais qui vous êtes. Vous pourriez emporter de chez moi quelque objet.

— En effet, répondit Claudine, j'emporte ce couteau, que je vais te rendre en te le plongeant dans la gorge. Je t'apprendrai à quoi l'on s'expose en prêtant sa maison à des ravisseurs.

— J'ai vu quelque part cette belle irritée, dit un jeune homme contrefait, mais vêtu fort richement.

— Monsieur de Boutteville, reprit Claudine, vous ici, dans ce lieu infâme, et de moitié peut-être dans le complot contre mon honneur!

— Non, mademoiselle, répondit Boutteville; j'ignorais que vous fussiez ici, et je vous prêterai main-forte pour en sortir, si l'on vous y retient malgré vous.

— Ah! monsieur, poursuivit Claudine, que les temps sont changés depuis le jour où je m'assis à table auprès de vous! Votre mère et votre aimable sœur m'avaient enseigné à chérir la vertu; d'autres ont pris soin de me faire détester en eux le vice et la perfidie. Adieu, monsieur; nous nous reverrons, j'espère, en meilleure compagnie.

Et, se tournant vers le barbier avec un geste de mépris: — Misérable, lui dit-elle, ôte-toi de mon chemin.

VI.

Dans l'exécution de son rapt, M. de Buc n'avait pas si bien pris ses mesures que des soupçons ne se fussent éveillés dans le village. Au bruit de son carrosse, des paysans s'étaient mis aux fenêtres. La précipitation et les airs agités qui accompagnent d'ordinaire une action coupable avaient été remarqués. On reconnut tout-à-fait les signes d'un enlèvement, lorsqu'on se fut communiqué ses observations entre voisins. On savait le retour de Claudine, et, en ne la retrouvant plus chez elle, on comprit ce qui était arrivé. Dame Simonne, sortie de sa prison, fut abordée à l'entrée du village par des commères pressées d'éclaircir ce mystère. Maître Simon rentra bientôt et se joignit au conciliabule. Comme il n'était qu'entre deux vins, et que sa raison ne paraissait pas trop endommagée, on lui conseilla de faire quelque démarche. L'occasion était belle d'employer le crédit qu'il prétendait avoir sur le

prince de Condé. Il mit sans tarder son habit des dimanches, et partit pour Saint-Maur, où demeurait son altesse.

La nouvelle fronde succédait alors à l'ancienne, et M. le prince en était l'ame. Autour de lui se remuait la cabale nombreuse et turbulente des *petits-maîtres*, qui avait remplacé celle des *importans*, menée par M. de Beaufort. Quelques procédés maladroits de M. le cardinal, des paroles hautaines de la régente, avaient séparé le héros de Rocroy du parti de la cour, et il s'apprêtait à donner de la tablature au ministre. Quatre cents gentilshommes, jeunes, actifs, pourvus d'armes et de chevaux et ne demandant qu'à s'en servir, trouvaient table ouverte à Saint-Maur et à l'hôtel de Condé. Jamais prince, hormis le feu cardinal de Richelieu, n'avait eu un état de maison si considérable. Les propos insolens contre la reine se débitaient ouvertement, et, comme ils étaient rapportés au Louvre par des espions, les choses s'envenimaient davantage de jour en jour.

Malgré les recommandations de sa femme et des commères, maître Simon ne laissa pas de prendre des rafraîchissemens sur la route. Il arriva vers le soir à Saint-Maur, la tête un peu échauffée. Un grand mouvement régnait dans l'intérieur du château. On voyait partout des lumières. Des feux infernaux sortaient par les fenêtres basses des cuisines: c'étaient les apprêts du souper. Le suisse se mit à rire lorsqu'un paysan lui vint demander à parler à M. le prince. Cependant, comme on ne savait point s'il n'apportait pas quelque avis des émissaires de la cabale, les circonstances étant graves, le consigne crut devoir interroger maître Simon avant de lui fermer la porte. Dans ses efforts pour dissimuler son ivresse, le paysan eut précisément l'air d'un homme qui ne veut point dire toute sa pensée. Il parla d'une fille enlevée à laquelle son altesse s'intéressait, ce qui prit aux yeux du consigne l'apparence d'une commission politique habilement déguisée. Tandis que M. le prince et ses quatre cents petits-maîtres se promenaient dans une galerie et changeaient en paroles non seulement le gouvernement de la France, mais la face de l'Europe entière, la demande d'audience de maître Simon passait de bouche en bouche, et montait par degrés depuis la loge du suisse jusqu'au cabinet du secrétaire. M. de Gourville, confident intime de M. le prince, sortit de la galerie et revint bientôt après, riant aux éclats, raconter à ses amis qu'on avait pris un ivrogne pour un agent secret de la cabale. La requête du paysan n'aurait pas pénétré plus loin, si la duchesse de Longueville n'en eût plaisanté avec son frère. Les noms de Simon et du village de Saint-Mandé, les mots de *fille enlevée*, frappèrent M. le prince, qui avait une mémoire prodigieuse. Au grand étonnement de Gourville, son altesse donna l'ordre de faire entrer le paysan dans un petit salon. Maître Simon, tout ébahi, regardait un lustre orné de vingt chandelles et ne

savait en quel endroit marcher, avec ses souliers ferrés, pour ne point gâter les tapis. Une porte dérobée s'ouvrit en face de lui, et il vit paraître un jeune homme blond et petit, mais d'un port tout-à-fait héroïque et d'un visage singulièrement fier.

— Êtes-vous le père de Claudine Simon? demanda le prince.

— Oui, monseigneur, répondit le paysan; je m'appelle Simon, nourrisseur à Saint-Mandé.

— Qu'est-il donc arrivé à votre fille?

— Je ne saurais vous le dire au juste, monseigneur.

— Alors, que diable me voulez-vous?

— Voici ce que c'est, monseigneur. J'étais sorti dès le matin pour aller chez une personne à qui ma femme fournit du lait depuis vingt-quatre ans. Cela commence à compter, vingt-quatre ans! Aussi j'espère obtenir une avance d'argent, car les temps sont durs, et la guerre nous a ruinés.

— Supprimez ces détails inutiles et allez au fait, interrompit M. le prince.

— Le fait, monseigneur, reprit Simon, le fait important n'est pas qu'un nourrisseur de plus ou de moins soit ruiné, pourvu que monseigneur et le roi notre maître se portent bien. J'étais hors du logis, voilà le fait. Je rentrais à la brune, et non pas ivre, comme le disent mes ennemis. Que m'apprend-on? Que ma fille Claudine, mon seul bien, a été vue en habits de soie magnifiques, avec un bracelet d'or et de pierreries à son bras; qu'un carrosse gris, comme sont ceux de louage, s'est arrêté devant ma pauvre maison, s'en est allé tout aussitôt, et que depuis on n'a plus revu ma fille.

— Eh bien! mon ami, je ne puis rien à cela. Claudine a manqué à ses devoirs; on l'aura séduite. Je ne doute point que sa vertu n'ait beaucoup résisté. L'amour l'aura emporté dans son cœur sur les scrupules. Il faut de l'indulgence pour les faiblesses des filles. Si la vôtre revient, pardonnez-lui. Je l'excuse et je vous plains, mais je ne puis me mêler de cette affaire.

— Si votre altesse s'en veut mêler, reprit le paysan, je ne la trouverai point indiscrète.

— J'entends bien, répondit M. le prince en riant. C'est moi qui ne veux point m'en occuper, non pas par indifférence, car j'aimais Claudine, et j'apprends avec chagrin qu'elle n'est plus sage.

— Pour sage, monseigneur, je n'ai point dit qu'elle ne l'était plus.

— Maudit homme! ne peux-tu parler catégoriquement? Ta fille a-t-elle été débauchée, oui ou non? Ne viens-tu pas de me raconter qu'elle avait quitté volontairement ton logis?

— Oh! que nenni, monseigneur. Les commères assurent qu'on l'a prise, qui par les pieds, qui par la tête. Est-ce là quitter volontairement un logis?

— C'est différent. Explique-toi donc. On l'a enlevée de force, et qui est le ravisseur?

— Je n'accuse personne.

— Parle sans crainte. Sais-tu qui a enlevé ta fille?

— Plût au ciel, monseigneur! je saurais où l'aller chercher.

— Je m'en charge. Retourne chez toi, et tâche d'être sobre, car tes ennemis ont raison de dire que tu bois. Je m'enquerrai de Claudine, et, si on l'a détournée par la violence, je ferai poursuivre le ravisseur; mais je t'avoue que je n'ai guère d'espoir qu'elle soit innocente. Ces robes de soie et ce bracelet d'or ne paraissent pas de bon augure pour sa vertu.

— Cela me tracasse en effet, monseigneur. Est-il juste qu'une fille ait des bijoux, quand son père va vêtu comme me voilà? Je suis un honnête homme; mais, quand on m'aura rendu ma fille, en serai-je plus riche?

— Tu te consolerais donc de sa perte pour de l'argent?

— Je voudrais ma fille d'abord, et puis de l'argent pour me consoler.

— Maître Simon, dit le prince avec un regard foudroyant, tu es un coquin. Écoute-moi : si tu te joues de ma crédulité, si j'apprends que tu sais où est ta fille et que tu n'as d'autre envie que d'obtenir le prix de son déshonneur, je te ferai rouer de coups de bâton.

Le paysan, au lieu de protester contre un soupçon si horrible, se mit à pleurer et balbutier, en sorte que son altesse, perdant patience, lui tourna le dos et sortit par la porte dérobée. De retour dans la galerie, le prince raconta en peu de mots à ses amis le sujet de sa conférence avec maître Simon. Parmi ses auditeurs était le président de Bellièvre, l'un des esprits éminens du parlement, qui prit note du nom de Claudine Simon, et promit de la faire chercher par le lieutenant de police. Un gentilhomme qui prêtait l'oreille à la conversation quitta le groupe où il était, et s'approcha du président de Bellièvre.

— Prenez garde, monsieur, lui dit-il; vous allez découvrir deux gibiers au lieu d'un.

— De Buc, dit le prince, vous êtes un mauvais sujet. Je gage que vous avez des nouvelles de ma bavolette enlevée.

— Il est vrai, répondit M. de Buc, j'en ai de toutes fraîches. La bavolette a pris goût au beau monde; elle fait aujourd'hui amitié avec Mlle de L'Orme, qui lui a enseigné le moyen de bien vivre et de subjuguer les cœurs. Je les ai vues ensemble, ce matin, aussi parées l'une que l'autre, sans doute à la suite de quelque partie de plaisir.

— Aïe! s'écria le prince, voilà ma bavolette à bonne école! Elle n'a plus que faire de ma protection, et je n'irai point la déranger. J'en suis fâché, j'avais de l'estime pour cette fille : n'y pensons plus; mais voyons l'autre gibier de Bellièvre.

— L'autre gibier, reprit de Buc, c'est un ancien péché du feu président de Chevry. Mlle de L'Orme avait reçu de ce magistrat un bracelet en perles fines d'une valeur considérable, et ce bracelet figure à présent au joli bras de Claudine.

— Assez! dit M. de Bellièvre; tirons un voile sur les erreurs de la cour des comptes. Oubliez votre bavolette, monseigneur, et prions M. de Buc de ne point écrire ses mémoires.

Maître Simon cheminait sur la route de Saint-Mandé, tandis qu'on s'égayait ainsi aux dépens de sa fille. Pour supporter les reproches sévères du prince, il voulut puiser des forces au cabaret, et laissa le reste de sa raison au fond du verre. Claudine, de retour au logis, attendait son père avec impatience. Lorsqu'il arriva, le maudit homme fit cent rodomontades au sujet de son ambassade. Il se vanta d'avoir parlé vertement et captivé l'admiration de tous les petits-maîtres; mais, à travers les fumées du vin, Claudine, à force d'interrogations, finit par obtenir un récit moins embelli de l'entrevue, et, devinant tout à coup les odieux soupçons du prince :

— Malheureux! dit-elle à son père, vous m'avez perdue par cette fatale ambassade. J'avais sauvé mon honneur, vous venez de détruire ma réputation.

L'ivrogne ne manqua pas de se mettre en colère, et puis il pleura et se coucha en maugréant contre tout le genre humain. Claudine passa la nuit entière à réfléchir aux moyens de réparer les fautes de son père, mais la réflexion ne fit qu'augmenter ses angoisses. Le mal dont elle n'avait point la mesure lui semblait grandir à chaque effort de son esprit. Un abîme s'ouvrait devant elle, dont ses regards ne pouvaient percer les ténèbres. Dès les premières lueurs du matin, elle fut chassée hors du lit par des pensées intolérables. Dame Simonne, qui l'entendit marcher dans sa chambrette, la vint trouver. Claudine avait repris ses habits de bavolette.

— Ma mère, dit-elle d'un air sombre et résolu, je vais partir. Il faut que je sache où en est ma réputation. Je ne rentrerai ici qu'après l'avoir reconquise, et, si elle doit périr, je succomberai avec elle. N'essayez point de me détourner d'un dessein inébranlable. Je ne vous laisserai pas ignorer le sort de votre fille. Prenez la moitié de cette somme d'argent, achetez ce qui vous est nécessaire; vivez paisiblement, loin de ce monde brillant et trompeur où je me suis follement jetée.

En parlant ainsi, Claudine tirait de leur cachette les louis d'or de Mlle de L'Orme, en faisant deux parts, l'une pour sa mère et l'autre pour elle, et, après avoir plié un petit paquet de linge, qu'elle mit sous son bras, elle se tourna vers dame Simonne par un mouvement brusque.

— Adieu, dit-elle d'une voix ferme, adieu! Évitons un attendrissement qui m'enlèverait mon courage. Je retourne là-bas, sur le champ de bataille, et je jure d'en rapporter mon honneur, qui est tombé dans la mêlée comme le bâton de M. le prince à Rocroy.

Dame Simonne, subjuguée par l'accent passionné qui accompagnait ces paroles, demeura muette et immobile. Elle se mit à la fenêtre pour suivre du regard sa fille, qui marchait à grands pas dans la direction de Saint-Maur. Au moment d'entrer sous les premiers arbres du bois de Vincennes, Claudine s'arrêta pour jeter un dernier coup d'œil en arrière. Elle porta une main à ses lèvres, agita son mouchoir et disparut.

VII.

La cour du château de Saint-Maur était pleine de chevaux et de valets d'écurie. Les petits-maîtres s'apprêtaient à enfourcher leurs montures pour aller braver en face la reine et le cardinal. M. le prince, qui ne se doutait point de ce qui l'attendait au Louvre, souriait en voyant les airs conquérans de ses gentilshommes. Il descendait les degrés du perron avec M. de La Rochefoucauld, lorsqu'une jeune fille, qui s'était glissée dans la foule, se présenta devant lui.

— Monseigneur, dit-elle, excusez mon indiscrétion. Vous êtes couvert de gloire; moi, je n'ai que ma petite réputation d'honnête fille. Ne souffrez point qu'elle me soit lâchement ravie par un de vos amis!

— Ma belle, répondit le prince, c'est ici un conseil de guerre et non point une cour d'amour. Nous jugerons votre procès plus tard. Il s'agit d'une affaire galante avec M. de Buc, n'est-ce pas? Cela ne presse point. Revenez demain. Je vous promets toute l'attention et toute l'indulgence que vous pourrez souhaiter; mais, si j'en crois les apparences, votre conscience n'est pas nette. Vous ne citerez pas à mon tribunal Mlle de L'Orme, et vous n'exhiberez point certain bracelet dont l'origine paraît enveloppée de nuages. Votre père m'a tenu des propos de coquin, et mieux vaudrait vous taire que d'ajouter l'effronterie à des péchés d'alcôve pour lesquels, après tout, on ne vous pendra point.

— Il ne s'agit pas de galanterie, reprit Claudine avec énergie, mais d'un crime que les lois condamnent. Écoutez-moi de grace, et je confondrai le traître qui me ravit l'honneur par un mensonge, après avoir voulu me l'ôter par des violences contre ma personne. Votre altesse, d'ailleurs, se trompe en disant que je ne citerai point Mlle de L'Orme. J'appellerai, au contraire, son témoignage, et, quant au bracelet qu'elle m'a donné, j'en ferai connaître l'origine.

— Oh! voilà qui est grave, dit le prince. Monsieur de Buc, préparez votre défense, car nous vous ferons votre procès en règle. Aujourd'hui

nous allons à la guerre, et j'ai besoin de tout mon monde. A demain donc, Claudine, et compte sur moi, mon enfant. — Messieurs, au Mazarin !

Le prince sauta sur son cheval, et toute la bande des petits-maîtres partit à franc étrier. Les dernières paroles du héros de Rocroy et son air bienveillant rendirent quelque espérance à la pauvre bavolette. Celui-là du moins, parmi tant de gens sans foi et sans scrupule, ne manquait point à la grandeur de son caractère, et ne faisait pas bon marché de l'honneur d'une fille. Pour employer à la confusion de son ennemi le délai d'un jour qu'elle devait supporter, Claudine voulut s'assurer le témoignage favorable de Mlle de L'Orme. Elle prit donc le chemin de Paris et marcha résolûment, soutenue par l'exaltation de son esprit. Une pluie fine et glacée tombait; la route était mauvaise, et la distance fort grande. Notre héroïne, accablée de fatigue, se perdit vingt fois dans les rues du Marais avant de trouver l'hôtel qu'elle cherchait. Marion de L'Orme, qui était en belle humeur, se mit à rire en la voyant.

— Comme te voilà faite, ma fille! lui dit-elle. Il n'y a que la vertu pour aller ainsi mouillée, transie et couverte de boue. Quel nouveau malheur me viens-tu confier? Te veut-on faire passer encore pour une voleuse?

Claudine raconta en peu de mots son aventure, le piége que lui avait tendu M. de Buc, son enlèvement, son séjour dans une maison malhonnête, l'ambassade déplorable de son père et la promesse du prince de lui rendre justice. Afin de ne point blesser la personne qui l'écoutait, elle eut soin d'exprimer avec modération son horreur pour les soupçons qui pesaient sur elle, et implora en termes simples et mesurés le témoignage d'une amie qui savait la pureté de sa conduite. Marion, qui eût bravé avec un front d'airain les regards d'une reine, baissa les yeux devant cette bavolette que la défense de sa réputation menait si loin, à travers tant de fatigues et d'obstacles.

— Hélas! dit-elle en soupirant, il n'est donc pas en mon pouvoir de faire un peu de bien? J'avais pourtant usé de précaution. J'avais renoncé au plaisir si doux de contempler mon ouvrage et d'entendre l'expression de la reconnaissance. Il se trouve au bout de tout cela que mes présens sont funestes, et qu'en voulant secourir cette pauvre fille je l'ai poussée dans un abîme.

Mlle de L'Orme passa la main sur son front comme pour en écarter des pensées pénibles :

— Rassure-toi, ma fille, reprit-elle d'un ton plus animé; je ne souffrirai point que mes bienfaits te portent malheur. Je ne veux pas même souffrir que tu te prives d'un seul de mes présens. Il ne sera pas au pouvoir de quelques écervelés de me fermer les mains quand je les

ouvre, ni de te remettre le bavolet sur la tête, s'il me convient d'y poser des fleurs ou des perles. Nous leur montrerons qu'une brave fille peut avoir à la fois bonne renommée et ceinture dorée. Commence donc par ôter ces jupes mouillées. Je te vais parer comme une princesse. Nous passerons cette journée ensemble. Demain, je te mènerai dans mon carrosse, ton bracelet au bras, par devant le tribunal imposant de Saint-Maur. Juges et accusateurs, je les veux tous voir à tes genoux.

Un cœur de dix-huit ans s'ouvre aisément à l'espoir et à la confiance. Claudine, rassurée par ces discours, se laissa parer des atours que Marion lui voulut donner. Elle quitta son bavolet et se transforma encore en personne de qualité. Sa toilette était achevée lorsqu'on entendit dans la rue un tumulte extraordinaire. Des cavaliers couraient au galop portant leurs chapeaux au bout de leurs épées en signe d'allégresse. M[lle] de L'Orme se mit à son balcon, et, comme les gens qui se réjouissaient ainsi étaient des officiers du cardinal, elle pensa que la nouvelle fronde avait mal débuté. Parmi les passans, Marion reconnut un gentilhomme mazarin et lui demanda les nouvelles.

— C'est, lui répondit-on, que les princes de Condé, de Conti et de Longueville sont arrêtés. M. de Miossens les a conduits à Vincennes. Leurs amis les attendaient à la porte Saint-Antoine pour les délivrer; mais on les a fait sortir par la porte Richelieu, et à cette heure ils sont au donjon.

Peu d'instans après, une bande de cavaliers du parti des princes traversa la rue en grand désordre, poursuivie par un détachement de mousquetaires qui la serrait de près. Deux ou trois coups d'arquebuse résonnèrent au loin, et puis le bruit s'éteignit.

— Ma pauvre enfant, dit M[lle] de L'Orme, voilà ton procès ajourné.

— Il est perdu, répondit Claudine en pleurant.

Tandis que Marion tâchait de consoler la bavolette, on entendit des voix d'hommes dans l'escalier: c'était la compagnie ordinaire qui fréquentait chez les personnes galantes. M[lle] de L'Orme proposait à Claudine de la présenter à ce beau monde; mais la jeune fille ne le voulut point et se cacha dans un boudoir d'où elle pouvait suivre la conversation. La plupart de ces gentilshommes étaient de petits cerveaux qui se ruinaient dans la dissipation. Une sorte d'émulation existait entre eux, qui leur faisait dire cent sottises. Non contens de parler phébus, ils grasseyaient horriblement et prononçaient quantité de mots d'une façon particulière qu'on appelait le dernier goût. Au lieu de dire *j'ai eu*, par exemple, ils disaient *j'ai éhu*. Ils ne prononçaient point *bonheur*, *malheur*, mais *bonhur*, *malhur*, et juraient sur leur *honnur* (1).

(1) Cette affectation de langage des petits-maîtres de 1650 rappelle celle des *incroyables*. Leur manière de prononcer certains mots est restée en usage chez les paysans.

Du fond de sa cachette, Claudine ne fit pas d'abord grande attention aux façons de ces étourdis. Cependant sa curiosité s'éveilla peu à peu. Elle s'aperçut avec étonnement que Mlle de L'Orme parlait tout à coup leur phébus et laissait son naturel, qui était le plus charmant du monde, pour plaire à ces jeunes fous, en imitant leurs grimaces à la mode. On supplia la maîtresse du logis de chanter. On admira fort les attitudes gracieuses qu'elle avait en accordant son luth; on n'écouta presque point sa chanson, mais on applaudit avec transport lorsqu'elle eut fini. On la consultait sur la comédie en vogue, sur le génie de l'auteur, sur le mérite des comédiens, et ses avis étaient accueillis comme les décrets d'une souveraine.

Claudine se prit à réfléchir en observant cette scène, dont les plus petites nuances la frappaient à cause de leur nouveauté.

— Il n'est point difficile, se disait-elle, de se faire adorer de ces jeunes gens, et, si je fusse née parmi ce monde-là, je n'aurais pas grand'peine à y briller.

Ce fut bien autre chose quand l'un de ces petits messieurs s'avisa de vouloir montrer de l'érudition et de parler d'histoire avec Marion. Claudine reconnut qu'ils faisaient tous deux quantité de bévues et d'anachronismes, dont le curé de Saint-Mandé se serait fort diverti, s'il eût été présent. La bavolette ne revenait point de sa surprise.

— Est-il possible, pensait-elle, que des gentilshommes ne sachent point ce que mon curé m'a enseigné?

Dans le boudoir de Mlle de L'Orme, les murs étaient ornés de glaces de Venise; Claudine, assise sur un sofa, voyait son image répétée plusieurs fois par tous ces miroirs. Elle éprouvait un plaisir infini à contempler sa magnifique toilette, ses dentelles, son riche bracelet et l'ensemble charmant que présentait sa personne ainsi accommodée. Il lui semblait admirer une étrangère, tant la transformation était complète; mais bientôt, en songeant que cette image si séduisante était la sienne, un éclair soudain lui pénétra dans l'esprit :

— Je suis belle aussi ! s'écria-t-elle avec joie. Il ne tiendrait qu'à moi de plaire, de régner de par ces yeux bleus, cette bouche de rose, cette taille de nymphe et cette jeunesse en fleur. Qui m'empêche de grasseyer comme une fauvette, d'apprendre, en écoutant les autres, à mal prononcer quelques mots, de faire comme si je jouais du luth pour choisir des poses gracieuses en accordant cet instrument, de chanter une chanson afin qu'on me trouve une voix délicieuse? Ne saurais-je pas aussi regarder les gens en dessous d'un air hypocrite pour feindre la tendresse et donner à entendre au premier venu que je le distingue entre mille? Tout cela est-il donc impossible à une fille de ma condition? Mais je n'aurais pas même besoin de m'abaisser à ces manéges. Il suffit de vouloir plaire pour y réussir. On ne croit point à la vertu

d'une bavolette. Eh bien! faisons-nous grande dame, et celui dont je repousserai l'amour se tiendra pour bien repoussé. celui que j'accablerai de mépris se tiendra pour bien accablé, bien méprisé. Je donnerai à celui-ci un brevet de galant homme, à celui-là un certificat de sottise; et, si quelqu'un s'avisait de se vanter de mes bonnes graces, un mot suffirait à le couvrir de ridicule. Je n'aurai plus besoin des arrêts de M. le prince. Ce n'est point assez d'échapper à la calomnie; je prétends me venger des calomniateurs. Me disculper, me défendre, quand je suis innocente et outragée! Fi donc! c'est à moi de juger, de condamner les coupables, de les forcer à demander grace et de les punir, s'il me plaît d'être sans pitié.

VIII.

De tous temps il y eut trois moyens d'être femme à la mode : la beauté, la fortune et l'esprit. Mlle de L'Orme en employait un quatrième dont notre héroïne ne voulait point se servir. Claudine, privée de fortune, n'avait, à proprement parler, que la beauté; mais, pour y ajouter l'esprit, il ne lui manquait qu'un peu de culture. Avec l'argent que lui avait donné Marion, elle prit un logement modeste, mais commode, dans la rue Saint-Côme (1), et s'y enferma durant quatre mois pour y refaire son éducation. Un maître à danser lui enseigna plus de manières qu'elle n'en voulait avoir, en conservant le naturel, qu'elle estimait avant toutes choses. Un joueur de luth lui apprit en un jour à tourner avec grace les chevilles de cet instrument; mais elle ne s'en tint pas là, et elle sut bientôt assez de musique pour accompagner sa voix. Quant au maître de langue et de bel esprit, elle lui donna la plus grosse part de son temps, et profita de ses leçons avec une ardeur incroyable.

Une fois assurée de pouvoir se montrer avec avantage, Claudine sortit de sa retraite et se rendit un matin chez Mlle de L'Orme, suivie d'une prude-femme, selon la coutume des jeunes filles de la bourgeoisie. Elle n'eut pas fait cent pas dans la rue qu'elle put lire dans les yeux des passans l'effet de sa bonne mine et de sa beauté. Quelques jeunes gens, la voyant en équipage de demoiselle, la saluèrent pour feindre de la connaître. Son maître à danser lui avait appris l'inclination de tête par laquelle on répondait à ces hommages avec la modestie et la civilité de rigueur. Claudine connut le fruit qu'elle avait tiré de ces leçons au respect qu'inspiraient la simplicité de sa parure et sa démarche décente, relevée par la contenance austère de sa prude-femme.

Elle arriva ainsi devant le petit hôtel de Mlle de L'Orme. Un appareil

(1) Aujourd'hui rue de La Harpe.

funéraire en couvrait la façade; des tentures noires pendaient le long des murs. Les passans entraient comme en un lieu public et sortaient avec des airs consternés. Toutes les portes étaient ouvertes. Claudine pénétra jusque dans la chambre à coucher, illuminée par des cierges. Sur un lit de parade, elle aperçut le corps de Marion couvert d'habits magnifiques. La mort n'avait point altéré son beau visage. Elle semblait dormir. Quelques personnes priaient autour du lit, mais Claudine ne remarqua parmi elles aucun des adorateurs frivoles de la femme à la mode. Un sanglot déchirant lui fit tourner la tête vers un homme prosterné à côté d'elle, et qui portait le petit collet. La douleur de cet homme paraissait si profonde que Claudine en eut les larmes aux yeux. Dans ce moment, l'abbé se releva, et, voyant l'émotion de sa voisine, il lui dit en lui prenant la main :

— Si vous l'avez connue, vous l'avez aimée, mademoiselle, et vous partagez mes regrets.

— C'était ma seule amie, répondit Claudine.

— Ah! mademoiselle, reprit l'homme au petit collet, que n'ai-je pu donner dix ans de ma vie pour prolonger la sienne! Elle ne m'aimait point. Elle m'a mis cent fois au désespoir par ses mépris et son indifférence. Jamais le dévouement le plus tendre n'a pu trouver grace pour ma laideur dans cet esprit léger; mais que ne suis-je encore en butte à ses railleries? Qui me rendra ses dédains, ses cruautés avec sa présence? J'aurais fini par toucher quelque jour ce cœur ouvert à tant d'autres et fermé pour moi; et quand elle n'eût jamais dû s'attendrir en ma faveur, je trouverais plus doux de mourir à ses genoux que de vivre sans elle, comme je vais le faire.

Celui qui regrettait ainsi Mlle de L'Orme était un garçon de trente-six ans, petit, mal fait, avec de gros sourcils fort mobiles qui lui donnaient un masque de comédie. Cependant la passion prêtait à son visage quelque chose de touchant qui n'était pas sans agrément. Il demanda humblement à Claudine la permission d'aller la voir pour l'entretenir de la défunte et chercher des consolations près d'une personne qui partageait son chagrin. A cet effet, il déclina ses noms et qualités :

— Je suis, dit-il avec vivacité, Claude Quillet, abbé, médecin, poète, secrétaire de M. le maréchal d'Estrées, admirateur exalté de tout ce qui est beau, et par conséquent votre serviteur, mademoiselle.

Claudine dit à M. Quillet son nom et sa demeure, lui fit une révérence, et se retira suivie de sa prude-femme. Dès le lendemain, l'abbé accourut à Saint-Côme. Il revenait du convoi de Mlle de L'Orme, dont il raconta les détails avec tant de larmes, que son rabat en était baigné (1). L'intérêt que lui témoignait Claudine, en partageant sa

(1) Marion de L'Orme fut enterrée le 1er juillet 1650, selon les gazettes du temps.

douleur, bien qu'avec moins d'emportement, fut un grand soulagement à ses peines. A force de vanter les mérites de la défunte, il épuisa son sujet et se vit naturellement amené à en traiter un autre. Il parla de ses démêlés avec le cardinal de Richelieu, qui l'avait voulu mettre en jugement pour avoir appelé jonglerie la possession des nonnes de Loudun. Il raconta sa fuite, ses voyages en Italie, son séjour à Rome, les services qu'il y avait rendus à l'ambassadeur de France et son retour dans sa patrie après la mort du cardinal. Les poètes discourent volontiers de leurs ouvrages. Sous le prétexte de consulter Mlle Simon, Quillet l'entretint longuement d'un poème qu'il voulait entreprendre en latin, et dont il exposa la matière, le plan et divers épisodes. Toutes ces choses avaient pour Claudine l'attrait de la nouveauté; elle y prenait plaisir, et prouvait à l'auteur par ses réponses qu'elle le comprenait à merveille. Elle lui donna même quelques avis dont il reconnut le bon sens et qu'il se promit de suivre dans son travail (1). La complaisance de l'oreille est pour moitié dans l'esprit d'une femme. Personne n'avait encore si bien écouté Quillet. Aussi, lorsqu'il eut longuement parlé, il se récria sur l'intelligence et les vues profondes de Mlle Simon. L'admiration le prit à la gorge, et il en eut une crise si soudaine, qu'il posa le genou en terre devant Claudine en lui disant avec feu :

— Souffrez que je vous le déclare, ô mademoiselle! j'aurais porté ma tête sur l'échafaud pour Marion; je me ferais saigner aux quatre membres pour vous. Je retrouve en vous une Marion plus jeune, plus pitoyable peut-être, et assurément aussi digne de ma passion.

— Relevez-vous, monsieur l'abbé, répondit Claudine. Vous êtes un peu prompt à vous enflammer. Il faut prendre garde à cela. Je n'ai pas autant de ressemblance avec la pauvre Marion que votre imagination le veut bien supposer. Je vis d'autre manière qu'elle...

— Il est vrai, interrompit Quillet. J'aimais sa folie, j'adorerai votre sagesse. Rien ne pourrait m'en empêcher. Agréez seulement mes respects, car je ne suis pas si téméraire que de prétendre davantage. Daignez m'admettre souvent comme aujourd'hui aux délices de votre conversation, et je m'estimerai le plus favorisé des mortels.

— Mon bon monsieur Quillet, répondit Claudine, revenez me voir aussi souvent qu'il vous plaira. Il n'est point nécessaire de vous jeter à mes pieds pour obtenir cette permission.

L'abbé se releva, et, comme s'il eût été seul, il se mit à parcourir la chambre en se disant à lui-même avec des élans de joie :

— Quillet, mon ami, tu es un heureux homme. Tu allais infailliblement mourir de chagrin, et voilà que le ciel a placé sur ton chemin la

(1) Le poème latin de Claude Quillet, *Callipædia,* parut en 1655.

seule personne qui te pût consoler, un astre pour la beauté, un ange pour la douceur, une enchanteresse pour les graces. Remercie Dieu de cette rencontre, Quillet. Ne sois point ingrat.

Quand il eut achevé son monologue, l'abbé prit congé de Claudine et courut parler d'elle à tous ses amis. Il en entretint particulièrement M. d'Estrées avec des hyperboles incroyables. Le maréchal avait l'esprit court, mais il recherchait volontiers les gens qui l'avaient plus long que lui. Il voulut voir cette beauté dont M. Quillet vantait si haut les graces. Un personnage de son âge et de sa qualité n'était point de ceux qui trouvaient les portes fermées. Claudine le reçut avec les honneurs qu'il méritait. Elle écouta les radotages du maréchal, ses rodomontades militaires, ses anecdotes souvent insipides touchant son ambassade à Rome, avec autant de complaisance que les récits de M. Quillet, et, comme elle parla peu, le vieillard fut enchanté d'elle. M. d'Estrées, frère de la belle Gabrielle, était d'amoureuses manières. Il se croyait tout permis avec les femmes, en sorte que, dès la seconde visite à Mlle Simon, il commença sans préambule par lui déclarer sa flamme. Au premier mot, il se vit couper la parole.

— Monsieur le maréchal, lui dit Claudine, vous êtes un brave militaire, et je vous répondrai avec la franchise des gens de votre profession. Je suis trop loyale et je vous veux trop de bien pour vous laisser perdre votre temps. Sachez donc que je suis déterminée à vivre honnêtement et à n'écouter personne plus favorablement que vous. Si vous daignez accepter mon amitié, vous pourrez vous convaincre de la vérité de mes paroles et de la fermeté de mes résolutions en observant ma conduite à venir. N'allez pas plus loin, je vous prie, dans votre déclaration, et causons, s'il vous plaît, d'autre chose.

— Par ma foi! dit le vieux maréchal, voilà une explication comme je les aime. Je crois à votre sincérité aussi bien qu'à votre vertu. Touchez là, mademoiselle; soyons amis, et je me divertirai à voir de plus jeunes que moi se brûler à la chandelle.

Depuis ce moment, M. d'Estrées ne s'avisa plus de prendre des libertés avec Claudine, et lui témoigna plus d'estime qu'à personne au monde. Quillet allait partout célébrant les charmes de son amie. En sa qualité de poète, il voyait les auteurs à la mode, l'abbé Conrart, Colletet et l'illustre Chapelain, dont la gloire atteignait à son apogée, car *la Pucelle* n'avait point encore paru. Ces divers personnages, toujours en quête d'applaudissemens, souhaitèrent les suffrages de Mlle Simon avec d'autant plus d'appétit, que la jeunesse et la beauté n'étaient point l'apanage de leurs admirateurs ordinaires. Ils arrivèrent tous à la fois dans le nouveau temple ouvert au bel esprit. De son côté, le maréchal d'Estrées amenait avec lui des gens de cour et des militaires. En peu de jours, le petit salon de Claudine devint un pays de conversation

aussi peuplé que l'hôtel Rambouillet, mais plus diversement. On y voyait de tout : des habits brodés, des baudriers, des ordres royaux, des rabats et des perruques dont le mauvais état témoignait la science et la célébrité. Arthénice et ses amis en conçurent de l'inquiétude. La petite académie de la vicomtesse d'Auchy n'en dormit point de trois ou quatre nuits. Mlle Scudéry, chez qui l'on se réunissait chaque samedi, fit preuve d'habileté en ne montrant point de jalousie. La bonne demoiselle demanda son antique carrosse, et se rendit tout droit à la rue Saint-Côme pour embrasser sa rivale. Sa visite était annoncée. Claudine vint recevoir l'illustre Sapho (c'était le nom poétique qu'on donnait à la sœur du grand Scudéry) jusque sur les degrés de sa maison. Elle lui accorda la droite, la porte, le tapis de pied, le fauteuil de cérémonie, comme à une duchesse, en sorte que Sapho ne se sentit pas d'aise de tant d'honneurs. Boileau, qui était au collége en ce temps-là, n'avait point encore dit de Mlle Scudéry qu'elle *tenoit boutique de verbiage*. Elle jouissait d'un immense renom, et d'ailleurs Claudine n'était pas d'humeur à marchander avec les réputations établies. Sapho débuta par lui donner un baiser de comédie avec de grandes démonstrations d'amitié.

— Ma toute belle, dit-elle en s'asseyant, je me viens lamenter avec vous dans le tête-à-tête du malheur d'avoir de l'esprit. Je sais que vous êtes une des lumières de ce siècle, que vous avez un génie vaste et capable de tout; partant, vous êtes, ainsi que moi, l'une des personnes les plus à plaindre du monde. Que de soins ne faut-il point pour obliger les gens à converser d'autre chose que de frivolités! J'y passe ma vie, et je m'y consume. Dieu soit loué! vous m'aiderez à cette besogne dont Hercule ne fût point venu à bout. De quoi parle-t-on chez vous? Contez-moi vos subterfuges et les efforts de votre autorité; je vous dirai à mon tour comment je gouverne mon peuple chaque samedi.

— Mon Dieu! mademoiselle, répondit Claudine, je n'ai point de peuple. On se gouverne à son gré chez moi. Le hasard décide du tour de la conversation, et, comme je ne suis ni une lumière de ce siècle, ni un génie vaste, j'échappe aux tourmens et aux fatigues qui accablent une femme de votre savoir et de votre mérite.

Mlle Scudéry avait l'ame noble et incapable d'envie. Elle sourit avec bonté à l'inexpérience de Claudine, et lui donna force conseils. Cependant, sous le prétexte d'une conférence entre généraux d'armée, elle voulait par curiosité procéder à une sorte d'examen. Mlle Simon ne l'esquiva point; Sapho changea ses batteries, et tourna la conversation sur les matières abstraites, sur la philosophie, la politique et les lettres. Ses étalages d'érudition, ses longues phrases et ses expressions académiques formaient un contraste plaisant avec la simplicité, le naturel

et le langage tout impromptu de son interlocuteur. Ce naturel était rare alors dans le pays du bel esprit, et Mlle Scudéry n'en sentait point l'avantage; mais, en demeurant persuadée de sa supériorité, comme son âge et sa gloire l'y autorisaient, elle apprécia les connaissances, la mémoire, la facilité à tout saisir de Mlle Simon.

— Ce n'est point, lui dit-elle en prenant congé, ce n'est point une rivale que je vois en vous, ma toute belle; c'est un compagnon d'armes. Nous siégeons toutes deux sur la colline du Parnasse. Ainsi que des officiers vigilans, nous écarterons les mauvais soldats et distribuerons à la véritable valeur nos sourires et nos applaudissemens.

— Je n'ai point la prétention d'occuper un grade dans cette illustre armée, répondit Claudine. Vous y avez le bâton de maréchal, mademoiselle, et la distribution des récompenses vous appartient. Pour moi, je me contenterai de m'asseoir sur l'herbe de la colline et d'encourager tous les combattans qui monteront à l'assaut, qu'ils soient valeureux ou faibles, bons soldats ou maraudeurs.

Ce n'était pas une petite épreuve qu'un entretien avec Sapho. Claudine n'en soupçonnait point le danger, et n'en eut que plus de succès. Mlle Scudéry, de retour chez elle, employa son exagération et ses plus beaux effets d'éloquence à louer la modestie et les qualités de Mlle Simon. Elle raconta les détails de sa visite à Saint-Côme avec plus de frais qu'un voyage aux Grandes-Indes. A l'instant même, la réputation de Claudine grandit de vingt coudées. M. de Scudéry en personne voulut connaître cette nouvelle merveille, et lui répéter la description qu'il aimait à faire de son gouvernement de Notre-Dame-de-la-Garde. Il ennuya fort Mlle Simon; mais il ajouta par sa présence un lustre incomparable aux réunions de la rue Saint-Côme.

On devine aisément que, parmi tant de gens empressés, Claudine eut à supporter bien des déclarations d'amour. Tous les plus jeunes, les plus riches, les plus galans ou les plus célèbres s'émancipaient à peindre les feux dont ils brûlaient. C'était comme une procession de pèlerins à l'entour d'une madone inexorable. Lorsque M. d'Estrées voyait quelque joli garçon se pencher d'un certain air sur le bras de son fauteuil et souffler un mot tendre à travers les *moustaches* blondes de Claudine (1), il s'approchait d'elle et lui demandait si ce dernier galant serait plus heureux que les autres.

— Pas davantage, répondait Mlle Simon.

— Mais, reprenait le maréchal, à quel prétendant votre cœur réserve-t-il donc la couronne? Serait-ce au pauvre roi Charles II que nous voyons errer loin de son trône?

— Mon cœur, répondait Claudine, est plus indépendant que l'An-

(1) On appelait moustaches les longues boucles frisées des femmes.

gleterre et la Hollande elle-même; il ne veut ni lord Protecteur, ni grand Pensionnaire. Tout souverain demande des impôts, et je n'ai point dessein d'en payer.

— Prenez garde de tomber dans l'anarchie comme Mlle de L'Orme ou Ninon de Lenclos.

— Ne craignez rien, j'ai un gouvernement à mon usage; vous le connaîtrez quelque jour.

M. d'Estrées se frottait les mains et regardait les jeunes gens d'un air de pitié, en répétant : — La plaisante fille que cette petite Simon!

Le maréchal eut ainsi le passe-temps de voir repousser une kyrielle de soupirans de toutes conditions. Parmi les plus notables, on peut citer les suivans : M. Luillier, vieux maître des comptes, perdu de débauche, mais riche, qui parut fort surpris de son échec, et se fit mettre à la porte pour avoir poussé l'aventure jusqu'à des offres d'argent; son fils Chapelle, alors âgé de vingt-cinq ans, et l'un des plus agréables esprits de ce temps-là; M. Lecamus, fils du conseiller d'état, jeune homme bien fait et capable de plaire; Saint-Hierry, espèce d'homme à bonnes fortunes, qui ne se vantait point de toutes ses mésaventures : voilà pour la robe. Dans l'épée, il y eut un nombre plus considérable d'amoureux éconduits : le plus remarquable de ceux-ci était Ruvigny, l'ancien amant de Mlle de Rohan, et dont la disgrace étonna si fort les habitués de la rue Saint-Côme, que la vertu de Claudine en fut réputée imprenable comme la citadelle de Lérida. On verra tout à l'heure quel était le dessein secret de notre héroïne, quelle idée fixe la soutenait inébranlable au milieu de ces écueils, et par où ses rigueurs devaient finir.

IX.

Les femmes pouvaient alors recevoir de la compagnie à peu de frais, car elles ne donnaient point à manger. Quelques rafraîchissemens suffisaient. La plus grosse dépense était en chandelles, encore ne tenait-on pas à un grand luxe de lumières, et, pourvu qu'on trouvât les plaisirs de l'esprit, on ne regardait point au reste. Si pourtant le lecteur se demandait comment Claudine pouvait subvenir à l'état de maison qu'exige un salon toujours ouvert, il faudrait lui rappeler que l'orfèvre du pont aux Changeurs avait promis de racheter à bon compte le magnifique bracelet du feu président de Chevry. Lorsqu'elle eut atteint le bout de son argent, Claudine porta en cachette ce bracelet à maître Labrosse, qui lui en donna une grosse somme. Les gens du monde ne s'inquiètent point des affaires d'une maîtresse de maison, pourvu qu'elle leur fasse bon visage. Ceux qui fréquentaient l'académie de Saint-Côme, comme on disait moitié sérieusement, moitié par plaisanterie,

ne songeaient pas à s'enquérir si le directeur de cette académie avait du comptant, des rentes ou des dettes. Ils ne se doutaient point de l'économie qu'entretenait avec soin M[lle] Simon dans son logis pour allonger la courroie et gagner du temps. Sous les dehors de l'aisance, elle déguisait souvent les expédiens d'une personne nécessiteuse, sans qu'on en eût le moindre soupçon.

Tout cela durait depuis six mois, et les ressources de Claudine tiraient à leur fin, lorsqu'un événement politique, qu'elle attendait avec impatience, vint changer la face des choses. Le 13 février 1651, les princes quittèrent le donjon de Vincennes. Leur accommodement avec la cour se fit aux dépens du cardinal Mazarin, qui sortit du royaume le 4 mars suivant. M. le prince reparut aussi fier qu'auparavant, et le prit si haut avec la reine, qu'il ressemblait plus à un vainqueur dictant ses conditions qu'à un prisonnier obtenant sa grace. Entre sa sortie de Vincennes et son départ pour la Guienne, il passa un certain temps à Paris, où il tint avec ses petits-maîtres une conduite et un langage à mériter cent fois une nouvelle punition, s'il n'eût été le plus fort. Dans ce moment, la cabale des princes, introuvable depuis un an, se montra partout et se répandit dans les salons et les lieux publics.

Au rebours des autres dames qui tenaient académie, M[lle] Simon n'avait point d'officieux chargés de courir après les gens de réputation. Elle ne refusait l'entrée à personne, mais elle n'envoyait pas davantage ses amis faire des recrues. Cette fois, elle risqua une infraction à sa règle de conduite, en témoignant une grande curiosité de connaître ces petits-maîtres dont on parlait tant. Aussitôt les courtisans de la rue Saint-Côme s'évertuèrent à rechercher les heureux mortels que leur souveraine désirait voir. Ce fut à qui en amènerait le plus. En moins d'une semaine, il vint trente gentilshommes de la cabale, les uns obscurs, les autres fameux. M. de Buc, sans soupçonner que la demoiselle pût être sa bavolette de Saint-Mandé, arriva un soir, introduit par l'abbé Quillet, à qui Claudine avait donné le mot. De Buc demeura ébahi en face de la maîtresse de maison, et la regarda d'un air si troublé, que le maréchal d'Estrées le crut blessé au cœur d'un trait empoisonné.

— Nous sommes, dit Claudine avec un dégagement parfait, de fort anciens amis, M. de Buc et moi. Il y a bien sept ans que nous nous connaissons. Je n'étais en ce temps-là qu'une pauvre petite fille; mais, le lendemain du jour où j'eus l'honneur de rencontrer M. de Buc, je fis aussi connaissance avec des personnes qui passent pour être de qualité, comme M. de Boutteville, son aimable sœur et son excellente mère.

— Quoi! s'écria le maréchal d'Estrées, vous aviez des amis de cette volée, et vous n'en disiez rien! Allez, vous êtes une fille originale, et

de la plus piquante espèce. Non, en vérité, on ne vit jamais de femme comme vous, adorable Claudine!

L'engouement du vieux maréchal et le chorus dont les assistans l'assaisonnèrent firent comprendre à M. de Buc que le terrain n'était pas bon pour la guerre, c'est pourquoi il se confondit en respects et en civilités pour la souveraine de ce pays. Le lendemain, il revint chez Mlle Simon, et, tandis qu'il balbutiait un compliment, le maréchal d'Estrées parut, conduisant par la main M. de Boutteville.

— Je vous avais promis, monsieur le duc, dit Claudine, que nous nous reverrions un jour en meilleure compagnie que celle d'un barbier des halles.

— En effet, répondit M. de Boutteville, la compagnie est fort différente, mademoiselle, et ressemble si peu à l'autre, que je voudrais savoir le mot de cette double énigme.

C'est une étrange histoire, reprit Claudine. Je vous la raconterai un jour que je serai de loisir.

M. de Buc rougissait et pâlissait tour à tour à l'aspect de l'orage qu'un mot de plus lui pouvait faire crever sur la tête. Mlle Simon eut pitié de son air défait et malheureux. Elle s'approcha de lui en souriant, et lui dit tout bas :

— Vous êtes puni, n'est-ce pas? Revenez me voir en signe de votre repentir, et n'oubliez point que je suis élève de votre maître le grand Condé.

— Ah! répondit de Buc, vous me faites sentir combien je suis loin de ce prince, qui est aussi mon modèle.

Le jour suivant, Quillet, qui avait reçu des instructions secrètes, amena un capitaine des mousquetaires, qui faillit tomber à la renverse en saluant Mlle Simon.

— Monsieur Thomas des Riviez, dit Claudine, soyez le bienvenu. Vous aimez la compagnie des personnes de qualité. J'ai pensé, en effet, qu'il serait bon à un jeune homme de se faire des amis au-dessus de lui. Je vous recommanderai à M. le maréchal d'Estrées.

Thomas eût voulu se cacher au centre de la terre. Il regardait par quelle issue il pourrait s'enfuir; mais Mlle Simon le conduisit dans l'embrasure d'une fenêtre.

— Monsieur, lui dit-elle, ne me jugez point d'après vous-même; je mérite qu'on ait de moi une meilleure opinion. Je vous ai beaucoup aimé. Les erreurs d'une fille de la campagne trouveront grace à vos yeux. Ne songeons plus à nos fautes passées. Je ne plaisante point en vous promettant la protection de M. d'Estrées. Votre fortune m'occupe, et j'ai à cœur de vous laisser un heureux souvenir. Quittez donc cet air de désespoir, et attendez sans effroi la vengeance de votre amie d'enfance.

En sortant de la rue Saint-Côme, le duc de Boutteville se rendit chez sa sœur, qui avait épousé M. de Châtillon. Le grand Condé s'y trouvait. Quand son cousin vint à dire en quel état il avait vu la bavolette de Saint-Mandé, M. le prince poussa un cri de surprise et de joie.

— La bonne histoire! dit-il en riant. Claudine ayant maison! Claudine courtisée par la fleur de nos gentilshommes, encensée par les poètes et tenant académie! Par Dieu! j'en suis ravi. Elle doit être charmante et bien demoiselle dans ses airs et son maintien, car je l'ai toujours considérée fort au-dessus du bavolet. Savez-vous que nos précieuses en doivent enrager? Pour mettre le comble à leur dépit, je veux aller chez ma protégée en grand équipage, et je crierai par-dessus les toits que le salon d'Arthénice est un cabaret auprès du délicieux séjour de Saint-Côme.

Un saisissement profond parcourut les rangs des habitués à l'entrée du premier prince du sang dans la maison de Mlle Simon. L'émoi gagna jusqu'à M. d'Estrées lui-même. Claudine marcha au-devant du héros de Rocroy avec autant d'assurance que de gravité.

— Monseigneur, lui dit-elle, ce que vous voyez ici est votre ouvrage. C'est pour avoir contemplé de près le soleil de votre gloire et de votre génie, c'est pour avoir recueilli de votre bouche un mot d'encouragement, comme une rosée bienfaisante, que l'émulation a poussé dans mon pauvre cœur. Je vous dois tout, mon amour du bien, mon envie de plaire, mon goût pour les jouissances de l'esprit et l'estime des personnes qui m'entourent.

Le prince baisa la main de Claudine de la meilleure grace dn monde.

— J'admire donc mon ouvrage avec un plaisir infini, mademoiselle, répondit-il; mais vous attribuez au soleil de ma gloire plus de fécondité qu'il n'en a. L'amour du bien avait été semé dans votre cœur de la main de Dieu. J'ai rendu mes devoirs à des têtes couronnées, et j'ai baisé des mains royales, jamais pourtant avec plus de respect que celui dont je suis pénétré en ce moment. C'est devant la vertu, la constance dans le bon chemin, le courage et l'envie de bien faire que je m'incline. La beauté, car la vôtre est éblouissante, les graces et l'esprit ne viennent qu'à la suite. Messieurs, j'étais le premier en date dans l'amitié de Mlle Simon. Ne soyez donc point jaloux de mes libertés. Après avoir été son protecteur, je me déclare avec vous son admirateur, l'un de ses courtisans, et membre de son académie.

— Celui-là aussi! murmura M. d'Estrées; celui-là aussi était de ses amis avant moi! Vous verrez qu'elle connaîtra le roi un de ces matins. Quant au respect de M. le prince pour notre amie, il n'a pas grand'peine à surpasser celui dont ce héros refuse obstinément le tribut à la reine.

Le prince passa deux grandes heures chez Mlle Simon. Il causa gaiement avec toute la compagnie, et ne demanda son carrosse qu'à minuit, en promettant de revenir souvent à Saint-Côme. M. de Buc et Thomas des Riviez avaient été sur des épines pendant cette soirée solennelle. Si Claudine eût voulu abuser de ses avantages, elle aurait pu se venger de leurs méchans procédés de façon à les accabler pour la vie et les ruiner dans l'esprit des honnêtes gens. La générosité du vainqueur fit succéder à la crainte une émotion plus douce dans leur ame. Tous deux se reprirent incontinent de passion pour la bavolette transformée. De Buc n'hésita point à exprimer son repentir d'abord, et ensuite ses tendres sentimens. La première partie de son discours fut écoutée avec bonté.

— J'y songerai, dit Mlle Simon, et je vous donnerai une réponse avant huit jours.

Cette parole peu sévère semblait permettre quelque espoir, en sorte que l'amour de M. de Buc en augmenta de moitié.

Thomas des Riviez vint, à son tour, solliciter son pardon, et, comme il l'obtint sans difficulté, il risqua un mot de tendresse. Claudine en fut émue. L'agitation de sa gorgerette allait trahir le feu qu'elle pensait éteint et qui se réveillait dans son cœur. Un effort prodigieux de sa volonté étouffa subitement l'incendie.

— J'y songerai, répondit-elle, et je vous donnerai réponse avant huit jours.

Le petit capitaine de mousquetaires proposait à son ancienne amie un mariage en bonne forme; il est donc à croire que ses offres étaient plus sérieusement pesées que celles de son rival. M. de Buc n'avait pas grandes chances de réussir; mais il n'en savait rien. Selon toute apparence, Claudine songea beaucoup à Thomas des Riviez durant ce délai d'une semaine. On s'aperçut, à la pâleur de son visage, qu'elle avait le sommeil troublé. L'abbé Quillet, qui l'aimait plus véritablement que les autres, en conçut de l'inquiétude et pressa de questions celle qui faisait ou sa joie ou ses peines, selon l'humeur où elle était. Il paraît que l'abbé reçut la confidence qu'il souhaitait. On le vit tenir conseil avec sa souveraine, changer de visage comme elle, pousser des soupirs, veiller jusqu'à l'aurore et parler en termes obscurs de ses craintes et de sa perplexité. La semaine était presque écoulée, lorsqu'un matin Quillet prit un carrosse de louage et courut d'un bout à l'autre de la ville pour inviter diverses personnes à souper chez Mlle Simon. M. le prince ayant accepté le premier, et M. de Boutteville après lui, le reste n'eut garde de refuser. M. d'Estrées prêta ses valets, son cuisinier, sa vaisselle et tout le nécessaire. Un mouvement inusité anima la maison de Claudine, et, vers dix heures du soir, un fort beau souper se trouva servi dans la modeste académie de Saint-Côme.

X.

Le suisse de M. le maréchal, en grand uniforme devant la porte de Mlle Simon, répondait aux visiteurs ordinaires que la maîtresse du logis ne recevait point ce soir-là. Chaque personne ainsi repoussée jetait un regard d'étonnement sur les fenêtres plus éclairées que d'habitude et se retirait en baissant la tête. M. de Buc et Thomas des Riviez, guidés par un égal empressement, se rencontrèrent nez à nez en présence du suisse, qui les pria de monter après leur avoir demandé leurs noms. Sans se douter qu'ils fussent rivaux, ils se toisèrent d'un air peu courtois le long des degrés; mais en arrivant dans le salon, où ils trouvèrent M. Quillet chargé de les recevoir, tandis que mademoiselle achevait sa toilette, ils se mirent tous deux à regarder de travers ce personnage si familièrement installé. Bientôt après entra M. Chapelain, l'illustre poète; ensuite vint le vieux maréchal d'Estrées, et puis M. de Bouttevïlle; trois ou quatre seigneurs de la cabale des petits-maîtres, et que Claudine avait vus à Saint-Maur, arrivèrent, précédant M. le prince. Le secrétaire Gourville était du nombre. Le grand Condé parut enfin. Quillet courut avertir Mlle Simon que ses convives étaient réunis; la porte du petit appartement s'ouvrit, et l'on vit entrer dans le salon une jeune paysanne en habits de fête portant les jupons courts, le bavolet de toile bise, la croix d'or au cou et les bras nus comme pour une danse de village.

— Monseigneur, dit Claudine en allant vers M. le prince, nous fêtons aujourd'hui le jour où j'eus l'honneur de vous connaître sur la grand'-route de Saint-Mandé. J'ai repris, à cette occasion, mon humeur des dimanches et le sans-façon de la campagne. Vous souperez avec une bavolette bien élevée.

— Vous êtes à croquer dans ce costume, répondit M. le prince. Je veux manger, boire et chanter comme un paysan.

On se récria sur la gentillesse de la bavolette. M. d'Estrées s'extasiait; Quillet avait les larmes aux yeux; de Buc et des Riviez ne disaient mot, mais leurs regards enflammés parlaient à défaut de leurs lèvres. Le maître d'hôtel du maréchal annonça qu'on avait servi, et la compagnie se mit à table. M. le prince tint si bien parole, qu'il mangea de tout, ne laissa jamais son verre plein, eut une pointe de vin et fit assaut de folie avec qui voulut lui tenir tête, ce dont Claudine s'acquitta le mieux du monde. Le repas dura une heure, pendant laquelle régna une liberté de bon ton qui ne se rencontrait en aucune académie de bel esprit. M. Chapelain lui-même perdit un peu de sa raideur; il lui échappa des phrases d'une brièveté inattendue et des pensées qui n'eussent point trouvé leur place dans un poème épique, tant elles approchaient de la plaisanterie. Au dessert, tout le monde parlait à la

fois. Sur un signe que lui fit Mlle Simon, Quillet se leva et demanda un moment de silence, en disant que la reine des bavolettes avait un petit discours à prononcer. Chacun prêta l'oreille, et Claudine, s'adressant à ses convives d'une voix haute et ferme :

— Messieurs, dit-elle, nous avons bu tout à l'heure à la sortie de M. le prince du donjon de Vincennes; mais vous ne savez point que l'emprisonnement de son altesse, le 18 janvier de l'année dernière, m'a fait plus de chagrin et m'a porté un coup plus funeste qu'à personne en France. Monseigneur lui-même a peut-être oublié que le lendemain de cette fatale journée il devait juger un procès d'où dépendait la réputation de Claudine Simon.

— Non, interrompit M. le prince, je ne l'ai point oublié; l'accusation est abandonnée. Il n'y a plus sujet à procès.

— Votre altesse se trompe, reprit Claudine. Les rôles sont changés aujourd'hui; c'est moi qui suis l'accusateur, et nous trouverons peut-être l'accusé sans chercher bien loin.

— De Buc, s'écria le prince, voilà une pierre dans ton jardin. Tu es sur la sellette. Vive Dieu! je te veux juger. Prenons que nous sommes ici en plein Châtelet : je serai le prévôt de Paris; MM. de Boutteville et d'Estrées seront les conseillers. Quillet fera l'huissier audiencier, et M. Chapelain, la plume fichée dans sa perruque, représentera le greffier le plus imposant du monde. Mlle Simon sera partie civile, avocat, procureur et tout ce qu'il lui plaira. Fiez-vous à moi, je vais débrouiller cette affaire avec le bon sens et la justice de maître Sancho Pança dans son gouvernement. La parole est à la partie plaignante.

— La plaignante, dit Claudine, accuse ledit seigneur de Buc de l'avoir fait enlever le 12 janvier 1650, par trois estafiers, de son domicile sis au village de Saint-Mandé; de l'avoir arrachée par la violence et soustraite à la surveillance de ses père et mère; de l'avoir transportée dans un carrosse au quartier des halles à Paris, où il l'a enfermée chez un barbier étuviste dont la maison était réputée infâme, dans le dessein de se livrer, sur la personne de ladite Claudine Simon, à des actes criminels, dont l'accomplissement n'a été déjoué que par des circonstances indépendantes de sa volonté.

— Qu'as-tu à répondre à cela, de Buc? dit M. le prince.

— Ce n'est pas tout, reprit Claudine : ledit de Buc, n'ayant point réussi dans ses coupables projets, à cause de l'heureuse évasion de sa victime, a, par des propos faux et perfides, donné à entendre que ladite Claudine Simon se serait volontairement livrée à lui, après s'être vendue à d'autres. Ces propos ont été tenus à Saint-Maur chez son altesse M. le premier prince du sang, en présence des amis dudit prince, ce qui a dû faire un tort à la réputation de Claudine Simon, dont elle ne peut apprécier exactement toute l'étendue et la gravité.

— Qu'as-tu à répondre? dit le prince d'un ton plus sévère.

De Buc, consterné, cacha son visage entre ses mains.

— Morbleu! s'écria le héros de Rocroy, ceci passe la plaisanterie. Cette conduite est tout simplement indigne d'un gentilhomme. Je ne ris plus, messieurs. De Buc, tu n'es plus à moi; je te chasse.

— Un moment! interrompit Claudine. Pour tous dommages-intérêts, je ne voulais obtenir que l'aveu complet et ingénu du crime. Le silence de l'accusé équivaut à cet aveu qui répare publiquement le tort fait à ma réputation. Je me déclare satisfaite. Je pardonne à mon ennemi, et je supplie monseigneur de laisser à mon oubli des injures son faible mérite en usant de clémence à l'égard du coupable. Sortons maintenant du Châtelet et constituez-vous, messieurs, en cour d'amour pour juger une autre affaire. Parmi les convives ici présens, j'ai plusieurs adorateurs qui se disent fort épris de ma personne très indigne. Les uns m'ont offert leur nom et leur fortune avec leur main, et ces ouvertures honnêtes méritent ma reconnaissance; les autres se sont expliqués moins clairement et n'ont pas été au-delà de la peinture plus ou moins vraie de leur flamme amoureuse. Je ne trahirai point leur secret; mais je prierai monseigneur et ses conseillers de me donner leur avis sur la conduite que je dois tenir.

— Il n'y a point à balancer, dit M. le prince. Choisissez un bon mari dans la première catégorie. Ne consultez que votre cœur, ma chère Claudine. Je vous ferai un cadeau de noces qui lèvera les difficultés, s'il s'en présente. Et plus tard, dans la seconde catégorie, je vous autorise à prendre un amant, si le mari vous donne des sujets de mécontentement, car je vous crois une femme incomparable, un trésor de vertu. Tel est mon avis et celui de mes conseillers. N'est-il pas vrai, messieurs?

Les conseillers se rangèrent unanimement à l'opinion de M. le prince.

— Eh bien! reprit Claudine, voici le moment de vous ouvrir le fond de ma pensée : l'aventure du 12 janvier, les procédés insolens et cruels de mon ravisseur, le coup porté à mon honneur, ne m'ont inspiré, depuis un an, qu'un ardent désir, celui d'arriver où je suis ici à cette heure, de tirer vengeance noblement du mal qu'on m'avait fait, de forcer les gens à me reconnaître pour une honnête fille calomniée. Afin d'atteindre ce but difficile, j'ai travaillé, étudié, invoqué le secours et les leçons des maîtres de langue, de musique et de bel esprit; j'ai acquis des manières et ce qu'on appelle du monde. Je le confesse à ma honte : les hommages, les respects, les adorations, les flatteries et même les déclarations d'amour ne m'ont presque point touchée. Ma fierté rancunière, l'épée à la main, montait la garde aux portes de mon cœur, et n'y laissait rien pénétrer, comme disent les dames qui cultivent le phébus. Un seul de mes amoureux, meilleur

que les autres, méritait assurément d'être choisi, mais il porte le petit collet.

— Nous lui ferons donner dispense, s'écria le prince. Quillet, tu es préféré; tu épouseras ma protégée.

— Non, monseigneur, poursuivit Claudine. Je me reprocherais amèrement de répondre à l'amour de M. Quillet, à son exaltation, à sa tendresse profonde, dévouée et délicate par une simple et froide amitié. Ce mariage est impossible. Je ne suis, vous dis-je, qu'une honnête fille, et non pas un trésor, ni une femme incomparable. Reprenez ces titres élogieux dont je suis indigne. Ma rancune ne retombe pas seulement sur M. de Buc, mais sur le monde entier. Elle n'est point assouvie encore, et je ne dormirai bien qu'après avoir rompu avec ce monde brillant et trompeur dont les dehors charmans, les faux semblans de vertu m'avaient séduite et attirée. Je suis partie de Saint-Mandé, mon petit paquet sous le bras, à la recherche de mon honneur. Je le tiens aujourd'hui, et je m'en vais avec ce bagage précieux dans mon village pour n'en plus sortir. Ce souper est un repas d'adieu. Mon voyage est achevé. Bavolette je l'ai entrepris, et bavolette je m'en retourne.

— Cela n'est pas sérieux? dit M. de Boutteville.

— Vous n'aurez point cette barbarie! s'écrièrent Quillet et le maréchal d'Estrées.

— J'ai grand'peur qu'elle n'en démorde point, dit le prince.

— Rien n'est plus sérieux, reprit Claudine. Monseigneur, j'ai voué à votre caractère une admiration extrême : vous êtes le modèle que j'aurais suivi si le ciel m'eût faite homme; mais il y a dans vos grandes qualités des points que l'ame d'une femme peut comprendre et imiter. Descendez en vous-même. Essayez de vous mettre à ma place en imagination, et dites ce que vous feriez.

— Je ferais comme toi, mon enfant, dit M. le prince, car l'orgueil est ma passion dominante. Je lui devrai sans doute mes erreurs; mais le peu de bien que j'ai fait, la gloire que j'ai acquise, c'est de lui qu'ils me viennent. Je t'approuve à regret. Va, ma fille. Retourne à ton village. Jouis de ton triomphe; dors avec la satisfaction de la fierté vengée. Et s'il te plaît quelque jour de revenir dans ce monde qui te perd avec tant de chagrin, parmi ces amis qui te pleureront, je t'en donnerai les moyens. Tu seras bien reçue chez moi. Messieurs, buvons à la sagesse de cette jeune fille.

On versa rasade; tous les convives burent avec des *vivats*, après quoi on passa dans le salon. Une paysanne s'y trouvait, plus simplement vêtue que la maîtresse du logis : c'était dame Simonne, qui saisit sa fille entre ses bras et la couvrit de baisers.

— Vous le voyez, messieurs, dit Claudine, mon projet est sérieux.

Voici ma mère qui vient me chercher, et nous allons retourner ensemble à notre village.

En effet, Mlle Simon s'enveloppa d'un capuchon de grosse laine et s'équipa en voyageuse. M. le prince réclama le plaisir de lui baiser les joues, les autres lui baisèrent les mains, et elle partit avec sa mère pour Saint-Mandé dans le carrosse de M. d'Estrées, laissant à Quillet le soin de veiller à ses petits intérêts. L'abbé se chargea de vendre son mobilier, et lui en porta le prix, qu'elle remit à dame Simonne. Les Parisiens parlèrent pendant un mois de l'étrange fin de l'académie de Saint-Côme, et puis ils s'occupèrent d'autre chose. M. le prince alla faire la guerre civile en Guienne. M. d'Estrées fut d'un autre parti, et il emmena Quillet avec lui. De Buc reçut un coup de feu, dont il mourut sous les murs de Bordeaux. Thomas des Riviez servit la reine en bon soldat, et devint commandant au régiment de Royal-Italien. Quant à M. de Boutteville, on sait qu'il devint le célèbre maréchal de Luxembourg.

Lors du combat du faubourg Saint-Antoine, par où se termina la fronderie, Claudine pria pour le succès de son héros favori. Le ciel n'exauça qu'imparfaitement ses prières. M. le prince quitta la France, et ne rentra en grace qu'au bout d'un long temps. A son retour dans sa patrie, ce grand capitaine habita le château de Chantilly pendant les loisirs que lui laissa la victoire.

La chronique dit bien que Claudine Simon ne se maria point, et que la constance du pauvre Quillet ne réussit pas à l'ébranler dans sa résolution de rester fille; mais cette chronique n'ajoute point que le cœur de la bavolette soit demeuré toujours insensible. Mlle Simon quitta son village pour aller vivre dans une jolie chaumière, située dans les bois, sur les confins du parc de Chantilly. Elle n'entra jamais au château, mais on vit souvent M. le prince prendre tout seul le chemin de la chaumière. Depuis ce moment, les bonnes gens de Saint-Mandé ont perdu les traces de leur bavolette, et ceux de Chantilly ne recueillirent sur elle aucun renseignement, d'où l'on pourrait conclure qu'elle enveloppa de mystère le reste de sa vie. Peut-être cette jeune fille avait-elle au fond pour le vainqueur de Rocroy un sentiment plus tendre que l'admiration. L'abbé Quillet eut en sa possession des lettres du prince de Condé qui venaient de Mlle Simon. Ces autographes se retrouveront quelque jour dans une des collections que font les curieux, et on pourra sans doute connaître, en les lisant avec attention, en quels termes était M. le prince avec l'héroïne de cette histoire.

PAUL DE MUSSET.

DES

LETTRES DE CICÉRON

A PROPOS

DE LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER.

Depuis soixante ans, l'histoire d'Angleterre a fourni seule à la France toutes les comparaisons, toutes les allusions de la politique : jusqu'à ces derniers temps, en effet, les révolutions des deux pays offraient les traits les plus singuliers de ressemblance; notre histoire paraissait suivre pas à pas celle de nos voisins. On peut dire que la conscience de ces rapports, les rapprochemens hardis offerts par la tribune et par la presse à l'imagination populaire, furent pour beaucoup dans la chute de la restauration et dans l'établissement de la monarchie de juillet. Comme l'Angleterre, la France avait fait monter son roi sur l'échafaud; comme l'Angleterre, elle avait traversé l'anarchie et la dictature pour arriver à une restauration, — et voilà que, suivant jusqu'au bout la ressemblance fatale, la restauration fléchissait aussi sous le poids de fautes inévitables: c'est alors que la polémique ardente des partis, poursuivant jusqu'au bout le parallèle, appela, prophétisa, provoqua une seconde et pacifique révolution, qui devait, comme en Angleterre, substituer un rameau d'une séve plus verte et plus jeune à l'antique chêne sous lequel la France s'abritait depuis tant de siècles.

L'événement arriva selon les prédictions, en partie à cause des prédictions; tous les esprits se trouvaient avertis et préparés; ceux qui applaudissaient à la chute des Bourbons et ceux qui la déploraient l'avaient également contemplée depuis quelques années comme l'espoir ou la catastrophe inévitable de l'avenir; avec un accent différent, tous s'écriaient : « Nous l'avions bien dit! »

Pendant dix-huit années d'un règne florissant, la comparaison a pu continuer. Rien n'y manquait, pas même, comme on l'a dit sans flatterie, la prudence et la fermeté d'un autre Guillaume; mais la Providence ne renferme pas l'infinie variété de ses desseins dans des symétries historiques. La révolution de février a coupé court aux comparaisons : disons plus, entre deux nations, dont l'une aboutit, par ce qu'on a appelé le régime parlementaire, au gouvernement des Pitt, des Canning et des Peel, l'autre aux folies du gouvernement provisoire et aux étranges conceptions de l'assemblée constituante, les rapports étaient sans doute plus apparens que réels. Nous avions emprunté les noms et les formes; nous n'avions pu prendre en même temps l'esprit, qui seul donne la vie aux institutions politiques. Un moment les deux sociétés s'étaient rencontrées et s'étaient jointes dans la même voie; mais c'étaient deux lignes perpendiculaires qui se croisent, et non deux lignes parallèles qui se suivent. La révolution anglaise était née de l'esprit religieux, des passions religieuses, si l'on veut; la révolution française, de la philosophie et des sectes économiques du dernier siècle. Là peut-être est le secret de leurs destinées si différentes. Comment de ces origines opposées arriver à un résultat commun? — Quoi qu'il en soit d'ailleurs du passé, l'histoire d'Angleterre n'a plus d'exemples pour notre situation présente, et cependant, dans la profonde nuit qui nous cache notre destinée de demain, hors de toutes les voies battues, dans ces chemins ténébreux dont parle Dante et qui déconcertaient son courage, nous voudrions retrouver quelque trace qui témoignât que d'autres avant nous ont passé par ces sombres défilés. Ce n'est pas le danger, mais je ne sais quelle solitude étrange au milieu de l'inconnu, qui effraie l'esprit humain. Si à d'autres époques le monde a souffert des maux semblables, s'il a traversé les mêmes épreuves, et si cependant il n'a pas péri dans la lutte; si la vigueur du bon sens, si la santé de l'ame se sont retrouvées entières après des secousses qui semblent devoir laisser à jamais le trouble au fond des intelligences comme au fond des sociétés, — alors nous arrivons à contempler nos malheurs présens avec autant de douleur sans doute, mais avec plus de calme : si cette génération doit périr, le monde n'en reviendra pas moins à la lumière, le genre humain reprendra le cours de ses destinées; c'est une épreuve qui finira, ce n'est pas la fin de toutes choses!

A défaut de l'Angleterre, c'est peut-être dans l'histoire des derniers jours de la république romaine que nous trouverons ces traces humaines que nous cherchons, ce spectacle qui doit nous éclairer sur nous-mêmes. Si nous ne nous laissons pas détourner par les différences de noms et de mœurs, nulle époque, en effet, n'offre avec nos temps des rapports aussi intimes; malgré les dix-neuf siècles qui nous séparent, malgré le christianisme qui a renouvelé la face des sociétés, nous n'y rencontrons pas seulement ces apparences et cette physionomie semblables que nous offraient les annales de l'Angleterre : nous y retrouvons la ressemblance des esprits, nos pensées, nos impressions de chaque jour, nous-mêmes enfin. Oui, malgré les différences de la forme et du costume, nous sommes plus en sympathie avec les craintes et les espérances qui agitaient alors le monde romain qu'avec les passions qui mettaient aux prises les puritains et les cavaliers. Seulement, pour saisir et serrer de près tous les points qui rapprochent des temps si éloignés, il faut sortir de l'histoire officielle, de la représentation pompeuse et convenue : les noms et les habits y jouent un trop grand rôle; les masques cachent les figures. Heureusement l'antiquité nous a laissé des mémoires qui font tomber ces masques, des mémoires qui ressuscitent pour nous la société romaine au moment même de cette crise suprême qui aboutit dans la politique à l'empire, dans la philosophie au christianisme.

Ces mémoires, ce sont les lettres de Cicéron. Je n'imagine pas en avoir fait la découverte et ne dirai pas comme La Fontaine : « Avez-vous lu Baruch? » Nous avons tous lu les lettres de Cicéron; mais il en est des livres comme des tableaux, qu'il faut regarder à leur jour : il faut que le lecteur soit préparé lui-même, que son œil, éclairé par une lumière nouvelle, retrouve dans des lointains effacés, dans des fonds obscurs d'abord et qui paraissaient sans nuance, des traits, des contours, des images qui se révèlent peu à peu à lui. L'histoire est le meilleur commentaire de l'histoire, le lendemain explique ce que la veille avait laissé obscur, nous en savons tous plus sur les révolutions que le pacifique abbé Vertot, qui s'était fait leur historiographe en titre : il n'est rien de tel que d'en avoir vu une pour les comprendre toutes. — Dans le dernier siècle, un homme d'autant d'érudition que d'esprit, le président de Brosses, traducteur de Salluste, avait entrepris la réhabilitation de Catilina, ou plutôt, — car ces jeux imprudens de l'esprit qui consistent à prendre quelque grand criminel, Robespierre ou Danton, pour en faire des saints ou des bergers d'idylle, n'affligeaient pas alors la conscience publique, — le président de Brosses ne croyait pas à la conjuration de Catilina; il faisait ressortir avec beaucoup de vraisemblance, pour ses contemporains, les monstruosités des plans qu'on prêtait aux conjurés, l'impossibilité de supposer que des

hommes auxquels on ne refusait pas le bon sens et le courage eussent rêvé d'aussi abominables folies; il défendait enfin Catilina en niant sa conjuration, et il la niait parce qu'il ne pouvait la comprendre. Aujourd'hui le moindre écolier entend mieux son Salluste que le savant président du siècle passé : — nous connaissons tous Catilina; non-seulement il a conspiré, mais il a vaincu; il a régné un jour sur Rome surprise et consternée : — ce jour-là la véracité de Salluste a été vengée. Son imagination n'avait donc pas prêté aux conjurés les odieux complots qu'il raconte; tout paraissait invraisemblable, faux ou exagéré, il y a cent ans, pour des lecteurs tranquilles, au sein d'une société calme et régulière; aujourd'hui, tout est vrai pour ceux qui sont jetés au milieu des mêmes complots, qui ont assisté aux mêmes saturnales. Il n'est pas jusqu'à ce ton déclamatoire, tant reproché à Salluste, qui ne vienne ajouter aux rapports des deux époques. Qui n'a présentes encore à l'esprit les pompeuses proclamations du gouvernement provisoire, ces grands mots vides de sens qu'on jetait au peuple le plus spirituel de l'Europe? Audace des méchans, perversité des sophistes, crainte et faiblesse des gens de bien, nous n'avons plus à nous étonner de rien; c'est ainsi qu'il en a été chez nous! Nous savons comment on émeut le peuple sur un mot, et comment de cette émotion les habiles, avec un tour de main, font une révolution : ils nous l'ont dit eux-mêmes, et avec quelle audace! Voilà les commentaires que l'histoire fournit à l'histoire, le passé et le présent s'éclairent l'un par l'autre.

I.

Les lettres de Cicéron ont dix-neuf siècles de date; le grand orateur vivait un demi-siècle avant Jésus-Christ. Ces lettres semblent avoir été écrites par un homme de nos jours, tant la ressemblance est frappante, — non-seulement entre les événemens des deux époques, c'est la ressemblance superficielle, — mais entre les pensées et les sentimens : c'est sur celle-là que j'insisterai. Je repousserais d'ailleurs, si elle se rencontrait, toute allusion à des personnages du jour; ma pensée est plus sérieuse et la comparaison plus générale. Les personnages avec lesquels nous font vivre les lettres de Cicéron ne rappellent pas seulement quelques figures contemporaines, ils ressemblent à tout le monde, et chacun peut y reconnaître non-seulement son voisin, mais lui-même. Catilina, ce n'est pas tel ou tel des tribuns de l'Hôtel-de-Ville, c'est la tourbe des esprits factieux et chimériques,

> Ce tas d'hommes perdus de dettes et de crimes.

Les Catons sont plus rares, j'en conviens; cependant qui ne reconnaîtrait, dans ce caractère majestueux et inutile, quelques traits communs

avec ces hommes opiniâtres aussi et sincères dans leur foi politique, fidèles à la religion du passé jusqu'à ne pas voir les choses du présent, qui, après César et Lucrèce, croient qu'on peut revenir à Numa et aux livres sibyllins, — respectables jusque dans leurs erreurs, dont il est difficile de se servir et plus difficile de se passer : hommes pleins du regret des traditions et du respect de l'autorité, qui ont sapé les pouvoirs nouveaux dix-huit années durant, et qui, en aidant à les renverser, ont hâté, sans le savoir, et leur propre ruine et celle de Rome? — Octave, ce n'est pas seulement le neveu de César, c'est tout homme qui, arrivé au pouvoir, en comprend dès ce moment les conditions et veut les réaliser à son profit. — Quant à Cicéron, c'est l'image de la France, telle que l'ont faite soixante années de révolution, c'est la France nouvelle, pleine de lumières et d'esprit, sans principes certains, inquiète, hésitante, doutant d'elle-même et des autres, détestant la tyrannie, incapable de la liberté, pleine d'élans sublimes, prompte au désespoir, mais d'une trempe élastique, fléchissant sans rompre, cherchant à s'accommoder au mal quand elle n'a pas su l'empêcher, obstinée à vivre par tous les grands et les petits côtés, achetant, vendant, écrivant, conjecturant sur l'avenir, sans fiel ni esprit de vengeance, dépensant ses haines en bons mots, inhabile à l'effort de chaque jour, mais sachant combattre et mourir à tel moment, comme un digne Romain : telle est la France, tel fut Cicéron. Devant les assassins envoyés par Antoine, le grand orateur retrouva tout son courage. Sa mort fut au-dessus de sa vie; elle en rejeta, elle en fit oublier toutes les erreurs et les faiblesses. Les longues vies sont pleines, hélas! de démentis; les révolutions des empires se reproduisent dans la vie de chacun et présentent des contrastes plus tristes encore sur un théâtre plus réduit. De grands seigneurs se font républicains, les jacobins de la terreur deviennent sénateurs de l'empire ou gentilshommes de la chambre sous la restauration. Il faut vivre, dit-on, et la moitié de la vie se passe à contredire l'autre; il faut vivre, et pour vivre on perd tout ce qui, selon le vers énergique du poète, vaut la peine qu'on vive :

Et propter vitam, vivendi perdere causas.

Quand il faut mourir, au contraire, on se retrouve, et l'on se montre tel qu'on était réellement et au dedans. L'ame prête à quitter le corps se manifeste déjà telle qu'elle sera pour la vie de l'histoire et de l'éternité; c'est le dernier jour qui grandit ou qui rapetisse, qui absout ou qui condamne. Les anciens demandaient aux dieux non pas seulement une vie heureuse, mais une mort suffisamment glorieuse. Si la patrie devait jamais périr, souhaitons-lui aussi de ne pas s'affaisser sur elle-même, de ne pas disparaître sans bruit et sans gloire de ce monde

où elle occupa si long-temps cette première place que les Romains tenaient dans le monde ancien!

Origine, instincts et tendances politiques, préjugés même, tout confirme cette ressemblance et cette sorte de fraternité qui nous frappe entre Cicéron et la France nouvelle. Comme la France issue des flancs de ce vigoureux tiers-état qui, depuis des siècles, faisait la force du pays sans prendre part encore à son gouvernement, Cicéron sort de cet ordre intermédiaire des chevaliers romains, qui représentait ce qu'on appelle de nos jours les classes moyennes : il rompt les barrières qui s'opposent à leur légitime ambition, il partage avec l'aristocratie patricienne les grandes charges de la république, le gouvernement des provinces, il fait entrer au consulat un *homme nouveau*. Les hommes nouveaux, voilà le tiers-état de la république romaine, voilà la révolution de 1789. On peut voir dans les auteurs du temps quelles résistances, quels combats Cicéron eut à soutenir pour arriver au consulat et faire triompher définitivement la classe qu'il représentait. Plus la république romaine étendait son empire, plus on voyait à découvert les vices d'un gouvernement où l'univers avait été livré à quelques familles patriciennes. Fortifier le pouvoir en l'étendant, le préserver des attaques violentes ou insensées de la multitude en lui agrégeant une classe de citoyens nouvelle, active, pleine d'influence, occupant les emplois grands et petits de la magistrature, ayant la ferme des impôts à Rome et dans les provinces : telle fut la pensée politique de Cicéron, cette pensée générale et généreuse que tout homme qui aspire au pouvoir doit lier aux plans de son ambition personnelle sous peine de n'être qu'un ambitieux vulgaire. Cicéron, parvenu au consulat, ne voulait pas y être arrivé seul : il voulait faire entrer avec lui dans le gouvernement de la république l'ordre entier des chevaliers romains; il se glorifie constamment de leur appartenir; il est leur chef avoué, leur protecteur en toute occasion, même quand ils ont tort, ce qui est le propre de l'esprit de parti (1). Cette qualification d'homme nouveau que ses ennemis lui donnaient avec dédain, Cicéron s'en faisait un titre de gloire et surtout d'influence : c'étaient de nouvelles forces qui venaient concourir avec lui au gouvernement. « Ne changerez-vous pas ce nom obscur et ridicule de Cicéron (2)? » lui demandait-on, et il ré-

(1) Lettre 22. « Voici une autre prétention des membres de l'ordre équestre (il s'agissait d'un bail de ferme à résilier) qui vraiment n'est pas soutenable, que j'ai soutenue cependant et réussi à colorer...... Le sénat, en les refusant, se les serait mis tous à dos; aussi me suis-je empressé d'intervenir en première ligne; je me suis fort étendu sur la nécessité de maintenir l'union entre les deux ordres, c'est le salut de la république. »

(2) On sait que *cicer* signifie pois chiche.

pondait : « Je le ferai si glorieux, qu'on oubliera son origine. » Aux patriciens qui lui montraient les images de leurs aïeux, il disait ce mot, que plus d'un maréchal de l'empire a pu répéter de nos jours avec la même fierté : « Je suis un ancêtre, moi! »

La carrière politique de Cicéron offre trois parties bien distinctes, qu'on retrouverait facilement dans la vie de la plupart des hommes parlementaires depuis 1789 : — dans la première, il attaque le pouvoir; dans la seconde, il possède ce pouvoir et le défend; dans la troisième, il se résigne au mal dans la crainte du pire. — A bien aller au fond des choses, les célèbres plaidoyers contre Verrès ne sont qu'une attaque contre le patriciat, une censure amère des vices et des scandales de l'administration romaine. Les idées rigoureuses d'ordre et de probité dans la gestion de la fortune publique ne datent en France que de 89; elles étaient pareillement, à l'époque de Cicéron, une nouveauté sans précédens. Verrès n'avait guère fait plus ni autrement que ce que tous les gouverneurs romains faisaient par coutume ou par tolérance. Le gouvernement d'une province était une sorte de fief financier, où les patriciens romains allaient puiser ces énormes richesses dont les scandales et les excès étonnent l'imagination. Entre les mains des égoïstes et des voluptueux, ces richesses fournissaient à la table de Lucullus, aux jardins de Crassus, aux débauches d'Antoine; les ambitieux s'en servaient pour nourrir, pour amuser, pour corrompre ce peuple romain, que ses victoires avaient fait le maître du monde. Là comme partout, la corruption était venue à la suite d'un système électif établi sur des bases trop larges. Il est si naturel, lorsque le riche sollicite le pauvre, le grand le petit, l'homme instruit l'ignorant, que ceux-ci cherchent à tirer quelque profit d'une situation momentanément intervertie, qu'ils veuillent mettre à prix une chose si hautement prisée! Cette corruption inévitable était pratiquée dans des proportions dignes de la grandeur romaine. Que sont les dépenses d'un candidat au parlement anglais, ou les marchés électoraux reprochés à nos députés, à côté des profusions de la Rome patricienne? Ceux qui briguaient les charges publiques jetaient dans cette poursuite leur patrimoine entier; il y avait une émulation ruineuse. On donnait au peuple des spectacles pour lesquels l'Afrique et l'Asie étaient mises à contribution; on faisait venir d'Égypte et de Sicile des vaisseaux chargés de blé. César distribuait au peuple les trésors qu'il avait amassés dans les Gaules, et lui léguait par son testament soixante millions de notre monnaie. Ainsi donc, sous une forme ou sous une autre, ces grandes spoliations se répandaient sur le peuple : c'était là le tribut que lui payait l'univers; c'est grace aux distributions publiques, aux spectacles, aux largesses des patriciens que le citoyen romain menait cette vie oisive et opulente dont nous retrouvons les traces partout. Les théâtres, les bains, les jeux

du cirque, les exercices du champ de Mars, les réunions au Forum, partageaient sa journée; il ne s'occupait guère que de la chose publique, laissant à ses maîtres le profit et l'honneur de fournir à tous ses besoins. C'était l'idéal de cet état de fainéantise souveraine qu'on a voulu ressusciter naguère et nous faire accepter sous le nom dérisoire de *droit au travail.* Le citoyen à Rome ne procédait pas par des voies détournées; il n'acceptait d'autre travail que celui de gouverner le monde :

Tu regere imperio populos, Romane, memento!

Il n'avait nul souci à prendre de lui-même, la république lui garantissait sa liste civile. — Les dépouilles de l'univers et l'institution de l'esclavage, voilà à quel prix s'alimentait la superbe oisiveté de Rome.

Le procès de Verrès, agrandi par le génie de l'orateur, n'était donc pas une cause particulière qui se plaidât à l'écart dans le sanctuaire de la justice : c'était une accusation politique contre l'aristocratie romaine. On voyait, pour la première fois, ouvertes au grand jour, les sources impures d'où découlaient tant de richesses. Les provinces dépouillées par les concussions étaient les témoins, le peuple le juge, Cicéron l'accusateur; l'accusé, c'était le patriciat romain. Les plus grands personnages de Rome, les Lentulus, les Scipion, étaient compromis dans cette accusation de Verrès, à la famille duquel ils étaient alliés. Je ne poursuis point des rapprochemens forcés, mais comment ne pas remarquer que la plupart des révolutions sont précédées et presque inaugurées par quelque grand scandale judiciaire? Rien ne pervertit plus les idées morales des peuples que de voir les rangs supérieurs de la société atteints et flétris par ces cours de justice dont la mission est de juger les malfaiteurs vulgaires. Cette terrible égalité lève toutes les barrières du respect. C'est ainsi qu'avant la révolution de 1789 et celle de 1848, des procès trop fameux sont venus exciter les soupçons populaires et préparer l'explosion des haines sociales.

Après le procès de Verrès commence pour Cicéron une phase nouvelle, et, comme on dit aujourd'hui, la période de gouvernement et de résistance : c'est la seconde époque de sa vie parlementaire. Parvenu au pouvoir par ses attaques éloquentes contre le sénat et les patriciens, nous le voyons occupé à leur rendre ce qu'il avait pu leur enlever de force et d'autorité. Cela est triste à dire; mais, excepté pour les hommes de guerre, qui, comme César et Napoléon, dominent par les armes et s'imposent plus qu'ils ne sont acceptés, c'est presque toujours par les voies de la popularité que le pouvoir s'acquiert. On arrive par l'opposition, puis les bons esprits s'éclairent vite à la lumière des affaires, et adoptent les maximes qu'ils avaient combattues; car je ne parle pas des ambitieux qui changent par calcul, criant, selon

la fortune, vive le roi ou vive la ligue, je parle des ames les plus droites. Le point de vue a changé pour elles : voir de plus près, c'est voir autrement. Voilà comment varient les gens de bien; le public cependant n'entre pas dans ces explications, et juge sur les paroles du passé : inattentif et soupçonneux, pour lui, les convertis sont des renégats. Avouons-le, ces reviremens d'opinion sont la nécessité, mais aussi le scandale des gouvernemens populaires. A ce régime, l'autorité se déconsidère vite, et les efforts les plus sincères ne suffisent plus pour réparer le mal et remettre l'ordre dans les consciences. Comme un général, après avoir ruiné et démantelé une place par tous les moyens que lui fournit l'art de la guerre, se hâte, une fois qu'il en est maître, de fermer les brèches, de relever les remparts et de se fortifier à son tour contre les attaques qu'il prévoit, ainsi font les hommes arrivés au pouvoir par l'opposition; mais la sécurité est moins grande pour eux derrière ces murailles ébranlées, qu'elle ne l'était pour les premiers assiégés : on sait sur quel point doit s'ouvrir la tranchée; eux-mêmes ont appris à ceux qui les attaquent maintenant quelle muraille il faut battre en brèche, sur quel point il faut donner l'assaut. Toute ville assiégée finit par être prise : celle-ci en dix ans, cette autre en dix jours; ce n'est qu'une question de temps. On n'a pas vu en France, hélas! depuis 1789, une minorité qui, à un jour donné, ne soit devenue majorité, une opposition qui n'ait fini par s'emparer un moment du pouvoir. Chaque opinion a toujours ainsi une chance d'arriver en renversant le gouvernement : perspective peu rassurante assurément, et qui donne à la société à peu près le degré de sécurité que des assiégés peuvent goûter à la veille d'un assaut. — Mais enfin attaquer le pouvoir, le saisir, le défendre à son tour, c'est l'action, c'est la vie, c'est l'exercice sur le grand théâtre du monde des grandes facultés que Dieu accorde à quelques esprits d'élite. L'histoire s'en entretient deux mille ans après, et hors des idées chrétiennes il n'est rien de plus beau que cette immortalité humaine. « Que pensera de moi l'histoire dans quelques siècles? s'écrie Cicéron; voilà ce que je me demande chaque jour et sur quoi je règle ma conduite. »

Quel triste spectacle, au contraire, suit bientôt ce bruit et cette ardeur! On se fatigue de tant de luttes acharnées, on arrive à une lassitude universelle, on sent de soi-même et des autres un découragement sans remède, on ne croit plus à cette pierre philosophale de la politique, l'accord de la liberté et de l'autorité, qu'on a vainement poursuivie. Le désir du repos, arrivant avec l'âge ou la disgrace, s'empare de l'ame et vous livre sans défense à la tyrannie; celle-ci vous promet au moins une fin douce et paisible. Alors, au lieu de combattre les factions, on cherche à se ménager avec elles; on avait démasqué et puni Catilina, on flatte César, on espère dans Octave. — Qu'espère-t-on? —

Vivre, engraisser les poissons de ses viviers, souper avec quelques amis en parlant tout bas du pouvoir nouveau qui vous laisse vivre.

« Quant à nous, quoi que ce soit qu'on nous accorde, il faut dire merci. Je jouis du temps qu'on me donne, je souhaite qu'on m'en donne toujours; cela ne durera peut-être pas. En attendant, puisque moi, homme de courage et philosophe tout ensemble, j'ai décidé qu'il n'y avait rien de plus beau que de vivre, je ne puis me défendre d'aimer celui à qui je dois de vivre encore... Je reste volontiers à table, et j'ai souvent nos deux amis à côté de moi... Nous parlons alors sans contrainte et de tout. Vous admirez que notre servitude soit si joyeuse; que voulez-vous donc que je fasse? Faut-il en perdre la santé, me mettre à la torture?... Je soupe, cela est meilleur, et je ris aux larmes, même des choses les plus tristes (1). »

Telles sont les trois périodes bien marquées dans la vie de Cicéron : c'est en vain que, dans ses discours officiels, il cherche à les fondre en une chimérique unité; je ne sais s'il réussissait à tromper ses auditeurs, mais il ne peut pas abuser les lecteurs de ses lettres : la vérité, et par conséquent, hélas! la mobilité des opinions, voilà le charme de ce recueil. Les lettres de Cicéron, en y comprenant un certain nombre de réponses de ses illustres amis, sont au nombre de près de mille. Il reste malheureusement peu de lettres antérieures à son consulat et à la conjuration de Catilina : à dater de cette époque, elles se suivent avec abondance. Cicéron revient d'ailleurs si souvent sur les événemens de cette glorieuse année de sa vie, que cette perte est moins sensible; c'est surtout dans les lettres à Atticus que l'homme se livre tout entier, c'est là qu'on voit mieux, dégagées du langage officiel, toutes les circonstances de détail et les impressions intimes par lesquelles la tristesse de ces temps touche à la tristesse des nôtres, et nous y associe en quelque sorte.

Çà et là cependant sont des lettres moins confiantes, adressées à des hommes publics; elles nous montrent aussi cette pratique de deux langages différens, que l'on retrouve, à ce qu'il paraît, dans tous les gouvernemens libres, où l'on a une pensée pour la publicité et une autre pour les amis, où l'on se moque à table de ce qu'on a dit pompeusement à la tribune (2). Ce n'est pas dans ces lettres, on le comprend, qu'il

(1) Voyez lettres 463 et 482. Je me suis servi pour les citations de l'excellente traduction de MM. Savalette et Defresne dans la collection Nisard. Les lettres y sont rangées suivant l'ordre chronologique, sans distinction des lettres à Atticus ou des lettres familières, et des révélations fort instructives sortent souvent de cette nouvelle classification.

(2) « C'est à qui, écrit-il, gémira sur la situation; mais nul n'a garde d'en parler au Forum.... On s'exprime toutefois avec un incroyable abandon dans les réunions domestiques et à table. Là, nous prenons notre revanche. Les dispositions du peuple pour la réaction se manifestent surtout dans les théâtres et à tous les spectacles; on y saisit les moindres allusions. »

faut chercher la pensée de Cicéron, le dernier mot n'y est jamais; avec Atticus, au contraire, il dit toujours ce dernier mot ou il promet de le dire; car il craint quelquefois que sa correspondance ne soit ouverte et lue. « Qui se fait scrupule, dit-il, si vous le chargez d'une lettre de quelque poids, de l'alléger en en lisant le contenu? Je ne veux pas exposer ma correspondance à être interceptée à Rome;..... les puissans sont curieux. » On voit que le cabinet noir date d'avant Jésus-Christ.

Toutefois, avant d'entrer dans le détail même et les nuances d'une correspondance intime, presque quotidienne, il faut rappeler en quelques mots et prendre dans son ensemble la situation de la république à cette époque.

II.

Marius et Sylla avaient porté les premiers coups à la constitution: l'abdication de Sylla n'avait fait que laisser la place libre aux complots de Catilina, et bientôt à l'ambition irrésolue de Pompée: en conservant tous les noms des magistratures républicaines, le grand Pompée fut en effet le maître de Rome. Cette époque des deux triumvirats, qui s'étend depuis le consulat de Cicéron jusqu'à sa mort, est une des plus singulières que nous offre l'histoire; comment caractériser le gouvernement de ce quart de siècle, qui vit l'agonie d'un monde et l'enfantement d'un autre? Ce n'était pas encore l'empire, ce n'était plus la république (1). Auguste allait commencer au Capitole l'empire des Césars, et bientôt les chrétiens devaient inaugurer, dans les catacombes, le règne du Christ.

« La cité se meurt en ce moment d'un mal étrange; personne n'est content, chacun se plaint et gémit: sur ce point, on s'entend à merveille, on crie tout haut; mais pour des remèdes, point; il n'y a plus dans le corps de l'état ni nerfs ni sang, il a perdu même la couleur et jusqu'à l'apparence de la vie: tout est en suspens; on parle de dictature, les honnêtes gens font la grimace à ce mot. Pompée dit tout haut qu'il n'en veut pas; ses amis la réclament pour lui; la veut-il, ne la veut-il pas? qui peut le dire? Le sénat cependant et surtout les consulaires éclatent en vains murmures. » (46 et 155.)

Tout fléchissait sous Pompée, en attendant que tout se courbât devant César. Celui-ci, qui savait mieux les chemins du pouvoir suprême, ne s'adressait pas au sénat jaloux, mais à la multitude; c'est par elle qu'il vaincra. Il prête un instant quelque appui à son rival pour préparer, par cet exemple, sa propre grandeur. A côté se place l'insignifiante figure de Crassus, un de ces hommes médiocres que les

(1) Cicéron était né l'an 107 avant Jésus-Christ. Il fut consul l'an 65 et mourut l'an 44, à l'âge de 65 ans.

hommes supérieurs mettent entre eux pour ne pas se heurter: c'est le premier triumvirat. Puis les deux rivaux cessent de se contraindre; l'armée de César passe le Rubicon, la république se réfugie dans le camp de Pompée. Impuissant à tenir la balance entre les deux adversaires, dont l'un, dit-il, ne veut pas de maître, et l'autre ne veut pas d'égal, Cicéron se décide pour ce qu'il appelle la bonne cause, sans la moindre illusion sur ce qui va suivre. « Il est certain, écrit-il, que le droit est avec Pompée, mais il est certain aussi que notre ami sera vaincu. » Puis, après les hésitations qu'explique une vue tellement distincte et claire de l'avenir, il rejoint Pompée, et bientôt la bataille de Pharsale donne le monde à César. Cicéron n'imita point le stoïque Caton; il ne se raidit point contre le sort; sa nature, nous le verrons suffisamment, n'était point montée à l'héroïsme; il se résigna en philosophe et chercha à apaiser le vainqueur. Pendant que Caton se déchirait les entrailles à Utique, Cicéron donnait à souper à César dans sa villa de Tusculum. Il désirait et redoutait depuis long-temps cette entrevue. Il voulait avoir une explication avec César, justifier sa conduite, faire de la politique enfin avec celui qui était alors le maître. César lui parla littérature.

« Eh bien! cet homme si incommode, je suis loin de m'en plaindre en vérité; — il a été charmant. — Il avait avec lui deux mille hommes, cela me fit trembler pour le lendemain; mais on y pourvut en plaçant des gardes, et les soldats campèrent dans le jardin... Il fit une promenade sur le rivage; à la huitième heure, il prit un bain. On lui lut les vers sur *Mamurra*, mais il ne sourcilla point, se fit oindre et se mit à table. Comme il avait pris un vomitif, il but et mangea avec autant d'appétit que de gaieté, — services magnifiques et somptueux; de plus, propos de bon goût et d'un sel exquis; — enfin, si vous voulez tout savoir, la plus aimable humeur du monde. Trois tables abondamment servies étaient préparées dans trois salles pour les intimes de sa suite. Rien ne manquait au commun des affranchis et aux esclaves; — les affranchis principaux furent mieux traités encore. Qu'ajouter de plus? On disait : Voilà un homme qui sait vivre; — l'hôte que je recevais n'est pourtant pas de ceux à qui l'on dit : « Au revoir, cher ami! et ne m'oubliez pas à votre retour! » C'est assez d'une fois.—D'ailleurs, pas un mot d'affaires sérieuses, on n'a parlé que de littérature. — Cependant il a paru charmé de tout, et il était le plus aimable qu'on puisse imaginer. — Telle a été cette journée d'hospitalité, ou d'auberge, si vous voulez, qui m'effrayait tant, vous le savez, et qui n'a rien eu de fâcheux. »

Après la mort du dictateur, Cicéron sembla sortir de sa léthargie : il lutta contre Antoine avec la même force d'invectives qu'il avait montrée autrefois contre Catilina; mais, pour accabler Antoine, les philippiques ne suffisaient pas : il fallait des légions et un général. La république ne pouvait se défendre contre un des héritiers de César qu'en se

jetant dans les bras de l'autre. Cicéron se rapprocha d'Octave et lui livra le sénat. Une fois maître de Rome, Octave s'empressa de traiter avec Antoine; son ambition était plus patiente que celle de César, et il n'avait pas soumis les Gaules; tous deux formèrent avec Lépide le second triumvirat. On sait les gages sanglans qu'échangèrent les triumvirs; la tête de Cicéron fut livrée à la rancune et aux vengeances d'Antoine, et aujourd'hui, après que les siècles ont passé sur les mânes apaisés de ces grands hommes, ce lâche abandon ternit plus le nom d'Auguste aux yeux de la postérité que l'usurpation de la puissance souveraine et l'asservissement de la patrie. Je n'écris point l'histoire de ces événemens : la grandeur du théâtre, la grandeur des acteurs, la grandeur des historiens, en ont fait l'entretien des générations; la ressemblance sourde et confuse de l'époque romaine avec les destinées de notre pays depuis cinquante ans se retrouve dans la plus sèche analyse; il serait puéril cependant de vouloir chercher dans chaque événement de l'histoire romaine une comparaison exacte, une chronologie qui s'accordât symétriquement avec les faits de notre propre histoire. C'est la marche générale des esprits, c'est l'atmosphère où ils se meuvent, qui sont les mêmes. Ce sont ces rapports que je voudrais surtout mettre en relief; pour cette œuvre, les lettres de Cicéron sont d'un incomparable secours; elles nous font vivre dans l'intimité de ces grands hommes et dans le secret même du temps; elles en reflètent vivement toutes les incertitudes, les variations, le trouble. Ce n'est pas seulement l'histoire réelle et détaillée des choses, c'est un tableau animé, une analyse subtile et délicate des maladies morales du siècle de Cicéron et du nôtre. Cicéron les décrit d'autant mieux, qu'il les ressent toutes; on ne naît pas impunément à ces époques de doute universel et de révolution dans les esprits; le scepticisme et le découragement atteignent les ames les plus fortes. Il ne s'agit plus seulement de faire le bien, chose assez difficile à toute heure, mais de savoir où il est. L'énergie qu'on eût employée à l'action s'épuise à discourir sur ce qu'il faut faire. La vertu ne suffit plus à conduire l'homme; les devoirs sont douteux et obscurs; le bien, par certaines faces, ressemble au mal, et le mal a des côtés par lesquels il touche au bien : il faut mettre de l'esprit dans la conscience, et c'est un hôte dangereux à y introduire. Un écrivain moderne dépeint en termes pleins d'énergie cette situation et l'influence déplorable qu'elle exerce sur la conduite des hommes publics : — « Les personnages politiques de ces époques de trouble et de révolution sont inévitablement atteints par la contagion universelle; il faudrait vivre dans la retraite pour maintenir la constance de son caractère, pour être jusqu'au bout loyal royaliste ou ferme républicain : mais, pour qui veut arriver et se mêler aux affaires, il faut renoncer à l'apparence même de la fidélité;

il faut observer et suivre tous les mouvemens des réactions les plus opposées, se tenir incessamment préparé à passer d'un camp dans un autre, enfin saisir le moment décisif pour abandonner la cause qui va périr, tourner le dos à ses anciens compagnons, au besoin les combattre et les persécuter, pour le plus grand profit des nouveaux alliés qu'on s'est donnés. Cette situation développe des talens et des vices particuliers. A ce régime, l'esprit s'aiguise et abonde en expédiens; il discerne les signes des temps avec une sagacité qui confond le vulgaire; on dirait un Mohican qui suit une piste à travers les bois; ces hommes prennent sans effort le ton et les allures de chaque parti qui triomphe; ils semblent n'en avoir jamais connu d'autres. Ne leur demandez d'ailleurs ni la constance, ni la probité, ni aucune de ces vertus qui appartiennent à la noble famille de la vérité; pour eux, la politique n'est pas une science dont le but soit la félicité des nations: c'est un jeu excitant, où le hasard et l'habileté peuvent donner la richesse, le pouvoir, une couronne peut-être, et un autre coup de dé leur enlever aussi la fortune et la vie (1). »

A ce tableau, tracé de main de maître, ose-t-on dire qu'il manque un dernier trait? C'est qu'au milieu de la contagion universelle on ne sent pas son mal; quand tout tourne, il n'y a plus de point fixe qui vous avertisse de votre propre changement: c'est ainsi que nous sommes emportés, sans le savoir, par le mouvement de la terre. Voici ce qu'écrit Cicéron à un de ses amis : c'est la page de l'historien anglais mise en maximes d'état.

« Nos principes sont qu'il ne faut jamais lutter contre le plus fort, qu'on doit se garder de détruire, même quand on le pourrait, les pouvoirs qui se forment; que lorsque tout change autour de soi, quand les dispositions des gens de bien se modifient comme le reste, il ne faut pas s'opiniâtrer dans ses opinions; qu'en un mot, il faut marcher avec son temps.... Lorsqu'en changeant de voiles et en déviant, on peut arriver au but de sa course, n'est-il pas absurde de persister, en dépit de tous les dangers, dans la première direction qu'on aura prise?.... Ainsi, ce que nous devons nous proposer, nous autres hommes d'état, ce n'est pas l'unité de langage ou de conduite, mais l'unité du but : tant que les choses se passent entre citoyens sans armes, il faut préférer le plus honnête parti; mais, quand la guerre éclate et que deux camps sont en présence, on doit se ranger autour du plus fort, chercher enfin la raison où se trouve la sûreté*: voilà ma politique.»

Cicéron n'avait été amené à cette résignation fatale que dans cette troisième et dernière période de sa carrière politique dont je signalais tout à l'heure la tristesse. Il faut pénétrer d'abord avec lui dans la première époque de sa vie. Il est juste de montrer par quels services si-

(1) Macaulay, page 72.

gnalés rendus à sa patrie le grand orateur mérite qu'on ne le juge pas trop sévèrement, même sur ses propres aveux.

III.

Le grand événement de la vie de Cicéron, c'est la conjuration de Catilina. A ce titre seul, nous nous y arrêterions déjà avec quelque préférence; mais ce sont, nous l'avons dit, les rapports du siècle de Cicéron et du nôtre que nous cherchons à mettre en évidence, et, à ce point de vue surtout, la conjuration de Catilina mérite qu'on l'étudie avec attention : c'était moins une conjuration politique qu'une tentative de bouleversement social; on ne proscrivait pas tant les sénateurs que les riches, on ne voulait pas tant s'emparer des magistratures que des fortunes. Écoutons plutôt les conjurés eux-mêmes. Le discours que nous a conservé Salluste est un programme tout entier de socialisme: Catilina commence par retracer en quelques traits pleins d'amertume l'extrême richesse des privilégiés, l'extrême misère du grand nombre. « C'est pour ces aristocrates, dit-il, que les rois, les nations, les provinces, paient leurs tributs: pour eux seuls les honneurs, le loisir, la fortune; pour vous le travail, les dangers et la misère; mais tous ces biens sont à vous, si vous savez les conquérir : c'est votre patrimoine qu'ils dévorent, c'est votre misère qui fait leur opulence. Leurs palais remplis de statues et de vases d'or et d'argent, leurs jardins où ils se promènent sous des ombrages épais, resserrent l'étroite et fétide demeure où vos femmes et vos enfans expirent sur un grabat. » Puis, après avoir évoqué ces sombres tableaux, qui ont allumé de tout temps la fureur et la cupidité des classes pauvres, il leur montre aussi l'infâme capital, qui les tient esclaves et les livre à la tyrannie de leurs créanciers. « Réveillez-vous, s'écrie-t-il, et faites-vous vous-mêmes justice! Qu'on abolisse les dettes, et que les aristocrates soient condamnés à rendre gorge! » Toute la science des théories socialistes se retrouve dans ce discours. On y a devancé les fameuses doctrines du capital sans intérêt, de l'émancipation du travailleur, de l'égalité des salaires (1); il n'y manque que la fraternité. Écartez les plis, toujours un peu fastueux, de la toge romaine, essayez de vêtir ces hommes à la moderne, donnez des habits ou des blouses à tout cet auditoire d'hommes à longues barbes que Salluste nous représente réunis au fond d'un club ténébreux, loin des regards de la police, ramassés dans les sentines de la grande ville, ambitieux rebutés, gens ruinés, repris de justice ou destinés à l'être bientôt : ne

(1) Corpus liberum habere; — sævitia feneratorum; — propter magnitudinem æris alieni; — argentumære solutum. (Sallustii *Bellum Catilinarium.*)

croirez-vous pas entrer dans un de ces étranges sanctuaires de la démagogie que la révolution de février avait ouverts dans Paris, et d'où se sont élancés, comme de leur forteresse, les hommes du 15 mai et du 24 juin (1)?

On sait avec quel courage Cicéron dénonça les coupables, les confondit devant le sénat et précipita leur condamnation et leur supplice. Pendant deux nuits, la ville fut en proie à la terreur universelle. Des rapports annonçaient que les conspirateurs devaient armer les esclaves, soulever les jardiniers et les ouvriers des faubourgs, et mettre le feu aux quatre coins de Rome. Le sénat ordonna aux consuls de *veiller sur la république;* Rome était mise en état de siége. Malgré les efforts des complices que l'insurrection avait au sein même de l'assemblée, malgré les orateurs qui soutenaient que le peuple seul pouvait prononcer sur une accusation de ce genre, malgré César, qui, comparant la mort à un sommeil, affectait de trouver la peine trop légère et voulait sauver les accusés en les condamnant à la prison, le sénat prononça la peine capitale. « Jugement sans justice! vengeance sur des ennemis désarmés! » répétèrent long-temps après les amis de Catilina et ses successeurs. Le sénat proclamait Cicéron le père de la patrie, les factieux le surnommaient le bourreau. Ainsi s'accomplissait cette première tragédie, qui, pas plus que les combats de juin et la transportation des insurgés, ne terminait la guerre sociale. On avait amassé des deux côtés de nouvelles haines; la vengeance avait un aliment et une flamme de plus. Catilina, d'ailleurs, qui eût pu se réfugier dans les Gaules, s'était fait tuer sur un monceau de morts. L'histoire garde quelque pitié pour les factieux qui savent mourir. La guerre recommença bientôt sous d'autres formes : vaincue par les armes, la rébellion se réfugia dans les magistratures électives que le suffrage universel lui livrait; les propositions parlementaires devinrent de vraies machines de guerre. Sous le tribun Rullus, on présenta une loi agraire qui rappelle les propositions les plus célèbres de l'année 1848 : c'était l'abolition du prolétariat. On devait vendre toutes les propriétés municipales, les anciens domaines des rois, les terres et les forêts de l'état, tout le butin, or et vases précieux, appartenant au trésor public, enfin les terres de la Campanie, qui formaient un des revenus les plus importans de la république. De cet amas prodigieux de richesses, dix commissaires extraordinaires devaient composer des lots que le sort assignerait à chaque citoyen sans fortune.

Cicéron réussit à faire rejeter la loi : déjà cependant son courage mollissait contre ces attaques incessantes; ce ne fut pas sans hésitation

(1) In abditam partem ædium — barbatuli juvenes — omnibus arbitriis procul amotis, — omnes undique sacrilegii, convicti judiciis, aut pro factis judicium timentes. (Sallustii *Bellum Catilinarium.*)

qu'il livra un nouveau combat aux révolutionnaires. Là où la harangue officielle ne nous montre que fermeté et résistance, les lettres nous initient aux agitations de son esprit; on voit les coulisses du théâtre parlementaire : — « Il y a trois partis à prendre sur la loi agraire : la combattre, il y a de la gloire au bout; rester neutre, c'est-à-dire aller faire un tour à Tusculum; parler pour la loi, César espère que je prendrai ce parti, et alors paix avec tout le monde, vieillesse tranquille. Oui, mais que devient mon allocution dans le IIIe livre de l'histoire de mon consulat? « Soutiens jusqu'au bout, me dit Calliope, le coura- « geux et noble rôle où tu as signalé ta jeunesse et illustré ton consu- « lat. » Et tout y est sur le ton de ces maximes. — Comment faire? »

En sortant de son consulat, Cicéron jurait « qu'il avait sauvé la république. » Nous aussi, combien de fois n'avons-nous pas sauvé la patrie? Je ne sais pourquoi ces malades que les médecins sauvent périodiquement finissent assez vite par mourir. Cicéron remplissait sa lettre des hommages qu'il se décernait à lui-même : il déclarait qu'il avait bien mérité de la patrie; il se voyait l'arbitre de la république, au faîte des honneurs, lorsque l'exil et la ruine étaient à sa porte. En vain ses ennemis, Clodius en tête, avaient signé un acte d'accusation contre lui; il comptait les foudroyer de son éloquence.—Le 24 février n'est pas venu plus inopinément. — « Ma confiance est entière, disait-il (1) : vienne l'accusation de Clodius, l'Italie se lèvera en masse, et j'en sortirai plus glorieux que jamais. L'armée des gens de bien et même des demi-gens de bien se serre autour de moi. S'il ose en appeler à la violence, je trouverai dans le zèle de mes amis de quoi repousser la force par la force; c'est à qui engagera pour moi sa personne, ses enfans, ses amis, ses cliens, ses affranchis, ses esclaves, sa fortune enfin; la vieille phalange des honnêtes gens est toute ardeur! » On tourne la page, Cicéron est en fuite : un décret de bannissement est rendu contre lui; des peines sont portées contre ceux qui lui donneraient asile. Il se cache loin des grands chemins, il erre seul sur le rivage, attendant que la tempête lui permette de mettre la mer entre ses proscripteurs et lui. Alors il s'écrie, avec ces retours amers sur le passé qui mettent les infortunes des grands personnages hors de toute proportion avec celles des conditions ordinaires de la vie : « Qui jamais tomba de si haut, dans une si juste cause, avec plus de ressources personnelles dans son talent, son expérience et son crédit, défendu par une plus forte ligue de tous les gens de bien! Comment oublier ce que je fus, ne pas sentir ce que je suis! Quels honneurs j'ai perdus! quelle famille! quelle fortune! Rome enfin, et ma gloire avec elle! »

(1) Lettres 52 et 45.

IV.

Des douleurs de l'exil, la plus amère peut-être est ce mécontentement intérieur, cette plainte qui s'élève au fond du cœur contre les amis qui n'ont pas su nous sauver, — amis imprévoyans ou faibles qui ont laissé venir le péril ou ne l'ont pas conjuré. — On se sent presque moins sévère contre les ennemis qui ont précipité votre ruine : ceux-là du moins ne vous ont pas trompé. Cicéron n'échappait pas à ce besoin de récrimination; il s'accusait, il accusait le fidèle Atticus. « Vous avez tout su, lui écrit-il, et pas un mot n'est sorti de votre bouche. Ne me bercez plus de vos belles paroles; votre amitié eût dû être non plus sincère, mais plus active. »

Il ne s'agissait pas cependant de revenir sur le passé. Si l'amitié n'avait pas été active, la haine des ennemis l'était toujours et poursuivait sa victime. A peine en sûreté, hors de l'Italie, Cicéron apprit que dans le pillage de sa maison ses papiers avaient été enlevés. Quelques *revues rétrospectives* du temps en publiaient de nombreuses copies. « Je suis consterné de ce discours qui se répand, écrit-il. Oui, parez le coup, s'il est possible. Je l'ai fait dans un mouvement de colère. J'avais été provoqué; mais je l'avais supprimé avec tant de soin, que je ne croyais pas qu'il en restât une seule copie. Au reste, comme l'écrit est d'une négligence de style qui ne m'est pas ordinaire, je crois qu'il sera facile de le désavouer. Désavouez-le donc, si d'ailleurs ma position n'est pas sans remède. »

Cicéron, on le voit, avait cette maladie qui tourmente l'exilé et lui ôte même la douceur du repos, — l'attente : il écoutait les moindres bruits de Rome, et à chaque mouvement de la place publique, à chaque délibération du sénat, il s'imaginait qu'on allait décréter son rappel. Des ennuis de tous genres, des embarras de fortune, venaient ajouter à son malheur. Ses biens avaient été confisqués, ses maisons pillées ou rasées; Terentia sa femme, et sa fille, sa chère Tullie, ne vivaient que des secours précaires obtenus de ses amis. Des grandeurs de la vie politique il tombait dans les soins étroits et petits des conditions malaisées; ses lettres trahissent la tristesse profonde de son ame; la douleur du père de famille s'y mêle partout aux regrets de sa disgrace. — « J'ai reçu vos trois lettres, écrit-il à Terentia et à Tullie, et les ai presque effacées par mes larmes; le chagrin me tue, et je souffre moins encore de mes maux que des vôtres et de ceux de nos enfans. Vous êtes bien malheureuses, mais je suis plus malheureux que vous; car, si la peine est pour vous tous, la faute est à moi seul. Le difficile était de me chasser, ce n'est rien que de m'empêcher de revenir. Toutefois, tant que vous conserverez de l'espoir, je me tiendrai prêt. »

Cicéron cependant n'était point oublié de ses amis. Ils travaillaient activement à lui faire rouvrir les portes de Rome, et dix-huit mois après il rentrait dans sa patrie. On sait comment se font les restaurations; le même peuple qui avait chassé de Rome le grand consul se pressait sur son passage. Les villes envoyaient des députations pour le féliciter. « Enfin, de la porte Capène, dit-il, j'aperçus les degrés des temples couverts d'une masse de peuple qui me témoignait sa joie par des acclamations qui ne cessèrent point jusqu'au Capitole. » Dans le Forum, même affluence de citoyens. Il harangua le peuple, et, malgré la modération de ses paroles, les partisans de Clodius furent insultés et hués. Le sénat, de son côté, s'occupait de lui faire restituer ses maisons et ses biens. Contenu par cet espoir, Cicéron, loin de triompher de son rappel, observait une conduite prudente et ménageait tous ceux de qui pouvait dépendre la restitution qu'il sollicitait. Il rend compte d'une délibération importante au sénat.

« Moi, je me tais d'autant plus que les pontifes n'ont encore rien décidé pour ma maison. S'ils annulent le sequestre, j'aurai un terrain magnifique, les consuls feront estimer ce qui était dessus et démolir ce qu'on y a élevé; on évaluera tout ce que j'ai perdu... Les consuls m'ont adjugé à dire d'experts 2 millions de sesterces (250,000 francs) pour le sol de ma maison. Du reste, ils ont taxé très peu généreusement ma maison de Tusculum à 200,000 sesterces et celle de Formies à 250,000. Tout ce qu'il y a d'honnêtes gens et de bas peuple même blâme cette mesquinerie; ceux qui m'ont rogné les ailes ne veulent pas qu'elles repoussent. »

Au fait, Cicéron devait se trouver heureux de recouvrer à peu près sa fortune entière; les premiers proscrits, au temps de Sylla, avaient été traités tout autrement. Leurs biens avaient été vendus au profit des proscripteurs ou distribués à la populace. Quand la dictature de Sylla eut cessé, les enfans des proscrits purent rentrer à Rome; mais, comme les émigrés en France à l'époque du consulat, ils y rentrèrent pauvres et dépouillés. Les lois qui les avaient spoliés furent maintenues, et les ventes déclarées inviolables. Cicéron prêta l'appui de son talent à cette transaction révolutionnaire : il s'opposa à ce que les *domaines nationaux*, comme on les appelait déjà, pussent être revendiqués; il prononça un très beau discours pour exhorter ces malheureux à la résignation. Ce discours, il l'avait oublié sans doute, quand il eut à plaider pour sa maison. On le voit épuiser toutes les subtilités de la dialectique pour établir que la *consécration* n'avait pas été faite régulièrement: il suppute le prix des moellons et des briques, et marchande jusqu'au dernier as. Ainsi, dans les révolutions, toujours deux poids et deux mesures, même pour les esprits les plus droits. Cicéron avait d'ailleurs repris ses études littéraires et ses travaux du barreau. De nombreux cliens remplissaient chaque matin sa demeure,

et le protégeaient au besoin contre les insultes des partisans de Clodius; mais son ame, excitée par les émotions vives de la politique, dévorée par cette saveur âcre qui irrite comme un poison ceux qui sont bannis des affaires, ne lui permettait plus de reprendre intérêt à ce qui avait fait autrefois et sa joie et sa gloire. — « Il faut que je vous avoue, mon cher frère, écrit-il, ce que je voudrais me cacher à moi-même : c'est un supplice cruel que de penser qu'il n'y a plus pour moi ni république ni magistrature, que je dois consumer dans les vains travaux du barreau ou employer à des études purement littéraires le temps de ma vie où il m'appartenait de jouir d'une autorité puissante au sein du sénat! C'est une torture que de me voir réduit à l'inaction en face de mes ennemis, et quelquefois même contraint de les défendre, de n'avoir plus enfin la liberté ni de ma pensée, ni de ma parole, ni de ma haine! »

Au fond, il était tout entier aux affaires publiques; il cherchait à se ménager entre Pompée et César. La chose était plus facile en ce moment, car ces deux ambitions avaient fait trêve, et Pompée se rendait garant auprès de Cicéron de la modération et du désintéressement de son rival. Cicéron profitait avidement de l'autorisation que Pompée lui donnait de se rapprocher de César et plus sans doute que le premier ne l'eût voulu. Il voyait souvent César, il concertait ses discours avec lui et lui recommandait ses amis; il s'occupait même d'un poème sur l'expédition de César dans la Grande-Bretagne. Ce n'était pas la poésie, mais la politique, qui était sa muse inspiratrice. Cette conduite ne manquait pas de censeurs. « On m'accuse de palinodie, dit-il, pour les éloges que je donne à César. Les gens de bien, mon ami, ne sont plus ce qu'ils ont été un jour. La décadence se voit non pas seulement sur les visages, qu'il est pourtant si facile de faire mentir, mais dans le langage et dans tous les votes du sénat; c'est donc une nécessité pour les citoyens sages, au nombre desquels je veux que l'on me compte, de changer à leur tour de marche et de système. Platon, qui fera toujours autorité pour moi, le prescrit positivement. Ajoutez que les procédés vraiment divins de César pour moi et pour mon frère m'en font un devoir. Comment d'ailleurs, après un bonheur comme le sien et tant de victoires, ne pas lui rendre hommage? »

César venait en effet, après plusieurs pourparlers, de lui offrir le gouvernement de la Cilicie. Tout en regrettant de s'éloigner du grand jour de Rome et du théâtre de la politique, Cicéron espérait trouver à ces frontières reculées de l'empire romain quelque occasion de guerre qui lui donnât ce qui avait toujours manqué à son ascendant, l'autorité et la gloire militaire. Rien de plus curieux que la lettre qu'il écrivait quand l'affaire n'était pas encore décidée; on la dirait de quelque per-

sonnage du jour, bien décidé à priver la république de ses services tant que la république ne voudra pas les accepter.

« Oui, je désire, et depuis long-temps, visiter Alexandrie et l'Orient; mais accepter une telle mission, dans de telles circonstances et de telles mains, gare les propos de nos gens de bien! Que diront-ils en effet? Que l'intérêt m'a fait transiger sur mes principes; Caton surtout va se répandre en reproches, Caton, dont je compte la voix pour cent mille! Le mieux, je crois, est d'attendre et de voir venir. Si on me fait des avances, je serai à mon aise et me consulterai, et puis, souvent on a bonne grace à refuser. Ainsi, dans le cas où on vous en toucherait quelque chose, ne dites pas non absolument. »

Cicéron partit pour la Cilicie; à peine y était-il qu'il comptait déjà les jours qu'il devait y passer. Ses préoccupations, ses intérêts, ses regrets étaient à Rome. Il faut voir dans ses lettres avec quelle importunité il exige de ses amis des nouvelles de chaque jour, des détails minutieux sur tout le monde. « Que fait Pompée? que dit César? que devient la république? » et quelquefois aussi : « Comment fait-on pour se passer de moi (1)? »

V.

La patience de Cicéron fut bientôt à bout. Il revint à Rome sans attendre l'arrivée de son successeur. La guerre civile allait éclater : peut-être avait-il espéré aider à une réconciliation, servir de médiateur entre César et Pompée; mais voilà que tout à coup il s'arrête obstinément aux portes de Rome : une étrange ambition avait envahi son ame tout entière. S'il entrait à Rome, il ne pourrait plus prétendre aux honneurs triomphaux, et ces honneurs, il les voulait à tout prix; il ne s'agit plus alors de la république qui va périr, des légions de César qui passent le Rubicon, de la liberté qui doit trouver son tombeau à Pharsale : il s'agit de sa vanité!

Cicéron avait remporté quelque mince avantage sur les Parthes en Cilicie. Il avait été salué *imperator* par ses soldats sur les bords de l'Issus, précisément, comme il a soin de nous l'apprendre, aux mêmes lieux où Alexandre défit Darius. Il demandait que le sénat sanctionnât sa gloire et lui accordât les honneurs triomphaux (2). Caton se mo-

(1) On lui faisait arriver tous les journaux du temps; un de ses amis lui écrit : « Vous trouverez dans le journal que je vous envoie les opinions individuelles comme elles ont été prononcées au sénat. Prenez ce que vous voudrez. Il y a beaucoup à passer, les nouvelles de théâtre, les funérailles, et autre fatras. Le bon toutefois y domine. »

(2) Ce n'était pas le triomphe, mais ce que les historiens ont appelé le *petit triomphe*, des félicitations solennelles et une entrée publique où ne figurait pas cependant l'armée victorieuse.

quait publiquement de ses prétentions; César, au contraire, l'habile César, lui promettait de parler en sa faveur. On éprouve une secrète pitié à voir Cicéron poursuivre opiniâtrément sa demande avec un mélange singulier de vanité et de moquerie de cette vanité même. Cette disposition à ne pas prendre au sérieux ses propres désirs est un des symptômes les plus certains des époques de décadence. On poursuit des plaisirs dont on sait le vide, on est malheureux de ne pas obtenir, et ce qu'on obtient n'a plus de charme. Tout en importunant ses amis de ses prétentions, Cicéron fait l'esprit fort; il se raille agréablement des honneurs triomphaux. Quelle misère pour un philosophe! On n'a pas parlé autrement à la dernière assemblée constituante de ces décorations, misérables *hochets de la vanité!*

« Peut-être me demanderez-vous comment il se fait que je tienne tant *à ce je ne sais quoi* d'honneurs triomphaux que j'attends du sénat? Je répondrai avec franchise que, s'il est un homme au monde que sa nature et plus encore, je le sens, ses réflexions et ses études éloignent du goût d'une vaine gloire et des applaudissemens du vulgaire, cet homme, à coup sûr, c'est moi; mais il m'est impossible de ne pas mettre un grand prix à l'opinion du sénat et du peuple, et aux témoignages qui la peuvent mettre en évidence... Je vous demande d'employer tous vos efforts pour que les félicitations du sénat me soient décernées avec le plus d'éclat et de promptitude possibles. »

Aux époques fermes et sincères rien de pareil : alors on croit et on veut sérieusement, on ne se moque pas de ses propres sentimens; l'esprit d'analyse n'a pas détruit par avance la valeur des biens qu'on a souhaités; on n'outrage pas sa propre idole. Les distinctions et les honneurs ont plus besoin encore du respect de ceux qui les obtiennent que des hommages de la foule. Voyez comme Saint-Simon parle du cordon bleu : quelle ardeur sincère dans ses désirs! quelle constance, quelle foi dans son ambition, dans sa jalousie même! Il n'affecte pas la philosophie de Cicéron, il hait les rivaux qu'on lui préfère, il les dénigre : « Le cordon bleu est profané, dit-il, on vient de le donner à M. ***! » Mais on ne profane que les choses sacrées, et le lendemain Saint-Simon est aussi ardent à sa poursuite que la veille. Voici, au contraire, un illustre écrivain de nos jours qui, comme Cicéron, arrive, par les lettres et l'éclat de son talent, au gouvernement de son pays : c'est encore du cordon bleu qu'il s'agit. Après la guerre d'Espagne, en 1823, M. de Chateaubriand pensait avoir mérité le cordon bleu. Le roi le lui faisait attendre, à tort, je crois : le service qu'il venait de rendre était immense; mais voyons comment il demandera ces honneurs triomphaux de la restauration. Avec le respect de Saint-Simon ou avec les railleries de Cicéron? croira-t-il le premier à ce qu'il désire, ou se montrera-t-il esprit fort? Hélas! j'ai dit en commen-

çant que nous avions plus les pensées et les sentimens des Romains de la décadence que des Anglais du XVII[e] siècle, faut-il dire que des Français de Louis XIV, de nos grands-pères eux-mêmes! Qu'on en juge : « Nous nous soucions d'un cordon bleu comme des nœuds du ruban de Léandre, dit l'auteur du *Congrès de Vérone* (car c'est dans un ouvrage historique qu'il s'explique ainsi); nous ne nous mesurons pas à l'aune d'un bandeau de soie..., mais nous sommes sensible à l'injure: cette zone bleue dont on aurait remarqué l'absence sur notre poitrine aurait prouvé que les autres rois s'étaient trompés en nous conférant leurs premiers ordres... » Et il ajoute : « Ces misères à l'époque du renversement des trônes font pitié (1)! »

Cicéron fut moins heureux d'ailleurs que M. de Chateaubriand, qui força la main à Louis XVIII, et eut son *ruban de Léandre*. Cicéron n'obtint pas les honneurs triomphaux; il en resta brouillé avec Caton, qui lui rendait justice sur son intégrité, sa modération, sur tout enfin, excepté sur l'éclat de sa victoire; mais laissons là les puérilités des grands hommes.

L'esprit de Cicéron était trop sagace pour ne pas voir l'imminence de la guerre civile. A Rome, tout était tumulte et sédition : les partisans de Pompée et ceux de César commençaient la guerre avant leurs chefs. Quelle guerre! Les clameurs, les insultes, les luttes corps à corps étaient passées de la place publique dans l'enceinte du sénat. Qu'était devenue cette sagesse majestueuse qui faisait dire à l'envoyé de Pyrrhus qu'il avait parlé à une assemblée de rois? On interrompait les orateurs par des cris, des sifflets, par des *hurlemens*, pour me servir de l'expression qu'employait dernièrement le président d'une assemblée tumultueuse aussi. Ici cependant il y a un trait de plus; écoutons Cicéron :

« Notre ami parla hier, ou plutôt voulut parler; car, dès qu'il se leva, la bande des *Clodiens* fit tapage, et durant tout le discours ce fut un concert de vociférations et d'injures. Après qu'il eut conclu, car, il faut le dire à sa louange, il tint bon jusqu'à la fin, disant tout ce qu'il avait à dire et commandant parfois le silence avec autorité, — après donc qu'il eut conclu, Clodius se leva à son tour; mais alors les nôtres firent un tel bruit, par représailles, que notre homme en perdit les idées, la voix, la couleur. Cette scène a duré depuis la sixième heure jusqu'à la huitième. Les injures et les vers obscènes sur Clodius et Clodia ne furent pas épargnés. Vers la neuvième heure, et comme à un signal donné, voilà les *Clodiens* qui se mettent à cracher sur les nôtres. Nous perdons patience. Ils font un mouvement pour nous expulser; mais les nôtres les chargent et les mettent en fuite : Clodius est précipité de la tribune, moi je m'esquive de crainte d'accident. »

(1) *Congrès de Vérone*, vol. II, ch. VI.

Cependant en Italie, des Apennins aux rivages de la mer Tyrrhénienne, les chemins se couvraient de soldats. Les vétérans de Sylla s'agitaient dans les campagnes, on armait les affranchis et les esclaves. Quel parti prendrait Cicéron? Bien que ses vœux fussent pour la cause de Pompée, il délibérait en règle sur cette question; il la plaidait vis-à-vis de lui-même et de ses amis avec une abondance intarissable; il en connaissait le fort et le faible, et de tout cet amas d'argumentations contradictoires il lui restait ce qui reste des longues délibérations, l'incertitude. César marchait sur Rome; il s'était déjà emparé des villes de la côte. « Est-ce d'un général du peuple romain que nous parlons ou d'un autre Annibal? s'écriait Cicéron. Quoi! avoir une armée à soi dans la république, s'emparer des citoyens romains, ne rêver qu'abolition des dettes, proscriptions, etc.! » Cependant le général romain marchait comme Napoléon au retour de l'île d'Elbe. Les populations des campagnes se soulevaient et se rangeaient sous ses aigles. Les consuls avaient abandonné Rome. « Pompée fuyant est un spectacle qui a remué toutes les ames, » disait Cicéron; lui-même cependant se préparait aussi à quitter Rome : on y craignait déjà les horreurs du pillage et de l'incendie. Toutes les femmes de distinction avaient quitté la ville : Terentia et Tullie s'étaient réfugiées dans une de leurs maisons de campagne, à Formies. Des quartiers entiers étaient déserts. Chacun était en proie à ces soucis de fortune, à ces préoccupations de la vie matérielle, si bien connues du Paris de février et de mars 1848. Personne ne payait plus; la monnaie se cachait; le change de l'or était monté à un taux extraordinaire. Cicéron envoyait sa vaisselle chez le fondeur. — « Assurez-vous au moins qu'il n'y ait point d'alliage dans l'or de Cœlius, écrit-il. C'est bien assez de tant perdre sur le change sans perdre encore sur l'or. Je vous en conjure, cherchez, rassemblez chez moi tout ce qui peut être de défaite, meubles ou vaisselle, et le peu qu'on en tirera, mettez-le en sûreté. » Il ne pouvait rien obtenir de ses débiteurs. « Égnatius ne manque pas de bonne volonté, écrit-il, et il reste fort riche; mais les temps sont si durs, qu'il ne peut pas même se procurer l'argent qui lui est nécessaire pour partir : on ne trouve nulle part à emprunter et à aucun taux. »

VI.

Plus le moment de prendre une détermination virile approchait, plus Cicéron comprenait que l'opinion de ses amis et sa propre conscience l'attachaient aux destinées de Pompée et du sénat, plus aussi, par une réaction naturelle chez les gens en qui les facultés de l'esprit l'emportent sur l'énergie du cœur, il recherchait les prétextes qui pouvaient le retenir en Italie. Pourquoi Pompée avait-il fui? Pourquoi,

en livrant Rome à son rival, lui avait-il livré l'apparence et je ne sais quelle image de la république même contre laquelle il était impie de s'armer? Toute la doctrine moderne et quelque peu matérialiste qui ne voit dans la patrie que le sol, toutes les théories qui ont dicté les sanglantes lois de proscription contre les émigrés sont déjà dans les lettres de Cicéron; nous y retrouvons ce reproche adressé à tous ceux que les discordes civiles forcent à chercher un refuge à l'étranger: s'ils quittent le pays, c'est pour lui apporter bientôt les malheurs de la guerre civile, pour y rentrer à la suite des étrangers, des barbares; le nom des Cosaques nous vient presque.

« Si Pompée a déserté l'Italie, ce n'est pas la nécessité qui l'y forçait; sa pensée, dès le commencement, croyez-moi, a été de bouleverser la terre et les mers, de jeter sur l'Italie des flots de peuples sauvages, et de les mener ainsi à la conquête de Rome. Un pouvoir à la Sylla, voilà ce qu'il envie; vienne l'été, et vous verrez la malheureuse Italie foulée aux pieds par des soldats et des esclaves en armes... Allons, disent nos amis, et en bons citoyens portons la guerre en Italie par terre et par mer. Leur dessein, il est manifeste; ils veulent affamer Rome et l'Italie, puis dévaster et brûler tout. Si c'est un crime que de laisser dans le besoin ses vieux parens, quel nom donner à ces fureurs de nos chefs, qui vont faire périr par la faim la patrie elle-même, la plus vénérable et la plus sacrée des mères? Ce n'est pas seulement mon imagination qui s'en épouvante; j'ai tout entendu de mes oreilles. Ces vaisseaux qu'on rassemble de tous côtés, d'Alexandrie, de la Colchide, de Tyr, de Rhodes, etc., c'est pour intercepter les convois destinés à l'Italie.... Et moi, à qui on a donné les noms de père et de sauveur de la patrie, j'appellerais sous ses murs les Gètes, les Arméniens et les barbares habitans de la Colchide (1)! »

Et cependant il fallait partir pour rejoindre Pompée; on n'envoyait pas à notre héros des quenouilles, comme aux émigrés retardataires lors de la première révolution, mais la désapprobation et les murmures de ses amis allaient toujours croissans. Après avoir craint de partir, Cicéron craignait de partir trop tard : il savait quel accueil défiant l'attendait dans le camp de Pompée. Là comme à Coblentz, on établissait des dates et des catégories de dévouement; nulle irrésolution de l'ancien consul n'avait échappé à ses amis. Il craignait le premier regard de Pompée comme celui de Méduse, disait-il. Malheur à qui, dans les discordes civiles, ne peut pas trouver dans l'honneur, dans sa conscience, dans les antécédens de ses pères ou de sa propre vie, les motifs déterminans de sa conduite! On se décide dans la vie ordinaire, on juge un procès avec sa raison; mais, lorsqu'il s'agit d'allumer la guerre dans sa patrie, la raison aux prises avec de redoutables problèmes est impuissante à inspirer ce courage résolu, cette ardeur de la volonté nécessaires à de si rudes épreuves; les devoirs sur lesquels on délibère sont bien

(1) Lettres 340-45, 357.

près d'être désertés. Ce n'est guère par l'argumentation qu'on arrive au dévouement et au sacrifice; aussi est-ce avec une sorte de désespoir que Cicéron s'écriait : « J'agis contre tous les enseignemens de l'histoire et contre ma propre pensée. Si je veux partir, d'ailleurs, c'est moins encore pour aider une faction dans ses violences que pour ne pas être témoin des violences de l'autre. Ne croyez pas qu'on s'arrête en chemin. Ne les connaissez-vous pas tous aussi bien que moi, les *Césariens?* Ne savez-vous pas qu'il n'y a plus de lois, plus de magistrats, plus de justice? que les fortunes particulières et la fortune publique ne suffiront pas aux débauches, aux profusions et aux besoins de tant de misérables qui manquent de tout? Donc, à tout prix, je veux m'embarquer. Sortons donc de ces lieux et partons, n'importe par quelles mers, par où il vous plaira, mais partons; rien ne peut plus me retenir.... si tel est toutefois votre avis, » ajoute-t-il. Et il écrivait en même temps à un ami de César : « Partir sans votre aveu, c'est à quoi je n'ai jamais songé. Vous connaissez mes petites propriétés; il faut bien que j'y vive, pour n'être pas à charge à mes amis, et je me tiens plus volontiers dans celles qui bordent la mer; c'est ce qui a fait croire à un départ.... » Puis cependant il a quelque honte du mensonge, car l'irrésolution en donne toutes les apparences, et il continue : « Je n'y répugnerais pas trop peut-être, si le repos était au bout; mais guerroyer et me battre contre un homme qui doit être assez content de moi, et pour un homme que je ne contenterai jamais! »

Peut-être fallait-il à ce caractère irrésolu une impulsion étrangère ou quelque événement imprévu qui décidât pour lui : ce fut la crainte de ne pouvoir plus partir qui détermina son départ. Antoine, instruit de ses projets, lui signifia qu'il avait l'ordre de César de le retenir en Italie. Alors seulement Cicéron voulut sérieusement partir, et partit en effet. « A défaut de vaisseau, je prendrais plutôt une nacelle pour me sauver de ces mains parricides. Je suis piqué au vif... »

La bataille de Pharsale lui rendit bientôt sa liberté. Il ne suivit ni Caton à Utique ni les fils de Pompée en Espagne; il croyait avoir suffisamment acquitté sa dette envers le sénat, et se hâta de revenir en Italie. Tout dans le camp de Pompée avait choqué cet esprit sage et modéré. « Je me suis éloigné de Pompée, et ne m'en repens pas : c'étaient des projets atroces, un pêle-mêle effroyable avec les barbares, la proscription arrêtée non par tête, mais par masse, les biens de tous ceux qui sont restés là-bas regardés comme un butin légitime. » Ces prévisions étaient bien vraisemblables. Dans les momens de réaction, qui veut parler de modération et d'indulgence devient suspect à son propre parti; la multitude est maîtresse.

VII.

Après quelque séjour dans l'une de ses *villas*, Cicéron prit la résolution de revenir à Rome. Il eût bien voulu faire aussitôt sa paix avec César; mais le vainqueur de Pompée s'oubliait dans les bras de Cléopâtre. Comme au plus fort des mauvais jours de 93, la grande ville offrait aux personnages consulaires compromis aux yeux des vainqueurs une retraite et une obscurité que la province n'aurait pu leur donner. — « La licence du glaive est partout; cependant c'est sur les bords étrangers que les attentats se renouvellent le plus effrontément : voilà ce qui me fait rester à Rome. A l'exil, j'ai préféré ma famille et mon chez moi, si on peut dire d'ailleurs qu'il y a un *chez soi* dans les temps où nous vivons, et que quelque chose vous appartient. On mesure en ce moment toute la campagne de Veïes et de Capène pour la partager au peuple. Il n'y a pas bien loin de là à ma villa de Tusculum; mais je ne veux pas m'en préoccuper, je jouis de ce qu'on me laisse jusqu'au dernier jour (1). » Cicéron cependant avait déjà réussi à se faire pardonner sa courte apparition au camp de Pompée; peu à peu il rentrait en faveur auprès des puissans du jour. Les derniers *Pompéiens* qui venaient après lui implorer la clémence et la générosité du vainqueur trouvaient en lui un protecteur utile et chaleureux. Qui n'a admiré la célèbre harangue pour *Marcellus*, et cette incomparable éloquence qui n'est surpassée que par la généreuse clémence du vainqueur? Ce fut une de ces grandes scènes comme l'antiquité nous en offre, et pour lesquelles me manquent malheureusement les comparaisons que je cherche dans les temps modernes. Marcellus s'était jeté aux pieds de César, le sénat se leva tout entier, comme un seul homme, tendant les bras vers le maître : « César se sentit vaincu, mais moi, dit Cicéron, je fus plus vaincu encore par la magnanimité de César. C'est le premier beau jour dont nous sommes témoins depuis nos misères; ce jour m'a paru si beau, que j'ai cru y voir comme une nouvelle aurore de la république. »

Dès ce moment, Cicéron renonça à la lutte, et, sans renier ses amis, se laissa prendre peu à peu à l'attrait de ce grand homme, « qui n'aime que les hommes supérieurs, en sorte que son amitié est une gloire. » La résignation, cette triste et dernière vertu des vaincus, voilà la déesse dont Cicéron embrassa les autels. Il accepta le gouvernement de fait, comme nous disons; tout au plus si son opposition modeste et prudente s'échappait quelquefois en plaisanteries et en mots satiriques. Ces propos de table valaient ce que valent les épigrammes des jour-

(1) Lettres 463-476.

naux ou les caricatures du *Charivari;* César en riait lorsqu'ils étaient plaisans.

Cicéron ni la société de son temps n'avaient au fond de l'ame ces doctrines qui soutiennent encore l'homme, quand les événemens de la vie semblent l'avoir terrassé. — Nulle croyance religieuse dans les esprits; le paganisme se mourait comme la république, et le christianisme n'était pas encore né. C'était comme un interrègne de Dieu. Les esprits erraient dans cette profonde nuit dont les ombres redoublent aux heures qui précèdent le lever du jour. La religion qui avait fondé Rome, consacré par quelque prodige chacune de ses institutions, qui lui avait promis et donné l'empire du monde, cette religion avait disparu. César avait pu dire en plein sénat, dans son discours contre Catilina, que rien ne subsistait de l'homme après la mort, et que les enfers étaient de vaines fables auxquelles le peuple même ne croyait plus. — Il n'y croyait plus en effet; les antiques cérémonies n'étaient plus pour le Romain que des formes vides, qui avaient cessé de lui imposer. Le culte des vestales, le feu sacré, image visible et symbole de la ville éternelle, avaient encore quelque pouvoir sur l'imagination; ils n'en avaient plus sur l'ame et la conscience.

Et cependant, en ces temps-là même, les doctrines rigoureuses et sublimes de Zénon triomphaient dans quelques ames d'élite. Le stoïcisme est la protestation la plus éclatante de l'esprit humain en faveur de sa propre dignité, l'acte le plus énergique de sa puissance. Les systèmes matérialistes enchaînent l'homme à la terre et y confinent sa pensée. La religion l'enlève jusqu'au ciel; mais, là aussi, la grandeur qui lui est propre se perd et s'anéantit dans l'infinie grandeur. — Je ne sais par quelle vigoureuse et sublime spontanéité le stoïcisme élevait et soutenait l'homme dans une région particulière, à une hauteur qui n'est pas le ciel, et où la terre a déjà disparu : par une inconséquence qui fait sa gloire, le stoïcisme méprisait les choses de ce monde sans se sentir enflammé pour celles de l'autre. Parvenu à ces sommets de la pensée que dépassent seules la foi et l'extase, l'homme regardait d'en haut toutes choses, et je ne sais quel orgueil austère de ne devoir qu'à lui-même son élévation suffisait à son cœur.

Toutefois cette doctrine ne put jamais avoir que de rares disciples : la philosophie sensuelle, les dogmes d'Épicure, trouvaient au contraire dans toutes les tentations de la vie romaine, dans les dérèglemens de l'esclavage, des auxiliaires puissans qui propageaient rapidement ses poisons. C'était la philosophie du jour; elle régnait à Rome et avait empoisonné tous les cœurs. Peu à peu l'arbre portait ses fruits; les mœurs s'étaient corrompues comme les doctrines; les auteurs du temps nous ont laissé de cette société des peintures qui, grace à Dieu, seraient calomnieuses pour la nôtre. Quand

la foi aux mystérieuses destinées de l'ame immortelle s'est éteinte ou obscurcie au fond des cœurs, chose étrange, la vie elle-même semble perdre de son étendue. Après avoir rejeté l'idée d'une autre vie, on en vient à croire à peine au lendemain ; tout se concentre sur le moment présent et s'y borne; l'œil n'embrasse plus même l'horizon de cette existence si courte ici-bas. Lorsque le soleil cesse d'éclairer les sommets élevés des montagnes, la nuit tombe aussi sur la demeure des hommes, et les objets qui nous environnent disparaissent aussi complétement pour nos yeux que les plus reculés.

La nature de Cicéron, d'une grandeur purement humaine et tempérée par le bon sens, n'avait jamais pu s'exalter jusqu'aux hauteurs du stoïcisme. En philosophie comme en politique, il était du juste-milieu. Il s'était tenu entre Zénon et Épicure comme entre Pompée et César. Il appartenait à la secte des nouveaux académiciens; c'était l'éclectisme d'alors. « La vérité et l'erreur, disaient-ils, n'ont point de caractère certain; la vérité existe sans doute, mais pour nous toutes les vérités sont mêlées d'erreurs, et réciproquement; les apparences des unes et des autres nous trompent sans cesse; on peut admettre des probabilités, non des certitudes. La vie se règle sur le probable de chaque jour; c'est tout ce qu'on peut dire. » On comprend ce que doit valoir une telle règle pour la conduite de la vie; point de religion positive, point de philosophie dogmatique; tout est remis en question chaque matin. A Rome, comme de nos jours, on avait renversé ces remparts protecteurs que les convictions religieuses et philosophiques élèvent le long de la route de la raison humaine. On s'appuyait sur le vide et le néant.

C'est là et non ailleurs, c'est dans la philosophie de Cicéron qu'il faut chercher les causes de ces étranges faiblesses, de ces défaillances d'ame qui nous surprennent quelquefois dans cet homme, qui fut aussi grand un jour que les plus grands hommes. Son esprit, vaste et incertain, comprenait tout et n'affirmait rien; les lumières si vives de son intelligence n'éclairaient souvent que le trouble et la confusion des desseins : tout était chez lui matière à controverse, même le devoir. Il doutait, il délibérait quand il fallait agir, et s'il agissait enfin, au fort même de l'action, il s'arrêtait pour délibérer encore; il préférait toujours les partis mitoyens, le juste-milieu, les transactions, aux résolutions tranchées et énergiques, parce que celles-ci n'admettent point de retour, et que rien n'était jamais irrévocablement décidé au fond de l'ame de Cicéron. Il n'avait jamais été franchement ni pour Pompée, ni pour César; il essaya plus tard de se tenir entre Brutus et le jeune Octave; de nos jours, il eût inventé le parti de la république honnête et modérée. C'est que sa philosophie n'était que le doute, à peine déguisé par la magnificence des paroles ou l'éloquence de l'exposition.

Chez lui, rien de stable, rien de solide qui dure et qui résiste..... Hélas! telle a été aussi la destinée d'une génération élevée hors de toute croyance dogmatique et jetée en proie au doute universel : incertaine, sceptique et malheureuse de son incrédulité, se sentant bannie du ciel, elle n'a pas trouvé à s'attacher plus solidement aux choses de ce monde. Les révolutions l'ont promenée à travers les formes les plus diverses de gouvernement, comme la philosophie à travers les systèmes. D'où lui serait venue la foi, et en quelle chose? Née à peine il y a un demi-siècle, elle a vu naître ou mourir toutes choses. Les temples étaient fermés à sa naissance, et elle peut dire quel jour Dieu a reparu sur l'autel; elle peut dire aussi ce que valent la fraternité républicaine aboutissant à la place de la Révolution et la gloire militaire à Waterloo. La légitimité et la majesté de ses huit siècles ne l'ont pas touchée, elle n'y a vu que des vieilleries; la monarchie parlementaire lui a été annoncée par les plus beaux esprits comme le refuge glorieux et assuré où elle pourrait arrêter ses destinées : elle l'a tentée avec tous les moyens qui font le succès, un roi sage et habile, les orateurs les plus éloquens au Forum, la liberté et la prospérité publique au-delà de tout ce qui a été dans le passé; rien n'a satisfait l'ardeur et l'effrayante mobilité de ses goûts et de ses dégoûts. Retombée dans la république après avoir parcouru le cycle entier des gouvernemens, elle en est aujourd'hui à considérer les questions de gouvernement comme peu de chose. Oui, l'histoire aura peine à le croire, mais à cette heure, que la monarchie ou l'empire soient relevés, que la république persiste, ce n'est plus là ce qui constitue, sépare ou réunit les partis : c'est la société même et l'humanité que les architectes de Babel veulent rebâtir et que d'autres s'efforcent de préserver. De la discussion : *si le roi doit régner ou gouverner*, on est arrivé à celle-ci : *si la propriété est un vol ou un droit légitime*. Aux pétitions qui demandaient une certaine augmentation dans le nombre des électeurs, on a répondu par le suffrage universel. Une fois lancé sans lest à travers l'espace, l'esprit humain ne s'arrête pas, et la logique emporte la raison : c'est que l'on ne fait pas plus sa part au doute qu'au feu; et quand le doute est devenu le fondement même de l'éducation, la loi de l'esprit, s'étonner de la solitude et des ruines qu'il sème vite autour de lui rappelle trop la naïveté de l'enfant étonné si l'étincelle produit l'incendie.

A l'époque de sa vie que nous retraçons, Cicéron penchait tous les jours davantage vers les doctrines d'Épicure; ces doctrines favorisaient ses principes sur la soumission au pouvoir établi, elles lui donnaient ces plaisirs matériels que l'on n'a pas le temps de goûter dans le mouvement des grandes ambitions, et qui consolent quelquefois les gens obscurs de leur obscurité même. La tristesse des temps, l'incertitude du len-

demain, ajoutaient une étrange saveur à ces plaisirs de la société romaine. Pendant que Brutus et quelques stoïciens pâles et froids préparaient dans le silence le poignard qui tua César, Cicéron et les honnêtes gens de son temps, la bonne compagnie, comme nous dirions aujourd'hui, soupaient à Rome. C'était une affaire : on se hâtait de jouir d'une fortune qui demain pouvait vous être enlevée.

« Votre lettre me charme; j'ai ri et j'ai vu que vous pouviez rire. Vous ne me reconnaîtriez plus, tant je suis devenu un bon convive. Je n'ai plus à me nourrir de préoccupations politiques, de discours au sénat. Je me jette corps et biens dans la cause d'Épicure, mon ancien ennemi. Mon estomac ne veut pas de ses excès, mais j'aime le goût de bonne chère que vous mettiez jadis dans votre somptueuse existence. Préparez-vous, vous avez affaire à un gourmand qui commence à s'y entendre... Savez-vous bien que j'ai souvent à ma table les gens les plus délicats de Rome?... Hier, la Junon aux yeux de bœuf (1) était des nôtres, et quelques autres encore; mais voyez mon audace, j'ai été jusqu'à donner à souper à Hirtius sans avoir de paon... On vient d'inventer pour les champignons et pour les petits choux des assaisonnemens qui en font ce qu'il y a de plus délicieux. Je suis tombé sur un de ces plats au repas des augures chez Lentulus, et j'en ai été malade toute la nuit. »

Mais cette disposition à l'insouciance, ce besoin de s'étourdir même dans des distractions peu dignes de son grand esprit, étaient loin d'être l'état habituel et le fond de l'ame de Cicéron. Les voluptés romaines pouvaient traverser un instant cette ame ouverte à tout, inquiète, curieuse, et occuper quelque coin obscur de cette vaste intelligence : elles ne l'avaient jamais ni remplie ni satisfaite. Au milieu de ces débauches d'honnêtes gens, on voit la tristesse qui monte au front et une larme qui vient à ses yeux. « Hélas! dit-il en finissant, n'ai-je pas assez pleuré sur la patrie, pleuré plus amèrement et plus long-temps que jamais aucune mère sur son fils unique? »

Jamais Cicéron n'avait été plus malheureux. Il traversait une de ces phases douloureuses où tout est remis en question, convictions, croyances, intérêts, et la vie tout entière. Qui de nous, après soixante ans de révolutions et de ruines, n'a été atteint des mêmes anxiétés et n'a pas senti la foi à ses plus chères doctrines chanceler au fond de son cœur? Cicéron passait à travers ces dures angoisses; il voyait tomber tout ce qu'il avait aimé et respecté jadis. Après avoir sauvé la république des fureurs de Catilina, il se demandait si cette république pour laquelle il avait combattu toute sa vie, violente, tumultueuse, déchirée par les factions, livrée comme une pâture de chaque jour aux excitations de quelques tribuns, valait la sécurité, la paix dont

(1) La belle Clodia, sœur et maitresse de Clodius, dont la femme de Cicéron était fort jalouse.

Rome et le monde jouissaient sous l'autorité d'un seul. Il souffrait, il attendait, et il se taisait. Avec sa voix s'éteignait aussi ce gouvernement dont il avait été quelque temps l'ame, et dont il reste encore aujourd'hui le plus glorieux représentant, le gouvernement de la parole. De la tribune d'Athènes, ce gouvernement était passé dans le Forum : c'est de là qu'il régnait sur le monde, conquis par les armes romaines. L'éloquence était devenue non pas seulement l'instrument, mais l'institution la plus importante de l'état. Par elle, et par elle seule, on arrivait au pouvoir, aux magistratures souveraines. Cet art merveilleux de bien dire, qui ne devrait que servir d'ornement à l'art de bien faire, était devenu peu à peu le but même de la politique. Quand Cicéron avait prononcé une de ses immortelles harangues, il croyait que Rome était sauvée, et qu'il ne restait plus qu'à rendre grace aux dieux. Il restait à gouverner, et c'était alors que la faiblesse du caractère et de la conduite contrastait péniblement avec la magnificence du langage.

César parlait aussi, mais il agissait surtout. « Cet homme ne dort ni ne s'arrête jamais, » disait avec effroi Cicéron. Le jour où l'homme d'action, le vainqueur des Gaules, se trouva en face de l'homme de la tribune, le gouvernement de la parole dut périr. Un dernier effort cependant nous a valu les *Philippiques;* mais Antoine chargea ses licteurs de répondre aux invectives de Cicéron, et la tête du grand orateur fut clouée à la tribune aux harangues. Ce fut dans l'antiquité la fin de cet empire de l'éloquence, dont Ésope, en parlant des langues, « la meilleure et la pire chose qui soit au monde, l'organe de toute vérité, la source de toute erreur, » avait déjà donné la définition la plus complète.

Bien des siècles après, un gouvernement dans lequel aussi la parole a le premier rôle et règne sur les autres pouvoirs de la société, contraints ou persuadés par elle, le gouvernement parlementaire, a été pratiqué d'abord en Angleterre, puis en France. On a relevé la tribune aux harangues; on a retrouvé et ressuscité ce gouvernement de l'esprit, cette haute république des intelligences, dont la brillante filiation remonte à la Grèce et à Rome. Ce n'est point, en effet, dans les bois de la Germanie que ce beau système a été trouvé; c'est bien plutôt, ce nous semble, dans l'Agora ou au Forum (1). Pourquoi les grandes et solides destinées que cette forme de gouvernement poursuit en Angleterre ne nous ont-elles pas été accordées? Les hommes, assurément, n'ont pas manqué chez nous à l'épreuve; nous avons vu, nous avons entendu des orateurs que l'histoire nommera après l'orateur romain, et qui le surpassaient par la hauteur et la fermeté du caractère. Ce gouvernement, fondé sur la grandeur même et la responsabilité de l'esprit humain,

(1) *Esprit des Lois,* liv. II, chap. VI.

doit-il disparaître pour nous dans quelque obscure tempête? A Rome, au moins, il eut la gloire de ne tomber que devant le grand César; nous, nous serions tombés devant l'ivrogne Antoine ou la tourbe sans nom des complices de Catilina! Que le ciel écarte de la patrie une telle honte! L'avenir est triste et obscur; il n'est pas fermé. Tout n'est pas dit sur notre destinée. Étudions cette époque curieuse de la décadence de la république romaine, sans découragement, sans parti irrévocablement pris, avec la volonté énergique au contraire de guérir, et de nous préserver d'autant plus des maladies de la décadence romaine que nous en reconnaîtrons en nous-mêmes les premiers symptômes. Rome a péri par la jalousie des grands politiques, par les ambitions personnelles, par l'égoïsme des partis rivaux; l'anarchie est descendue du sénat dans la place publique. Nous sommes sur ces pentes fatales qui ont conduit la société romaine à sa fin; qu'un effort vigoureux nous rejette loin de l'abîme.

Nous aurions voulu pousser plus loin cette étude : les efforts désespérés de Brutus pour la liberté romaine, le neveu de César recevant de Rome fatiguée et indécise la succession d'un grand homme, toute cette partie de l'histoire romaine a bien aussi gagné aux événemens du jour cet à-propos qui remet à la mode les vieilleries d'un autre âge. Il nous suffit cependant d'avoir éveillé la pensée de ces rapprochemens; ils se feront d'eux-mêmes. L'esprit public n'a pas besoin de ces clés avec lesquelles on expliquait autrefois les allusions du Télémaque.

Au reste, ce n'est pas seulement des conseils et des exemples qu'il faut chercher dans les lettres de Cicéron, il y a autre chose à leur demander, et je voudrais qu'on eût pu l'entrevoir à travers la partie purement politique que j'ai mise en relief : c'est le charme et la douceur des sentimens privés. Par ce côté-là, on peut dire, et cette fois à la louange de tous les deux, que Cicéron représente aussi la France nouvelle; si nous avons trouvé l'homme public faible, incomplet, plein d'inconséquences et de trouble, l'homme privé nous montre des vertus douces et intimes, qui manquaient à la Rome antique, et dont l'histoire tiendra compte à notre temps : un caractère aimable, les affections les plus tendres de la famille, des amitiés sérieuses et charmantes, un soin touchant pour les inférieurs, quelque chose enfin de simple et de bon, comme la familiarité du génie. Quelle tendresse pour son fils! Comme il voudrait lui laisser sa gloire en héritage! Quelle douleur et quels regrets pour sa fille Tullie! On admire Cicéron dans ses discours; on l'aime dans ses lettres : l'excellent homme! comme il vous promène avec plaisir dans ses maisons et ses jardins! quelles bonnes heures on passe avec lui dans cette bibliothèque si habilement mise en ordre par son affranchi, le cher Tyron! Qu'on sait bon gré à cet esprit supérieur de vous montrer ses petites préoccupations de pro-

priétaire, ses grands projets pour acheter la vigne du voisin, tout, jusqu'à cette paresse qui le saisissait quelquefois au milieu de ses prodigieux travaux! « Toute raison m'est bonne pour ne rien faire, ma foi; j'ai le travail en horreur, je me suis laissé prendre à la paresse avec délices, et, si le temps n'est pas bon pour la pêche, je m'amuse à compter les vagues de la mer. »

Nous vivons dans une atmosphère lourde et chargée qui rend difficile tout effort pour nous arracher aux préoccupations constantes de notre esprit; nous comptons aussi les vagues de la mer et prêtons l'oreille à la tempête. Les lettres de Cicéron nous attirent par ce côté même qui nous montre nos soucis et nos maux, et notre propre image reflétée dans ce vif tableau d'un monde disparu : c'est nous d'abord que nous y cherchons, que nous poursuivons sous des noms étrangers; mais peu à peu l'intérêt égoïste cesse, et, avec lui, la souffrance. — Nous échappons au présent; on oublie Paris, les dictateurs d'hier, les tribuns d'aujourd'hui, et ce sombre avenir qui nous menace, pour songer à tous ces grands hommes avec lesquels s'est passée notre jeunesse, qui furent nos maîtres, et dont nous nous sentons rapprochés par la douleur. A ceux qui reprendront dans leur bibliothèque et qui voudront relire ces lettres de Cicéron, oubliées peut-être depuis les temps heureux du collége, j'ose promettre le seul genre d'intérêt que l'esprit puisse accepter au milieu des tristesses de notre âge mûr, la seule consolation, hélas! que, dans une lettre restée célèbre, Sulpitius trouvait à donner à Cicéron pleurant la mort de sa fille, cette plainte universelle, cet écho de douleur que chaque siècle envoie à ceux qui le suivent. Ils verront comment on souffrait aussi, autant que nous et comme nous, il y a bientôt deux mille ans.

ÉMILE DE LANGSDORFF.

ESPAGNE ET ANGLETERRE.

Je n'ai point cherché à établir un parallèle entre ces deux pays. Ce parallèle ou plutôt ce contraste s'est offert à moi de lui-même. Je venais de visiter l'Espagne. Cet état de l'ame, naturel après un grand malheur, qui vous pousse en avant parce qu'on craint le retour, me fit monter à Cadix sur un bateau à vapeur qui partait pour Lisbonne, et qui, de Lisbonne, me conduisit à Southampton. Ainsi je fus, sans dessein, transporté brusquement du sud de la Péninsule en Angleterre. Jamais, dans mes différens voyages, aussi soudaine et aussi complète opposition ne m'avait frappé. Ai-je dû à ce hasard de sentir plus vivement le caractère de deux pays si contraires, comme on apprécie mieux l'intensité de deux couleurs diverses par leur juxtaposition? Je ne sais; mais j'ai cru bien faire en consacrant quelques pages à reproduire l'impression que j'ai ressentie de cette diversité; peut-être en jaillira-t-il un jour plus vif sur la nature des deux contrées et des deux peuples, et les observations que leur étude m'a suggérées emprunteront-elles à ce contraste quelque nouveauté.

Avant le contraste, un mot sur les ressemblances. Elles ne sont pas nombreuses; mais on ne doit pas les omettre, si l'on veut être vrai.

L'Espagne et l'Angleterre sont isolées de l'Europe, celle-ci par l'Océan, celle-là par les Pyrénées; mais l'Océan rapproche encore plus

qu'il ne divise, et de nos jours surtout on doit dire, au rebours d'Horace, *Oceanus sociabilis*. On va en neuf heures de Paris à Londres; il faut plus de temps pour franchir les monts qui s'élèvent entre la France et l'Espagne. La Péninsule ibérique est véritablement une île, et l'île de Bretagne est comme une péninsule que la vapeur rattache au continent. Les deux royaumes, si l'on excepte d'une part l'Andalousie et de l'autre l'Irlande, sont habités par un peuple grave et fier, calme et réservé, qui montre un égal sentiment de dignité contenue. Un singulier rapport existe entre ces deux pays : chacun d'eux a transporté sa civilisation et sa nationalité dans le Nouveau-Monde; une partie de l'Amérique est anglaise, l'autre est espagnole.

Les États-Unis, c'est une moitié de l'Angleterre, c'est l'Angleterre industrielle et commerçante, de laquelle on aurait retranché l'Angleterre aristocratique et féodale. Abattez la *Tour* et Westminster, ne laissez à Londres que la *Cité* et les *docks;* renversez les antiques cathédrales, déracinez les chênes séculaires de Windsor et les cèdres de Blenheim; abattez les murs des châteaux de Warwick et d'Arundel, et remplacez-les par des usines et des manufactures; que les vieilles villes au caractère historique, York, Durham, Chester, Oxford, disparaissent; que Manchester, Birmingham, Leeds, Sheffield, s'enveloppant de leur atmosphère de fumée, que Liverpool, étalant l'incroyable mouvement de son commerce cosmopolite, restent seules debout, et vous aurez les États-Unis.

Au fond, les mœurs politiques des États-Unis ne diffèrent pas essentiellement des mœurs politiques de l'Angleterre. Le *self-government* précéda en Amérique le gouvernement républicain, qui n'en fut qu'un développement et une transformation. C'est le vieil esprit saxon qui règne encore de l'autre côté de l'Atlantique, sur ces bords où l'Angleterre projette son image à la fois élargie et diminuée. De même l'Espagne américaine offre une contre-épreuve fidèle de l'Espagne d'Europe. Mon excellent compagnon de voyage, le docteur Roulin, qui avait vu la Nouvelle-Grenade avant de voir l'ancienne, était frappé à tout moment de cette ressemblance, et, dans un pays nouveau pour lui, retrouvait un pays connu. L'Espagne et l'Angleterre ont donc eu toutes deux le privilége de se reproduire et de se redoubler pour ainsi dire sur le sol du Nouveau-Monde, destinée commune qui les rapproche par un endroit, tandis que tant de différences les séparent.

C'est de ces différences que je voudrais donner au lecteur le vif sentiment, tel que je l'ai éprouvé à chaque pas. Les plaines poudreuses et nues de la Castille et de la Manche ressemblent peu aux grasses prairies du Hampshire, les rives arides du Mançanarez aux bords verdoyans de l'Avon, et le soleil africain de l'Andalousie à cet astre si souvent dépouillé de rayons qui éclaire de son disque pâle une terre brumeuse.

On voit l'Espagne à travers un nuage de poussière et l'Angleterre à travers un voile de brouillard.

La manière de voyager n'est pas moins différente que l'aspect des lieux : ici, de lourdes diligences traînées par huit mules chamarrées de panaches et retentissantes de grelots, que presse de ses cris et de ses jappemens le *zagal* qui court à côté d'elles; un quart d'heure perdu à chaque relais; une couchée toutes les nuits, qui parfois, il est vrai, commence à dix heures pour finir à minuit; des routes détestables dès qu'on s'éloigne des grandes lignes de communication; là, dans toutes les directions, le prosaïque et rapide wagon avec son odieux fracas de ferrailles en mouvement, la locomotive qui hurle et siffle comme une bête furieuse, mais emporte le voyageur sans s'arrêter ni jour ni nuit. Nul pays n'est plus propre à l'établissement des chemins de fer que l'Espagne centrale, formée, comme on sait, d'immenses plateaux; mais quand y aura-t-il des chemins de fer en Espagne?... On a entrepris d'en conduire un de Madrid à Aranjuez, c'est-à-dire à huit lieues; cette vaste conception n'a pu encore être menée à fin. En Angleterre, le voyageur voit partout des villes opulentes, de beaux villages, de magnifiques châteaux, d'élégans *cottages*, des haies bien entretenues, des arbres... les plus beaux arbres du monde! En Espagne, les champs cultivés eux-mêmes ont l'aspect du désert, les villages sont rares, presque point de châteaux, peu de maisons de campagne, peu de fermes, et les Espagnols semblent être tous de l'opinion d'un vieux paysan qui me disait, avec un accent que je n'oublierai pas : — Des champs inhabités, c'est ce que j'aime! (*Campos sin poblacion es mi passion!*)

Les souvenirs de mes deux voyages s'opposent sans cesse dans mon esprit. Je me rappelle, par exemple, mon arrivée à Baylen, vers midi, par un jour brûlant de juin : un palmier, le premier que j'eusse rencontré, m'annonçait l'Andalousie; des lauriers-roses, comme en Grèce et en Asie mineure, s'élevaient parmi les rochers; des marchandes d'oranges et des *marchands d'eau* entouraient la voiture en criant. Tout était blanc de poussière, tout donnait au toucher une sensation de vive chaleur, tout était aride, éblouissant, ardent. Au même instant, je me retrace les prairies de Windsor; je me vois revenant, par une calme soirée, le long des rives vertes et fraîches de la Tamise, qui serpentait dans le crépuscule et sur laquelle voguaient tranquillement de beaux cygnes, tandis que des groupes de promeneurs paisibles apparaissaient errans sur les gazons ou assis sous des hêtres magnifiques. Entre ces deux tableaux que j'aperçois simultanément dans ma pensée, il y a une distance infinie : ils se rapportent à deux zones, ils appartiennent à deux mondes.

Sans doute, il se trouve en Espagne des régions boisées et verdoyantes, les montagnes de la partie septentrionale de la Péninsule, près de Gre-

nade le cours du Darro et du Xenil, la *huerta* de Valence; sans doute aussi, on trouve en Angleterre des régions dénuées de végétation : telle est la grande plaine de Salisbury, qu'on traverse en allant à Stone-Henge, et qui fait penser à la campagne romaine; mais ce sont des exceptions qui ne changent pas le caractère général du pays. La configuration géographique des deux contrées est profondément distincte : l'Espagne est traversée par des chaînes abruptes et hérissées qu'on appelle *sierras*, ce qui veut dire *scie;* ces *sierras* la partagent nettement en plusieurs bassins assez profonds. Il n'y a de division pareille dans la Grande-Bretagne que celle qui sépare l'Écosse méridionale de l'Écosse du nord. L'Angleterre même, sauf le pays de Galles, placé à la circonférence, et quelques parties un peu montueuses du centre, comme le Derbyshire, l'Angleterre n'offre guère à l'œil du voyageur que des collines arrondies et peu élevées; les diverses parties du sol ne sont point séparées par des barrières difficiles à franchir : aussi l'unité nationale, qui a eu besoin d'un si long temps pour s'établir en Espagne, et encore imparfaitement, s'est-elle établie de bonne heure en Angleterre. Tandis que *les Espagnes* ne sont pas encore bien fondues en un même royaume, les sept royaumes saxons étaient déjà réunis dans les mains d'Egbert au IXe siècle.

Les rivières anglaises n'opposent pas non plus d'obstacle aux communications. Ce sont pour la plupart des cours d'eau d'une médiocre étendue, peu larges, peu profonds, qui glissent à fleur de terre dans un lit qu'ils remplissent. Les fleuves, en Espagne, sont des torrens, en Angleterre des canaux.

L'aspect des populations ne diffère pas moins que l'aspect et la configuration des deux contrées. J'étais à Chester pendant les courses de chevaux; je me retraçais, à cette occasion, ces divertissemens qu'en Espagne on appelle les *courses* et que nous appelons les *combats* de taureaux. Tout à coup, sur les vertes pelouses de Chester, m'apparut l'amphithéâtre de Cadix, avec la voûte d'un ciel africain pour coupole et une foule ardente, tapageuse, bariolée de mille couleurs, échelonnée sur les mille gradins, cette foule qui, long-temps avant que le spectacle commence, s'agite et s'émeut du moindre incident, et, quand le spectacle a commencé, y prend part et y joue son rôle avec tant de passion. Je croyais entendre les rires, les sifflets, les cris d'admiration ou de rage à chaque phase du terrible drame. Je revoyais aussi le côté repoussant du tableau, le sang ruisselant au soleil, les entrailles des chevaux traînées par eux dans la poudre, les *picadores* écrasés sous le poids de leurs montures ou lancés dans l'air par le taureau, contre lequel il ne leur est pas permis de se défendre sérieusement, car l'égorgement de la victime est réservé au *toreador;* enfin cet égorgement renouvelé sept ou huit fois de suite, boucherie que, pour ma part, je

goûte peu, mais qui transporte d'admiration une multitude enivrée. Cette multitude elle-même forme la partie la plus curieuse de ce tableau, qui repousse et attache tout ensemble, dans lequel l'horrible et le gracieux se confondent, et qui laisse l'ame comme éblouie par le sourire des femmes, la splendeur du soleil et l'éclat du sang.

Au pied des vieux remparts de Chester, sur une verte et fraîche prairie, dans une brume légère, étaient paisiblement assis ou se promenaient sans bruit des hommes et des femmes dont le costume n'avait rien de pittoresque. Cette foule attendait patiemment que le moment fût venu de jouir sans trouble de l'élégant et innocent spectacle qui se préparait. Ce moment venu, quand les chevaux passaient comme l'éclair devant les spectateurs, il y avait bien parmi ceux-ci un mouvement d'intérêt pour le concurrent qui dépassait les autres ou pour celui qui *était distancé* par un rival plus heureux; mais cette émotion disparaissait presque aussi vite que l'objet qui l'avait fait naître. La véritable émotion était ailleurs, et elle ne se trahissait par aucun signe : c'était celle des parieurs, qui, impassibles, perdaient ou gagnaient des sommes considérables. Un intérêt d'argent était au fond de ce plaisir, comme de presque tout en Angleterre. Un autre signe de l'Angleterre, c'était le chemin de fer passant sur un viaduc qui bordait une extrémité de l'hippodrome. On vit les trains *courir* à travers les airs et lutter avec les locomotives animées qu'ils remplacent presque partout. Cette fois, la vapeur n'avait pas l'avantage; elle n'égalait point la vitesse des rivaux qu'elle est accoutumée à devancer. Il est vrai qu'elle ne cherchait pas à l'atteindre. Si la vapeur l'eût voulu, elle eût gagné le prix.

Mieux encore que dans les plaisirs, la diversité des deux peuples se manifeste dans ce qu'il y a chez l'homme de plus profond, de plus intime, dans la religion.

Entrez dans une église espagnole, et vous serez ébloui du luxe d'ornementation qui frappera vos regards. Partout des tableaux dont le coloris chaud, riche, puissant, même lorsqu'ils n'ont pas un grand mérite, rappelle l'école à laquelle ils appartiennent. Parmi ces peintures vulgaires, on rencontre des chefs-d'œuvre de Murillo ou de Zurbaran. D'admirables sculptures en bois révèlent un talent qu'on ne peut guère admirer ailleurs; on est surtout frappé de la magnificence des *retablos* qui sont placés au-dessus des autels, immenses tableaux composés à la fois de figures peintes et de figures sculptées, dans lesquels la dorure étincelle au milieu des couleurs, où l'architecture mêle l'effet de ses saillies et de ses profils à l'éclat des peintures et au relief des statues : décoration d'une incroyable richesse, souvent surchargée, toujours splendide.

Passez de l'église espagnole à l'église anglaise, que voyez-vous?

Des murs nus et froids à regarder. Nulle peinture, si ce n'est parfois un tableau isolé au fond du chœur, laissé là comme par grace, et que j'ai été étonné de trouver dans plusieurs cathédrales, notamment à Lincoln et à Winchester. Du reste, nul autre ornement que des tombeaux, et en général quels tombeaux! Rien de plus médiocre que les trois quarts au moins des tombes de Westminster et des monumens funèbres de Saint-Paul. Dans cette dernière église, combien l'on sent ce froid dont je parlais tout à l'heure! combien la nudité des murailles, l'absence de tout tableau, de tout ornement, oppresse le cœur! Les tombeaux rangés alentour n'ont rien de religieux; rien ne rappelle la religion: ses mystères, ses souvenirs, ses personnages, sont absens. C'est un musée, et un musée dénué de chefs-d'œuvre; c'est un temple de la gloire humaine, ou mieux de la gloire anglaise, dans lequel elle s'entoure de ses saints et de ses martyrs, c'est-à-dire de ses magistrats et de ses capitaines. Je me sentais en vérité moins de dévotion pour cette invisible et orgueilleuse divinité que pour l'humble et populaire madone espagnole, toute parée qu'elle était de taffetas, de pompons et de dentelles. L'aspect glacial du chef-d'œuvre de Wren me faisait regretter les chapelles ornées à l'excès, j'en conviens, de Burgos, de Séville et surtout de Tolède. Ce qu'on pourrait opposer en Angleterre aux merveilleuses cathédrales des villes que je viens de nommer, ce sont les miracles de l'architecture gothique, les cathédrales de Lincoln, d'York, de Durham, de Salisbury, de Winchester, de Glasgow, qui offrent toutes des types si variés et si remarquables. Sur le terrain de l'architecture du moyen-âge, l'Angleterre ne craint nulle comparaison. Je reviendrai tout à l'heure à la question de l'art en lui-même, je ne parle en ce moment que du rapport des édifices sacrés avec le sentiment religieux.

Cette froideur du style employé dans la décoration des églises se retrouve dans le culte, surtout dans le culte officiel. Autre chose sont les sermons populaires, tels qu'on les entend le dimanche dans les promenades publiques à Londres et tels que je les ai entendus, au milieu des rues d'Édimbourg, prêchés avec un singulier mélange d'exaltation et de bouffonnerie par les successeurs directs des puritains de Walter Scott; mais le service divin, tel qu'il s'exécute dans les églises, et surtout dans les églises épiscopales, est ce que je connais de plus glacé. Il me revient encore à ce sujet un souvenir qu'on me permettra de citer, parce qu'il peut donner une idée de la physionomie du culte anglican.

Je me trouvais à Durham un dimanche. Au moment où je venais de visiter la cathédrale, je m'aperçus que le service divin allait commencer. J'eus la pensée d'y assister; mais, voyant que toutes les places semblaient avoir un propriétaire, je m'adressai à un monsieur qui

portait un petit manteau noir, et lui demandai où je devais me placer. Il se mit à marcher devant moi, et, m'ayant conduit dans le chœur, m'indiqua une stalle dans laquelle je m'établis. Comme la hiérarchie est partout en Angleterre, il y avait pour le premier rang un livre de prières in-folio, un livre in-quarto pour le second rang, un livre in-douze pour le troisième, tous du reste magnifiquement reliés en maroquin rouge. On m'avait mis au second rang, à l'in-quarto. Le service commença; on lut des prières et des passages de l'Écriture. Au lieu des beaux et simples chants qui se font entendre ordinairement dans les églises protestantes, c'était ici une psalmodie nasillarde très désagréable. Tous les assistans offraient l'aspect d'un grand recueillement extérieur : chacun était immobile, sans tourner la tête, sans lever les yeux. Au bout d'un certain temps, j'avoue que je commençai à être frappé de la monotonie du service anglican. Les prières, les psaumes, les passages de l'Ancien et du Nouveau-Testament, se succédaient sans motif apparent. L'office catholique forme un ensemble, et, si j'osais le dire, un drame sacré qui marche et se développe, qui a un commencement, un milieu et une fin; mais ici il n'y avait nulle raison pour que cette série d'exercices pieux sans lien et sans but final eût un terme. Aussi ne se terminait-elle pas. Elle ne fut interrompue que par la lecture d'une dissertation sur un point d'histoire ecclésiastique. Cette froide lecture remplace notre sermon. Du reste, une fois pris au piége de ma dévote curiosité, il me fallut aller au bout du service, qui dura deux heures et demie. Là où tout le monde est immobile, où l'on est confus de tousser, où se moucher est presque un scandale, se lever et sortir est impossible. L'évêque seul, ce qui m'étonna un peu, prit cette permission et disparut pendant une heure environ pour ne reparaître qu'à la fin de la cérémonie, ce qui me sembla un singulier, mais fort enviable privilége de sa dignité. Du reste, je n'aperçus dans l'église ni un homme ni une femme du peuple; je ne sais si on leur permettrait d'entrer. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'ils n'y viennent pas. Les méthodistes recueillent dans leurs chapelles les classes inférieures, pour lesquelles, à en juger par Durham, il n'y a point de place dans les cathédrales.

Les églises espagnoles sont ouvertes à tous : le mendiant y coudoie le grand seigneur; là c'est l'excès contraire. Le laisser-aller y domine comme le formalisme en Angleterre, et je crois qu'il y a plus de piété chez ces jeunes Anglaises qui, sans faire un mouvement, se levant ou s'asseyant comme par ressort, pendant deux heures ne détournent pas les yeux de leur livre de prières, que chez les belles Espagnoles vêtues de la mantille noire, le voile noir rejeté en arrière de la tête, que je voyais assises par terre, dans les églises de Cadix, entendre ainsi la messe en jouant constamment de l'éventail et du regard.

Chez les deux peuples, le sentiment religieux existe, seulement chacun d'eux le ressent et le manifeste à sa manière; mais, hélas! il faut le reconnaître, il se trouve, des deux parts, beaucoup d'habitude, de routine, d'apparence extérieure. En Angleterre, le sentiment religieux est souvent remplacé par le respect religieux, et l'on traite Dieu un peu comme un souverain constitutionnel, devant lequel on plie le genou dans les circonstances solennelles et dont on s'occupe médiocrement dans le cours de la vie ordinaire, comme un souverain pour lequel on éprouve un attachement rationnel, parce qu'on voit en lui le garant de l'ordre public plutôt qu'on ne ressent une tendresse émue et presque amoureuse à la manière de sainte Thérèse. Je n'oublierai jamais un Anglais avec lequel je me trouvais dans une voiture publique. C'était le dimanche. Il tira sa montre et me dit : — A cette heure, ma femme est à l'église. — Elle prie pour vous, lui dis-je. Il parut étonné de ma conjecture sentimentale, et me répondit froidement : — Monsieur, c'est l'usage (*T'is a custom, sir*).

Du reste, dans un tout autre genre, il y a place aussi dans la religion, telle que la pratiquent les Espagnols, pour les convenances, et un culte tout extérieur. J'ai vu une magnifique procession défiler dans les rues de Madrid; les autorités civiles et militaires marchaient en tête. La partie officielle et matérielle de la cérémonie était très imposante, mais rien de moins édifiant que l'attitude et les discours de la foule. Même au moment où passa le saint-sacrement, je n'observai point cette émotion électrique qui, en Italie, dans un pareil instant, traverse soudain une foule rieuse et la précipite à genoux. A peine donnait-on une marque convenable de respect; mais la distraction et la gaieté générales n'étaient pas réellement interrompues, et je crois que dans cette foule plus d'un aurait pu me dire comme l'Anglais : *C'est l'usage.*

Une autre ressemblance, qui ne fait honneur à aucun des deux pays, c'est que l'un et l'autre ont donné à l'Europe, — hélas! la France a bien quelque chose à se reprocher sur ce chapitre, — le plus odieux exemple d'intolérance et de persécution religieuse. Si les atrocités de l'inquisition déshonorent les annales de l'Espagne, les barbaries de Henri VIII, qui brûlait impartialement sur un même bûcher des protestans et des catholiques, ont quelque chose de plus horrible et de plus complet, et les cruautés religieuses ont souillé le pouvoir glorieux d'Élisabeth, comme le règne détesté de Marie. C'est seulement de nos jours que les incapacités politiques qui frappaient les *papistes* ont été supprimées, au grand scandale des dévots, et la législation anglaise conserve encore des dispositions pénales contre les catholiques, dispositions que certes on ne craint pas de voir appliquer, mais que le parlement a récemment refusé d'abroger par un vieux respect pour ce principe d'intolérance qui a tant de peine à sortir des cœurs, quand une fois il y est entré.

Les Anglais appellent les Espagnols une nation bigote; mais je n'ai rien trouvé en Espagne qui approche en ce genre de la fureur avec laquelle un parti religieux vient d'accueillir une mesure qui a pour but, non d'autoriser la distribution des lettres à Londres le dimanche, — qui pourrait admettre un moment la pensée d'une telle énormité! — mais d'employer quelques commis à expédier plus loin les lettres qui, ce jour-là, passent par Londres. Pendant que j'étais dans cette ville, je voyais les murs couverts d'immenses placards sur lesquels on lisait les protestations furibondes de ceux qui, voyant dans cette mesure le plus grand des malheurs, la *desécration* du sabbat (ce n'étaient pas des Juifs), dénonçaient à l'indignation publique ce qu'ils appelaient avec modération *le crime gigantesque*. Quand la superstition est encore aussi florissante dans la capitale d'un peuple éclairé, ce peuple ne doit pas se montrer trop sévère pour les superstitions plus poétiques au moins d'un autre peuple; car il n'en est pas de plus contraire à la lettre comme à l'esprit du Nouveau-Testament, non pas certes que l'observation raisonnable du dimanche, mais que le fanatisme du sabbat.

Quant aux capitales des deux royaumes, ce serait méconnaître Londres que de lui comparer Madrid. On ne peut comparer à Londres que Paris. Paris l'emporte certainement sur Londres par ses quais, ses boulevards, ses monumens; mais il offre moins de grandeur, moins d'espace, des rues moins larges, un aspect moins imposant. Paris, quand on vient de Londres, fait un peu l'effet d'une charmante ville de province. Pour Madrid, c'est une capitale moderne où il n'y a guère à admirer que des collections, d'abord un merveilleux musée de peinture, qui renferme à la fois les chefs-d'œuvre de l'école espagnole et beaucoup de chefs-d'œuvre des grands maîtres de toutes les écoles, à commencer par Raphaël; ensuite, le musée d'histoire naturelle, très pauvre à certains égards, mais possesseur d'un trésor unique, le squelette antédiluvien du mégatherium, et d'une collection de minéraux qui, pour la beauté et la grandeur des échantillons, n'a pas, je crois, d'égale dans le monde. Pourtant ces richesses, sauf les tableaux, ne sont rien auprès de celles que renferme le Musée britannique. Là, sous le même toit, sont réunis les chefs-d'œuvre dont Phidias avait orné le Parthénon et qui montrent ce qu'était, dans Athènes, l'art grec, à l'époque de sa plus haute perfection; les bas-reliefs du temple arcadien de Phigalie, qui font voir ce qu'était dans le même temps l'art grec en province; les bas-reliefs du monument consacré à Mausole par Artémise; le musée lycien, unique en Europe; le musée assyrien, qui m'a paru inférieur à celui de Paris, ce qui lui permet d'être encore infiniment remarquable; le musée égyptien, très riche et admirablement arrangé sous la direction savante de M. Birch; la collection des antiquités grecques, si bien confiée aux soins de M. Newton; les collections d'histoire naturelle, d'une

incroyable magnificence. Grace à leurs colonies, à leur commerce, à leurs flottes, les Anglais ont, en oiseaux et en coquilles, des trésors aussi éblouissans pour l'œil du curieux qu'intéressans pour l'étude du savant, et tout cela se tient. Le public, admis trois fois par semaine, l'été pendant neuf heures, l'hiver pendant six, et toujours très nombreux, passe d'une richesse à l'autre. Il ne faut pas oublier que la bibliothèque est placée dans le même édifice. Le Musée britannique, c'est le Louvre, la Bibliothèque nationale de la rue Richelieu (1) et le Muséum du Jardin des Plantes. Je ne connais aucun endroit du monde où l'on puisse passer plus d'heures intéressantes et profitables qu'au Musée britannique. Sauf le musée et l'*Armeria,* qui contient une collection d'armes plus curieuse que tout ce qu'on voit en ce genre à la Tour de Londres, Madrid n'offre pas un grand intérêt; la nature, aux environs, est laide, le climat rude, la ville sans caractère. On ne trouve guère le cachet espagnol que dans la physionomie et le costume de la partie féminine de la population.

Cette population et celle de Londres sont, comme on peut croire, loin de se ressembler. Pour sentir vivement ce contraste, je n'ai qu'à me transporter en esprit de la Puerta del Sol dans le Strand : ce sont les quartiers les plus animés des deux capitales. Là une foule d'oisifs de toute condition, les uns couchés sur les marches d'une église, les autres devisant par petits groupes l'indolente cigarette à la bouche, et respirant paisiblement l'air et le soleil; ici, une multitude pressée, affairée, qui ne s'arrête point, qui ne fume point, qui ne forme point de groupes pour causer paresseusement, mais qui roule rapide et muette comme un fleuve dont le lit est plein. Si vous prenez le pas du flâneur, immédiatement vous recevez un coup de coude. Vous avez arrêté celui qui vous suivait et qui vous heurte en vous dépassant. Joignez à ce courant humain des cabriolets de place qui vont comme le vent, une file d'omnibus qui se touchent de si près, qu'il n'arrive presque jamais de les attendre, et qu'il s'en trouve toujours un à votre portée quand il vous prend la fantaisie d'y monter. Voilà le spectacle que présente une grande partie de la ville. Imaginez enfin un large fleuve sillonné d'omnibus à vapeur partant toutes les minutes d'un point ou d'un autre, se croisant sans cesse, quais mobiles, pour ainsi dire, qui remplacent les quais véritables, d'où l'on voit la ville se dérouler à droite et à gauche comme une décoration, et, si l'on descend la Tamise au-dessous de Londres, s'élever ce qu'on est convenu d'appeler une forêt de mâts : je le veux bien; mais alors il faut que, comme dans *Macbeth*, ce soit une *forêt qui marche*. Imaginez tout cela, si vous le

(1) Celle-ci contient, il est vrai, bien plus de livres et de manuscrits, et au Musée britannique il n'y a point de tableaux.

pouvez, sans l'avoir vu, et vous aurez une idée du mouvement incessant et incroyable de cette Babylone, et vous comprendrez les tableaux de Martins, et ces foules immenses, ces processions interminables dont il remplit ses toiles. On ne flâne pas dans les rues de Londres. Le beau monde fait le tour d'Hyde-Park, en voiture ou à cheval; la classe moyenne va voir passer les voitures et les chevaux, on mène les enfans à la promenade; mais il n'y a rien qui ressemble aux promeneurs de la grande allée des Tuileries ou du boulevard des Italiens. Comparez enfin au mot *pasear*, qui semble se prélasser paresseusement, ce monosyllabe pressé *walk*.

A Londres, on peut appliquer à la puissance du peuple anglais ce qu'on lit à Saint-Paul sur le tombeau de l'architecte qui l'a élevé : si vous cherchez le monument de sa gloire, regardez autour de vous. Partout des rues larges comme la rue Royale et longues comme la rue Saint-Denis; des places renfermant un jardin : c'est ce qu'on appelle un *square;* partout de l'espace, partout le sentiment de l'étendue, de l'immensité. Pas de barrières, pas de limites à cette vaste agrégation d'hommes qui s'étend indéfiniment des deux côtés d'un grand fleuve, touche à quatre comtés, a englouti vingt villages, et compte aujourd'hui deux millions et demi d'habitans; et ce prodigieux accroissement ne s'arrête point, car en dix ans, de 1839 à 1849, la population s'est augmentée de quatre cent mille ames, et pendant le seul mois de juillet on a bâti quatre cents maisons.

Les personnes qui n'ont pas vu Londres dans ces dernières années ont peine à se figurer ce mouvement démesuré, que l'introduction des omnibus a augmenté considérablement, et que l'usage des chemins de fer étend à toute l'Angleterre. Maintenant tout le monde est en mouvement, tout le monde se déplace d'un bout de la Grande-Bretagne à l'autre; rien n'est plus curieux que de voir emporté par ce mouvement perpétuel un peuple dont la physionomie demeure si tranquille, et dont cette impétuosité ne dérange pas le flegme. On va en seize heures à Édimbourg, en quatorze heures à Dublin. Quand la mer se rencontre sur la route, on trouve un bateau à vapeur au débarcadère et l'on passe la mer. Pour pouvoir faire franchir à un chemin de fer le détroit qui sépare le pays de Galles de l'île d'Anglesey, on élève en ce moment, à 100 pieds au-dessus des plus hautes marées, un tunnel aérien qu'on appelle un *pont tubulaire*. Les tours qui soutiennent ce miracle de hardiesse ressemblent aux pylônes de Thèbes : on dirait l'œuvre d'un peuple de Titans civilisés. Jusqu'ici, il fallait toujours soutenir un pont par des arches ou le suspendre par des liens de fer; le principe des ponts tubulaires est autre : on fait le pont, on le hisse à 100 pieds; on pose une de ses extrémités sur une rive, l'autre sur l'autre rive du bras de mer à franchir, comme un enfant place une planche

en travers d'un ruisseau; puis les wagons passent dedans et les vaisseaux passent dessous. A Conway, où un semblable pont est déjà exécuté, il n'a, en effet, d'autre appui que les deux bords du détroit; près de Bangor, on a élevé des tours sur les rochers qui s'élèvent au milieu et des deux côtés du détroit de Menai. Le pont total se compose de quatre ponts, qui ont chacun 460 pieds de long : c'est à peu près la hauteur de la grande pyramide.

Londres n'est pas l'Angleterre, comme Paris est la France. Si nous sortons de Londres, nous trouvons Manchester, qui ne désespère pas, avec le temps, d'égaler la capitale, et qui commence à se comparer avec elle; Birmingham, qui, par ses industries variées, se suffit à soi-même, et, sans vouloir le disputer à la métropole, se borne à n'en tenir nul compte; Liverpool, dont les *docks*, plus étonnans que les *docks* de Londres, donnent encore mieux le sentiment du contact avec tous les points du globe. C'est là ce que devrait être Cadix, placé sur le chemin de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Asie; mais Cadix, charmante ville assise sur son rocher, est une aimable morte endormie sous ses palmiers, et dont le blanc linceul est baigné par l'Océan. Je n'ai pas vu Barcelone, mais j'ai peine à croire qu'on trouve là cette activité cyclopéenne de Manchester, de Leeds, de Sheffield surtout, Sheffield, cette grande forge aux mille cheminées, où incessamment la meule tourne et le marteau frappe, et qu'obscurcit une atmosphère de fumée, tandis qu'à deux pas les vertes prairies brillent au soleil.

C'est à Sheffield qu'il faut aller chercher ces *bonnes lames* auxquelles même en anglais Tolède a donné son nom; car la manufacture d'armes de cette ville est aujourd'hui dans un état déplorable, ou plutôt il faut s'adresser au duc de Luynes, qui a retrouvé le secret des vrais *damas*, et qui est une preuve vivante de l'inconvénient des situations héréditaires; car, érudit du premier ordre et doué de la dextérité pratique des artisans inventeurs, s'il n'eût été duc et bien des fois millionnaire, il eût conquis par son savoir une position sociale élevée ou eût fait sa fortune comme ouvrier.

Presque autant que les usines et les fabriques, les vieilles cathédrales et les vieux châteaux couvrent l'Angleterre. C'est le contraste de cette Angleterre monumentale du moyen-âge avec l'Angleterre industrielle de nos jours, qui donne un si grand intérêt à ce pays pour le voyageur dont l'ame est ouverte à plus d'un genre d'impression. Je me trouvai à Birmingham pendant une exposition de l'industrie, admirant les produits de cette industrie si multiple, m'ébahissant devant les manufactures de tout genre, dans lesquelles j'allais contempler des machines qui coupent le fer comme du beurre, l'aplatissent comme du coton ou le crèvent comme du papier, ces intelligentes machines qui semblent changer de rôle avec l'homme en exécutant tout ce qui est dif-

ficile ou compliqué et ne lui laissant faire que ce qui est purement mécanique, présenter, par exemple, un billot à la roue ingénieuse qui doit y tailler une poulie ou rattacher les fils brisés pendant que la mule-jenny va et vient comme une ouvrière habile et diligente. Quand j'eus assez admiré tout cela, je pris le chemin de fer, et en deux heures me voilà à Kenilworth, en présence d'un des plus grands, d'un des plus beaux débris du moyen-âge, parmi les gigantesques ruines du château de Leicester tout plein des souvenirs historiques d'Élisabeth et des souvenirs romanesques de la pauvre Amy Robsart, à plusieurs siècles de la mule-jenny et de la vapeur, bien que je n'en fusse qu'à quelques lieues. Un quart d'heure de plus et le chemin de fer me conduisit à Warwick : c'était encore un château du moyen-âge, empreint de toute la grandeur de la féodalité; mais ici le moyen-âge était debout, le château n'est pas en ruines, il est habité. Ces tours tapissées de lierre, ces murs massifs et crénelés abritent les meubles les plus précieux et les tableaux des plus grands maîtres. Entre deux chefs-d'œuvre, on s'approche de la fenêtre, et l'on voit que le château, entouré d'un parc magnifique, est suspendu au sommet d'un rocher pittoresque, au-dessus du cours charmant de l'Avon, qui, à quelques lieues de là, vit naître Shakspeare; dans cette serre qu'on aperçoit là-bas est le plus grand vase antique, le fameux vase de Warwick. Tout cela est réuni, art, nature, souvenirs, antiquités, et tout cela est à une heure et demie des prodiges industriels de Birmingham.

Le même jour, on peut voir ce Sheffield, le Saint-Étienne de l'Angleterre, York et Lincoln avec leurs superbes cathédrales. Après s'être promené sous les beaux ombrages de Durham, avoir vu la paisible ville épiscopale élever au-dessus du feuillage les tours d'une église si curieuse par son architecture de différens âges, on peut visiter Newcastle, le grand magasin de charbon de terre, son curieux musée géologique, le pont colossal qu'elle élève en ce moment à travers les airs, et finir la journée à Édimbourg, sous les arceaux brisés d'Holyrood, dans la chambre à coucher de Marie Stuart. S'il vous reste deux heures, vous pourrez visiter Abbotsford, le château créé et immortalisé par Walter Scott, qui l'appelait *son meilleur roman;* — saluer sa tombe, poétiquement placée sous une arcade solitaire de l'abbaye en ruine de Dreyburg, vous asseoir sur une pierre où il avait coutume de s'asseoir parmi les débris de l'incomparable Melrose, ou suivre sa poésie à travers les singuliers ornemens des colonnes de la chapelle de Roslin.

Le moyen-âge et les monumens qu'il a enfantés sont donc toujours à côté du temps présent et de l'activité industrielle qui le caractérise : cette opposition a son charme; mais il faut avouer qu'il y a aussi un grand charme en Espagne à oublier entièrement le présent, à se trans-

porter complétement au sein du moyen-âge en gravissant les rues tortueuses de Tolède, au règne de Philippe II en pénétrant dans le monastique palais de l'Escurial, ou au sein des mœurs de l'Orient en contemplant, pour employer une phrase que M[me] de Staël trouvait un charme poétique à prononcer, les orangers de Grenade et les vieux palais des rois maures.

Il n'est rien en Angleterre qui ressemble aux trois localités que je viens de nommer. Tolède, vieille ville aux rues étroites, inclinées, tortueuses, perchée sur un rocher que le Tage ceint de flots rougeâtres, Tolède avec ses remparts, ses portes arabes, ses mosquées, ses synagogues, son étonnante cathédrale, Tolède, c'est le moyen-âge espagnol encore vivant. Rien, en Angleterre ni ailleurs, ne ressemble à l'Escurial, à cet édifice moitié couvent, moitié palais, que Philippe II pouvait seul créer : sombre et morne comme lui-même; rien ne m'a laissé un souvenir plus profond qu'une journée passée à errer dans les cloîtres muets et déserts de l'Escurial. J'éprouvais un sentiment d'incroyable mélancolie, quand je montais les longs escaliers de granit, quand j'entendais les pas de mon guide retentir sur les dalles des corridors abandonnés, quand je regardais les jardins symétriques, les petits bassins emprisonnés entre de hautes murailles. Là, je me figurais voir Philippe II pensif et malade, épouvantant les hommes et effrayé de Dieu. Puis j'entrais dans l'église, où, au fond de la nef obscure, des deux côtés d'un immense escalier de porphyre rouge, sont agenouillées les statues d'or de Philippe II et de Charles V. Je me sentais comme accablé de stupeur en considérant cet édifice si majestueux et si triste, si splendide et si sombre.

Quelques jours après, j'étais dans la cathédrale ou plutôt dans la mosquée de Cordoue. Sans l'odieux chœur qu'on a imaginé de planter au milieu et que le sacristain voulait me faire admirer, j'aurais pu me croire au Caire, dans la mosquée de Touloun. Celle-ci cependant ne présente pas un nombre si prodigieux de colonnes. Du moins on a épargné le Mirhab tourné vers la Mecque, et les mosaïques arabes ont conservé toute leur fraîcheur. Un musulman pourrait y faire ses dévotions comme un chrétien pourrait faire sa prière dans Sainte-Sophie. Singulier spectacle! les deux cultes ennemis ont emprunté à l'art d'un peuple qu'ils maudissent le plus étonnant de leurs sanctuaires.

Certes j'ai admiré souvent en Angleterre ce qui manque presque toujours en France : les libres abords d'une cathédrale plantés d'arbres et verdoyans de gazons. La flèche de Salisbury gagne beaucoup à s'élancer du milieu de la verdure. En France, je ne me rappelle guère que Saint-Ouen à Rouen qui soit de la sorte entouré de beaux arbres, et encore Saint-Ouen n'a point à ses pieds ce tapis de verdure veloutée (*velvet green*) sur lequel est posée l'église de Salisbury. Il en est à peu

près de même à Winchester, à Durham et ailleurs; mais combien ces alentours des cathédrales anglaises, tout aimables qu'ils sont, restent loin pour moi de la cour qui précède la cathédrale de Cordoue, comme toutes les autres mosquées, avec ses orangers et son palmier près de la fontaine!

Pour Grenade, c'est le lieu incomparable. Beauté des arbres, fraîcheur des eaux, tout ce qui manque si souvent à l'Espagne; vue admirable sur cette mer de verdure qu'on appelle la *Vega*, et sur les ravins pittoresques au fond desquels coulent d'un côté le Darro, de l'autre le Xenil, si fameux dans les ballades moresques; champs de cactus, végétation africaine tapissant le flanc des montagnes que couronnent les blancs sommets de la *Sierra-Nevada*, — les plus beaux sites de l'Angleterre et de l'Écosse ne sauraient offrir cette opposition merveilleuse de la puissance et de la grace réunies; elles n'offrent rien non plus qu'on puisse comparer à l'Alhambra.

Je ne décrirai pas l'Alhambra. La parole n'a rien à faire avec les mille caprices de l'art moresque, ces ornemens infiniment variés dont la fantaisie la plus libre et la plus gracieuse a semé les murs et les voûtes de l'Alhambra, et que l'immortel auteur du *Dernier des Abencerrages* a si poétiquement comparés à ces étoffes de l'Orient que brode dans l'ennui du harem le caprice d'une femme esclave. Cependant je ne puis nommer l'Alhambra sans donner un souvenir à cette merveilleuse soirée à la fin de laquelle je vis la lune descendre dans la *cour des Abencerrages*, frapper tour à tour comme d'une tache mobile de lumière les portiques élégans, les sveltes colonnes, les lions bizarres de la fontaine, pénétrer dans la *salle des Ambassadeurs*, que la nuit remplissait, et faire jaillir de cette nuit comme un feuillage lumineux les ornemens les plus délicats, les plus finement fouillés de ce monument sans pareil. Quelles heures dans une vie que les heures passées à épier la lune se glissant dans le petit jardin de l'infante Lindaraxa! à regarder d'en haut les grands arbres qui montaient vers nous du sein de la nuit, et venaient blanchir leur tête dans la clarté de la lune répandue à nos pieds, tandis qu'au-dessous Grenade étalait ses lumières dispersées et que brillait en même temps un feu allumé dans la montagne pour éclairer une danse de bohémiens, et la petite lumière qui précédait un prêtre allant porter, à travers la foule agenouillée, le viatique à un mourant!

Oserai-je dire quel monument, en Angleterre, a éveillé en moi un souvenir de l'Alhambra? C'est le château de Windsor. Il est bien entendu que les différences sont énormes; mais Windsor est composé, comme l'était l'Alhambra, d'un certain nombre de tours liées par des murs entre elles et avec un palais fortifié, placé au sommet d'un escarpement. En se promenant sur la terrasse de Windsor, on voit mon-

ter vers soi les cimes des arbres plantés au bas de cette terrasse, comme, en regardant par la fenêtre de la *salle des Ambassadeurs*, on se penche vers les sommets des grands arbres dont la racine plonge dans la base de la colline escarpée qui porte le palais des rois de Grenade. Toute ressemblance s'arrête là. Je dois ajouter cependant que la chapelle de Saint-George à Windsor est d'un gothique fleuri presque aussi léger et presque aussi délicat que les décorations féeriques de l'Alhambra.

L'architecture, et l'architecture du moyen-âge, est, comme je l'ai dit, le seul art dans lequel l'Angleterre excelle. Le génie de la sculpture me paraît lui avoir été refusé; il n'a pas non plus été donné à l'Espagne, sauf le talent indigène, en ce pays, de la sculpture en bois. Mais, pour la peinture, quelle différence! L'école espagnole est une grande école. Certainement elle a reçu l'inspiration de l'Italie, elle s'est inspirée aussi de la Flandre, mais elle n'en offre pas moins un caractère particulier et profondément original. Murillo a sa lumière, Velasquez a son coloris, Zurbaran a ses moines. Ce pays des contrastes en littérature, qui a produit les *Amadis* et les romans *picaresques*, pleins d'histoires de filous et de mendians; qui a opposé dans le *don Quichotte* l'idéal exalté jusqu'à la folie et la plus prosaïque réalité; qui, dans ses drames profanes ou sacrés, place toujours la bouffonnerie à côté du lyrisme, ce pays, en peinture, a produit les ineffables *gloires* de Murillo et ces mendians, ces teigneux au milieu desquels resplendit de pureté et de charité l'idéale figure de sainte Élisabeth. Ne cherchez point de telles merveilles chez les peintres anglais. Hogarth est un peintre ingénieux, un satiriste comme Swift, un moraliste et un prosateur comme Addison. Reynolds a de la science, du coloris, de la pensée; il peut être mâle, il sait être gracieux : il a bien écrit sur l'art, et sa peinture est bien écrite. Flaxman possède le secret d'une simplicité pleine d'effet, qui n'est ni sans grandeur ni sans manière; mais que tout cela est loin de Murillo et de Velasquez!

Aujourd'hui, les arts sont le côté faible des Anglais. Leur langue met la mélodie en fuite, et ils nous rendent le service d'avoir une oreille encore plus barbare que la nôtre. En architecture, ils vont du grec au gothique, copiant tantôt l'antiquité, tantôt le moyen-âge (celui-ci plus heureusement), et n'inventant rien; mais qui invente en architecture? Leur peinture a quelque mérite de couleur. Cette couleur est bien parfois fantastique et impossible, mais il faut reconnaître aussi qu'en passant sur les ponts de Londres, quand le soleil perce à demi une brume jaunâtre et la fumée qui flotte au-dessus de *l'immense chaudron*, pour parler comme lord Byron, on voit certains effets, certains caprices de lumière qui ne ressemblent à rien, si ce n'est à des effets bizarres qu'on a rencontrés chez les peintres anglais. On croit voir dans le ciel des fragmens de la palette de Gainsborough.

Quant à la sculpture anglaise, il m'est impossible de l'admirer beaucoup; elle me semble presque toujours ou molle, ou sèche, ou insignifiante, ou affectée. Un des groupes les plus vantés est celui qui s'élève sur la place de la bourse à Liverpool, et qui représente la mort de Nelson. Comme Nelson a remporté quatre grandes victoires, le sculpteur a placé au-dessus de la tête du héros, dans la main de la gloire, quatre couronnes qui se tiennent par un fil de fer.

Si les Anglais produisent peu de chefs-d'œuvre d'art, ils en achètent beaucoup. M. Waagen, juge si compétent, estime que la moitié des beaux tableaux qui existent se trouve en Angleterre; l'autre moitié est dispersée dans le reste du monde. Grace à lord Elgin, que je bénis pour son forfait, et qui a sauvé de mille chances de destruction les marbres du Parthénon, les Anglais possèdent les plus belles œuvres du ciseau humain. Ils ont accueilli Haendel, qui, dans l'histoire de l'art, figure presque comme un compositeur anglais. Nulle part la grande musique de Palestrina, de Haydn, de Beethoven, de Mendelsohn, n'est plus souvent exécutée qu'en Angleterre.

Malgré cela, la vraie vie de l'Angleterre, ce n'est pas l'art, c'est la politique. En Angleterre, plus que partout ailleurs, les affaires de la nation sont les affaires de chacun, et l'intérêt général se confond avec l'intérêt privé; de plus, rien n'étant centralisé, chaque ville, chaque bourg, chaque commune, peuvent s'occuper de ce qui les concerne. De là cette vie politique qui est partout active et présente en Angleterre.

En Espagne, j'ai été frappé de l'absence de la vie politique, des sentimens et des passions politiques. Il y a à Madrid une assemblée où l'on fait des discours et des lois, il y a aussi des cafés où on lit les journaux; mais, dans tout le reste de l'Espagne, le gros de la population m'a paru fort indifférent aux discours et aux journaux. Il y a plus, je n'ai jamais pu surprendre, dans le langage des Espagnols que le hasard m'a fait rencontrer, la trace d'un sentiment politique quelconque. Dans les diligences, on me parlait souvent de la révolution de février, jamais des nombreux bouleversemens que l'Espagne a subis depuis vingt ans. En arrivant à Séville, on me montrait jusqu'où avaient porté les bombes d'Espartero, mais il m'était impossible de découvrir si mes interlocuteurs étaient pour ou contre Espartero. Ce n'est pas qu'ils craignissent de manifester leur opinion, car on s'exprimait en toute liberté, et souvent avec beaucoup de verve, sur la conduite privée de la reine; mais, à ma grande surprise, l'esprit de parti semblait anéanti. Je n'y pouvais rien comprendre, et je finissais par croire que les querelles en apparence si acharnées des partis étaient nées d'une agitation superficielle qui n'atteignait pas le cœur de la nation, que l'on avait joué à la guerre civile, les masses par désœu-

vrement et par goût des aventures, et les chefs pour gagner l'enjeu de la partie, c'est-à-dire le pouvoir : si bien que le pays long-temps le plus agité de l'Europe était devenu le plus tranquille depuis qu'une main vigoureuse avait comprimé les ambitions individuelles qui le troublaient à la surface.

Voilà pour les différences politiques, voici pour les diversités sociales. Le Castillan et l'Anglais sont fiers tous deux, et respectent dans leur personne, l'un le *gentleman*, l'autre le *caballero;* mais chacun peut se dire et se croire *caballero,* tandis que pour être *gentleman* il faut avoir de l'argent. En Espagne, tout le monde est noble. A Grenade, mon cicérone, qui s'appelait Ximenès, ne doutait point qu'il ne fût parent du cardinal de ce nom. Les formes du langage sont pompeuses et aristocratiques : on s'adresse à un décrotteur ou à un mendiant en employant la troisième personne et l'expression consacrée *votre merci,* qui correspond à *votre seigneurie.* En Angleterre, sauf les lords et les évêques, *sir* est adressé à tout le monde, comme en français *monsieur;* mais le rapport des classes n'en est pas moins un rapport d'inégalité : seulement c'est une inégalité consentie qui ne blesse personne et dont tout le monde s'arrange à merveille. En toute circonstance, chacun se place naturellement d'après sa situation sociale. Sur l'impériale des voitures publiques, il n'est interdit à personne de prendre place sur la banquette de devant; mais, en fait, il arrive que presque toujours cette banquette est occupée par des *gentlemen.* La place à côté du cocher, qui est réputée la meilleure, est en général donnée, d'un consentement tacite, au personnage le plus considérable, et on ne la lui dispute point. J'ai observé que celui-ci ne manque jamais d'adresser plusieurs fois la parole au cocher, qui m'a paru répondre constamment, sans familiarité et sans obséquiosité, comme à un supérieur, non comme à un maître. En Espagne, c'est autre chose : là règnent la liberté, l'égalité, la fraternité... du cigare. Un mendiant s'arrête devant un grand d'Espagne en disant : *Haciame el favor de su candela,* ou en ne disant rien du tout. Le grand d'Espagne prête son cigare au mendiant, qui allume le sien. Du reste, le mendiant a l'air aussi noble et souvent plus noble que le grand d'Espagne; il n'y a nulle effronterie dans sa requête, que l'usage autorise, et son geste en rendant le cigare est plein de courtoisie. L'égalité n'est point arrogante en Espagne; l'inégalité n'est ni basse ni insolente en Angleterre.

Le contraste que je poursuis entre les deux peuples que je compare est aussi grand dans leurs langues et dans leur littérature que dans tout le reste. L'espagnol est le plus plein, le plus sonore des idiomes néo-latins. L'anglais est le plus contracté, le plus bref des idiomes germaniques. L'un est une langue d'oisifs superbes, de gens qui n'ont rien autre chose à faire qu'à écouter leur parole retentissante; l'autre

est la langue d'un peuple énergique et affairé, qui n'a point de temps à perdre, et à qui un monosyllabe suffit pour exprimer rapidement sa pensée, ou traduire sa volonté dans le moindre délai possible. Quelle magnifique langue que celle où des mouchettes s'appellent *despabilladeras*, et un éteignoir *apagador!* Quelle langue expressive et prompte que celle où *dog* veut dire *suivre quelqu'un à la trace, comme un chien suit sa proie*, et où, dans l'usage familier, *cut* veut dire *sembler ne pas reconnaître quelqu'un pour rompre une fâcheuse connaissance!*

La littérature anglaise et la littérature espagnole sont profondément nationales, bien que toutes deux aient subi une influence étrangère et conquérante : la première, l'influence des Normands; la seconde, celle des Arabes. L'une et l'autre ont un théâtre purement indigène, et qui ne doit rien à l'imitation de l'antiquité; mais Shakspeare est le poète de la passion, et Calderon le poète de la fantaisie : le premier est un grand peintre d'histoire et de portraits, le second un musicien merveilleux qui a produit d'admirables symphonies dramatiques; l'un dessine fortement des caractères vrais, l'autre se joue avec des événemens invraisemblables, et se plaît parmi des personnages impossibles; l'un, enfin, a exprimé avec une profondeur que nul n'a surpassée tous les sentimens de l'ame, hormis un seul, le plus intime et le plus puissant, le sentiment religieux; l'autre, dans les *Autos sacramentales*, a symbolisé tous les sujets dramatiques qu'il empruntait tour à tour à l'histoire et à la fable, pour y retrouver et y reproduire le mystère fondamental du christianisme, l'incarnation, le dogme souverain du catholicisme, la présence réelle. Cervantes est un génie de la même famille que Shakspeare; mais le romancier méridional a représenté la vie humaine par deux types qui la contiennent, et, comme on dit aujourd'hui assez pédantesquement, la résument tout entière, par don Quichotte et par Sancho, c'est-à-dire par l'idéal et par le réel. Il a concentré et condensé, pour ainsi dire, tout l'enseignement moral que l'observation de notre nature lui avait fourni dans une œuvre classique. Le poète du Nord a dispersé les trésors qu'il devait à une observation encore plus profonde et infiniment plus variée dans une foule de créations romantiques, admirables, sans doute, mais dont aucune peut-être n'offre un tout aussi achevé que *Don Quichotte*.

La littérature anglaise est plus inhérente au sol natal que la littérature espagnole, on y retrouve mieux son empreinte. Sans parler de l'Écosse, où l'on va de Walter Scott à Ossian, et des champs cultivés et décrits par Burns, le fermier-poète, à la *Bruyère maudite*, immortalisée par Shakspeare, il y a cent localités en Angleterre auxquelles sont liées les créations de la poésie nationale. L'aspect de la falaise de Douvre rappelle la peinture que Shakspeare trace, dans *le Roi Lear*, des effets d'un escarpement immense, d'où l'œil plonge d'en haut sur

la grève, peinture qui donne le vertige au lecteur aussi bien qu'à Edgar. Les chênes et *les verdoyantes retraites* de Windsor évoquent le souvenir du début harmonieux de la muse de Pope. Les bords de la Saverne ont la fraîcheur des inspirations que leur demandait Milton, jeune encore, avant que les orages politiques lui eussent révélé l'enfer. En mémoire de Shakspeare, on va visiter les bords de l'Avon, dont *il fut le cygne*, et, en contemplant cette nature si douce, si paisible, si reposée, on s'étonne d'abord qu'elle ait vu naître l'auteur d'*Hamlet*, de *Macbeth*, d'*Othello*, mais on se rappelle bientôt que nul entre les auteurs dramatiques n'a plus que Shakspeare fait vivre les personnages de leur vie propre et n'a moins parlé par leur bouche. On se souvient d'ailleurs qu'il a aussi créé Desdémone, Juliette, Imogène, qu'il a composé des sonnets pleins de délicatesse, et que ses contemporains l'ont appelé le cygne de l'Avon avant moi, qui le nommais ainsi tout à l'heure peut-être à l'étonnement de mon lecteur. En apercevant de la terrasse de Windsor les tours et les clochers d'Eton, à l'horizon le voyageur reconnaît que c'est de là que Gray les contemplait quand il murmura le premier vers de son ode mélancolique.

Ye distant spires, ye antique towers!

A chaque pas, en Angleterre, on trouve une localité que la poésie ou le roman ont consacrée. A Londres, il n'est pas un quartier où ne soit présent le souvenir d'un grand écrivain de l'Angleterre. On montre à l'étranger la place où était le théâtre du *Globe*, sur lequel fut joué Shakspeare, et le café littéraire où Johnson rendait ses arrêts.

La terre d'Espagne a aussi ses souvenirs poétiques. Les passages des Pyrénées s'appellent encore aujourd'hui des *ports* comme dans les romances chevaleresques; Burgos montre le coffre sur lequel, suivant une de ces romances, le Cid emprunta mille maravédis à des Juifs qui croyaient le coffre plein de pierres précieuses. Le Cid, ayant payé les Juifs, fit ouvrir le coffre devant eux; il était plein de sable, et comme ils s'étonnaient, le Cid leur dit: Ce coffre contenait mieux que des pierres précieuses, il contenait la parole, ou, selon l'énergique expression de la romance, la *vérité* du Cid, langage altier et chevaleresque s'il en fut; mais cette application de la chevalerie aux affaires eût de nos jours mené le Cid en cour d'assises.

Cependant il y a bien moins de lieux consacrés par cette popularité que dispensent les grands écrivains en Espagne qu'en Angleterre. C'est un Français qui n'est jamais sorti de son pays, c'est Le Sage auquel on pense plus qu'à nul autre auteur en traversant les villes de l'Espagne, tant il s'était empreint de la couleur espagnole par son contact avec les romanciers de la Péninsule, à la famille desquels il appartient sans cesser jamais d'être Français par l'art et le style, et qu'il a tous sur-

passés. Il ne leur doit point *Gil Blas* comme a voulu le faire croire l'orgueil castillan, c'est aujourd'hui chose démontrée. Mais que les Espagnols aient songé à soutenir cette thèse et pu la soutenir avec quelque apparence de vérité, c'est une forte preuve et un grand éloge de la fidélité des tableaux de Le Sage.

Pour les étrangers, la littérature espagnole est presque tout entière dans *Don Quichotte*. C'est don Quichotte et Sancho Pança que l'on cherche sans cesse et que parfois je croyais apercevoir quand passait un maigre officier le casque en tête, chevauchant sur une rossinante qui galopa tout au plus une fois dans sa vie, ou un paysan de la Manche se dandinant sur un descendant du précieux grison. Il n'est pas une auberge qui ne fasse songer à celles que l'ingénieux hidalgo prenait pour des châteaux, pas une fille d'auberge qui n'éveille le gracieux souvenir de Maritorne, pas un moulin à vent qui ne fasse un peu l'effet d'un géant, pas un troupeau de moutons qu'on ne soit tenté de prendre, à travers le nuage de poussière qu'il soulève, pour l'armée du grand roi Alifanfaron. Ce qui est plus sérieux, la folie que Cervantes prête à son héros semble moins invraisemblable dans ce pays, où l'on marche si long-temps sans rencontrer un homme ou une maison, où rien ne ramène à la vie réelle, où l'amant de Dulcinée pouvait se livrer à toutes ses rêveries chimériques sans en être réveillé par le spectacle de la vie quotidienne ou troublé par les moqueries des passans. Placez don Quichotte en France ou en Angleterre; il n'aura pas fait cent pas qu'il y aura foule autour de lui, et il sera conduit chez le maire ou le juge de paix; mais, dans les déserts de la Manche, il pouvait se croire tout à son aise en pays de romancerie, dans les lieux infréquentés parcourus par les chevaliers errans, au fond du royaume de Micomicon, jusqu'à ce qu'il rencontrât un lieu habité, ce qui, dans le centre de l'Espagne, même pour ceux qui ne sont pas atteints de la folie de don Quichotte, est toujours presque une aventure.

Voilà assez de rapprochemens entre les deux pays que je compare; le lecteur pourrait se lasser avant moi de voyager ainsi, un pied en Espagne et l'autre en Angleterre; je finirai par un mot sur leur avenir.

Tous deux sont, en ce moment, avec la Belgique, la Hollande et la Russie, les seuls en Europe qui n'aient pas été atteints par le dernier cataclysme politique. Sont-ils pour cela garantis de tout bouleversement futur? On n'oserait l'affirmer pour l'Espagne; sa tranquillité actuelle tient à l'énergie d'un homme, à la lassitude des partis. Cette facilité à se jeter dans les soulèvemens et les *pronunciamientos* peut entraîner encore les populations désœuvrées et aventureuses de la Péninsule. L'avenir de la Grande-Bretagne est-il plus assuré? Il semble, à voir cette société si sensée, si régulière, avec son patriotisme égoïste, son ambition prudente, son respect pour les traditions

et la loi, qu'elle est assise sur une base inébranlable, et que, retranchée dans son île, derrière le rempart de ses mers, elle peut, — comme disait superbement Canning, — Éole politique, déchaîner les tempêtes sur le monde sans être ébranlée; mais, en y regardant de près, on aperçoit bien des fentes qui lézardent l'édifice séculaire, si majestueux au premier coup d'œil et si solide en apparence. Il n'y a pas, je le crois, de danger prochain pour l'Angleterre; mais n'y a-t-il pas un danger éloigné et un danger formidable? Cette puissance extérieure à laquelle sa grandeur commerciale est liée est-elle bien assise? Cet empire de l'Inde, déjà si démesuré et qu'une fatalité invincible agrandit toujours davantage, ne finira-t-il pas par rencontrer à l'Occident un autre empire que la fatalité semble pousser vers l'Orient. Ces populations nombreuses que l'Angleterre contient par la force, mais dont elle n'a pu entamer ni la religion ni les mœurs, aidées d'un appui étranger, ne peuvent-elles se soulever du cap Comorin jusqu'à l'Himalaya? La révolte de Vélore, qui mit en péril la domination anglaise dans l'Inde, est-elle si ancienne? Voici que le Cap repousse les *convicts* que lui envoie la métropole, voici que les îles Ioniennes ne sont contenues que par les supplices, voici que le Canada commence à demander l'annexion aux États-Unis. Depuis l'invention de la vapeur, l'envahissement de l'Angleterre, que, sans ce secours, Napoléon avait cru possible, l'est devenu bien davantage, et, en cas d'invasion, trois millions d'affamés se lèveraient en Irlande; cette Irlande est une plaie sans remède. Le peuple anglais fait chaque jour de généreux efforts pour guérir le mal qu'il a causé, mais il semble que ses anciens torts sont inexpiables. En Angleterre même, à Londres et dans les villes manufacturières, il existe des misères qui surpassent toutes nos misères. Les classes supérieures font beaucoup pour les combattre, et me préserve le ciel de leur refuser cette justice qu'on ne leur rend pas toujours! mais pourront-elles faire assez? L'abîme que le prolétariat a creusé sous la société britannique pourra-t-il être comblé par les sommes énormes qu'on y enfouit chaque jour? Rien ne donne une plus haute idée du génie de la civilisation que les quartiers opulens de Londres; mais il y a aussi à Londres les quartiers de la peste et de la faim. Le choléra a forcé de fouiller dans cette fange empoisonnée, et il en est sorti de terribles menaces et de formidables leçons. Chaque jour, des enquêtes courageusement faites par l'état ou entreprises par les particuliers, dans ce pays de publicité, révèlent des douleurs inouies. Un soir, après avoir visité dans la matinée les *docks* de Londres, encore ébloui de ce mouvement incroyable, de cette activité gigantesque, j'ouvris le journal, et j'y lus l'histoire d'un homme qui venait de se pendre après avoir étranglé sa femme et ses trois enfans, parce qu'il n'avait pas de pain à leur donner. Autre danger moins redouté, mais aussi réel! Un parti se forme en

Angleterre, qui, bien qu'éloigné des idées de bouleversement, leur prépare peut-être la voie : c'est un parti *bourgeois*, hostile à l'aristocratie, ce qui est très nouveau en Angleterre. Ce parti aspire à faire prévaloir en toute chose les intérêts de l'industrie sur ceux de la terre, c'est l'école de Manchester. Aujourd'hui, il demande *la réforme* par une agitation à laquelle s'associe le chartiste O'Connor. Une révolution s'opère sourdement dans une portion de la classe moyenne. Cette classe moyenne, jusqu'à présent si respectueuse pour l'aristocratie, et qu'on voit encore en général si occupée de tout ce que fait celle-ci, cette classe moyenne qui, dans les voitures publiques, s'enquiert du nom du *nobleman* qui habite le château devant lequel on passe, du moment où il y viendra chasser, des hôtes qu'il y doit recevoir; cette classe moyenne est, sur plusieurs points de l'Angleterre, insensiblement remplacée par une autre qui n'est point en respect devant l'aristocratie, qui n'a point le goût du passé, qui, en toute chose, aime le nouveau, que ce nouveau s'appelle libre échange, hydrothérapie, église indépendante, société de tempérance, orthographe phonétique, qui, en un mot, est rationnelle et non traditionnelle. C'est principalement à Birmingham que ce mouvement m'a été signalé par des personnes qui connaissaient le pays depuis plus long-temps que moi. J'en ai été frappé moi-même. J'ai entendu un jeune ministre dissident, d'une grande éloquence, d'une renommée populaire et d'un caractère respecté, tonner contre l'aristocratie, et prophétiser l'avénement de la république en Angleterre. Je l'ai entendu en chaire prêcher contre le *jeûne national* devant un public choisi, appartenant aux familles les plus honorables de Birmingham. Ce sont là, si je ne me trompe, des signes précurseurs d'un changement radical dans les formes de la société anglaise.

L'édifice religieux, qui est le soutien de l'édifice politique, offre encore une façade parfaitement intacte. Personne n'élève la voix contre le christianisme. Lord Byron, pour l'avoir attaqué, a perdu sa place dans le Panthéon des grands hommes, qui s'ouvre pour Addison; le poète Shelley, qui avait le travers de se croire athée, a vu l'état lui enlever ses enfans. Les hommes les moins croyans sont prêts à combattre pour l'observation du dimanche; mais cet édifice est lui-même composé de matériaux bien divers, bien incohérens. Il y a dans la toiture plus d'une poutre vermoulue, et dans les fondations plus d'une pierre rongée par le temps. L'église anglicane veut être protestante sans laisser à l'esprit aucune liberté. Les doctrines historiques des théologiens allemands, de ceux que, dans leur patrie, on accuse de *piétisme*, terrifient les docteurs d'Oxford et leur semblent l'abomination de la désolation. Cette prétention à l'omnipotence de l'église sur la raison, hors du catholicisme, est une gageure insoutenable, bien que sou-

tenue avec un aplomb extraordinaire, et l'incrédulité absolue ne saurait être loin de cetté foi aveugle qu'on veut, contre toute logique, perpétuer au sein de la religion du libre examen. Le protestantisme anglais, entre le puseysme, qui le pousse vers le catholicisme, et l'unitairianisme, qui le pousse vers la philosophie, s'efforce en vain de se cramponner à la tradition qu'il a rejetée. Tiraillé en tout sens, divisé en sectes qui se subdivisent elles-mêmes, comme en ce moment le méthodisme, il chancelle, et avec lui la société politique, dont il est le plus sûr fondement.

Sans doute toutes ces agitations sont le produit de la vie, sinon de la santé, et la tranquillité religieuse de l'Espagne, qui a sacrifié ses moines, et dont la philosophie est encore à naître, cette tranquillité tient au sommeil de l'ame et de l'intelligence. Cependant cette nation n'est pas morte; depuis vingt ans, elle a accompli une grande évolution; elle est sortie du moyen-âge. La chrysalide engourdie pendant que s'opérait la transformation, la transformation accomplie, va peut-être se réveiller et déployer ses ailes. Déjà un grand progrès économique s'est réalisé. Qui nous dit qu'une ère de renaissance ne viendra pas pour cette race héroïque qui, durant huit siècles, a combattu à l'avant-garde de la chrétienté? Ni l'intelligence, ni le courage ne lui manquent. Il lui manque une impulsion et un but; le but peut se présenter : qu'il se présente, et l'impulsion sera donnée. Du reste, dans le sein de la nation espagnole, il n'y a point de haines sérieuses de classes et de partis; la mendicité au soleil n'atteint jamais à l'affreuse misère des tristes climats du Nord. Il se passera bien du temps avant que la population croissante et l'industrie développée outre mesure fassent naître pour l'Espagne les dangers qui menacent les autres pays. A la fois protégée contre l'Europe par les Pyrénées, et communiquant par la mer avec l'Amérique et l'Orient, sa situation est incomparable. On peut donc ne pas désespérer de ce noble peuple, qui fut si grand, qui ne porte pas sur son front la marque d'un peuple condamné. L'Espagne a eu, comme l'Angleterre, le passé; elle n'a pas, comme elle, le présent; à qui sera l'avenir?

J.-J. Ampère.

NICOLAS POUSSIN.

Nicolas Poussin naquit aux Andelys, près de Rouen, au mois de juin de l'année 1594 : il précéda de dix ans Corneille, son compatriote, qui devait être son émule par la grandeur du génie, la rectitude du caractère, la force de la pensée, la pureté et la simplicité des mœurs. Ces deux grands hommes, ces deux grands artistes, ces deux robustes frères en poésie ouvrent splendidement ce XVIIe siècle français qui devait voir mûrir les fruits les plus nombreux, les plus variés, les plus exquis du mouvement d'idées qui commence à la renaissance italienne et vient finir sur le seuil d'un monde nouveau, à l'*Esprit des Lois* et au *Contrat social.* Il paraît d'abord étonnant de rencontrer un des premiers peintres du monde dans un pays qui n'est certainement pas la patrie de la peinture moderne et dans un temps qui venait de voir mourir les plus grands artistes de l'Italie, et se perdre sous l'empire de nouveautés médiocres ou bizarres la tradition de leurs doctrines; mais certaines époques sont comme ces saisons fécondes qui donnent la vie aux moindres semences. Le XVIIe siècle ressemble à ces jours d'été chauds, mais un peu voilés, qui présentent dans un moment unique et admirable des fleurs et des fruits déjà mûrs. La gerbe qu'il apporte au trésor de la science et de l'art est peut-être plus belle qu'aucune autre: il en est de plus brillantes peut-être, il n'en est point de plus harmonieuses et de plus complètes. On pourrait encore comparer ce temps à

un homme dans la vigueur de l'âge : un corps robuste, un esprit étendu et sain, des pensées fortes et délicates, nombreuses, précises; de vastes aspirations, mais retenues dans les limites des forces humaines; rien de la fougue inutile de l'extrême jeunesse, rien non plus de la sagesse stérile de la caducité; jamais de ces chimères trompeuses qui égarent nos premiers pas, que le grand soleil de midi disperse, et qui reviennent, lorsque la raison décline, misérablement dégrader nos dernières années. Ce siècle adulte ne connaissait ni cette inquiétude, ni cette tristesse maladive qui nous dévore, et qui fait si intimement partie de nous-mêmes, qu'il paraît impossible d'en découvrir le germe et de la déloger : mal héréditaire qui circule dans nos veines, et que nous avons sucé au sein de nos mères avec la vie.

Il ne nous reste que des documens incertains et peu nombreux sur la jeunesse de Poussin. Son père, Jean Poussin, était originaire de Soissons, d'une bonne famille, probablement noble, mais ruinée pendant les guerres qui dévastèrent la France au XVIe siècle. Jean Poussin prit part lui-même aux dernières campagnes, et Félibien rapporte que ce fut à la suite du siége de Vernon, auquel il avait assisté avec un de ses oncles, qu'il épousa Marie de Laisement, veuve d'un procureur de cette ville (1). Nicolas Poussin naquit de ce mariage. Son père, qui vivait d'une petite pension (2), lui fit faire les études habituelles. S'il faut en croire la tradition, l'enfant, d'ailleurs appliqué, passait une bonne partie de ses heures de leçons à couvrir ses livres et ses cahiers de dessins, incorrects sans doute, mais qui témoignaient déjà de ses dispositions. Quintin Varin, peintre médiocre d'Amiens, dont le nom serait inconnu, s'il n'était associé à celui de Poussin dans l'histoire, pressentit son talent, lui donna quelques leçons, et engagea ses parens à ne pas contrarier son goût (3).

(1) L'opinion de Félibien sur la noblesse de la famille de Poussin a été suivie par tous les biographes de ce peintre. Une phrase d'une lettre à M. de Chantelou nous semble jeter quelques doutes sur la question. Poussin dit, en parlant de ses parens, qu'il recommande à son protecteur : « Ce sont gens pauvres et ignorans qui auront besoin de votre secours, etc. » (*Corr.*, p. 341. Didot.) Plus loin, p. 149, il nomme un sien neveu « ce rustique personnage ignorant et sans cervelle. » Il faut pourtant remarquer que l'ignorance était loin d'être au XVIIe siècle le partage exclusif de la roture.

(2) Voyez la *Biographie universelle* de Michaud. Les travaux critiques et biographiques sur Poussin sont nombreux et en général très insignifians. Les plus importans sans contredit, et pour mieux dire ceux dont on a tout tiré, sont : Félibien, *Entretiens sur la vie des Peintres;* Bellori, *Vite di Pittori*, et surtout la *Correspondance* complète de Poussin, publiée en 1824. Nous ne citerons que pour mémoire la *Vie du Poussin* par Castellan (1811), la notice donnée par de Piles dans l'*Abrégé de la Vie des Peintres*, les *Mémoires sur la Vie de Poussin* de Maria Graham, et l'*Essai sur la Vie et les Tableaux de Poussin* par Cambry. Parmi ces ouvrages, les uns sont de simples résumés biographiques, les autres des études qui s'adressent spécialement aux artistes.

(3) Félibien, *Entretiens*, etc., IV, p. 242.

Le jeune Poussin, encouragé par Varin, quitta tout pour la peinture. Ses progrès furent si rapides, qu'il n'eut bientôt plus rien à apprendre de son maître. Les ressources bornées de sa petite ville ne lui suffisaient plus; il quitta les Andelys sans le consentement et probablement même à l'insu de son père, et arriva à Paris en 1612. Il avait dix-huit ans. Poussin fit, dès son arrivée, la connaissance d'un jeune gentilhomme poitevin qui avait le goût des beaux-arts et lui donna un logement dans sa maison. Après avoir travaillé pendant quelque temps dans l'atelier de Ferdinand Elle de Malines, un assez bon peintre de portraits, il passa dans celui de Lallemand, peintre *fort peu habile*, suivant Félibien, et dont il ne nous est rien resté; mais son maître véritable, après son propre génie, ce fut Raphaël.

Quoiqu'un siècle presque entier se fût écoulé depuis la mort du chef de l'école romaine, ses tableaux, et même les gravures d'après lui, étaient fort rares en France; le roi seul en avait et ne les montrait pas à tout le monde. On sait l'effet que produisirent, vingt ans plus tard, quelques copies de ce maître que le maréchal de Créqui rapporta de Venise et de Rome (1). Poussin avait fait, par l'intermédiaire de son protecteur, la connaissance d'un mathématicien du roi attaché aux galeries du Louvre, qui possédait une collection de gravures d'après les meilleurs tableaux des écoles italiennes, et même quelques dessins originaux de Raphaël et de Jules Romain. Il eut la liberté de voir et de revoir ce trésor, et même d'en copier les pièces les plus importantes. On peut facilement se représenter la surprise et l'admiration que devaient causer aux peintres français de cette époque les chefs-d'œuvre des écoles italiennes. C'étaient comme des jours ouverts sur un monde inconnu, qu'ils avaient à peine rêvé. Ils passaient sans transition d'une obscurité à peu près complète à la plus vive lumière qui eût jamais éclairé les arts.

Les progrès de Poussin furent sans doute rapides, mais il ne nous reste absolument rien d'authentique qui puisse être rapporté avec certitude à cette époque de sa vie. Son protecteur, rappelé dans le Poitou, l'engagea à le suivre. Le jeune artiste s'y décida, plus par reconnaissance que par ambition. D'ailleurs il pensait sans doute que son temps ne serait pas absolument perdu, qu'il pourrait étudier, et que les travaux de décoration qu'il s'était engagé à faire dans le château de son ami ne lui seraient pas inutiles. Ses espérances furent déçues. Traité comme une sorte de domestique par la mère du jeune gentilhomme, chargé de travaux sans rapport avec son art, à peine supporté comme

(1) On peut consulter sur ce sujet, et en général sur l'état de la peinture en France à cette époque, l'excellent travail de M. Vitet sur Lesueur. Voyez la *Revue des Deux Mondes* du 1er juillet 1841.

un hôte incommode et indiscret, irrité, découragé, humilié, il partit plus pauvre que devant pour revenir à Paris. Il faisait la route à pieds et était obligé de s'arrêter de lieu en lieu pour gagner de quoi continuer son voyage. La tradition rapporte qu'il peignit jusqu'à des enseignes de cabaret pour acquitter le prix de son modeste repas. Ces atteintes de la misère, qui souillent et dégradent les talens médiocres, donnent plus d'éclat, de grandeur et de force au génie. C'est probablement à cette époque qu'il faut rapporter les deux tableaux de Poussin que l'on voyait dans l'église des capucins de Blois (1) au milieu du XVIIe siècle, ainsi que *les Bacchanales* du château de Cheverni.

Ce voyage, qui doit avoir duré plusieurs mois, avait tellement fatigué Poussin, qu'il tomba malade en arrivant à Paris et fut obligé de retourner aux Andelys pour se rétablir (2). Il y passa un an, et revint à Paris dans l'intention bien arrêtée d'aller à Rome. Il partit en effet, mais on ne sait quel contre-temps le força de s'arrêter à Florence, d'où il revint en France. Une seconde fois, il fut encore moins heureux et ne dépassa pas Lyon. En 1623, étant à Paris, il fut invité par les jésuites, qui célébraient la canonisation de saint Ignace et de saint Xavier, à concourir pour la peinture à la détrempe des tableaux représentant les miracles de ces deux saints.

Avant cette époque déjà, Poussin avait fait la connaissance du cavalier Marin, qui travaillait alors à son poème d'*Adonis*, et qui prenait grand plaisir à voir l'imagination du peintre en tirer des sujets de tableaux. Marin voulut l'emmener à Rome vers 1622 (3), mais Poussin « n'était pas en état, dit Félibien, de quitter Paris. » Était-ce encore la pauvreté qui l'enchaînait, ou le concours dont nous avons parlé, ou le désir d'achever quelques tableaux commencés et en particulier *la Mort de la Vierge* (4), conservée long-temps dans une des chapelles de Notre-Dame, et qui date de cette époque? Félibien et Bellori regardent ce tableau comme un des meilleurs de sa première manière; mais ce que nous en savons nous suffit pour affirmer que *la Mort de la Vierge*

(1) Des renseignemens qui nous ont été fournis avec infiniment d'obligeance par MM. Dusommerard et Duban nous portent à croire que ces tableaux, non-seulement ne sont plus dans l'église des capucins, mais qu'ils ne sont pas même à Blois, et qu'il faut les regarder comme perdus.

(2) Nous remarquons une fois pour toutes que Félibien et Bellori, qui nous ont conservé la plupart de ces détails, ne donnent point de dates, et que les indications chronologiques manquent de 1612 à 1623.

(3) L'auteur de l'article de la *Biographie universelle* de Michaud a commis une erreur en disant que le cavalier Marin fit la connaissance de Poussin après avoir vu ses tableaux commandés par les jésuites. Ces tableaux sont de 1623, et le cavalier Marin retourna à Rome en 1622.

(4) Ce tableau avait été commandé à Poussin par la corporation des orfèvres, qui était dans l'usage d'offrir tous les ans un tableau à l'église métropolitaine de Paris.

ne faisait pas pressentir le génie de l'auteur futur de *l'Image de la vie humaine* et du *Testament d'Eudamidas* (1).

Poussin avait connu Philippe de Champagne au collége de Laon. Ils demeurèrent quelque temps ensemble. Duchesne les avait employés l'un et l'autre à la décoration du Luxembourg, et, quoique Poussin se fût vite dégoûté des misérables travaux qu'un maître ignorant lui imposait, il n'est pas douteux qu'il demeura lié avec Champagne, dont l'esprit sérieux n'était pas sans analogie avec le sien. On aime à se persuader quo cette amitié l'aida à traverser sans trop de souffrance ces douze années de travaux obscurs et incessans, de tentatives infructueuses et sans doute aussi de misère, après lesquelles commence, avec le voyage de Poussin à Rome, la période vraiment féconde et glorieuse de la vie du peintre.

I.

Poussin arriva à Rome au commencement de l'année 1624. Il y fut reçu par le cavalier Marin, qui, avant son départ pour Naples, où il devait mourir, lui ouvrit les trésors du palais Barberini; mais il paraît que cette protection ne lui fut d'aucune utilité pécuniaire. Il resta pendant long-temps très pauvre, « se passant, » dit Félibien, « de peu de chose pour sa nourriture et pour son entretien. » Sa peinture trouva si peu d'accueil parmi les amateurs de Rome, éblouis par la manière lâchée et le pinceau brillant du Guide, qu'il fut réduit à donner pour 8 livres un tableau représentant un prophète, et pour 60 écus la *Peste des Philistins*, qui, plus tard, en fut vendue 1,000 au cardinal de Richelieu. Il était logé avec le sculpteur Duquesnoi, aussi pauvre que lui pour le moins. Il l'aidait à modeler des figurines d'après l'antique, et c'est avec lui qu'il mesura quelques-unes des plus célèbres statues de Rome, et en particulier l'Antinoüs. Bellori assure avoir vu le travail original de Poussin, et nous en a conservé un trait. Il n'est pas douteux que ces travaux de sculpture eurent une grande influence sur sa manière, et contribuèrent à donner à ses figures cette sécheresse de contours et ce caractère abstrait des formes que ses détracteurs lui ont tant reprochés. Il faut remarquer encore que Poussin, frappé de l'admirable perfection de l'antique, et ne remarquant pas assez que les qualités de la sculpture ne sont pas celles de la peinture, n'a presque jamais peint d'après le nu. En se promenant dans les vignes voisines de Rome et dans

(1) Il nous reste pourtant un tableau qui pourrait bien être antérieur au premier voyage de Rome. C'est la *Sainte Cécile* du musée de Montpellier. Cet ouvrage, d'ailleurs très authentique et remarquable, a quelque chose de presque gothique qui sent plus Jean Cousin que Raphaël.

les campagnes, il dessinait les statues qui s'y trouvaient en grand nombre, et jusqu'aux moindres fragmens antiques; d'une autre part, il notait avec le plus grand soin les gestes et les attitudes des gens qu'il rencontrait. Quoique nous n'en ayons aucune preuve positive, il nous paraît probable que Poussin travaillait surtout de pratique, qu'il appliquait pour ainsi dire les gestes et les poses des personnages qu'il avait remarqués aux souvenirs des statues pris comme fond de son travail. Il est résulté de cette habitude que plusieurs de ses tableaux ont quelque chose de mal accordé, comme si les gestes et les expressions avaient été ajoutés après coup aux personnages. Il faut attribuer à la même cause l'absence fréquente de la partie agréable, de cette fleur de la beauté, à laquelle on ne doit pas donner trop d'importance, mais qu'il ne faut pas négliger outre mesure et sans utilité. Hâtons-nous d'ajouter que Poussin était bien loin de se borner à étudier l'antique et à collectionner des traits, des attitudes, des gestes. Il avait fait copier par son beau-frère Dughet une partie du *Traité de perspective* du père Matteo Zoccolini, maître du Dominiquin, et de celui de Vittellione. Il s'était approprié ces deux ouvrages en y ajoutant sans doute de son propre fonds; il discourait même de la perspective scientifique avec une si grande supériorité, que ses amis crurent pendant long-temps qu'il avait écrit un ouvrage sur cette matière, et qu'il fallut une lettre très positive de Dughet pour les dissuader. Il avait étudié l'anatomie avec Nicolas Larche et sur les figures de Vesale, la peinture théorique dans les livres d'Albert Dürer, d'Alberti et de Léonard de Vinci. Enfin, ses tableaux montrent quelle étude profonde et suivie il dut faire des poètes et de la Bible.

C'était à cette époque un esprit mûri et développé par des travaux de toute sorte, profond, clair et sensé; un véritable esprit français, dans la bonne acception du mot, comme on le dirait de Descartes ou de Corneille, moins analyste que le premier, aussi poétique que le second, qui garda pendant soixante-douze ans l'enthousiasme de l'art, ce qui lui permettait de dire tout à la fin de sa vie : « En vieillissant, je me sens toujours plus enflammé du désir de me surpasser et d'atteindre la plus haute perfection. »

Au commencement du séjour de Poussin à Rome, deux peintres agirent particulièrement sur lui : Titien et le Dominiquin. Il allait souvent voir à la villa Ludovisi un tableau du premier de ces maîtres, représentant des jeux d'enfans. Ses ouvrages de cette époque témoignent très vivement de l'influence du coloriste vénitien. Nous ne ferons que rappeler deux admirables *Bacchanales* de la galerie nationale de Londres, celle surtout où le peintre a placé une jeune fille qui presse une grappe de raisin dans une coupe que deux enfans se disputent. Ce tableau date certainement du premier séjour que Poussin fit

à Rome, ou même de son voyage à Florence et à Venise. Il porte, dans tous les cas, la trace bien évidente de l'influence que les Vénitiens exercèrent sur lui. Cette influence est bien plus manifeste encore dans un tableau conservé à la galerie Colonne, représentant une scène du Décameron, et que l'on prendrait pour un Tintoret, si l'on ne considérait que la transparence brillante de la couleur, la richesse de la pâte, la vigueur et la solidité du clair-obscur. Ce tableau a dû être fait pendant le séjour même du peintre à Venise. Craignant toutefois que cette préoccupation trop exclusive de la couleur ne nuisît à la sévérité de son dessin, le peintre français se mit bientôt à étudier le Dominiquin. La force des expressions, la vérité du dessin, le mérite de composition, qui distinguent plusieurs des ouvrages du Dominiquin, l'avaient vivement frappé, et il alla jusqu'à proclamer *la Communion de saint Jérôme*, non pas le chef-d'œuvre de la peinture, comme on l'a avancé, mais l'un des trois plus beaux tableaux qui fussent à Rome à cette époque. Les deux autres étaient *la Transfiguration* de Raphaël et *la Descente de Croix* de Daniel de Volterre.

Il y avait dans l'église de Saint-Grégoire deux tableaux, représentant *la Marche au supplice* et *la Flagellation de saint André*. Le premier était du Guide, l'autre du Dominiquin. La foule des jeunes peintres étudiait ou copiait le premier. Poussin presque seul était au second. Le Dominiquin, méconnu, pauvre et mourant, ayant appris qu'un jeune homme copiait son tableau, et déclarait nettement qu'il le préférait à celui de son rival, se fit transporter dans l'église. Poussin le croyait mort, et, le prenant pour un étranger, se mit à lui détailler avec feu les beautés de sa propre œuvre. Le Dominiquin embrassa cet ami inconnu qui venait de le venger de l'injustice de ses contemporains.

Une lettre sans date, adressée au chevalier del Pozzo, se rattache à ces premières années du séjour de Poussin à Rome; elle nous le montre encore pauvre et déjà attaqué de la maladie cruelle qui ne le quitta plus. « Je m'enhardis à vous écrire la présente, ne pouvant point venir vous saluer à cause d'une infirmité qui m'est survenue, pour vous supplier humblement de m'aider en quelque chose. Je suis malade la plupart du temps, et n'ai aucun autre revenu pour vivre que le travail de mes mains..... J'ai dessiné l'éléphant dont il m'a paru que votre seigneurie avoit envie, et je lui en fais présent. Il est monté par Annibal et armé à l'antique. Je pense tous les jours à vos dessins, et j'en aurai bientôt fini quelqu'un. » Poussin se serait-il souvenu de ses mauvais jours, en composant plus tard son *Repos dans le Désert* (1)? et l'éléphant qu'il a mis dans le paysage serait-il le même que nous ve-

(1) C'est le tableau gravé par Morghen. Il est maintenant chez M. Forcade à Marseille, venant de la galerie Fesch.

nons de voir armé à l'antique et monté par Annibal? La lettre que nous avons citée doit être de 1628 ou de 1629 au plus tard, car Poussin demeura, depuis cette époque, chez son compatriote Dughet, et il était par conséquent à l'abri des plus dures atteintes de la misère. Il avait épousé, en 1629, une des filles de son hôte, nommée Anna-Maria, qui l'avait soigné avec dévouement pendant une maladie. Il avait employé sa dot à acheter une maison sur le mont Pincio, à côté de celle de Salvator Rosa, vis-à-vis de celle du Lorrain. C'est sans doute à cette époque qu'il faut placer le terme de sa longue et laborieuse jeunesse. Des travaux importans l'occuperont seuls désormais; mais il se passera bien des années avant qu'il ait forcé l'attention des Romains, blasés par leurs écoles bâtardes, et conquis l'universalité des suffrages qui devaient plus tard accueillir chacun de ses chefs-d'œuvre.

Il ne faudrait pas croire cependant que tous les tableaux qu'il fit de 1630 à 1642, époque de son voyage en France, soient de la même valeur et aient la même perfection. Ses compositions gracieuses de cette première période, malgré des qualités éminentes, sont loin, à bien des égards, de ses autres productions. Poussin n'a jamais connu cette beauté du visage qui coule du pinceau de Raphaël comme d'une source divine. Il est vrai qu'il rachetait ce défaut par tant de force, d'ampleur, de distinction dans les formes générales, de goût dans les attitudes et dans l'arrangement des draperies, qu'on oublie de remarquer cette absence fréquente de la grace dans la beauté; mais le défaut existe, et le temps, qui a noirci ses tableaux plus que beaucoup d'autres, ne suffit pas à le laver de tout reproche à cet égard.

La *Mort de Germanicus* est le premier grand tableau qui fut commandé à Poussin (1). C'est aussi la première de ces compositions pathétiques dans lesquelles il excelle et que nous verrons reparaître sous une forme plus admirable encore dans *l'Extrême-Onction* et *le Testament d'Eudamidas*. La *Prise de Jérusalem*, le *Frappement du Rocher*, la première suite des *Sacremens*, peinte pour le chevalier del Pozzo (2), datent du premier séjour à Rome. Il y faut joindre deux œuvres de pleine maturité, *la Manne* et l'*Enlèvement des Sabines*. Poussin a surpassé ces deux tableaux, mais il n'a mis au même degré dans aucun autre des qualités de premier ordre et les défauts qu'on a coutume de lui reprocher.

Le tableau de *la Manne* ne présente pas une action principale qui

(1) Par le cardinal Barberini, dans la famille duquel il est encore.

(2) Cette admirable suite des *Sacremens*, si connue par la gravure, se trouve chez le duc de Rutland, venant de la collection Bocca Paduli, où elle était encore à la fin du siècle dernier. La seconde suite, plus belle encore à notre avis, peinte plus tard pour M. de Chantelou, est maintenant chez lord Ellesmere (ancienne galerie Stafford), avec le *Frappement du Rocher*. Ces tableaux viennent de la galerie d'Orléans.

attire vivement l'attention et à laquelle les épisodes soient franchement subordonnés. Ces épisodes forment le tableau véritable, c'est d'eux que ressort la pensée claire que le peintre a voulu exprimer. C'est ainsi que Poussin l'explique lui-même dans une lettre adressée à son ami Stella, et citée par Félibien : « J'ai trouvé, dit-il, une certaine distribution pour le tableau de M. de Chantelou, et certaines attitudes naturelles qui font voir dans le peuple juif la misère et la faim où il étoit réduit, et aussi la joie et l'allégresse où il se trouve, l'admiration dont il est touché, le respect et la révérence qu'il a pour son législateur, avec un mélange de femmes, d'enfans et d'hommes d'âges et de tempéramens différens, choses qui, comme je le crois, ne déplairont pas à ceux qui les sauront bien lire (1). » C'est bien cela. On voit clairement, dans le tableau de *la Manne*, la misère de tout ce peuple, et aussi sa joie, sa reconnaissance, à la vue du miracle qui le sauve; mais pourquoi Moïse et Aaron sont-ils au second ou au troisième plan? pourquoi surtout des épisodes, admirablement traités d'ailleurs, forment-ils chacun un tableau complet, tellement qu'on pourrait les détacher sans en affaiblir la valeur propre et sans anéantir l'ouvrage lui-même? Si l'on considère avec quel soin les figures de Moïse et d'Aaron sont traitées, l'importance des personnages qui les entourent, on se convaincra facilement que c'est bien là, autour de Moïse, qu'est le tableau, et que la pensée du miracle est bien la grande pensée, la pensée poétique qui devait le dominer. Ce n'est que plus tard que l'analyse, le raisonnement, le travail de la pensée, ont refroidi le premier jet, interverti les rôles et fait une œuvre descriptive, et pour ainsi dire littéraire, d'une œuvre où devait dominer l'imagination. Une seule figure a échappé à cette transformation fâcheuse : c'est celle d'une jeune fille, à la droite du tableau, tendant sa robe à la manne qui tombe du ciel, dans un mouvement sublime de confiance et d'abandon. Il faut remarquer encore qu'une autre préoccupation inverse de la première se fait clairement apercevoir dans cette œuvre considérable. Malgré le soin que l'auteur a pris de diversifier les attitudes, les gestes, les expressions de ses personnages, on pourrait nommer les statues qui lui ont servi de modèles. Poussin est évidemment, dans ce beau tableau, hors jusqu'à un certain point de la voie véritable et naturelle de la peinture. L'*Enlèvement des Sabines* prêterait à des remarques semblables. Cependant cette scène tumultueuse est traitée avec une telle supériorité, que l'émotion domine tout autre sentiment. L'audace des attitudes, le mélange de férocité et d'amour qui éclate dans les traits de ces futurs maîtres du monde, font comprendre ce que Marini disait de Poussin au cardinal Barberini : *Vedete un giovane che a una furia di diavolo.*

(1) *Correspondance*, Didot, 353. Le tableau est de 1637 ou 38.

Un tableau dont aucun document n'atteste la date précise se rattache évidemment à cette époque de la vie du peintre. C'est l'*Image de la Vie humaine,* qui se trouvait dans la galerie Fesch, et qui est, grace à la belle gravure de Morghen, présente à tous les souvenirs. Le Temps sous les traits d'un vieillard assis et jouant de la lyre fait danser quatre femmes qui représentent les quatre âges de la vie, ou, suivant d'autres, les quatre saisons de l'année : un enfant tenant un sablier est à ses pieds. Dans le ciel, sortant des nuages de l'horizon, paraît le Soleil, précédé de l'Aurore, suivi des Heures, qui semblent danser en volant. Nous ne voulons relever ni l'aplomb, la justesse de l'allégorie, ni la beauté et la distinction des figures, ni l'excellence du coloris, mais seulement cette figure du Temps, qui découvre aux yeux tout un monde mystérieux et inconnu. Elle rappelle certains tableaux de Léonard de Vinci, que l'on trouve bizarres d'abord, ensuite sublimes. Il y a dans tout ce corps chétif et amaigri, dans ce visage à la fois débonnaire et railleur, sardonique et souriant, quelque chose qui laisse sous une angoisse singulière. C'est dans cette puissance de transporter la pensée bien au-delà de l'image qu'il faut chercher le caractère poétique de Poussin. Cette puissance est d'ailleurs le trait fondamental, essentiel, pour ainsi dire unique du peintre. Poussin est idéaliste toujours et dans tout, non pas qu'il se soit jamais imaginé de changer, de corriger, d'embellir la nature: l'idéal n'est point la réalité remaniée, transformée, arrangée au gré de l'imagination, mais la réalité vue jusqu'aux entrailles dans le moment sublime du génie. L'art fixe irrévocablement cette image, qui, même pour l'artiste, ne brille que le temps d'un éclair. Nous pouvons avoir aussi continuellement sous les yeux ou dans la mémoire cette nature sans voiles que nos préoccupations, nos passions ou notre médiocrité nous empêchent souvent d'apercevoir.

Le tableau du *Temps* ne justifie guère les reproches qu'on a adressés à la couleur de Poussin. Quoi qu'il en soit, ces reproches existent, et nous ne voulons pas les nier, mais limiter, distinguer, séparer le vrai du faux. Il est impossible d'admettre le blâme sous la forme absolue que quelques personnes lui donnent et qu'une étude superficielle légitime au premier abord. Ce mot de couleur est employé par les peintres pour exprimer tout ce qui n'est ni le dessin, ni la disposition, ni l'expression. Il est certain qu'adopté dans ce sens beaucoup trop large, ce mot prête à une foule d'équivoques. Il est vrai que Nicolas Poussin n'a ni cet éclat dans les draperies, ni cette vérité, cette transparence des chairs, ces admirables qualités du clair-obscur et de la pâte qui donnent aux tableaux de Corrége, de Rubens ou de Paul Véronèse une incroyable réalité; mais il est faux qu'il n'eût pas, et à un haut degré, la plupart des qualités du coloriste. Ces qualités, dont le nombre est con-

sidérable, peuvent se ranger sous deux chefs qu'il suffira de nommer pour éclaircir singulièrement la question:

1° La perspective aérienne, qui s'exprime par le clair-obscur, ou par la valeur relative des ombres, sans égard à la couleur proprement dite;

2° La couleur locale, qui consiste dans la valeur du ton jugé indépendamment de ce qui l'entoure.

La perspective aérienne, l'harmonie des tons entre eux, la dégradation et la subordination des ombres et des lumières font si bien partie des qualités du coloriste, que nous disons tous les jours qu'une sépia, un dessin au bistre et même un dessin au crayon noir ont de la couleur, quoiqu'il n'y ait aucune nuance dans un dessin et qu'il ne se trouve dans la sépia ou dans le bistre qu'une gamme de valeurs relatives. Ces remarques n'atténuent pas les reproches légitimes que l'on fait à la couleur de Poussin; elles les renferment, nous le répétons, dans de justes limites, et, quant à la vivacité que quelques personnes mettent à discuter cette question, nous sommes bien loin de nous en plaindre. La couleur est l'organe propre de la peinture, et les autres arts, sculpture, poésie, musique, sont inhabiles à exprimer comme elle le fait les plus intimes et les plus légères émanations de la vie. Elle a le pouvoir de saisir et de fixer, au moyen de la couleur, ces altérations subites, témoins plus vrais de nos passions que l'expression des gestes ou de la physionomie, que nous changeons et faisons mentir à notre volonté. N'est-ce pas elle qui donne aux yeux le feu de la colère, l'ardeur du désir, qui charge les paupières de langueur et de volupté, et qui trace autour des orbites ce cercle nuageux et bleuâtre, signe de la fatigue ou de la douleur? On ne peut assez remarquer l'importance de cette couleur locale, et, bien loin de la ravaler, nous reprochons aux naturalistes de la compromettre en la réduisant à la ressemblance vulgaire et brutale. La couleur aussi, comme la composition, est idéalisée par le génie, et c'est cette idéalisation qui fait que nous nous souvenons des yeux, du front, des cheveux d'une femme de Corrége, de l'épaule d'une courtisane de Rubens, plus que de tous les dessins des Carrache ou de Jules Romain.

La réputation de Poussin fut lente à s'établir. On le regarda longtemps moins comme un peintre que comme un penseur. Il vivait très retiré, et employait le temps que lui laissait la peinture à faire, dans les environs de Rome, de longues et solitaires promenades, pendant lesquelles il méditait ses tableaux. Ses biographes racontent qu'il allait souvent s'asseoir, le matin, avec Claude Lorrain, sur la terrasse de la Trinité-du-Mont, et qu'il passait des heures entières à discourir sur la peinture ou les antiquités. Il n'avait point d'élèves, il avait peu d'amis. Sans être misanthrope, il aimait la solitude, et s'était fait à cette vie de

Rome, dont la monotonie et le calme convenaient à son caractère et à la nature de son génie. Il ne faut donc pas s'étonner qu'il ait reçu avec une sorte d'effroi les premières offres qui lui furent faites d'aller à Paris. Il écrivait, le 15 janvier 1638, à M. de Chantelou, qui avait été chargé de faire les premières ouvertures : « Pour la résolution que monseigneur de Noyers désire savoir de moi, il ne faut pas s'imaginer que je n'aie été en grandissime doute de ce que je dois répondre; car, après avoir demeuré l'espace de quinze ans entiers dans ce pays-ci, assez heureusement, mêmement m'y étant marié et étant dans l'espérance d'y mourir, j'avois conclu en moi-même de suivre le dire italien : *Chi sta bene non si muove*! » Il ajoutait : « J'ai été fortement ébranlé par une note de M. de Chantelou, mêmement je me suis résolu de suivre le parti que l'on m'offre, principalement parce que j'aurai par-delà meilleure commodité de vous servir, monsieur, vous à qui je serai toute ma vie étroitement obligé. Je vous supplie, s'il se présentoit la moindre difficulté à l'accomplissement de notre affaire, de la laisser aller à qui la désire plus que moi... Ce qui me fait promettre est en grande partie pour montrer que je suis obéissant; mais cependant je mettrai ma vie et ma santé en compromis par la grande difficulté qu'il y a à voyager maintenant... Mais enfin je remettrai tout entre les mains de Dieu et entre les vôtres. »

On voit avec quelle peine Poussin se décida à venir en France. Il n'avait sans doute pas oublié les douze pénibles années qu'il avait passées à Paris, et il prévoyait probablement qu'on ne pouvait s'y soutenir et y garder son rang que par mille intrigues et la perte de tout repos; mais le roi était décidément las de Vouet : il nomma Poussin l'un de ses peintres ordinaires, et le pressa lui-même de venir occuper son poste dans une lettre que Félibien nous a conservée (1). Il était d'ailleurs difficile de résister aux instances de M. de Noyers et aux propositions précises et honorables qu'il faisait à Poussin. « Je vous fais écrire et je vous confirme par celle-ci, qui vous servira de première assurance de la promesse que l'on vous a faite, jusqu'à ce qu'à votre arrivée je vous mette en mains les brevets et les expéditions du roi. Je vous enverrai 1,000 écus pour les frais de votre voyage; je vous ferai donner 1,000 écus de gages pour chacun an, un logement commode dans la maison du roi, soit au Louvre, à Paris, soit à Fontainebleau, à votre choix; je vous le ferai meubler honnêtement pour la première fois que vous y logerez, si vous voulez, cela étant à votre choix. Je vous confirme que vous ne peindrez point en plafond ni en voûte, et que vous ne serez engagé que cinq années, ainsi que vous le désirez, bien que

(1) Louis XIII au sieur Poussin. *Correspondance*, p. 4.

j'espère que, lorsque vous aurez respiré l'air de la patrie, difficilement le quitterez-vous. »

Poussin écrivit à M. Lemoine qu'il acceptait toutes ces conditions; mais on voit percer dans cette réponse de la tristesse et comme un pressentiment des ennuis qui l'attendaient à Paris. « Quand j'ai eu pensé au choix que me donne ledit M. de Noyers d'habiter à Fontainebleau ou à Paris, j'ai choisi la demeure de la ville et non pas celle des champs, où je vivrois déconsolé. C'est pourquoi vous prierez de ma part notre dit seigneur qu'il lui plaise de me faire ordonner quelque pauvre trou, pourvu que je sois auprès de vous. » Malgré ces détails, qui marquent une intention bien arrêtée de se rendre à Paris, Poussin semble hésiter encore. Tantôt c'est le tableau de *la Manne* qui n'est pas achevé, tantôt d'autres ouvrages commencés pour « des personnes de considération avec qui il veut en sortir honnêtement, » tantôt « son misérable mal qui n'est pas guéri, et qui le forcera de retomber entre les mains des bourreaux de chirurgiens. » Il craint d'avoir fait « une grande folie en abandonnant la paix et la douceur de sa petite maison pour des choses imaginaires. » Enfin, il semble renoncer tout-à-fait à son projet, et il écrit à MM. de Noyers et Chantelou pour se dégager; mais M. de Chantelou s'était trop avancé pour ne pas aller jusqu'au bout : il vint à Rome dans le courant de l'année 1640, et en ramena Poussin presque de force. Poussin laissa sa femme à Rome; il prétexta le désir qu'il avait de lui éviter les fatigues d'un emménagement. Il est possible qu'il prévît que son séjour ne serait pas long. Il ne put cependant se décider à partir seul, et emmena son beau-frère Dughet.

II.

Pendant le XVIe siècle, la peinture française n'avait eu qu'un seul représentant distingué; mais, lorsque Poussin revint à Paris, Jean Cousin était mort depuis long-temps (1) et sans laisser d'école. Il avait été entraîné lui-même, à la fin de sa vie, par l'influence malheureuse de l'invasion italienne et des décorateurs de Fontainebleau. Ses derniers ouvrages sont loin d'égaler ce beau *Jugement dernier* du Louvre et ces merveilleux vitraux qui ornent encore aujourd'hui plusieurs de nos églises. Léonard de Vinci mourut peu de temps après son arrivée en France, en laissant des chefs-d'œuvre, mais point d'élèves ni de tradition. Poussin trouva donc les esprits peu préparés à apprécier son talent sérieux et élevé. Le crédit de Vouet baissait à la cour, mais sa

(1) Jean Cousin vivait encore en 1589. On ignore l'époque précise de sa mort.

peinture facile et brillante avait gardé tout son prestige aux yeux du public. Vouet était avide d'argent, peu délicat sur les moyens qu'il employait, et bien décidé à ne pas se laisser enlever une place qui lui rapportait honneur et profit. Il organisa contre Poussin ce qui pouvait le mieux lui réussir contre un tel homme, une guerre de chicanes qui lassa le grand artiste, mais ne laissa au peintre médiocre qu'une victoire honteuse dont il ne jouit pas long-temps (1).

Poussin arriva à Paris dans les derniers jours de l'année 1640. M. de Noyers l'attendait avec impatience et le reçut avec de grandes démonstrations d'estime et d'amitié. Il le présenta aussitôt au cardinal de Richelieu, qui « l'embrassa, dit Félibien, avec cet air agréable et engageant qu'il avoit pour toutes les personnes d'un mérite extraordinaire. » Les prévisions fâcheuses qui avaient tant obsédé Poussin semblent s'être totalement évanouies pendant un instant, et c'est avec une joie d'enfant qu'il raconte au cardinal Antonio del Pozzo, frère de son protecteur, le bon accueil qu'on lui a fait, et donne mille détails puérils sur sa maison des Tuileries. « Je fus conduit le soir par son ordre (de M. de Noyers) dans l'appartement qui m'avoit été destiné. C'est un petit palais, car il faut l'appeler ainsi. Il est situé au milieu du jardin des Tuileries; il est composé de neuf pièces en trois étages, sans les appartemens d'en bas, qui sont séparés. Ils consistent en une cuisine, la loge du portier, une écurie, une serre pour l'hiver, et plusieurs autres petits endroits où l'on peut placer mille choses nécessaires. Il y a en outre un grand et beau jardin rempli d'arbres à fruit, avec une grande quantité de fleurs, d'herbes et de légumes; trois petites fontaines, un puits, une belle cour dans laquelle il y a d'autres arbres fruitiers. J'ai des points de vue de tous côtés, et je crois que c'est un paradis pendant l'été... — En entrant dans ce lieu, je trouvai le premier étage rangé et meublé noblement, avec toutes les provisions dont on a besoin, même jusqu'à du bois et un tonneau de bon vin vieux de deux ans... J'ai été fort bien traité pendant trois jours avec mes amis, aux dépens du roi (2). »

Nous ne craignons pas de pénétrer dans ce que beaucoup de lecteurs appelleront peut-être les minuties du caractère de ce grand homme. Poussin aimait le bruit de l'eau, et il parle de ses fontaines; il aimait l'ombre des arbres, et peut-être même leurs fruits, et il parle de son jardin. On sait pour quelles misères nous avons changé ces puérilités! Rien ne manque à ces hommes d'élite du XVIIe siècle. Ils ont à la fois les puérilités que nous venons de voir et « les heures d'élection » dont parle quelque part Poussin; ils embrassent la vie dans sa notion

(1) Vouet mourut en 1641, suivant Félibien. Il nous paraît probable que ce ne fut que plus tard, peut-être seulement en 1648.

(2) Félibien, IV, 27.

la plus vaste, et des choses les plus basses jusqu'aux plus élevées la parcourent tout entière avec la même égalité.

Dès son arrivée à Paris, Poussin se mit au travail, faisant tout ce qu'on lui demandait : des frontispices pour une bible et pour un Virgile, qui sont des chefs-d'œuvre; des cartons pour la galerie du Louvre, des projets pour ses deux tableaux de *la Cène* et du *Saint Xavier*, et pour le *Baptême de Jésus-Christ*, qu'il avait promis au chevalier del Pozzo. On le laissa commencer assez tranquillement. Le roi l'avait reçu de la manière la plus flatteuse; il l'avait entretenu long-temps, et avait dit en se tournant vers les courtisans : « Voilà Vouet bien attrapé. » Il n'y avait pas moyen de lutter contre une pareille faveur. Le brevet du 2 mars 1641, dont Félibien nous a conservé le texte (1), qui nomme Poussin premier peintre du roi, dit en propres termes : « Sa majesté l'a choisi et retenu pour être son premier peintre ordinaire, et en cette qualité lui a donné la direction générale de tous les ouvrages de peinture et d'ornement qu'elle fera ci-après pour l'embellissement de ses maisons royales, voulant que ses autres peintres ne puissent faire aucuns ouvrages pour sa majesté sans en avoir fait voir les dessins et reçu sur iceux les avis et conseils dudit sieur Poussin. »

Poussin employa la plus grande partie de cette année 1641 à préparer les dessins nécessaires à la décoration de la grande galerie du Louvre. « La grande galerie s'avance fort, écrit-il à M. de Chantelou, et néanmoins il y a fort peu d'ouvriers... Je me suis occupé sans cesse à travailler aux cartons, lesquels je me suis obligé de vernir sur chaque fenêtre et sur chaque trumeau, m'étant résolu d'y représenter une suite de la vie d'Hercule, matière certes capable d'occuper un bon dessinateur tout entier (2). » Malheureusement, Poussin savait peu de combien de précautions il faut envelopper les meilleures intentions. Fort de la commission positive qu'il avait reçue du roi d'ordonner les travaux de la galerie, et en homme qui se sent capable de la remplir, il attaqua de front son projet, sans trop ménager, à ce qu'il semble, les susceptibilités et les intérêts d'autrui. Il fit abattre les constructions massives et sans goût que Le Mercier, architecte du roi, avait élevées, et se fit de cet homme puissant un ennemi de plus, qui alla se joindre à la phalange de ses envieux. Fouquières, peintre flamand qui avait été chargé de peindre

(1) Félibien, IV, 28. Le texte de ce brevet ne laisse pas que d'être fort embarrassant. Le titre de premier peintre du roi y est donné à Poussin de la manière la plus positive. Ce brevet est du 2 mars 1641. Or Vouet (d'après les biographes) n'est mort qu'en juin de la même année. Si cette date de la mort était exacte, la contradiction s'expliquerait encore, car, déjà malade, il aurait pu donner sa démission ou être remplacé; mais l'explication devient plus difficile, si, comme le dit Félibien, il se maria en 1640 et eut trois enfans de ce mariage.

(2) *Correspondance*, p. 55.

sur les trumeaux et entre les fenêtres de la galerie les principales villes de France, prétendait tout subordonner à ses tableaux. Poussin paraît ne l'avoir guère mieux reçu que les autres. « Le *baron* Fouquières, dit-il, est venu me trouver avec sa grandeur accoutumée; il trouve fort étrange que l'on ait mis la main à la grande galerie sans lui en avoir communiqué aucune chose. Il dit avoir un ordre du roi, confirmé par monseigneur de Noyers, touchant ladite direction, et prétend que les paysages sont l'ornement principal dudit lieu, étant le reste seulement des accessoires. J'ai bien voulu vous écrire ceci, seulement pour vous faire rire. » Ce Fouquières, qui se prétendait noble et ne peignait que l'épée au côté, est un exemple remarquable de l'espèce de vengeance que le temps exerce sur les hommes que l'engouement du public ou leurs propres intrigues élèvent au-dessus de leur véritable mérite. Félibien le nomme *excellent paysagiste*, et il est tombé dans un tel oubli, que le Louvre, qu'il devait décorer, ne possède aucun de ses ouvrages, et que nous en avons vainement cherché dans les musées de Hollande et de Belgique (1). Fouquières était loin cependant de manquer absolument de mérite. Ses paysages n'ont rien qui rappelle le style de Poussin ou la couleur du Lorrain; mais, quoique les fonds de ceux que nous avons vus soient fort gâtés, on y distingue des qualités réelles, de l'entente dans la disposition de la lumière, de la solidité dans les terrains, un dessin sans force, mais pas incorrect, une couleur sans éclat, mais qui ne manque pas d'agrément.

Les menées et les intrigues de Le Mercier et de Vouet commencèrent, vers la fin de cette année, à inquiéter Poussin; elles ne ralentissaient pas son activité, mais elles le fatiguaient et l'aigrissaient, comme le témoignent ses lettres de cette époque. « Je travaille sans relâche, tantôt à une chose, tantôt à une autre. Je supporterois volontiers ces fatigues, si ce n'est qu'il faut que des ouvrages qui demanderoient beaucoup de temps soient expédiés tout d'un trait. Je vous jure que, si je demeurois long-temps dans ce pays, il faudroit que je devinsse un véritable *strappazzone*, comme ceux qui y sont. Les études et les observations sur l'antiquité n'y sont connues d'aucune manière, et qui a l'inclination à l'étude et à bien faire doit certainement s'en éloigner.

« J'ai fait commencer, d'après mes dessins, les stucs et les peintures de la grande galerie, mais avec peu de satisfaction (quoique cela plaise à ces....), parce que je ne trouve personne pour seconder un peu mes intentions, quoique je fasse les dessins en grand et en petit (2). »

Poussin espéra long-temps que son activité, les résultats de son travail, que l'on pouvait déjà entrevoir, et surtout le succès de ses ta-

(1) Fouquières est né à Anvers et a long-temps travaillé à Bruxelles.

(2) Au chevalier del Pozzo. *Correspondance*, p. 64.

bleaux (*la Cène*, maintenant au Louvre, avait réussi au-delà de ses espérances), désarmeraient ses ennemis, ou tout au moins le défendraient devant ses protecteurs et les personnes compétentes sans qu'il eût à s'en mêler; mais il devint évident que les calomnies ridicules mises en circulation par Vouet et par ses amis étaient arrivées jusqu'au roi, et que le cardinal ni même M. de Noyers ne défendaient plus leur protégé avec la même ardeur qu'auparavant. Poussin fit un mémoire où il démontrait à la fois l'absurdité des accusations portées contre lui et la sottise de ses ennemis. Ce mémoire, dont il ne nous reste malheureusement que des fragmens, est un chef-d'œuvre d'élévation, de vigueur, de clarté, et il est incroyable qu'il n'ait pas convaincu les moins clairvoyans. Poussin pulvérise les argumens de ses adversaires, et il expose les siens propres avec une force et un feu qui étonnent chez un homme « dont ce n'est pas le métier de savoir bien écrire, » et qui « a vécu avec des personnes qui ont su l'entendre par ses ouvrages (1). » Toutefois ce mémoire ne tira point Poussin des mille tracas qu'on lui faisait, car, au printemps de 1642, il écrit à M. de Chantelou : « Je ne saurois bien entendre ce que monseigneur désire de moi sans une extrême confusion, d'autant qu'il m'est impossible de travailler en même temps à des frontispices de livres, à une Vierge, au tableau de la congrégation de Saint-Louis, à tous les dessins de la galerie, enfin à des tableaux pour des tapisseries royales. Je n'ai qu'une main et une débile tête, et ne peux être secondé de personne ni soulagé. »

Poussin regrettait tous les jours davantage de s'être engagé dans une affaire qu'il ne voulait pas rompre et qu'il ne savait comment délier. Il se décida à demander un congé pour aller chercher sa femme qu'il avait laissée à Rome; il partit à la fin de septembre 1641. Les ennuis qu'il venait de subir semblent lui avoir dicté le sujet du dernier tableau qu'il ait fait à Paris, qui représente *le Temps emportant la Vérité pour la soustraire à l'Envie et à la Calomnie*. Poussin ne devait pas revenir à Paris, mais sa correspondance prouve d'une manière péremptoire (2) qu'il ne comptait rester à Rome que peu de temps, que son but principal était bien d'en ramener sa femme, et qu'il n'y a jamais eu dans cette demande de congé la perfidie et la mauvaise foi qu'on y a voulu voir.

Il ne nous reste des travaux faits pour la galerie du Louvre qu'une partie des dessins représentant la vie d'Hercule. Les monumens réels que Poussin a laissés à Paris du séjour qu'il y fit sont les trois tableaux que nous avons déjà nommés : *le Baptême, la Cène* et le *Saint Xavier*. *Le Baptême*, ouvrage très soigné, dans la manière ordinaire de l'au-

(1) Voyez Félibien, IV, 41.
(2) *Correspondance*, p. 217.

teur, est, à notre avis, loin d'égaler ses meilleurs tableaux de cette époque. Il nous suffira de rappeler les deux admirables suites des *Sacremens* (l'une un peu antérieure, l'autre un peu postérieure à son séjour à Paris), et en particulier *l'Extrême-Onction*, dont Poussin lui-même n'aurait jamais égalé la grande ordonnance et le pathétique, s'il n'eût fait plus tard *le Testament d'Eudamidas* (1) et *le Massacre des Innocens*.

Le tableau du *Baptême* témoigne de l'agitation extrême de l'esprit de Poussin à cette époque. Il renferme des beautés incomparables, et cependant l'effet total est loin de satisfaire complétement; l'application y est visible, et la volonté plutôt que l'entraînement poétique y conduit ce pinceau à l'ordinaire si docile et si spontané. Malgré l'avis contraire de la plupart des critiques, nous n'hésitons pas à mettre aussi dans la classe des œuvres inégales le grand tableau de *la Cène*, fait pour la chapelle de Saint-Germain et conservé au Louvre. Les têtes des apôtres manquent de distinction, l'ensemble de la scène a quelque chose de théâtral, enfin la lumière de la lampe donne aux chairs et aux draperies une couleur à la fois rouge et terne de l'effet le plus désagréable. Nous ne comprenons pas que les peintres ne s'affranchissent pas une bonne fois et pour toujours de cette sorte d'exigence traditionnelle qui les oblige à représenter l'institution de l'eucharistie comme une action clandestine faite à la lumière fausse d'une lampe dans un lieu enfumé. Certes, si quelque chose doit se passer à la pleine lumière du soleil, c'est bien ce premier repas de la fraternité chrétienne. *Cène* n'a d'ailleurs jamais voulu dire que *souper, repas du soir*, et il serait bien facile de représenter *la Cène* le soir, mais de jour; la lumière, au lieu de devenir une difficulté presque insurmontable, serait alors un auxiliaire puissant. Il n'y aurait qu'à imiter l'excellent exemple de Léonard de Vinci. Poussin est tombé plusieurs fois dans cette regrettable erreur et notamment dans son admirable *Cène* de la suite des *Sacremens*.

Le plus considérable des ouvrages que Poussin fit à Paris est *le Miracle de saint Xavier*. Ce tableau, de la plus grande dimension, puisque les figures, au nombre de quatorze, sont plus fortes que nature, dément l'opinion vulgaire touchant l'infériorité constante des grands ouvrages de ce maître. Il représente saint Xavier rappelant une jeune fille à la vie. La jeune fille est couchée presque en travers du tableau. On voit sa tête, ses bras, sa poitrine et une partie de son corps. Saint Xavier est de l'autre côté du lit, debout, les mains et la tête levés vers le ciel, appelant la puissance de Dieu au secours de la faiblesse hu-

(1) *Le Testament d'Eudamidas* passe, nous ne savons pourquoi, pour postérieur aux *Sacremens*. Il nous paraît au contraire le premier jet plus simple et plus puissant de *l'Extrême-Onction*. C'est évidemment la même composition réduite à ses premiers élémens. Du reste, les documens manquent absolument sur ce tableau, qui n'existe plus.

maine. Jésus-Christ, les bras étendus, entouré d'anges, paraît dans le ciel. Le miracle s'opère; la jeune fille commence à secouer le lourd sommeil de la mort. La femme qui soutient sa tête vient de lire la vie dans ses yeux. La mère, en voyant son enfant renaître, se précipite sur son corps. Les gestes d'étonnement et d'admiration des assistans achèvent d'expliquer d'une manière parfaitement claire un sujet qui n'est pas absolument dans les moyens de la peinture; car le retour à la vie ne peut pas s'exprimer par une de ces actions significative, tout entière et absolument déterminée dans un instant que saisit le peintre, et qui est tout son tableau, mais par une série de mouvemens successifs. Poussin a victorieusement tourné la difficulté en faisant lire aux spectateurs l'effet du miracle plus dans l'émotion des assistans que dans la figure même de la jeune fille. La peinture, qui doit toujours demeurer absolument objective, ne perd pas son caractère; seulement le sujet n'est plus la morte, mais ceux qui la voient renaître.

Toutes les têtes de ce tableau sont admirablement vivantes. On remarque cependant de la sécheresse dans quelques parties et quelque chose de cerné dans les contours. La couleur est des meilleures, argentée et harmonieuse. Ce bel ouvrage, qui nous paraît l'emporter sur la plupart des grandes toiles de Poussin, attira pourtant à l'auteur les dégoûts qui le forcèrent à quitter Paris ou plutôt à n'y pas revenir. On reprochait à son Christ de ressembler à un Jupiter tonnant plus qu'à un Dieu de miséricorde. Poussin répondit à merveille : « Ceux qui prétendent que le Christ ressemble plutôt à un Jupiter tonnant qu'à un Dieu de miséricorde peuvent être persuadés qu'il ne me manquera jamais d'industrie pour donner à mes figures des expressions conformes à ce qu'elles doivent représenter, mais qu'il ne peut et ne doit s'imaginer un Christ, en quelque action que ce soit, avec un visage de *Torticolis* ou de *père Douillet*, vu qu'étant sur la terre parmi les hommes il étoit difficile de le considérer en face (1). »

Le départ de Poussin ne causa probablement un très vif regret qu'à Philippe de Champagne et à Lesueur. Nous avons vu qu'il avait connu le premier autrefois au collége de Laon, et qu'il avait travaillé avec lui à la décoration du Luxembourg. C'était peut-être le seul de ses amis de jeunesse qu'il eût retrouvé, et ces deux hommes étaient liés autant par la nature de leurs caractères que par des rapports de talent et de goût. Lesueur était de beaucoup leur cadet. Il avait abandonné Vouet et s'était attaché à Poussin, dont la peinture avait été pour lui une sorte de révélation. La pauvreté l'empêcha de suivre à Rome son nouveau maître, mais Poussin lui resta tendrement attaché, comme à un élève digne de le comprendre et qu'il n'avait pas espéré. L'absence

(1) *Correspondance*, p. 95.

n'effaça pas cette liaison naissante, et Poussin ne cessa pas d'envoyer à Lesueur des conseils et des dessins qui pussent remplacer les exemples qui lui manquaient.

Ce départ de Poussin, chassé de son pays par des intrigues honteuses, est déplorable. Il brisa sans retour la dernière chance qui restait à la peinture française de se relier fortement à la tradition italienne du grand siècle. Il fallait un homme de l'autorité de Poussin pour réunir, pour discipliner et pour gouverner une foule d'artistes sans doctrine et sans traditions, et pour fonder une véritable école nationale. Nous souffrons encore de ce malheur, et nos artistes continuent à gaspiller les plus beaux talens, à tenter toutes les voies et à courir tous les hasards. Le destin des trois plus grands peintres, des trois seuls grands peintres du XVIIe siècle, est d'ailleurs remarquable. Poussin s'exila pour échapper aux tracasseries de la cour; Lorrain, que le hasard avait conduit à Rome, y resta, et on sait comment Lesueur expia son génie.

III.

Poussin rentra le 6 novembre 1642 dans sa petite maison du mont Pincio, qu'il ne devait plus quitter. Il apprit bientôt la mort de Richelieu; quelque temps après, celle du roi, suivie de la retraite de M. de Noyers. Ces nouvelles, qui lui arrivèrent coup sur coup, l'affectèrent vivement. Il écrivait le 9 juin 1643 à M. de Chantelou : « Je vous assure, monsieur, que, dans la commodité de ma petite maison et dans l'état de repos qu'il a plu à Dieu de m'octroyer, je n'ai pu éviter un certain regret qui m'a percé le cœur jusqu'au vif, en sorte que je me suis trouvé ne pouvoir reposer ni jour ni nuit; mais à la fin, quoi qu'il m'arrive, je me résous de prendre le bien et de supporter le mal. Ce nous est une chose si commune que les misères et les disgraces, que je m'émerveille que les hommes sensés s'en fâchent et ne s'en rient plutôt que d'en soupirer. Nous n'avons rien à propre, mais tout à louage. » Pascal n'eût pas dit autrement. La saveur puissante d'un profond sentiment moral se retrouve dans ces graves paroles comme dans celles de presque tous les grands hommes de ce temps. Cette résignation sereine, qui n'a rien de commun avec les faiblesses maladives et les découragemens puérils, provient d'une appréciation hardie et lucide de la réalité. Ces hommes robustes ne pensaient pas qu'il fût utile de vivre dans un tourbillon d'erreurs ni de cacher sous des imaginations mensongères ce que la vie humaine a de douloureux et de difficile. Les lettres de Poussin portent à chaque page l'empreinte de la pensée de la mort toujours présente, mais il s'y mêle un sentiment

de jeunesse qui en éloigne les terreurs. Il n'est pas rare d'y rencontrer certains mots qui ouvrent des jours inattendus sur cette grande ame. Il écrivait à M. de Chantelou : « Le pauvre M. Snelles, croyant s'en retourner jouir de la douceur de la patrie, car il n'en avoit qu'une seule dont il avoit été long-temps privé, n'a pas eu le bonheur de la toucher de ses pieds seulement; à peine l'a-t-il vue de loin, et il a rendu l'esprit à Nice, en Provence, n'ayant été malade que trois jours. Et puis, qu'ai-je à faire de tant tenir compte de ma vie, qui désormais me sera plutôt fâcheuse que plaisante? La vieillesse est désirée comme le mariage, et puis, quand on y est arrivé, il en déplaît. Je ne laisse pas pourtant de vivre allègre le plus que je peux.... »

C'est à ce retour à Rome, et par conséquent à l'année 1642, que les critiques et les biographes rapportent ce qu'ils appellent la seconde manière de Poussin. Il ne faudrait pas croire cependant qu'il se soit fait dans sa peinture une révolution considérable; Poussin ne fit que persévérer dans la route qu'il avait suivie jusque-là. Il continua à pratiquer et à perfectionner le système large et savant qu'il avait inauguré par *la Manne* et l'*Enlèvement des Sabines*, et plus anciennement encore par la *Mort de Germanicus* et *le Frappement du rocher;* mais, sans laisser perdre à son dessin rien de son exactitude et de sa sévérité, il l'adoucit et lui donna plus de moelleux et d'agrément. Les figures, aussi bien étudiées que par le passé, deviennent plus vivantes, les draperies ont plus d'ampleur et accusent le nu sans le serrer; enfin, c'est de cette époque que date l'introduction presque constante de paysages importans dans ses tableaux d'histoire.

Il n'est pas impossible que les critiques passionnées auxquelles Poussin fut en butte pendant son séjour à Paris aient eu sur le développement de son génie une heureuse influence. Il n'est certainement pas de pays où l'injustice soit plus fréquente et plus extrême qu'en France, il n'y en a pas où l'on soit plus rarement au point vrai sans exagération; mais il y a presque toujours au fond des critiques les plus envenimées par la haine une part de vérité sans laquelle les détracteurs n'auraient aucune prise sur le public. Il se peut très bien que, le premier moment de chagrin et d'humeur passé, Poussin ait démêlé sous la haine de ses ennemis le bon sens de ses juges et en ait fait son profit. Quoi qu'il en soit, les tableaux de cette époque diffèrent de ceux que Poussin fit, soit à Rome avant son voyage, soit en France, non pas absolument, mais assez pour qu'un œil exercé les reconnaisse sans guère se tromper. Un des premiers tableaux qui occupèrent Poussin dès son arrivée à Rome fut le petit *Ravissement de saint Paul* (1), que

(1) Poussin a répété ce tableau. Celui du Louvre fut peint seulement en 1649 pour Scarron. L'original était à la galerie d'Orléans, et a passé en Angleterre comme les deux suites des *Sacremens* et tant d'autres belles choses.

M. de Chantelou lui avait demandé pour servir de pendant à la *Vision d'Ézéchiel* de Raphaël. Cet excellent ouvrage, quoique l'arrangement des jambes de saint Paul et des anges ne soit pas parfaitement heureux, paraît avoir mis la modestie de Poussin à une bien rude épreuve. « Je crains, écrit-il, que ma main tremblante ne me manque dans un ouvrage qui doit accompagner celui de Raphaël. J'ai de la peine à me résoudre à y travailler, à moins que vous ne me promettiez que mon tableau ne servira que de couverture à celui de Raphaël, ou du moins qu'ils ne paroîtront jamais l'un auprès de l'autre, croyant que l'affection que vous avez pour moi est assez grande pour ne permettre pas que je reçoive un affront. » Il ajoutait en envoyant le tableau (2 décembre 1643) : « Je vous supplie, tant pour éviter la calomnie que la honte que j'aurois que l'on vît mon tableau en parangon de celui de Raphaël, de le tenir séparé et éloigné de ce qui pourroit le ruiner et lui faire perdre le peu qu'il a de beauté. »

Peu de temps après la mort de Richelieu, Mazarin ayant rappelé M. de Noyers au poste qu'il occupait précédemment, celui-ci écrivit à Poussin pour l'inviter à revenir terminer la galerie du Louvre. Cette proposition plut peu à Poussin, qui répondit « qu'il ne désiroit y retourner (à Paris) qu'aux conditions de son premier voyage, et non pour achever seulement la galerie, dont il pouvoit bien envoyer de Rome les dessins et les modèles; qu'il n'iroit jamais à Paris pour y recevoir l'emploi d'un simple particulier, quand on lui couvriroit d'or tous ses ouvrages (1). » Au fond, Poussin ne voulait pas quitter Rome. Peut-être s'en aperçut-on. On n'insista pas, et il resta.

Quoique les biographes n'indiquent en aucune manière à quelle époque furent achevés deux tableaux admirables, — *le Testament d'Eudamidas* et *le Massacre des Innocens*, — nous ne croyons pas beaucoup risquer en les plaçant après le retour de Poussin à Rome, vers 1645, lorsqu'il eut achevé la seconde suite des *Sacremens*. Ces deux ouvrages, qui ont pour sujets de ces actions pathétiques qu'affectionne Poussin, dans lesquelles on peut montrer d'une manière poignante le jeu des passions et des sentimens, sont traités avec une largeur, une franchise, qui reportent aux meilleurs temps de la peinture. Eudamidas, soldat de Corinthe, laisse par son testament sa femme à nourrir à l'un de ses amis, et à l'autre le soin de marier sa fille. Le moribond est couché en travers du tableau, le haut du corps découvert, dictant au notaire, qui est assis près du lit, du côté du spectateur, ses dernières intentions. Un médecin d'une tournure superbe, la main gauche sur son propre cœur, la droite sur celui du mourant, épie les derniers mouvemens de la vie. La femme d'Eudamidas est assise sur le pied du

(1) Félibien, IV, 44.

lit; elle a la tête appuyée sur sa main, mais elle se détourne pour ne pas laisser voir sa douleur. Sa fille, à ses pieds, s'abandonne à son désespoir. Voilà bien ce moment unique et précieux de la peinture qui surprend une action compliquée dans l'instant où ses détails ont en même temps toute leur signification. *Le Massacre des Innocens* est plus simple encore, s'il est possible; c'est un épisode grandi jusqu'à devenir un sujet, et l'originalité de cette composition étonne et augmente l'admiration. Derrière les colonnes d'un temple, un soldat demi-nu se prépare à égorger un enfant qu'il vient d'arracher à sa mère; il a mis le pied sur le ventre du malheureux, il lève le bras, il va frapper; la mère s'attache à lui, le retient; on voit qu'elle l'a supplié long-temps, qu'elle lui a disputé son fils; elle n'a plus d'espoir, mais elle jette par un dernier effort son bras devant l'arme meurtrière. Sur le second plan, une autre femme s'enfuit. Il est impossible d'exprimer le saisissement que produit ce tableau, ce qui tient sans doute à ce qu'il est dans les plus vraies et les meilleures voies de la peinture. Nous nous méfierons toujours des tableaux ou des statues qui peuvent se raconter sans perdre toute leur valeur.

Poussin excelle dans la représentation des scènes énergiques, qui permettent et demandent des expressions fortes et des pantomimes passionnées : il réussit également dans les sujets gracieux, qui peuvent s'exprimer par l'arrangement élégant des groupes, par les poses ou les gestes des personnages; mais il est beaucoup moins heureux lorsqu'il s'agit de représenter le visage humain pour lui-même, et ne tirant ses ressources que de sa propre beauté. C'est ainsi que ses madones, bien que quelques-unes d'entre elles soient admirables, manquent non-seulement de cette beauté mystique que la peinture donne ordinairement à la Vierge, mais même de la beauté naturelle d'une jeune femme, de l'expression touchante d'une jeune mère. Ce sentiment vif et constant de la beauté de la figure humaine, ce sentiment qu'eurent à un si haut degré Raphaël et les Florentins, manque presque toujours à Poussin. Les visages de ses personnages ne sont absolument beaux que lorsqu'ils sont assez secondaires pour qu'il puisse leur prêter les traits immobiles et même les ressemblances des statues. L'obligation de donner à ses figures principales des traits expressifs l'a conduit aux plus grandes beautés dans les sujets énergiques, et à des types ou insignifians ou voisins de la laideur dans ses tableaux de sentiment. Nous ne prendrons pour exemple que ce charmant et poétique tableau des *Jeunes filles à la fontaine*. Sur le premier plan, Éliézer (et qu'il nous soit permis de remarquer en passant combien ce type, qui reparaît dans plusieurs ouvrages de Poussin, notamment dans le Booz de *l'Été*, est malheureux), Éliézer, disons-nous, offre des présens à Rébecca, qu'il a trouvée au milieu de ses compagnes, occupées à puiser de l'eau. Il

est évident que les traits de Rébecca doivent exprimer à la fois le trouble de la pudeur, la modestie, et aussi le vif plaisir qu'elle éprouve. Eh bien! ces sentimens, qui se trouvent les uns et les autres sur le visage de la jeune fille, sont bien loin de produire l'effet gracieux qu'on en pourrait attendre. Ils semblent décomposés, mis l'un à côté de l'autre; ils ne naissent pas sur ce visage intimement unis et modifiés les uns par les autres, mais ils semblent se heurter sur un masque indifférent. Il est vrai que la pose charmante de Rébecca et la grace de toute sa personne parlent mieux que ne le sauraient faire les traits les plus heureux, et nous nous sentons presque honteux de critiquer une semblable merveille.

Ce tableau est, du reste, l'un des plus populaires de Poussin. C'est dans ce bel ouvrage, ainsi que dans *la Manne* et *la Femme adultère*, qu'il faut étudier l'étendue de sa science et la sûreté de son goût. Il est fâcheux que ce tableau ait poussé au noir; les couleurs des vêtemens, qui avaient, comme l'atteste la description qu'en donne Félibien, beaucoup de variété et d'éclat, ont tellement changé, qu'on peut à peine les distinguer aujourd'hui. L'usage pernicieux, mis à la mode par les peintres bolonais, de mettre sur les toiles des préparations rouges ou foncées eut sur les ouvrages de Poussin une influence déplorable, et a certainement causé souvent ces disparates qui nous choquent dans plusieurs des plus beaux ouvrages de ce grand maître. Le Guerchin et les Carrache pouvaient se servir sans danger de ces toiles sombres; la puissance de leurs empâtemens rendait vaine l'action que les oxydes des dessous pouvaient avoir sur les couleurs. Poussin peignait sans empâter, avec des couleurs légères et très étendues, et les préparations foncées ont tellement agi sur les parties les plus délicates de quelques-uns de ses tableaux, qu'ils en sont devenus méconnaissables. Nous ne citerons que le *Moïse foulant aux pieds la couronne de Pharaon* (1) et *les Enchanteurs de Pharaon dont les verges sont changées en serpens.*

Poussin s'est cependant bien gardé d'employer toujours et pour tous les sujets des toiles foncées. Il raisonnait pour cela comme pour toutes choses, prenant des toiles blanches dans l'occasion, comme des couleurs brillantes lorsqu'elles convenaient à son sujet. *Le Frappement du rocher*, le *Ravissement de saint Paul* du Louvre, la *Scène du Décaméron* du palais Colonne, et les deux belles *Bacchanales* de la galerie nationale de Londres (2), nous prouvent évidemment que Poussin em-

(1) Il va sans dire que nous parlons du tableau du Louvre et nullement de l'excellente répétition appartenant au duc de Bedfort, qui est parfaitement conservée.

(2) Ces deux beaux ouvrages que nous réunissons, parce qu'ils méritent l'un et l'autre d'être cités et qu'ils sont conservés dans le même musée, sont cependant d'une valeur inégale et de dates bien différentes. L'un, dont nous avons dit un mot, est probablement antérieur au voyage de Paris : il n'a de parfaitement bien que le groupe de la jeune fille

ploya les préparations claires pour toutes sortes de sujets et à toutes les époques de sa vie.

La Femme adultère est probablement un des derniers tableaux très importans et entièrement historiques qu'ait faits Poussin. C'est aussi un de ses chefs-d'œuvre. Nous n'en parlons que pour en marquer la place, persuadé que nous sommes que ce bel ouvrage est dans toutes les mémoires. On a reproché à la figure du Christ son caractère un peu commun : le corps est trop court, défaut que Poussin a rarement évité dans les ouvrages de sa vieillesse. Cette imagination dramatique a indiqué par un personnage du second plan un contraste qui achève de donner au tableau sa signification morale : c'est une jeune femme qui, en voyant l'humiliation et le désespoir de la pécheresse, presse tendrement son enfant contre son cœur.

IV.

La valeur de Poussin comme paysagiste n'a jamais été contestée. Nous n'avons donc pas à l'établir, mais à la définir et à l'expliquer. On dit assez généralement que le sentiment de la nature est né au XVIII[e] siècle, avec Rousseau; mais on oublie que la littérature n'est pas l'organe unique de ce sentiment, qu'elle n'en est même pas l'organe naturel et principal, et qu'elle ne l'exprime qu'à l'aide de figures très hardies, qui ne lui appartiennent pas en propre, et qu'elle emprunte aux souvenirs de la peinture. Ce qui est vrai, c'est que ce sentiment profond de la nature, qui la tient pour une réalité ne tirant sa signification que d'elle-même, est tout moderne. La peinture le doit à Poussin, la littérature à Rousseau.

Les Grecs mêmes, qui, en fait de beauté, ont tout connu, sont restés presque étrangers à ce sentiment, et, si on voulait en trouver l'origine antique, il faudrait la chercher dans l'Inde plutôt que dans la Grèce. Le panthéisme revêt la nature de toute la valeur qu'elle ôte aux individus; l'homme se dépouille volontiers pour enrichir cette mère qu'il adore; il s'abîme dans la contemplation en attendant qu'il s'anéantisse dans la substance de cette divinité superbe et terrible. L'anthropomorphisme grec, au contraire, appauvrit plutôt la nature pour en enrichir l'homme. La Grèce, idolâtre de la beauté, ne prend qu'une chose dans la nature, la plus belle, la forme humaine; elle la divinise et laisse tomber le reste, comme un lange désormais inutile à son enfant devenu dieu.

et des deux enfans; le reste, bien admirable cependant, manque en certaines parties de la sûreté de goût et de la largeur de style qui distinguent Poussin. L'autre est un des tableaux les plus exquis de Poussin et de la peinture; il doit être contemporain de *l'Arcadie*.

Il faut ajouter cependant que, si cet amour passionné de la nature qui caractérise les siècles modernes ne se retrouve pas chez les Grecs anciens, il n'est pas non plus absolument étranger à ces admirables organisations. Platon en fournirait de nombreux exemples, et il est impossible de lire le chœur d'*Œdipe à Colone*: « Étranger, te voici dans le séjour le plus délicieux de l'Attique, etc., » ou le commencement de *Phèdre*, sans se sentir transporté dans la sphère désintéressée dont nous parlons.

Il est une autre manière d'admirer ou d'aimer la nature, beaucoup plus commune, beaucoup plus accessible au grand nombre, dont nous ne nions nullement la légitimité, mais que nous séparerons nettement de la première. A côté, au-dessous de ce sentiment profond, passionné, peu soucieux de conduire au plaisir, religieux puisqu'il n'a rien d'égoïste, s'en trouve un autre préoccupé avant tout de volupté, de plaisir, d'agrément. La nature sert à l'amour; là est son prix: Galatée s'enfuit sous les saules, et leur léger ombrage n'est qu'un voile irritant pour sa beauté. Cette muse facile qui s'endort au murmure des fontaines et couronne de roses brillantes sa coupe pleine de toutes les ivresses, cette muse inspire souvent Théocrite, Horace, Virgile. Elle a exercé un empire aussi puissant sur les peintres que sur les poètes, et l'on pourrait suivre dans toutes les écoles cette trace voluptueuse qui a peut-être trouvé dans notre Watteau son représentant le plus distingué.

L'amour de la nature, tel que Poussin l'a connu et traduit, se distingue du panthéisme de l'Inde, aussi bien que du poétique matérialisme de la Grèce. Son œuvre est sévère d'un bout à l'autre, et, quoiqu'il ait souvent représenté dans ses tableaux les scènes les plus libres de la mythologie et des poètes anciens, la hauteur du style l'a toujours sauvé de la licence. Les personnages de ses paysages augmentent ordinairement le sentiment mélancolique que nous fait éprouver la nature. Cette nature, qui nous jette dans une douloureuse rêverie, est pleine de beauté, toujours jeune, toujours bienfaisante; mais elle est silencieuse, et la contemplation de ses merveilles, nous arrachant à notre vie fiévreuse et hâtée, au tourbillon qui nous aveugle et nous entraîne, remplit nos cœurs d'un sentiment mêlé d'angoisse et d'un bonheur délicieux. Il est possible que la vue de l'immortelle jeunesse de la nature, que nous comparons, sans en avoir conscience, à la durée fugitive de notre propre existence, soit l'une des causes de l'émotion qu'elle nous fait éprouver; il se peut aussi qu'elle possède des forces mal définies qui correspondent à des organes mystérieux de notre être; mais il est impossible d'expliquer, par une cause uniquement physique, matérielle, brutale, l'impression poignante que font sur notre esprit certains paysages. N'est-ce pas ce sentiment qu'éprouvait Télémaque, et que Fénelon exprime dans de si éloquentes paroles? « Il se

sentait ému et embrasé; je ne sais quoi de divin semblait fondre son cœur au dedans de lui. Ce qu'il portait dans la partie la plus intime de lui-même le consumait secrètement; il ne pouvait ni le contenir, ni le supporter, ni résister à une si violente impression; c'était un sentiment vif et délicieux qui était mêlé d'un tourment capable d'arracher la vie. »

Les préoccupations graves de l'esprit de Poussin paraissent dans ses paroles comme dans ses tableaux. « Un jour, dit Félibien, qu'il se promenait dans la campagne de Rome avec un étranger, celui-ci lui demanda quelque antiquité pour garder en souvenir. Poussin se baissa, ramassa dans l'herbe une poignée de terre mêlée de morceaux de porphyre et de marbre, et, la lui donnant : Emportez cela, seigneur, pour votre cabinet, et dites : Voilà Rome ancienne. » C'est bien le même homme qui s'écriait : « Nous n'avons rien en propre, mais tout à louage ! » Il n'est pas sans intérêt de remarquer que chez Poussin, comme chez Rousseau, le sentiment de la nature se développe avec l'âge. La politique, l'histoire, les mœurs remplissent les premiers ouvrages de Rousseau. La nature ne paraît pas, si nous ne nous trompons, avant *la Nouvelle Héloïse,* et elle y est subordonnée à la passion; mais on voit bientôt ce sentiment se développer et devenir le texte d'ouvrages admirables, *les Confessions*, les *Lettres à M. de Malesherbes*, les *Rêveries d'un promeneur solitaire*. Chez Poussin, la gradation est moins régulière, mais le chemin que fait son esprit est le même. D'abord la nature ne paraît qu'au même titre que l'architecture; elle sert de fond, elle est le lieu de la scène, lieu quelquefois très important, comme dans *la Manne, les Jeunes Filles à la fontaine,* ou *les Aveugles de Jéricho,* mais toujours subordonné. Plus tard, elle grandit jusqu'à balancer en importance les personnages, et enfin jusqu'à servir de thème propre à d'incomparables ouvrages.

Les principaux peintres italiens, qui furent presque tous, à des degrés divers, de grands paysagistes, ne se sont cependant servis de la nature que pour les fonds de leurs tableaux. Les quelques paysages qu'ils nous ont laissés peuvent passer pour des jeux de leurs pinceaux ou tout au moins pour des exceptions. Poussin, bien au contraire, est aussi grand paysagiste que peintre d'histoire. Il a même dans le paysage une supériorité plus éclatante, et il domine d'une telle hauteur tous ses rivaux, qu'il est impossible de les lui comparer.

Les paysages de Poussin sont très nombreux. Cependant il faut regarder comme apocryphes un grand nombre d'œuvres que l'on voit sous son nom dans les musées et dans les collections particulières. Les plus célèbres sont les *Quatre Saisons* que le Louvre a le bonheur de posséder, et les huits grands paysages gravés en collection, parmi lesquels on trouve le *Diogène*, la *Mort de Phocion*, le *Polyphème* de

Madrid et l'admirable *Campagne d'Athènes* de la galerie nationale de Londres (1).

Les Saisons, dans les quatre tableaux qui portent ce nom, sont indiquées par des épisodes tirés de l'Ancien Testament : *le Printemps* par Adam et Ève dans le jardin d'Éden, *l'Été* par Ruth et Booz, *l'Automne* par les deux Hébreux emportant la grappe de raisin de la terre promise, enfin *l'Hiver* par le déluge. Ce tableau est une des conceptions les plus dramatiques que nous connaissions. Ce ciel obscur, ces rochers humides et verdâtres, ces eaux lourdes et troublées; les expressions de ces deux hommes sur le premier plan, qui se cramponnent l'un à une planche, l'autre à la tête d'un cheval; la désolation de cette mère qui tente un effort suprême pour sauver son enfant; les cris, les supplications de deux personnages dont le bateau chavire et qui vont périr, tous ces épisodes mettent devant les yeux des spectateurs cette scène terrible avec une effroyable réalité. *L'Été* est une charmante idylle. L'action n'est presque rien : quelques moissonneurs dans les blés; sur le premier plan, Booz permet à Ruth de glaner dans son champ; plus loin, quelques jeunes filles, aussi blondes que les épis qu'elles coupent; la vie et la gaieté d'un beau jour de moisson! Ce tableau a noirci, et il faut consulter, pour le bien juger, la belle gravure de Pesne. *L'Automne* est un des ouvrages les plus admirés de Poussin pour la grande ordonnance des plans, la simplicité des lignes, l'excellente qualité de la couleur. Nous lui préférons cependant le paysage paisible et superbe du *Printemps,* à l'exception toutefois des personnages, qui ne nous paraissent pas heureux. Cette grande nature respire une paix, une fraîcheur, une innocence inexprimables (2).

Le *Diogène* du musée du Louvre (3) ne le cède aux précédens ni par la largeur du dessin, ni par le choix des formes et le charme de l'arrangement; il les surpasse par une perspective, toujours admirable chez Poussin, mais véritablement merveilleuse dans ce dernier ouvrage. On peut voir aussi dans ce tableau avec quel soin Poussin traitait ses premiers plans et quelle consciencieuse attention il apportait jusque

(1) Bien que notre intention ne puisse être de donner ici un catalogue complet de l'œuvre du grand paysagiste, nous croyons devoir rappeler encore un des plus puissans et des plus poétiques paysages de Poussin. C'est celui de la galerie Sciarra. Il représente un lac entouré de la plus vigoureuse végétation. L'horizon est échelonné de montagnes qui se dégradent dans des teintes d'un bleu sévère et se perdent dans des nuages sculpturaux. Le premier plan est largement évidé et semé de chapiteaux renversés et de fûts de colonnes. Jérémie est assis et écrit ses prophéties. Simplicité, richesse, équilibre, choix des détails, sérieux de l'idée, toutes les grandes qualités de Poussin se trouvent réunies dans ce tableau.

(2) Ces quatre tableaux ont été commencés en 1660 et terminés en 1664 pour le duc de Richelieu.

(3) Fait pour M. Lumagne en 1648.

dans les moindres détails. Il répondit un jour à une personne qui lui demandait comment il était parvenu à cet étonnant degré de perfection : « Je n'ai rien négligé. » — « J'ai souvent admiré, dit Buonaventure d'Argonne, le soin qu'il prenait pour la perfection de son art. A l'âge où il était, je l'ai rencontré parmi les débris de l'ancienne Rome et quelquefois dans la campagne et sur les bords du Tibre, dessinant ce qu'il remarquait le plus à son goût. Je l'ai vu aussi qui ramassait des cailloux, de la mousse, des fleurs et d'autres objets semblables, qu'il voulait peindre exactement d'après nature. »

Si le fait d'être sans rivaux était le signe de la plus haute supériorité, le paysagiste dominerait, chez Poussin, le peintre d'histoire; car ni Titien (qui est si grand paysagiste quelquefois), ni les Hollandais, ni même Claude Lorrain, ne peuvent lui être sérieusement comparés; mais la question ne doit pas se poser ainsi. Le génie de Poussin peintre d'histoire a été traversé par des circonstances contraires que nous avons expliquées, et qui l'ont fait plus d'une fois dévier de la route véritable, qui était aussi sa pente naturelle. Le paysagiste n'a rien eu à combattre. Il avait sous les yeux une nature superbe, et il n'a rien reçu de son temps que les excellens exemples des grands maîtres du XVIe siècle italien. Quoi qu'il en soit, et comme paysagiste seulement, Poussin est encore, et nous craignons qu'il ne soit toujours, sans rivaux.

V.

Poussin mourut à Rome le 19 novembre 1665, âgé de soixante-onze ans et cinq mois. Il avait passé hors de son pays la plus grande moitié de cette longue vie; il vit tomber l'un après l'autre tous les amis qu'il s'était faits sur cette terre étrangère, et grandir l'isolement autour de lui. Le chevalier del Pozzo, qui l'avait aimé et patronné pendant trente-sept ans, était mort en 1657. Cette perte cruelle fit entrer Poussin dans l'irrévocable période de la vieillesse. Les infirmités qu'il avait supportées jusque-là avec une vigueur juvénile commencent à l'abattre, et ses lettres prennent une teinte de tristesse continue qu'elles n'avaient pas auparavant, mais elles témoignent aussi du calme et du courage qu'il conserva dans son isolement jusqu'à la fin. Il se plaint de ce que sa main « débile et tremblante » ne veut plus obéir à sa pensée. « Si la main vouloit obéir, écrit-il à M. de Chantelou, je pourrois, je crois, la conduire mieux que jamais; mais je n'ai que trop l'occasion de dire ce que Thémistocle disoit en soupirant sur la fin de sa vie, que l'homme décline et s'en va lorsqu'il est prêt à bien faire. Je ne perds pas courage pour cela, car, tant que la tête se portera bien, quoique la servante soit débile, il faudra que celle-ci observe les plus excellentes

parties de l'une, qui sont du domaine de l'autre (1). » Il écrivait encore : « On dit que le cygne chante plus doucement lorsqu'il est voisin de la mort; je tâcherai, à son imitation, de faire mieux que jamais : c'est peut-être le dernier ouvrage que je ferai pour vous (2). »

Les derniers tableaux de Poussin, ceux qu'il acheva de 1657 à 1664, bien que l'effort s'y laisse quelquefois apercevoir, démontrent que ce grand génie conserva non-seulement sa lucidité et sa puissance, mais son activité jusqu'au bout. En 1664, il perdit sa femme, sa compagne dévouée de trente années, et cette date marque le dernier terme de sa vie d'artiste, car depuis lors il ne fit plus que traîner dans le chagrin et les infirmités un misérable reste d'existence. Et cependant, avec quelle admiration et quel contentement ne retrouve-t-on pas cette grande ame digne d'elle et intacte dans ce corps souffrant et délabré! Nous citons, pour en témoigner, la lettre si noble et si touchante, en quelque sorte son testament, qu'il adressa peu de temps avant sa mort à M. de Chantelou : « Je vous prie de ne pas vous étonner s'il y a tant de temps que j'ai eu l'honneur de vous donner de mes nouvelles. Quand vous connoîtrez la cause de mon silence, non-seulement vous m'excuserez, mais vous aurez compassion de mes misères. Après avoir, pendant neuf mois, gardé dans son lit ma bonne femme, malade d'une toux et d'une fièvre d'étisie qui l'ont consumée jusqu'aux os, je viens de la perdre. Quand j'avois le plus besoin de son secours, sa mort me laisse seul, chargé d'années, paralytique, plein d'infirmités de toutes sortes, étranger et sans amis, car en cette ville il ne s'en trouve point. Voilà l'état auquel je suis réduit; vous pouvez vous imaginer combien il est affligeant. On me prêche la patience, qui est, dit-on, le remède à tous maux : je la prends comme une médecine qui ne coûte guère, mais aussi qui ne guérit de rien. Me voyant dans un semblable état, lequel ne peut durer long-temps, j'ai voulu me disposer au départ. J'ai fait, pour cet effet, un peu de testament, par lequel je laisse plus de 10,000 écus de ce pays à mes pauvres parens, qui habitent aux Andelys. Ce sont gens grossiers et ignorans, qui, ayant après ma mort à recevoir cette somme, auront grand besoin du secours et de l'aide d'une personne honnête et charitable. Dans cette nécessité, je viens vous supplier de leur prêter la main, de les conseiller et de les prendre sous votre protection, afin qu'ils ne soient pas trompés ou volés. Ils vous en viendront humblement requérir, et je m'assure, d'après l'expérience que j'ai de votre bonté, que vous ferez volontiers pour eux ce que vous avez fait pour votre pauvre Poussin pendant l'espace de vingt-cinq ans. J'ai si grande difficulté à écrire, à cause du tremblement

(1) 15 mars 1658.
(2) 24 décembre 1659.

de ma main, que je n'écris point présentement à M. de Chambrai (1), que j'honore comme il le mérite, et que je prie de tout mon cœur de m'excuser. Il me faut huit jours pour écrire une méchante lettre, peu à peu, deux ou trois lignes à la fois, et le morceau à la bouche; hors de ce temps-là, qui dure fort peu, la débilité de mon estomac est telle, qu'il m'est impossible d'écrire quelque chose qui se puisse lire (2). »

Poussin n'avait pas d'enfans. Cette dernière année qu'il passa à pleurer sa femme avant de mourir lui-même dut être remplie d'une bien terrible amertume. Le foyer était désert, les rêves envolés! Une vie noble, bien remplie, et ce grand cœur qui fut le trait distinctif de Poussin, ne dispensent personne de ces terribles réalités de la douleur. Non-seulement Poussin n'avait pas d'enfans, mais, ses derniers amis étant tous morts avant lui, il demeurait absolument seul dans cette Rome pleine de tombeaux. Après avoir, pendant son séjour en France, tant désiré d'y revenir et de la revoir, il la nommait maintenant « cette ville où il n'y a pas d'amis. » Il se ressouvenait, avec des regrets, de la patrie, que l'on peut abandonner pendant la jeunesse, mais dans laquelle il faut retourner pour mourir.

Nous possédons trois portraits de Poussin. L'un d'eux, le meilleur, celui qu'il fit en 1650 pour M. de Chantelou, est au Louvre; les autres n'en sont que la répétition (3). Ce portrait, que M. de Chantelou attendit pendant des années, devait d'abord être fait par Mignard; il est curieux de voir les raisons qui ont engagé Poussin à s'exécuter (quoiqu'il n'ait pas fait de portraits depuis vingt-cinq ans, écrit-il) et à le faire lui-même. « J'aurois déjà fait faire mon portrait pour vous l'envoyer, comme vous désirez, mais il me fâche de dépenser une dizaine de pistoles pour une tête de la façon de M. Mignard, qui est celui qui les fait le mieux, quoiqu'elles soient froides, fardées, sans force et sans vigueur. » On dirait ce jugement écrit d'aujourd'hui.

Poussin s'est représenté assis dans l'ombre, drapé d'un manteau noir à larges plis, la main appuyée sur un petit portefeuille à esquisses; ses yeux sont noirs, pleins de feu et profondément enfoncés sous des sourcils épais; le nez est aquilin et massif; la bouche, quoique trop grande, est belle, la moustache rare. Ses cheveux, longs, noirs et abondans, sont partagés sur le milieu de la tête par une ligne qui descend jusque sur le front. Ce front porte entre les soureils ces rides « qui appartiennent exclusivement, dit Lavater, à des gens d'une haute capacité, qui pen-

(1) Frère cadet de M. de Chantelou.

(2) 16 novembre 1664.

(3) L'une de ces copies était pour M. Pointel, un des meilleurs amis de Poussin et banquier à Paris. Poussin fit pour lui plusieurs ouvrages, entre autres *Rébecca*, — *Moïse sauvé*; — en 1648-49, *la Vierge aux dix figures*, — le *Polyphème* du musée de Madrid; — en 1651, *l'Orage* et *le Temps serein*; — en 1653, *Jésus-Christ et Madeleine*.

sent sainement et noblement. » La tête est très belle, intelligente et puissante, telle qu'on en rencontre un grand nombre dans ce temps. Poussin est de la famille des Corneille, des Descartes, des Pascal, et il porte cette parenté sur son visage.

L'œuvre de Poussin est immense. Nous avons catalogué plus de deux cents tableaux de sa main, et on sait qu'il ne se faisait jamais aider par personne. Il travaillait très vite et régulièrement, occupant ses soirées à dessiner et à composer, et peignant, après sa promenade du matin, sans interruption jusqu'à la nuit. Il trouvait cependant moyen d'interrompre ce labeur incessant pour soigner les affaires que ses amis de France avaient à Rome. Il leur faisait copier des tableaux et leur achetait des vases, des bustes antiques, et jusqu'à des gants et des cordes de guitare. L'amitié de M. de Chantelou lui avait valu beaucoup de connaissances qui lui demandaient des tableaux, et entre elles Scarron, qu'on ne s'attend guère à trouver là. Poussin fit pour lui un *Ravissement de saint Paul* et peut-être deux ou trois autres tableaux. Il en fut mal récompensé, car Scarron prit ce prétexte pour lui envoyer ses *vilains livres*, ce qui désolait, plus que de raison, cette noble nature. « J'ai reçu du maître de la poste de France un livre ridicule de facéties de M. Scarron, sans lettre et sans savoir qui me l'envoie. J'ai parcouru ce livre une seule fois, et c'est pour toujours : vous trouverez bon que je ne vous exprime pas tout le dégoût que j'ai pour de pareils ouvrages... J'avois déjà écrit à M. Scarron en réponse à la lettre que j'avais reçue de lui avec son *Typhon burlesque;* mais celle que je viens de recevoir me met dans une nouvelle peine. Je voudrois bien que l'envie qui lui est venue lui fût passée et qu'il ne goûtât pas plus ma peinture que je ne goûte son burlesque. Je suis marri de la peine qu'il a prise de m'envoyer son ouvrage; mais ce qui me fâche davantage, c'est qu'il me menace d'un sien *Virgile travesti* et d'une épître qu'il m'a destinée dans le premier livre qu'il imprimera. Il prétend me faire rire d'aussi bon cœur qu'il rit lui-même, tout estropié qu'il est; mais, au contraire, je suis prêt à pleurer quand je pense qu'un nouvel Érostrate se trouve dans notre pays. » On s'étonne un peu d'entendre appeler Érostrate ce boiteux grimaçant dont Louis XIV devait hériter. Au reste, Scarron aimait la peinture; il l'avait cultivée dans sa jeunesse. Il fit, dès 1634, à Rome la connaissance de Poussin. Leur liaison ne paraît cependant pas avoir été fort intime, car ce n'est qu'après beaucoup d'hésitations et sur les recommandations très pressantes et très réitérées de M. de Chantelou que Poussin se décida à travailler pour lui.

On ne peut pas dire que Poussin ait fait école, mais il est resté l'un des deux ou trois maîtres les plus fructueusement étudiés et les plus admirés des artistes et des gens de goût. Ses seuls élèves directs furent

les deux Dughet (1) et Sébastien Bourdon. Dughet le paysagiste est un très grand peintre, mais il porte un nom redoutable qui lui a été fatal. Nous avons laissé l'Angleterre accaparer ses meilleurs ouvrages, et nous n'en possédons presque plus d'importans. Quant à Sébastien Bourdon, on n'a qu'à parcourir son œuvre gravé pour se convaincre que les leçons de Poussin ne furent pas vaines. Les ouvrages de cet homme étonnant, qui imitait à la fois Poussin et Salvator Rosa, sont extrêmement inégaux, mais on y rencontre des beautés de premier ordre.

Poussin n'a pas composé d'ouvrage sur la théorie de la peinture, comme on l'a cru et dit de son temps et plus tard. Jean Dughet, auquel M. de Chantelou écrivit en 1666 pour savoir la vérité à ce sujet, lui répondit : « Vous m'écrivez que M. Cerisiers (2) vous a dit avoir vu un livre fait par M. Poussin, lequel traite de la lumière et des ombres, des couleurs et des proportions : il n'y a rien de vrai dans tout cela. Cependant il est constant que j'ai entre les mains certains manuscrits qui traitent des lumières et des ombres, mais ils ne sont pas de M. Poussin, ce sont des passages extraits par moi, d'après son ordre, d'un ouvrage original que le cardinal Barberini possède dans sa bibliothèque; l'auteur de cet ouvrage est le père Matteo, maître de perspective du Dominiquin, et il y a bien des années que M. Poussin m'en fit copier une bonne partie avant que nous allassions à Paris, comme il me fit copier aussi quelques règles de Vitellione; voilà ce qui a fait croire à beaucoup de personnes que M. Poussin en étoit l'auteur. »

On se demande ce qui manqua à cet étonnant génie, à ce légitime héritier de Raphaël, pour tenir, sans contestation, le rang que lui assigne un si prodigieux ensemble d'ouvrages admirables. Rien, sans doute, que d'être né un siècle plus tôt. Au XVII[e] siècle, la tradition des grands maîtres italiens était déjà perdue. Poussin, au lieu de s'abandonner au courant naturel et tout-puissant de son art, dut s'adresser à la science, discuter, se refroidir. De là ce quelque chose de tendu, de voulu, de cherché, qui le met souvent en hostilité avec le principe fondamental des beaux-arts, et qui rappelle qu'il appartient à une époque plus scientifique que poétique. De là aussi ces oscillations fré-

(1) Gaspard Dughet (dit Gaspard Poussin) peintre de paysage, naquit à Rome en 1613 d'une famille originaire de Paris. Jean Dughet était graveur, et nous lui devons la reproduction de plusieurs ouvrages de Poussin. Le premier mourut à Rome en 1675. C'est lui qui passe pour avoir accompagné Poussin à Paris; mais, comme il ressort de la lettre de Jean Dughet à M. de Chantelou qu'il y alla, nous pensons que les biographes se sont trompés. Ils peuvent du reste y être allés tous les deux.

(2) Négociant de Lyon, pour lequel Poussin fit les deux beaux paysages où l'on porte le corps de Phocion et où on recueille ses cendres.

quentes entre la sculpture et la littérature, empruntant à l'une, avec la beauté des formes, le caractère trop abstrait des figures, à l'autre sa liberté, mais en même temps quelque chose d'analytique, de descriptif, tout-à-fait contraire à la véritable notion de la peinture. Les arts se sont partagé le champ de l'idéal; leurs limites sont positives et naturelles, ils ne doivent pas les franchir. Ces limites ne sont pas un esclavage, mais une force, et c'est un entraînement fatal qui pousse à les dépasser. La sculpture exprime les modifications générales que les sentimens font éprouver à la forme humaine; mais il faut, pour que ces modifications soient de son domaine, que des gestes précis, des poses significatives, une contraction bien visible des traits, accusent très nettement le but que l'artiste s'est proposé et qu'il doit atteindre sans recourir aux mille ressources de la peinture. S'il s'agit d'une action, il faut qu'elle soit simple, limitée à un plan, puisque la perspective aérienne est seule capable de montrer l'étendue en profondeur, telle enfin que le relief puisse l'expliquer sans le secours des expressions les plus délicates des traits et sans les ressources de la couleur. En général, les sentimens déliés, les affections provenant d'une cause morale, et qu'un geste large et simple ou même une attitude ne suffisent pas à expliquer, dépassent les moyens de la sculpture. Il faut donc renoncer à faire exprimer au marbre les nuances et les délicatesses les plus exquises de la pensée. Le sculpteur devra veiller également à ce qu'une passion violente n'agisse jamais sur le corps humain de manière à le déformer. La douleur produira l'accablement, mais non pas ces gestes brisés, cette bouche ouverte par des cris qu'on n'entend pas, ces contorsions du désespoir; gestes, contorsions qui, commentés par des yeux creux et glacés, exciteraient en nous l'horreur plutôt que la pitié.

La peinture a des ressources infinies qui lui sont propres. Les épisodes, les attributs, les personnages et les actions secondaires, la perspective des objets, les modifications les plus fugitives des traits, sont les mots d'une langue nouvelle chargée de révéler mille choses qui échappent à la sculpture. Le peintre a même la liberté de prolonger le moment de l'action; la scène se déroule sous son pinceau avec plus d'aisance et de largeur; il transporte le spectateur, au moyen des portions secondaires du tableau, hors du strict moment de l'action, dans l'avenir et dans le passé. La scène que l'on a sous les yeux a pour ainsi dire un prologue et un épilogue qui l'agrandissent et la complètent. Ce n'est pas encore la liberté de la poésie, ce n'est pas encore l'idée vue sans voiles et face à face comme elle peut l'être dans la langue, et on pourrait soutenir cependant que la peinture est le mieux partagé de tous les arts, car à la grande liberté qu'il tient de la poésie il joint

la certitude que donne le témoignage des sens. Cette réalité tangible n'est pas à dédaigner, car nous avons au-dedans de nous non-seulement un peu de Montaigne, comme on l'a dit, mais aussi un peu de Thomas, qui ne croit que lorsqu'il peut voir et toucher.

Il faut que cet entraînement qui pousse les artistes à passer d'une sphère dans une autre soit bien fort et bien naturel pour que Poussin lui-même y ait cédé à plusieurs époques de sa vie et dans quelques-uns de ses ouvrages les plus importans. Du reste, bien loin de s'en étonner, on doit admirer la puissance de son originalité et la sûreté de son goût, qui lui ont permis de résister autant qu'il l'a fait aux courans mauvais et contraires qui sillonnaient alors l'Italie. On ne se dit pas assez combien c'est un grand malheur de venir lorsque la tradition n'existe plus et que l'enseignement qu'elle donnait si abondamment est fermé. Au lieu d'être aidé par toutes choses, il faut se défier de tout et quelquefois tout combattre; il faut user, à retrouver péniblement ce que nous aurions appris vingt ans plus tôt en même temps que la parole, des forces qui devraient servir à nous élever. Ce fruit de la science n'a d'ailleurs jamais ni la beauté, ni la saveur, ni la vertu de ceux qui mûrissent au soleil fécond de la nature. Dieu nous garde de vouloir affaiblir en rien l'importance de la valeur individuelle et la puissance de la volonté; mais il faut bien avouer que ni l'une ni l'autre ne sont capables de faire un de ces hommes si grands qu'ils ne méritent pas le moindre reproche et qu'on s'incline devant eux sans songer à les critiquer. Lorsque le flot naturel ne porte plus, le plus grand talent est entraîné par les systèmes, et, s'il est assez robuste pour leur résister, il contracte dans la lutte une habitude de raideur qui devient elle-même un défaut. Il y a une puissance du ciel qui donne le génie et qui marque ses élus d'un tel sceau qu'il est impossible de les méconnaître; mais il y a une puissance des choses qui obscurcit déplorablement la marque divine, contre laquelle on peut lutter jusqu'à n'être pas vaincu, mais sans pouvoir espérer d'être jamais absolument vainqueur.

CH. CLÉMENT.

UN

HUMORISTE ANGLO-AMÉRICAIN.

HALLIBURTON.

I. — *The Attaché or Sam Slick in England*, by Halliburton, 2 vol. in-8°.
II. — *The Letters Bag or Life in a steamer*, 1 vol. in-8°.
III. — *The Old Judge or Life in a Colony*, 2 vol. in-8°. Londres, H. Colburn; Paris, Baudry.

Ce sont d'étranges livres que ceux du romancier anglo-américain Halliburton, et l'impression qui en reste est singulièrement mélangée. Il y a là tout à la fois l'intérêt d'un récit de voyage et le charme d'un roman de mœurs intimes. La fantaisie de la caricature y alterne avec la réalité banale des *faits divers* d'un journal quotidien. A côté de types connus, à côté d'observations qui s'appliquent à tous les pays et à tous les temps, se placent de grotesques figures que nous saluons pour la première fois, des idylles humoristiques pleines de sentimentalité lakiste, des portraits à la façon d'Hogarth, des dissertations sur les tombes qui feraient honneur à l'auteur des *Nuits*. Imaginez une suite d'esquisses sans autre lien entre elles que le cadre factice qui les réunit, la maigre fable qui sert à l'auteur de prétexte pour raconter ses interminables histoires : vous aurez une idée des livres d'Halliburton, livres mal composés et pleins de pages excellentes, tout bariolés d'ailleurs

de patois américain, de langage anglais provincialisé, de jargon de nègre, de pêcheur et de marin. Ce ne sont pas des peintures de mœurs à proprement parler; il n'y a aucun tableau complet : ce sont des traits épars, des anecdotes décousues, mais indiquant mieux en réalité les mœurs d'une nation que les descriptions étudiées de certains voyageurs, ou les créations abstraites de la plupart des romanciers. La confusion de ses récits est amusante, la trivialité en est instructive. Nous avons essayé de nous rendre compte du caractère particulier de l'observation d'Halliburton, et cette analyse nous a dévoilé immédiatement tout un côté du travail qui, à l'heure qu'il est, s'accomplit dans l'humanité, tant il est vrai que tout chemin, tout sentier conduit au même but, au même point que les grandes routes les mieux battues, les plus poudreuses et les plus fréquentées. Ce modeste peintre de mœurs est un philosophe aussi, d'autant plus philosophe qu'il ne fait pas de théories, qu'il n'a pas de systèmes; mais il est le miroir le plus fidèle de toute une portion de l'humanité et pourrait dire mieux que M. Clay lui-même vers quelles destinées marche l'Amérique.

Si vous avez jamais cherché à comprendre les divers dialectes de cette immense Babel qui s'appelle l'humanité au XIXe siècle (et par dialectes nous n'entendons pas ici les langues humaines, mais bien les sottises articulées qu'elles enveloppent et revêtent), vous avez peut-être remarqué combien, dans ce siècle de lumières, nous étions peu véritablement observateurs. Le caractère de l'observation a tout au moins singulièrement changé. Nous ne savons plus voir clair à côté de nous, nos voisins sont pour nous comme s'ils n'étaient pas, nos amis et nos ennemis sont pour nous des anges et des démons; le moindre défaut ou la moindre bonne qualité découverte chez l'un ou chez l'autre gênerait singulièrement nos illusions; les hommes sont pour nous tout d'une pièce; ils n'ont pas de nuances dans le caractère et d'accens différens dans la passion; la variété nous étonne et nous effraie; ce qui nous charme, c'est l'uniformité. Il n'y a rien dans la littérature qui marque mieux l'état des esprits que cette décadence de l'observation. De notre temps, l'observateur ou celui qui se dit tel exerce un véritable métier. Il s'efforce d'observer, il cherche matière à observation, il va dans les lieux où il espère rencontrer des spectacles excentriques et des variétés d'hommes qu'il ne pourrait rencontrer ailleurs; il guette, il espionne, il écoute aux portes, il est friand de scandales et lit la *Gazette des Tribunaux*. Il y a, dans un observateur moderne, du statisticien, du criminaliste, du chirurgien, du procureur, du naturaliste; il dresse des tables de caractères, des catégories de vices, dissèque profondément de certains crimes, constate avec la plus extrême minutie les développemens de certaines monstruosités. Bref, l'obser-

vation de notre temps n'est plus humaine; elle devient sociale. Ce n'est pas l'homme que nous étudions, ce sont bien plutôt certaines excroissances de la civilisation.

L'observation est aujourd'hui une étude véritable. Nous ne connaissons plus les hommes par une longue intimité, mais nous les prenons pour sujet d'analyse. Jadis on n'observait pas ainsi. Ce n'était pas un travail, un effort; on n'était pas aux aguets, on ne courait pas les aventures morales; on ouvrait les oreilles et l'on entendait, on ouvrait les yeux et on regardait. Là se bornaient toutes les finesses et toutes les ruses des hommes d'autrefois; ils profitaient des leçons que leur donnaient leurs semblables par le spectacle de leurs vices et de leurs vertus, ils savaient que telle passion est condamnable et telle autre avouable, ils connaissaient les conséquences que les passions entraînent après elles et les influences qu'elles répandent sur la vie : tout se bornait là. De nos jours, nous savons peut-être beaucoup mieux analyser les passions, mais à coup sûr nous savons beaucoup moins leur essence, leurs qualités fondamentales. Toute notre science psychologique ne nous rend pas meilleurs, toute notre connaissance de certaines classes d'hommes ne nous fait pas mieux connaître les hommes en général, toute notre curiosité du mal ne nous empêche pas d'y tomber, et, en fin de compte, malgré toutes nos études, nous n'en sommes ni moins trompés ni moins bernés pour avoir étudié l'homme *scientifiquement* plutôt que par la longue éducation de la vie.

C'est ce caractère de l'observation moderne qu'on retrouve chez Halliburton. Le romancier anglo-américain n'a pas toutefois, comme les voyageurs et les touristes, comme les analystes et les romanciers contemporains, de système sur l'humanité; il n'appartient pas à un parti politique, il ne juge pas les peuples au point de vue whig ou au point de vue tory; il n'a pas de parti pris dogmatique, d'idées préconçues; il n'est pas démocrate comme miss Martineau, ni radical comme Charles Dickens, ni aristocrate comme l'auteur d'*Hochelaga*, ni grossièrement patriote comme Fenimore Cooper dans son *Voyage* en Europe. Peu lui importent les partis, peu lui importent les passions et les hommes; partout où il y a matière à observation, il s'informe, dessine et décrit. Si vous êtes fatigué des énormes systèmes sur l'avenir du monde, si en même temps vous êtes curieux d'observer les tressaillemens des nations et de surveiller minute par minute leurs tendances et leurs désirs, ouvrez Halliburton. Il n'est pas pédant, ce qui, de notre temps, est un incontestable avantage; il vous donnera peu de détails sur le commerce américain, sur la marine anglaise, sur la situation politique du nouveau continent; il ne vous ennuiera pas de lamentations ou de folles illusions, mais il vous montrera les hommes, ce qu'ils disent et ce qu'ils pensent. Vous serez mieux renseigné avec lui sur les jurons

propres à la race anglo-saxonne que sur les finances, sur les habitudes de taverne et les bavardages de place publique que sur les bills votés dans la dernière session. Il vous apprendra combien la partie mécanique d'une nation, combien ses lois, ses institutions, ses constitutions et même ses idées mentent affreusement, et combien au contraire les habitudes, les mœurs, les conversations expriment mieux la vie réelle. Si on ne voit pas derrière les récits d'Halliburton un système armé de toutes pièces, on y sent un très sincère observateur des tendances de son siècle; on sent un philosophe, sinon un métaphysicien. Il ne commente pas ses observations, mais dans son livre le plus remarquable, *the Clockmaker*, toutes ses observations portent coup. Ce n'est pas la nature humaine, à proprement parler, qu'il étudie, mais le costume qu'elle a revêtu en Amérique et le langage, l'idiome particulier dans lequel l'humanité s'y exprime. Bien qu'il ne s'explique pas sur l'unité future du monde américain, on la voit se former par détails, par places, dans ces immenses wagons qui entraînent après eux des populations entières, dans ces *steamers* où se trouvent mêlées toutes les conditions sociales. Bien qu'il n'ait pas de système sur la fusion des races et qu'il n'entre à cet égard dans aucun détail physiologique ou philologique, on voit aussi cette fusion s'accomplir dans la grande mêlée des peuples qu'Halliburton nous décrit, dans ce rendez-vous où aucune race ne manque, où l'Européen vient retremper son caractère et où le nègre coudoie l'Anglo-Saxon. C'est par là que l'observation d'Halliburton a véritablement un caractère *historique*. Sam Slick n'est pas seulement un personnage comique, une sorte de Gil Blas américain; c'est un historien facétieux et un chroniqueur bouffon.

Halliburton est un Anglais des colonies de l'Amérique septentrionale, il paraît avoir passé la plus grande partie de sa vie dans la Nouvelle-Écosse, bien qu'il parle de l'Angleterre en homme très renseigné et qui ne tient pas ses renseignemens de seconde main. La plupart des fragmens qui composent son dernier ouvrage, *the Old Judge*, ont déjà paru dans le *Fraser's Magazine* en 1847. Bien qu'il soit Anglais d'origine, il n'a pas trouvé sous sa plume, pour juger les Américains, les expressions malveillantes et les railleries peu charitables que les écrivains anglais ont dirigées contre eux. Il est exempt de préjugés à leur égard. Il ne les aime ni ne les déteste; il constate leur obstination, leur persévérance, leur infatigable activité, leur âpreté au gain, leur manie vantarde, leur brutalité, enfin leur mélange d'excellentes et de détestables qualités. Quant à la Nouvelle-Écosse et aux colonies, le respect qu'il a pour sa grande patrie, l'Angleterre, ne va pas jusqu'à lui faire oublier les lieux plus humbles où il a vécu. Il aime ses compatriotes les *nez bleus* (*blue noses*, — surnom des habitans de la Nouvelle-Écosse),

et plus d'une fois il reproche à l'Angleterre de les abandonner et de trop dédaigner les hommes qui parlent l'idiome anglais aux extrémités du nouveau continent. Il a composé, dans cet esprit modéré de critique politique, une curieuse *lettre* à lord John Russel, lettre qui forme la préface du livre intitulé *la Vie sur le bateau à vapeur*. Il décrit, avec une complaisance souvent ennuyeuse pour nous, habitans d'un continent bien différent, les plus petits détails de la vie privée et de la vie sociale de ces lointains pays. Son dernier livre, par exemple, est le tableau minutieux des mœurs de la Nouvelle-Écosse et des colonies environnantes.

Le style et la manière d'Halliburton sont un style anglais, une manière anglaise de seconde main, non pas une manière, un style anglais à la façon des Américains de l'Union. Les purs Américains imitent autant qu'ils peuvent imiter. Washington Irving et Cooper ne font guère autre chose, ils cherchent à retourner vers la source abandonnée. Halliburton sort de cette source elle-même; il est comme un ruisseau qui, sorti d'un grand fleuve, s'en va à travers la campagne arroser quelque coin ignoré. Le ruisseau n'a pas l'aspect du fleuve, il s'harmonise avec les lieux agrestes qu'il parcourt; cependant ses eaux sortent du fleuve, elles en ont les qualités essentielles et la couleur. Ainsi Halliburton a toutes les qualités anglaises, la fermeté, la force, et aussi tous les défauts anglais, la minutie et la prolixité; mais il a surtout la qualité fondamentale du génie britannique, l'*humour*, et cette puissance d'expression et de trait, qui grave aussi solidement que sur l'acier les impressions que la réalité fait sur l'esprit et sur l'imagination. Il a aussi le don que nous appellerons, faute d'un autre mot, *le don de différencier ses personnages* et de comprendre les différences essentielles des caractères et des passions. Enfin, dernière et suprême qualité, il a le don de l'indifférence : peu lui importent ses personnages, il n'a pour eux aucune préférence; il les met en scène, mais ne s'intéresse à eux qu'afin de les rendre plus ressemblans, il ne s'identifie pas avec eux. C'est, en un mot, un curieux, une sorte de touriste sédentaire; il étudie les peuples qu'il dépeint sans vivre de la même vie qu'eux, il les étudie comme un naturaliste son herbier.

Halliburton est encore un des écrivains anglais modernes qui excellent le mieux à faire la caricature, la *charge* d'un personnage; il la fait aussi bien peut-être que Dickens, et mieux à notre avis que Thackeray. Thackeray, talent fin et délicat, dessine trop littérairement ses caricatures. Dickens met sur ses pieds, comme on dit vulgairement, un statisticien, un industriel, un avare, d'une façon très remarquable; mais toujours, malheureusement, il y a chez lui une arrière-pensée philosophique. Halliburton comprend la caricature telle qu'elle doit être comprise, soit dans l'art du dessin, soit en littérature. Il n'y voit

qu'un moyen plus direct et souvent plus efficace de rendre les observations qu'il a recueillies ou les traits prédominans d'un caractère. Ce grossissement du trait principal d'un caractère ou d'une physionomie, qui fait apparaître tous les défauts et toutes les laideurs d'une âme et d'un visage comme s'ils étaient vus à la loupe, constitue essentiellement la caricature. Dickens l'oublie trop souvent, Halliburton ne l'oublie jamais. Dickens fait des leçons de morale, il a un but visible dans tout ce qu'il écrit, et ce défaut gâte trop souvent ses plus charmantes fantaisies : il veut prouver et démontrer quelque chose. Halliburton ne cherche à rien prouver, et c'est ce qui rend si amusantes certaines de ses pages. En effet, lorsque, dans la caricature, on aperçoit par derrière un esprit différent de l'esprit du grotesque et de l'excentrique, à l'instant le charme s'évanouit; le portrait *chargé* rentre dans le cercle des choses connues, il perd sa physionomie originale et tombe dans le domaine des faits habituels. Ce n'est plus un personnage singulier et amusant que nous avons sous les yeux, mais une sorte de mécanique vivante, mise en mouvement par un vice ou une vertu, dont l'auteur tient les fils. Le grand mérite du caricaturiste, c'est de nous laisser ignorer qu'il a une méthode, c'est de nous cacher le travail d'analyse qu'ont nécessité ses créations; ce mérite, nous le répétons, distingue essentiellement Halliburton.

On connaît maintenant les divers caractères de ce talent original. Déjà, au reste, un des plus remarquables écrits d'Halliburton, le *Clockmaker*, a trouvé ici même un très compétent appréciateur (1). Le dernier ouvrage du romancier anglo-américain n'est pas moins digne d'attention que ses précédens récits. Il est intitulé *le Vieux Juge*. C'est une suite d'esquisses de la vie des habitans de la Nouvelle-Écosse et des colonies anglaises voisines, le Canada excepté. Ce livre, qui n'est pas inférieur au *Clockmaker*, est peut-être, par la nature même du sujet, moins intéressant et moins instructif. Néanmoins il offre des tableaux de mœurs singulières, et mérite d'être étudié. Le pays où se passent les principaux épisodes racontés par Halliburton a une histoire qu'il importe avant tout de bien connaître.

La Nouvelle-Écosse se nommait jadis Acadie; elle nous a appartenu avant cette longue décadence de la France qui va de 1715 à 1789, et qui s'étend depuis Rossbach jusqu'à Québec. Le 8 novembre 1603, Henri IV établit un gentilhomme du nom de M. de Monts, et appartenant à sa maison, lieutenant-général de l'Acadie; il lui donna en même temps plein pouvoir pour convertir et soumettre les habitans. M. de Monts partit pour une première expédition avec Champlain et M. Pou-

(1) Voyez, dans la livraison du 15 avril 1841, l'article de M. Philarète Chasles sur le roman de Halliburton : *the Clockmaker*.

trincourt, visita la plus grande partie du pays, et revint en France, dans l'automne de 1605, pour chercher les hommes et les objets nécessaires à une complète colonisation. Lorsque de Monts et Poutrincourt revinrent, ils ne trouvèrent que deux hommes sur quarante qu'ils avaient laissés. Ces deux hommes, les plus braves incontestablement de la troupe, méritent d'être nommés : ils s'appelaient Lataille et Méquelet. Les autres, voyant se prolonger outre mesure l'absence des secours qui leur avaient été promis, étaient partis, dans la pensée que de Monts avait abandonné son projet de colonisation. Les deux hommes restans étaient à table lorsqu'un sauvage vint les avertir qu'un vaisseau était en vue. Tel est le commencement de la civilisation dans l'Acadie, l'origine de sa colonisation. Jamais colonisation ne fut entreprise avec aussi peu d'hommes et accomplie aussi gaiement. Lorsque les premières difficultés furent vaincues, l'existence de nos colonisateurs devint aussitôt joyeuse; la sociabilité française était impatiente de se montrer sur ce sol sauvage. On en jugera par les deux traits suivans : Poutrincourt revenait d'un voyage d'exploration, et avait laissé à Port-Royal, siége principal de la colonie (aujourd'hui Annapolis), un colon, nommé Marc Lescarbot, avocat de profession, et qui nous a conservé dans son journal le récit de ses aventures. Pour fêter dignement le retour de Poutrincourt, Lescarbot établit sur le bord de la mer un théâtre du haut duquel il récita à son ami une poétique épître, le félicitant de son heureux retour. Le second trait est plus curieux encore : Poutrincourt établit l'ordre du *bon temps*, dont étaient membres les principaux officiers de l'escadre. Chacun à son tour était maître d'hôtel. Champlain fut le premier qui entra en office. Chaque soir, le maître d'hôtel du jour remettait entre les mains de son successeur les insignes de son ordre. Chacun d'eux ainsi devint cuisinier distingué, tant leur émulation était excitée. Ils inventèrent des mets nouveaux, et, long-temps après, Lescarbot trouvait la cuisine de Paris bien inférieure à celle qu'il faisait lui-même en Acadie. Ce devait être un assez bizarre spectacle que de les voir, ces chevaliers de l'ordre du bon temps, recevant à leur table les chefs sauvages en costume de *maître d'hôtel*, bêchant, labourant, semant pour la première fois du blé dans ces contrées, construisant des forts et versifiant des épîtres poétiques lues au bord de la mer sur un théâtre improvisé.

Long-temps l'Acadie, comme le Canada, a été la terre désirée, la contrée chérie, l'Eldorado de tous les aventuriers de France et même de l'Europe. Les esprits audacieux, les imaginations aventureuses, les jeunes gens sans fortune, considéraient le Canada et l'Acadie comme le lieu où ils pourraient rencontrer la gloire et la fortune que leur refusait leur patrie. L'amour des expéditions aventureuses et cette

sorte de curiosité passionnée du nouveau et du merveilleux qui agite l'esprit des peuples barbares ou extrêmement civilisés s'unissaient à l'amour du lucre et aux intérêts les plus matériels. L'envie de connaître des sauvages, de les combattre et de les soumettre, les espérances de gain fondées sur les chances de la pêche et du commerce, agissaient également sur les esprits des aventuriers, et étaient les deux causes principales de ces lointaines excursions. Et ce n'étaient pas seulement les Français qui se lançaient dans ces aventureuses entreprises : des Allemands et des Belges y prirent part aussi, mais lorsque déjà les colonies de l'Amérique du Nord allaient passer des mains de la France dans les mains de l'Angleterre. Cette émigration eut lieu quelque temps après la fondation d'Halifax, capitale de la Nouvelle-Écosse, et dont l'antiquité ne remonte pas plus haut que 1749. Ainsi, pendant deux siècles, ce petit coin de terre a subi des invasions aussi nombreuses que l'Occident à l'arrivée des barbares. Là, les hommes qui remplaçaient les Celtes et les Romains étaient les aborigènes, les sauvages indiens du pays. Chaque fois que les traités étaient rompus et que la guerre recommençait entre la France et l'Angleterre, les Anglais attaquaient et dévastaient les possessions françaises, et ruinaient leur commerce. Ces perpétuels combats durèrent jusqu'en 1760, époque à laquelle les colonies françaises, c'est-à-dire le Canada, l'Acadie, l'île du prince Édouard et le cap Breton, tombèrent entre les mains des Anglais.

Voilà, en résumé, toute l'histoire de ce petit pays depuis le jour où commencèrent les irruptions et les invasions successives des peuples civilisés. Maintenant il n'y reste plus guère de traces de ses anciens maîtres. Les Français, qui en ont toujours été moins réellement possesseurs que du Canada, n'y ont laissé aucune marque de leur passage. Quelques familles protestantes, une ville habitée par elles, quelques villes et quelques villages habités par les descendans des émigrans hollandais et allemands, sont les derniers vestiges des anciens jours, si près de nous encore pourtant. Aujourd'hui la population est tout entière anglaise ou du moins anglo-saxonne; Halliburton ne nous dit pas s'il reste çà et là quelques sauvages. Ceux des habitans de l'Acadie qui ne sont pas d'origine anglaise descendent de ces Américains connus sous le nom de *loyalistes,* qui, lors de la guerre entre les États-Unis et l'Angleterre, émigrèrent et se fixèrent dans les colonies et les îles du Nord de l'Amérique. Cependant il y a un fait qui frappe à la lecture d'Halliburton : c'est que les Anglo-Saxons sujets de l'Angleterre deviennent de plus en plus des Anglo-Saxons américains. Ils *s'américanisent* singulièrement. M. *Blue Nose* (nez bleu), le sujet de John Bull, prend de plus en plus des allures et un ton d'*Yankee.* Ils commencent

à parler la même langue, c'est-à-dire un anglais déjà corrompu; ils sont bruyans, parleurs, rusés et assez peu scrupuleux. Il y a chez eux des demi-squatters et des demi-marins, un mélange des deux classes d'hommes sur lesquelles reposent les États-Unis. Quelquefois le même individu est squatter et marin à la fois : il construit des vaisseaux et laboure les champs. Pas de riche propriétaire foncier. Là, comme en Amérique, la propriété est créée par l'homme et pour l'homme, c'est-à-dire qu'elle établit de très minimes relations entre les habitans d'un même pays. Les possesseurs du sol n'y vivent point réunis en groupes : pas d'association, de communes, de villages, mais des maisons isolées, sans aucun lien entre elles. Quant au reste de la population, elle se compose de pêcheurs de morue ou encore d'officiers et de soldats des troupes anglaises, de *midshipmen* et de capitaines de la flotte de sa majesté. Ajoutez à cela une tendance démocratique très prononcée, des *meetings* en plein vent, des tribuns populaires réclamant l'égalité, et vous ne serez plus étonnés si, de jour en jour, les colonies anglaises du nord de l'Amérique font mine de vouloir se rapprocher des États-Unis.

Les mœurs du peuple deviennent donc démocratiques, et ainsi de jour en jour plus américaines; mais quant aux mœurs des hautes classes, de ces classes qu'on appelait autrefois la *société* et que nous appellerons aujourd'hui la *société officielle*, pour celles-là, elles sont tout-à-fait anglaises; elles n'ont rien de démocratique ni d'américain; il y a dans ces mœurs les mêmes excentricités, les mêmes raides attitudes, le même ennui, les mêmes conversations tour à tour policées ou concises, délayées ou monosyllabiques, qu'en Angleterre; seulement, ce sont les mœurs anglaises *provincialisées*. Les mœurs de cette société officielle sont pleines de maladresses, de gaucherie; il y a en elles de la recherche et de l'effort. Cette vie de la société acadienne, telle que la décrit Halliburton, c'est ce que nous appellerions en France la *vie de province* par opposition à la *vie de Paris*. Seulement supposez notre vie de province à deux cents lieues de la France, en Algérie, ou, mieux encore, à Pondichéry.

On aura une idée des mœurs acadiennes par la haute société d'Halifax ou plutôt d'*Illinoo*, ville fantastique inventée par Halliburton, et dont il a fait comme le centre de tous les faits qu'il a recueillis et de toutes les histoires qu'il raconte. Tâchez un peu de vous rappeler quel personnage important un préfet est dans nos provinces; rappelez-vous avec quel soin on s'enquiert des plus menus détails de son existence; comme le chef-lieu du département est agité à la nouvelle de son arrivée, et les propos qui circulent à son occasion, les singulières et vulgaires inquiétudes qui agitent tous les esprits! Est-il marié? est-il jeune?

Quelle physionomie a-t-il? Est-ce un homme du monde? Aurons-nous des bals cet hiver? Transportez au-delà de l'Océan atlantique et à l'extrémité septentrionale du nouveau continent ces conversations, ces inquiétudes, ces graves événemens qui s'appellent une *soirée à la préfecture*, un *dîner* offert au préfet ou un *bal* monté par ses soins. Un riche marchand du nom de Channing s'est mis en tête d'offrir un repas splendide au gouverneur de la colonie, sir Hercule Sampson, qui accepte son invitation. Pendant toute une semaine, la maison du malheureux négociant est mise sens dessus dessous sous le prétexte des nombreux apprêts exigés pour cette réception solennelle. Les casseroles sont fourbies, les glaces lavées, l'argenterie brille, et la plus belle bijouterie sort des coffres et des armoires. Bref, la maison tout entière subit une opération comparable à l'opération du massage; elle en sort meurtrie et rajeunie. Enfin, le jour désiré arrive. Sir Hercule Sampson se présente en compagnie de lady Sampson, dont la toilette est toujours pleine d'énormes contrastes, de miss Sampson, qui parle avec les lèvres seulement, et ne *dansse zamais* qu'avec quelques *offissiers du soissante-sissième*, et de ses deux aides-de-camp, sir Edward Dumpkoff et M. Trotz. Sir Edward Dumpkoff est un personnage adorable de stupidité et de sottise; il ne prononce jamais qu'un mot, qu'il lâche à tout propos, *excellent*, et il a trouvé spirituel d'ajouter à tous les mots une désinence de son invention qui leur donne une terminaison en *bus*. M. Trotz est un loustic désagréable qui sait inventer et découvrir les choses les plus offensantes ou celles qui peuvent le mieux blesser votre amour-propre ou votre vanité d'habitant de la Nouvelle-Écosse. Ainsi, par exemple, il s'informera avec beaucoup de candeur du moment où la province a cessé d'être une colonie pénitentiaire, et, si vous lui objectez qu'elle n'a jamais été une colonie pénitentiaire, il vous répondra qu'il était excusable de l'avoir cru, que les mœurs et les habitudes de ce peuple lui auraient fait penser..., etc. Bref, on s'arrête à causer quelques instans avant le dîner, et voici le prologue comique de cette soirée comique :

« Quelques personnes de la compagnie prirent des siéges à l'exemple de son excellence; mais le gouverneur, qui s'était assis auprès de mistress Channing, était sans repos et semblait mal à l'aise. D'abord il se porta un peu plus en avant sur la petite ottomane où il était assis, puis il se pencha en arrière autant qu'il lui était possible; finalement il se leva et se retourna pour s'assurer de la cause de l'incommodité qu'il éprouvait, et aussitôt il s'écria :

« — Ah! mon Dieu! j'ai tué le chat! Y a-t-il quelque chose de plus étrange? combien c'est désagréable!

« Mistress Channing dit que le chat n'était que blessé.

« — Pardonnez-moi, répondit-il; je souhaite de tout mon cœur qu'il soit

seulement blessé, car alors il y aurait quelque espérance de le sauver; mais il est aussi mort que Jules César.

« — Je l'avais élevé moi-même, sir Hercule, continua-t-elle... et...

« — Oh! si vous l'aviez élevé vous-même, madame, ce devait être un agneau, et alors c'est d'autant plus fâcheux pour moi; je vous demande dix mille pardons! Mon Dieu! c'est terrible!

« Mistress Channing essaya d'excuser encore le gouverneur. — Ce n'était qu'un mauvais animal, excellence, et je...

« — Oui, un mauvais animal, vraiment, répondait le gouverneur inconsolable; mais il est de toute vérité que mes yeux ne se sont jamais guéris des atteintes qu'ils ont reçues jadis en Égypte.

« — Il reviendra, je vous assure, sir Hercule! il reviendra en le remuant fortement...

« — Jamais! jamais! ma chère madame, persistait à dire le gouverneur. Tout chat qu'il soit, quand bien même il aurait en lui cinquante vies au lieu de neuf, il n'en reviendra jamais.

« Ici lady Sampson intervint. Tirant de son sein une énorme lorgnette, elle examina le chat défunt et le proclama un très bel échantillon de l'animal domestique; puis, après une plus exacte inspection, elle s'écria :

« — Mais où donc avez-vous pris ces beaux yeux? ma chère mistress Channing, et ces griffes brillantes et aiguës? Ce sont les plus magnifiques que j'aie jamais vus. Où donc les avez-vous pris?

« Lady Sampson était une enthousiaste d'animaux domestiques et pressait son amie d'accepter un véritable modèle de chat angora qu'elle lui enverrait le lendemain matin. Il avait, disait-elle, une queue splendide comme celle d'un chien épagneul, une queue touffue qui, dans son opinion, était la plus belle chose qu'il y eût au monde. Elle demanda alors à une dame qui était auprès d'elle si elle n'était pas passionnée pour les chats, mais celle-ci répondit qu'elle était désolée de confesser son ignorance ou sa maladresse, qu'elle n'avait jamais élevé qu'un chat, et qu'elle l'avait tué en le rasant.

« — *Excellent*, dit sir Edward Dumpkoff, pensez un peu à cela; raser les *chatibus!*

« Mais Trotz, qui ne manquait jamais une occasion de dire une impertinence, demanda si dans ce pays c'était la coutume de raser les chats, et observa que ce serait une profession capitale pour les jeunes singes qu'il avait vus quelques soirées auparavant à une assemblée publique. Lady Sampson, dont la pénétration n'était pas des plus vives, lui expliqua gravement que raser un chat était un terme de l'art signifiant la tonsure rase et égale de toutes les extrémités saillantes et irrégulières. »

Voilà le prologue du dîner, voyons l'épilogue. Ce n'est plus sir Hercule Sampson, le gouverneur; cette fois c'est sir Edward Dumpkopff, l'aide-de-camp, qui en fait les frais. — Miss Sampson, dont vous connaissez le défaut de prononciation, chante et prie sir Edward de lui choisir un chant :

« — Ah! dit sir Edward, ce charmant petit *chantibus* que vous chantiez si divinement et si doucement ; il commençait par ces paroles : « Oh! chantez-moi encore ces chants. »

« *Divinement* et *doucement* sont des expressions fortes, surtout lorsqu'elles s'appliquent à la voix de quelqu'un. Elle en fut contente, et consolée d'en avoir fini avec cet horrible italien, elle commença : *Çante-moi ces çants encore.* A l'exception de son défaut de prononciation, elle chantait suffisamment bien, car assez généralement les dames font bien lorsqu'elles sont flattées.

« — *Excellent!* s'écria sa seigneurie. Je vous remercie, je vous remercie. C'est exquis; mais il y a un beau petit chant qui commence ainsi : « Chante-« moi ces chants encore. » Serions-nous assez heureux pour l'obtenir?

« Miss Sampson le regarda pour voir ce qu'il voulait dire; mais, hélas! sa face inaltérable ne racontait rien. Froide et brillante comme un clair de lune, sa physionomie portait toujours son calme habituel et son intéressante expression. C'était assez étrange, elle venait justement de chanter cet air, mais il s'exprimait toujours singulièrement. Est-ce qu'il la plaisantait, ou bien désirait-il réellement l'entendre répéter? Les jeunes demoiselles au doux tempérament, comme miss Sampson, adoptent généralement l'interprétation la plus agréable à leurs vœux, et elle chanta l'air de nouveau dans sa meilleure manière et avec un excellent effet.

« — Excellent, dit sir Edward, mais, je vous en prie, ne nous abandonnez pas encore ; il y a un petit *chantibus* que je vous ai entendu chanter une fois. C'est une belle chose; en vérité, c'est rafraîchissant d'écouter de tels sons.

« — Quel est ce chant? demanda la jeune fille charmée, regardant son galant et charmant ami, tout en exécutant une gamme chromatique sur le piano. Quel est-il?

« — Peut-être que je vais me le rappeler : *Chantez-moi ces chants encore.* »

« Ses yeux s'obscurcirent soudainement, elle fut près de se trouver mal, etc. »

Eh bien ! que vous en semble? n'est-ce pas une excellente caricature que sir Edward? Ces mœurs ne sont-elles pas tout anglaises? n'est-ce pas la même excentricité, les mêmes singularités, les mêmes plaisanteries énormes, tout cela seulement devenu plus excentrique, plus singulier, plus énorme par l'éloignement? Est-ce que vous ne sentez pas toute une civilisation provincialisée, pétrifiée et tournant au ridicule et au factice? On ne se douterait guère que nous sommes dans la Nouvelle-Écosse, on imaginerait bien plutôt que ces scènes se passent dans quelque province de l'Angleterre, parmi des marchands enrichis retirés, des bourgeois du *Marais* de Londres et quelques membres arriérés de la *gentry*, n'était la conclusion, qui vient nous confirmer que nous sommes bien à Halifax. Les nègres qui servent dans la maison de M. Channing se sont affublés des vêtemens des convives. La cuisinière noire a ceint l'épée du gouverneur et s'est affublée de ses habits, les autres ont endossé l'habit militaire de Trotz

et de sir Edward, et tous dansent en rond autour de l'appartement, lorsque les invités de Channing qui se retirent arrivent et les surprennent. Les nègres s'enfuient en criant : Voilà le gouverneur! — Et sir Edward ne trouve pour finir dignement sa soirée que ce mot : *excellent*.

Maintenant voici un tableau des mœurs judiciaires qui nous révèle en même temps un coin de la vie populaire dans ce pays. Un procès portant sur les conventions faites entre des pêcheurs de morue est sur le point d'être jugé devant les tribunaux. Un nommé John Barkins a choisi pour son défenseur l'avocat Barclay. Il a contre lui de puissans témoins à charge, entre autres, un certain Lillum, Américain, dont il redoute beaucoup l'habileté. Pour l'embarrasser et le réduire à néant, il a trouvé un des expédiens les plus ingénieux dont un plaideur se soit encore avisé. Demandez-lui, dit-il à son défenseur, demandez-lui combien de nageoires a une morue. Il le réveille pendant la nuit, il le fatigue pendant la journée, il va le trouver encore le soir pour lui demander s'il a bien retenu la question. Enfin, l'affaire est arrivée devant le tribunal, et le dernier des témoins est précisément le redoutable Lillum.

« C'est lui, dit Barkins, plaçant ses bras autour de mon cou et m'étouffant ou à peu près, c'est lui; demandez-lui combien de nageoires a une morue et qu'il réponde par un seul mot. N'oubliez pas, voilà la question.

« — Si vous ne vous asseyez pas immédiatement, monsieur, lui dis-je d'une voix haute et impérieuse, et si vous ne me laissez pas conduire l'affaire devant la cour, je me retirerai.

« Il s'assit, et, grognant tout haut, il plaça ses mains sur sa figure et murmura : Il n'y a pas de dépendance pour un homme qui sommeille au gouvernail.

« Je commençai toutefois de la façon dont le désirait mon pauvre client, car je remarquais combien il était inquiet sur la question qui devait arrêter et réduire à son *nec plus ultrà* le vieux Lillum. Il en était bien plus inquiet que du résultat du procès, quoiqu'il fût pleinement convaincu que l'un dépendait de l'autre.

« — Depuis combien d'années êtes-vous engagé dans les pêches du Labrador, monsieur?

« — Depuis vingt ans.

« — Vous êtes, par conséquent, très au courant de tout ce qui concerne la pêche de la morue?

« — Parfaitement; je la connais aussi bien, sinon mieux, qu'aucun homme qui soit dans Plymouth.

« Ici Barkins me tira par le pan de l'habit et me dit :

« — Demandez-lui...

« — Restez tranquille, monsieur, et ne m'interrompez pas. — Telle fut la réponse consolante qu'il reçut.

« — Ainsi donc, après une aussi longue expérience, monsieur, vous pouvez connaître une morue à première vue?

« — Je le pense.

« — Cela ne se justifiera pas, monsieur. Osez-vous jurer que vous le pouvez?

« — Je ne suis pas venu ici pour qu'on me fasse passer pour fou.

« — Non certes, monsieur, non. Je vous demande seulement de me répondre oui ou non. Pouvez-vous jurer que vous reconnaîtriez une morue en la voyant?

« — Oui, monsieur, aussi vrai que je connais mon nom.

« — Eh bien! alors, monsieur, combien de nageoires a une morue? répondez d'un seul mot.

« Ici Barkins frappa, non plus sur le rebord de la table, mais sur mon dos avec une telle force qu'il me fit tomber en avant sur les deux mains.

« — Oui, dit Barkins, qu'il réponde à cette question. L'avocat vous tient ici. Combien de nageoires a une morue? répondez d'un seul mot.

« — Je puis répondre sans hésitation.

« — Combien de nageoires, alors?

« — Attendez... Trois sur le dos et deux sous le ventre, cela fait cinq; deux sur le cou, cela fait sept; deux sur les épaules, cela fait neuf. Neuf, monsieur.

« — Je savais bien, s'écria Barkins, qu'il ne pourrait pas répondre à ma question, et cependant ce drôle a l'impudence de se dire un pêcheur.

« Ici je priais la cour d'intervenir, et j'invitais mon infortuné et colérique client à garder le silence.

« — N'y a-t-il pas en outre, dis-je, une petite nageoire entre la mâchoire inférieure et la gorge?

« — Je crois qu'il en est ainsi.

« — Vous croyez! Alors, monsieur, vous êtes dans le doute et vous ne reconnaîtriez pas une morue à première vue. Allez, je ne vous adresserai pas d'autre question. Allez, monsieur, permettez-moi de vous engager à être plus exact dans vos réponses une autre fois.

« Il y eut un universel éclat de rire dans toute la cour, et Barkins profita de ce tumulte momentané pour passer sa main sous la table et me serrer la cuisse au point de séparer l'os de la chair.

« — Bénie soit votre ame, mon cher poisson d'eau douce, me dit-il; vous avez gagné la cause après tout! Je vous avais bien dit qu'il ne pourrait pas répondre à cette question. C'est un grand, un très grand succès, n'est-ce pas? »

Est-ce que vous ne reconnaissez pas les excentricités des tribunaux anglais, seulement poussées à l'extrême? Mais le rôle de John Barkins est complétement neuf et original. Il faut lire aussi, sur ces mœurs des pêcheurs, les chapitres qu'Halliburton a consacrés aux fêtes intitulées *Merrymakings*, fêtes dans lesquelles on célèbre le complet achèvement d'un vaisseau ou d'un *steamer* par un *pic-nic* que donnent le constructeur et le propriétaire du bâtiment. Dans toutes ces mœurs de la Nouvelle-Écosse, il y a deux choses, deux tendances, deux traditions, pour

ainsi dire; tout ce qui appartient aux institutions, aux coutumes, au gouvernement est anglais; tout ce qui est instinctif, tout ce qui est de l'individualité humaine est américain. Un mauvais présage pour l'Angleterre!

Nous passerons par-dessus le *Sac aux lettres* ou *la Vie dans un steamer*, livre inférieur et qui ne répond pas au but que l'auteur s'était proposé, pour aller droit à *Sam Slick.* M. Philarète Chasles nous a fait connaître les opinions de Sam Slick à une époque où il n'était que simple marchand d'horloges. Sam Slick est aujourd'hui attaché d'ambassade près le cabinet de Saint-James. C'est un grand personnage, et qui sent bien toute son importance. O Sam Slick, quel beau type de démocrate vous êtes! L'ancien horloger a toujours les mêmes ruses, les mêmes audaces, le même scepticisme à l'endroit des hommes; mais il n'a plus cette naïveté qui brillait au milieu de toutes ces ruses et de tout ce scepticisme. Aujourd'hui Sam Slick est factice, il sent le parvenu. Il est grossier et cassant. Lui qui autrefois était si diplomate et si subtil, qui ne disait jamais rien en l'affirmant, et qui calculait toujours, maintenant il affirme toujours et il ne calcule plus rien, même ses expressions; il est d'une grossièreté insigne. Lord John Russell s'appelle pour lui *Johnny Russell;* il a dîné la veille chez *Norfolk* on chez *Russel.* Un républicain comme lui se garderait bien de mettre devant le nom propre la qualification de comte et de duc. Dans ce livre, les deux anciennes qualités de Slick commencent à devenir de monstrueux défauts; son chauvinisme et son bavardage s'enflent outre mesure. Nous craignons bien que ces deux défauts de Slick ne soient les deux caractères grandissans des États-Unis. Les Américains du nord commencent à parler beaucoup, et, à l'heure qu'il est, l'antique race saxonne commence à se diviser, non plus d'intérêts, mais de caractère. L'Américain n'a plus rien conservé de l'antique Angleterre. La respectabilité anglaise, la dignité protestante, y ont complétement disparu; l'Amérique ne conserve plus les traditions morales de l'Angleterre, ce *grand pays silencieux,* comme l'appelle un éminent écrivain anglais. Les Américains ne sont plus *silencieux* du tout; ils parlent infiniment. Leur vie n'est plus intérieure comme celle des Anglais, qui a su rester telle malgré le plus fort régime de liberté dans lequel l'homme ait été appelé à vivre; elle devient tout extérieure, toute de place publique, et elle prend les qualités et les défauts de la place publique; leur caractère s'en ressent, ils deviennent rusés, sournois, railleurs, hélas! et même fourbes. Nous ne hasardons rien; tout cela ressort beaucoup trop des livres d'Halliburton et de tous les récits que les voyageurs européens nous ont envoyés dans ces derniers temps. Le dieu Dollar commence à prendre la place du dieu du calvinisme.

Sam Slick est très amusant pourtant encore avec son chauvinisme

et sa haine de l'Angleterre. Il est fermement convaincu que l'Amérique est le plus glorieux pays du monde; c'est sous ce rapport un Américain complétement moderne, non plus un Américain du temps de Franklin, mais un digne disciple de Jefferson et surtout de Jackson, dont il a perpétuellement le nom à la bouche. Il faut voir avec quelle emphase il prononce le nom glorieux de Bunker-Hill, avec quel entrain il chante des refrains patriotiques dans le goût de celui-ci : « Oh ! avez-vous entendu parler de la bataille d'Orléans où les garçons *yankees* donnèrent une frottée aux Anglais?... Oh ! le nom de l'Anglais est *taureau* et le nom du Français *grenouille*,... etc. » Il n'établit d'autre différence entre l'Angleterre et l'Irlande que celle-ci, c'est qu'en Angleterre il pleut toute la journée, tandis qu'en Irlande il pleut le jour et la nuit. Ses opinions politiques ne manquent d'ailleurs ni d'à-propos ni de bon sens, on y reconnaît le vigoureux bon sens de la race anglo-saxonne, la seule qualité que les Américains aient conservée de la mère-patrie; ses critiques politiques sont délicieuses d'humour. Oui, Sam Slick a bien jugé notre temps; voyez plutôt : « La différence qui existe, dit-il, entre un tory, un whig, un radical et un chartiste, la voici : un tory est un complet gentleman, un gentleman dans toute sa personne et qui met une chemise blanche tous les jours; le whig est encore un gentleman, beaucoup moins cependant que le tory, et il ne met une chemise blanche que tous les deux jours; le radical n'est pas du tout gentleman et il ne change de chemise que tous les huit jours; quant au chartiste, c'est un être dégoûtant qui n'a jamais qu'une chemise, et qui ne la quitte que lorsqu'elle est tombée en lambeaux.» Spirituel, judicieux, profond Sam Slick!

Pour vous faire mieux juger de la verve, de l'esprit, du patriotisme et des travers de Sam Slick, écoutons-le parler lui-même : nous sommes sur le bateau à vapeur qui le conduit en Angleterre. A une impertinence que débite Sam Slick contre l'Angleterre, son interlocuteur répond.

« Pardonnez-moi, monsieur Slick, mais ce n'est pas là la disposition avec laquelle vous devriez visiter l'Angleterre.

« — Et quelles sont donc les dispositions, reprit-il avec beaucoup de chaleur, dans lesquelles ils nous ont visités? Maudits soient-ils! Voyez Dickens; La Fayette excepté, y eut-il jamais un homme aussi vanté par nous que Dickens? Et qu'était donc Dickens? Ce n'était pas un Français ami de notre nation; ce n'était pas un compatriote qui eût des droits sur nous; ce n'était pas un *colonist* qui, bien qu'Anglais de nom, est pourtant Américain de naissance, moitié de l'un, moitié de l'autre, et ainsi une sorte de demi-frère. Non, c'était un maudit Anglais, et, ce qui est pire, un écrivain anglais, et cependant, parce qu'il était un homme de génie, parce que le génie a l'univers pour thème et le monde pour patrie, et le genre humain pour lecteur, et qu'il n'est pas un

citoyen de cet état ou de celui-là, mais un citoyen de l'univers, nous l'avons bien reçu, nous l'avons fêté, nous l'avons escorté, nous l'avons accueilli avec transport, nous l'avons honoré; mais pour cela nous a-t-il honorés? Qu'a-t-il dit de nous à son retour? Lisez son livre. Non, ne lisez pas ce livre, car il n'est pas digne d'être lu. A-t-il dit un mot de toute cette réception dans ce livre? Dans ce livre, qui sera lu, traduit et lu encore dans toute l'Europe, a-t-il dit un mot de cette réception? Répondez-moi, le pourrez-vous? Sa mémoire était mauvaise, il la perdit avec le mal de mer. — Mais son livre de notes était sain et sauf sous la serrure et la clé, et les cochons de New-York, et l'homme que les rats mangent en prison, et l'homme barbare du Kentucky, et toutes ces histoires n'étaient pas confiées à la mémoire : tout cela était noté et imprimé.

« Mais ce n'est pas là l'affaire. Que quelqu'un, en Angleterre, me cherche une querelle sur mon pays, ou ne me donne pas la position à laquelle j'ai droit en Angleterre et dans la société, comme attaché de notre légation, et, comme le dit Cooper, moi aussi je deviens belligérant. Je puis moucher une chandelle aussi fortement que vous pouvez l'allumer; suspendez une orange, je la pèlerai d'abord avec la balle, et puis je la partagerai. O ciel! je ferai des *jours* à leurs jaquettes, en vérité.

« Jube, Japan, vous, drôle, infernal noir, nègre puant, qu'est-ce que vous tenez là?

« — Une pomme, monsieur.

« — Otez votre chapeau, et placez cette pomme sur votre tête, et puis tenez-vous de côté, à l'ouverture de cette porte, et tenez-vous ferme, ou bien vous pourriez avoir la chance de voir carder votre bonnet, et voilà tout.

« Alors, tirant un pistolet de son mackintosh, il se promena avec résolution de l'autre côté du pont, et examina son amorce :

« — Grands dieux! monsieur Slick, dis-je alarmé; qu'allez-vous faire?

« — Je vais, dit-il avec une grande froideur, mais en même temps avec une égale fermeté, je vais faire un trou à cette pomme.

« — C'est honteux, monsieur, dis-je. Comment pouvez-vous penser à de telles choses? Supposez que vous manquiez votre coup, vous tuez cet infortuné garçon.

« — Je ne puis supposer une telle chose, monsieur; je ne puis le manquer. Je ne puis le manquer si j'essaie. Tenez votre tête droite, Jube, et, après tout, quand je le manquerais, c'est peu important. L'Amalécite incirconcis ne vaut pas trois cents dollars; c'est un fait, voilà au plus haut son prix. Êtes-vous prêt, Jube?

« — Oui, Massa.

« — Vous ne ferez pas une telle chose, monsieur! dis-je saisissant son bras avec mes deux mains. Si vous essayez de tirer cette pomme, il n'y aura plus aucune relation entre nous. Vous devriez être honteux de vous-même, monsieur!

« — Massa, dit Jube, laissez-lui faire feu; il ne me touchera pas un cheveu. Je n'ai pas la moindre crainte. Il le fait souvent pour s'entretenir la main. Massa est un grand tireur. Il atteint si légèrement l'oreille de l'écureuil, qu'il s'en va se grattant la tête; il ne le manque jamais. Laissez-lui tirer la pomme, Massa.

« — Oh! oui, dit Slick, Jube est un chrétien. Il est aussi bon qu'un Anglais blanc; c'est la même chair, seulement un peu plus noire; c'est le même sang, seulement il n'est pas aussi vieux. Oh! oui, un Anglais et lui sont frères de toute façon. »

Arrêtons-nous. Slick daigne épargner son malheureux esclave; mais est-ce assez d'impudence, de cynisme, de vanterie? Quel mépris de la vie humaine! Voilà un républicain, un démocrate qui a toujours à la bouche les mots d'égalité et de fraternité. Hommes, instruisez-vous, prenez exemple, vous surtout, Européens. L'homme est toujours l'homme partout et toujours. Les systèmes sont des masques, les doctrines des travestissemens, la civilisation elle-même est un manteau. Ce qu'il y a de réel, c'est la nature humaine; ce qu'il y a de vrai, ce sont les instincts, les passions, les ambitions; ce qui est solide et sonnant comme une monnaie, ce sont les intérêts et les tendances des peuples. Qu'importe la constitution américaine, son sénat et son président? Ce qui importe, ce sont les villes qui se bâtissent, les comptoirs qui se forment, les intérêts qui entrent en lutte, l'individualité sauvage qui, en dépit du mot de fraternité, fait litière de la vie humaine, foule à ses pieds une race d'hommes tout entière, conserve l'esclavage pour s'épargner des soins vulgaires et pour aller plus vite, pour plus vite faire ses affaires. Remercions donc Sam Slick, puisqu'il nous a ramenés à la réalité et aux vrais intérêts américains, que nous voyons toujours à travers un masque libéral et démocratique; remercions aussi M. Haliburton, puisqu'il nous a révélé les tendances qui entraînent l'Amérique et les colonies anglaises elles-mêmes vers un but commun, et souhaitons qu'il continue à nous renseigner long-temps et aussi agréablement sur son pays et sur les contrées qu'il a visitées.

ÉMILE MONTÉGUT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 février 1850.

Nous n'aimons pas les commérages, et nous profitons de l'avantage que nous avons de ne parler que tous les quinze jours, pour ne pas tenir grand compte des rumeurs et des médisances de la polémique quotidienne. A parler tous les jours, il est peut-être bon d'enregistrer les anecdotes du monde politique à mesure qu'elles se produisent; mais comme ces anecdotes n'ont souvent qu'un jour de vie, à quoi bon les mentionner au bout de quinze jours, pour dire qu'elles sont nées et qu'elles sont mortes? Il n'y a que les anecdotes qui deviennent des événemens qui doivent figurer dans ces entretiens de la quinzaine. Pourquoi, par exemple, disserter à perte de vue sur les audiences de M. de Lamartine à l'Élysée? Le premier jour, on disait que le président avait appelé M. de Lamartine à l'Élysée. Que voulait et que pouvait faire le président de la république avec l'historien du 24 février? Là-dessus, mille conjectures. Bientôt on apprend que ce n'est pas le président qui a appelé M. de Lamartine à l'Élysée; c'est M. de Lamartine qui a demandé une audience. — Oui, dit-on, mais il y a eu deux audiences, et on prétend que c'est la seconde qui signifie quelque chose; on raconte même ce qui s'est dit dans ces audiences. Il est vrai qu'on raconte plutôt ce que M. de Lamartine a dit que ce que M. de Lamartine a entendu. Or, ce qui importe, ce ne sont pas les paroles de M. de Lamartine; il imprime beaucoup : ceux qui sont curieux peuvent savoir aisément ce que dit M. de Lamartine. Ce qui importe, ce sont les paroles du président; on ne nous en dit rien. Nous tenons donc ces conversations pour apocryphes ou pour indifférentes, parce que nous sommes tentés de croire que ce sont de purs monologues de M. de Lamartine. Qui peut, en effet, s'imaginer que le président veuille emprunter une politique à M. de Lamartine? M. de

Lamartine a trop de politiques diverses et successives pour qu'un homme comme le président, dont le mérite jusqu'ici a été de n'en avoir qu'une, veuille le prendre pour conseiller. Il n'y a pas de mal d'avoir beaucoup de conseillers divers, pourvu que ce ne soit pas en un seul homme, car dans ce cas alors, au lieu de choisir entre des conduites différentes, on ne choisit qu'entre des idées contradictoires.

Si nous ne tenons pas grand compte des audiences de M. de Lamartine, ferons-nous plus grand état des prétendues mésintelligences du général Changarnier et du président de la république? Pendant deux ou trois jours, on s'abordait mystérieusement. — Oui, ils sont brouillés! — Oh! et pourquoi? — Pour ceci, pour cela : c'est grave. — Puis, au bout de deux ou trois autres jours, on s'abordait encore mystérieusement. — Eh bien! vous savez : ils sont réconciliés. — Oh! et pourquoi? — On vous disait alors pourquoi le président de la république et le général Changarnier s'étaient réconciliés, comme on vous avait dit pourquoi ils s'étaient brouillés. Quant à nous, qui doutions de la brouille et de la réconciliation, on nous prenait pour des sceptiques ou des indifférens. Indifférens! comment le serions-nous? Ne courons-nous pas le risque commun? Si le président s'éloignait du général Changarnier, si la division se mettait entre le chef du pouvoir exécutif et ses plus énergiques et ses plus intelligens coopérateurs, nous serions bientôt en proie au socialisme, le président avec nous et le général Changarnier avec le président. Nous ne sommes donc pas indifférens, mais nous sommes sceptiques, parce que nous croyons que là où les situations sont communes, là où les intérêts sont les mêmes, les intentions ne peuvent pas être opposées.

Aussi vous croyez, nous dira-t-on, qu'il n'y a pas eu la moindre froideur entre le président de la république et le général Changarnier, et c'est comme cela que vous vous tenez informés? — Il serait fort agréable assurément pour nos lecteurs que nous leur racontassions la querelle du président de la république et du général Changarnier; mais quoi? le public a des romanciers attitrés : il peut leur demander le récit de cette querelle. Cela veut-il dire que nous sommes prêts à jurer sur notre tête que le président de la république et le général Changarnier ont toujours été en toutes choses du même avis? Il y a des gens qui entendent d'une façon singulière l'union des hommes d'état; ils semblent croire que cela doit être une union à la manière des amoureux, union des cœurs et des ames. Ils font des idylles politiques. Nous n'en sommes pas là; nous laissons la pastorale aux bergers de Florian ou de Gessner, et nous croyons que la parfaite identité d'opinions et d'idées n'est pas de notre temps. Nous nous contentons de penser qu'il importe peu entre gens sérieux que les avis ne soient pas toujours les mêmes en toutes choses, quand la conduite est la même dans les occasions décisives. Le président de la république et le général Changarnier ont pensé et parlé différemment sur un point : soit! Vous avez entendu leur entretien de tête-à-tête : soit! Nous demandons, quant à nous, si jamais ils ont agi différemment. Vous croyez savoir qu'ils ne sont pas d'accord, et vous vous donnez d'avance l'émotion du danger que doit créer leur division. Quant à nous, les voyant agir d'accord, nous continuons à jouir de la sécurité que nous donne cette bonne intelligence.

Il y a eu tout récemment une occasion où Paris a pu voir si le chef du pou-

voir exécutif était d'accord avec ses coopérateurs; nous voulons parler de l'abattage des arbres de la liberté. Où a-t-on surpris dans l'action du pouvoir le moindre tiraillement? Personne a-t-il semblé vouloir transiger avec l'émeute? personne a-t-il songé à se faire une popularité de mauvais aloi?

Nous ne croyons pas qu'aucun de ceux qui ont planté les arbres de la liberté ait pu se dire :

Mes arrière-neveux me devront cet ombrage.

Ce sont des arbres malheureux et qui n'inspirent aucune idée de calme et de repos. Plantés dans des jours d'orage, c'est dans des jours d'orage aussi qu'on les arrache. D'où est venu le trouble qu'a causé leur abattage? Il y avait de ces arbres qui gênaient la circulation et d'autres qui étaient morts. La voirie s'était chargée de les abattre, car c'était une pure question de voirie. Les lenteurs de l'exécution ont fait que les passions politiques se sont mêlées de l'affaire. Les troubles qui ont eu lieu ont révélé le véritable esprit de la population, et nous voulons constater cet état des esprits en bien comme en mal : en bien, parce que la véritable population ouvrière n'a pris aucune part à l'émeute, et que le petit nombre des factieux a été de plus en plus visible; en mal, parce qu'il est impossible de nier qu'il n'y ait en France et à Paris un certain nombre d'hommes incorrigibles, qui seront des factieux tant qu'ils ne seront pas nos maitres. Ces hommes sont ceux du 15 mai et du 24 juin 1848; ils ont été pris en flagrant délit de guerre civile; ils ont été transportés à Brest. L'amnistie les a ramenés à Paris. Sont-ils changés? le pardon qu'ils ont reçu a-t-il touché leur cœur? Pas le moins du monde. Depuis le jour où, au Luxembourg, une parole fatale leur a été dite : *Vous serez tous rois!* depuis ce jour-là, nous sommes tous des sujets révoltés, et tant qu'ils ne régneront pas, ils se croiront dépouillés et détrônés. Ce sont des prétendans, et, pour reprendre leur affreuse couronne, ces prétendans se croient tout permis, l'insulte, la violence, l'assassinat. Voyez comment ils ont traité le général de Lamoricière! S'il y a des noms qui soient populaires dans l'armée et dans le pays, ce sont ceux de nos généraux d'Afrique. Le général Lamoricière est un de ces noms; de plus, il est d'une réaction modérée : on dit même qu'il se pique d'une tendresse particulière pour la constitution de 1848, et non pas seulement d'une résignation intelligente, ce qui est le sentiment du plus grand nombre. Cependant ni ses services, ni sa prédilection pour la constitution de 1848, n'ont sauvé le général Lamoricière de la violence des bandes de juin. Il y a en effet, il faut bien se le répéter, un peuple de juin qui a juré la perte de la grande société française. Entre ces deux sociétés, la paix et la réconciliation sont impossibles, et c'est en vain que la grande société française cherche sans cesse à ouvrir son sein à cette petite et méchante société, qui n'y rentre que pour la déchirer.

L'émeute des arbres de la liberté a produit une vive impression sur l'assemblée législative. Elle a été un nouvel avertissement de l'état des esprits; elle a augmenté le penchant, chaque jour plus visible, dans les diverses nuances de la majorité à se rapprocher et à maintenir leur union. Ce qui nous plaît dans ce penchant, c'est qu'il devient une habitude et une conviction. Ce n'est pas la

nécessité qui le crée, ce n'est pas non plus une sorte d'enthousiasme passager. On apprend à se supporter mutuellement, à avoir pour les défauts les uns des autres une patience intelligente; on passe enfin de l'amour au ménage. Cela nous rassure et nous fait croire à la durée de l'union du grand parti modéré.

Cet esprit d'union s'est surtout montré dans deux lois discutées pendant cette quinzaine dans l'assemblée : l'une est la loi sur l'enseignement, où tout le monde parle de s'unir et de se rapprocher; l'autre est la loi sur le séquestre des biens de la famille d'Orléans, où, sans que personne ait pris soin de dire qu'il fallait rester uni, tout le monde cependant s'est entendu. Nous devons excepter M. Huguenin et M. de Larochejaquelein.

M. Huguenin est un montagnard, et si, à ce titre, il déteste les rois, s'il les poursuit de sa haine jusque dans l'exil, s'il leur reproche leurs richesses, s'il croit à toutes les calomnies répandues à ce sujet, s'il les répète, s'il les tire du discrédit où elles sont ensevelies, M. Huguenin, après tout, est à son aise pour dire et faire tout cela : c'est un montagnard; mais pourquoi M. de Larochejaquelein, dans une discussion de ce genre, vient-il raviver de tristes souvenirs? Pourquoi semble-t-il céder encore à de vieilles rancunes? M. de Larochejaquelein est un de ceux qui ont parlé le 24 février 1848; tous ceux qui, ce jour-là, ont parlé doivent s'en souvenir, pour se taire dans toutes les questions qui touchent à la dynastie qui est tombée le 24 février, non pas au profit d'une autre dynastie, mais au profit de l'anarchie.

Il y a un mot qui a joué un grand rôle dans le discours de M. Huguenin contre les biens de la famille d'Orléans, c'est celui des *coupes sombres*. Le mot n'appartient pas à M. Huguenin; il date d'avant 1848. On disait alors beaucoup que la liste civile épuisait les forêts de la couronne en les exploitant selon la méthode allemande, au lieu de les exploiter par coupes réglées à la manière française. Un jour même, à la tribune de la chambre des pairs, il nous en souvient, M. le marquis de Boissy estimait les coupes sombres faites par la liste civile à 75 millions. Aujourd'hui, le chiffre a baissé : il n'est plus que de 25 millions. C'est 25 millions que M. Huguenin demande au domaine privé pour dédommagement des coupes qu'il a faites dans les bois de la liste civile. En 1847, M. de Montalivet, à la chambre des pairs, montrait à M. de Boissy le vide et la calomnie de ce chiffre de 75 millions. Nous verrions avec plaisir le gouvernement entrer dans l'examen de cette créance de 25 millions, et percer enfin ce grand mystère d'erreurs ou de calomnies. Si l'état a des droits, qu'il les fasse valoir : rien de plus juste; mais s'il n'en a pas, que la calomnie se taise. Nous nous souvenons à ce propos qu'avant 1848, c'était surtout la forêt de Villers-Coterets qui, disait-on, avait été dévastée. Or, voici comment la forêt de Villers-Coterets avait été dévastée. Cette forêt, au moment où l'administration de la liste civile en a pris possession, avait 1,900 hectares de futaie pleine au-dessus de cent ans. « D'après l'aménagement ancien, disait M. de Montalivet à M. de Boissy, j'avais le droit, non pas le devoir, mais le droit de prendre 75 hectares par an; c'est un peu plus de 1,000 hectares que j'aurais pu donner l'ordre d'exploiter depuis quinze ans. Eh bien! il a disparu 295 hectares de futaie seulement, et ils sont aujourd'hui réensemencés naturellement, au moyen du système des éclaircies. Dans cette forêt, je le répète, il reste, à l'heure qu'il est, 1,600 hectares de futaie pleine, quand il pourrait n'en plus exister que 900 environ. »

Nous ne cachons pas qu'un de nos motifs pour souhaiter que le gouvernement actuel fasse une enquête sérieuse sur les répétitions que l'état a droit d'exercer contre le domaine privé, c'est la persuasion où nous sommes qu'il y aura je ne sais combien de faits de ce genre qui seront mis en lumière par l'enquête. Il a plu à la Providence que la liquidation de la liste civile du roi le plus accusé d'avarice et de cupidité ait été faite par les ennemis même ou tout au moins par les adversaires de ce roi, que tous les papiers soient tombés entre leurs mains, qu'ils aient pu tout publier et tout dévoiler. Eh bien! qu'est-il résulté de leurs investigations? Quel fait a pu être publié qui ne fût à l'honneur du roi Louis-Philippe et de sa famille? On le sait maintenant, ce n'est pas la fortune de la France qui a servi à la fortune de la famille d'Orléans; c'est bien plutôt la fortune de la famille d'Orléans qui a servi à l'embellissement de la France. Nous n'avons pu relire sans émotion les paroles par lesquelles M. de Montalivet, le 3 août 1847, finissait la défense qu'il faisait de l'administration de la liste civile : « Permettez-moi, en faisant un retour sur ces accusations et sur tant d'autres, de dire un dernier mot à la chambre. Devant la pensée nationale qui a restauré Versailles, devant la pensée monarchique, populaire et filiale qui a restauré le château de Henri IV à Pau, devant la pensée artistique et royale qui a restauré si noblement et si fidèlement ce musée de palais qu'on appelle Fontainebleau, devant cette pensée touchante qui a élevé une chapelle à la mémoire d'un aïeul sur les rivages de l'Afrique, à la mémoire d'un fils à Neuilly et à la mémoire de toute une famille royale à Dreux, devant cette pensée d'amélioration qui se porte incessamment sur toutes les parties du domaine de la couronne et sur les forêts en particulier, devant tous ces résultats, je me résigne à comprendre la froideur et l'impassibilité, car en définitive je ne fais que me soumettre au fait de cette fatale indifférence qui travaille et mine la société tout entière; mais qu'en face de tous ces magnifiques résultats, qu'en face des charges énormes qu'ils ont imposées à la liste civile aussi bien qu'au domaine privé, on vienne prononcer le mot de bénéfices, oh! alors, messieurs, le mot devient odieux, et je suis obligé de dire à notre honorable collègue que le prononcer de nouveau, ce serait mêler une ironie amère à la plus révoltante des injustices. »

La chute de la calomnie est, pour les amis de la famille d'Orléans, une des consolations de la chute du trône. C'est pour cela que sur *les coupes sombres* nous désirons une enquête, et que, pour commissaires de l'enquête, nous désirons aussi qu'on prenne quelques-uns même des accusateurs, ceux de la veille et ceux du lendemain.

Un titre de la loi sur l'enseignement est déjà voté, celui qui établit le conseil de l'instruction publique, et qui en détermine l'organisation et les attributions. Il n'y a eu sur l'organisation de ce conseil qu'une seule controverse importante, c'est celle qu'a soulevée M. l'abbé de Cazalès. Pendant que quelques personnes s'effraient de voir entrer les évêques dans le conseil de l'instruction publique et qu'ils craignent l'influence de l'esprit clérical, M. de Cazalès s'effraie de l'immixtion du clergé dans les affaires du gouvernement. Les uns veulent que l'église ne quitte pas la Thébaïde, afin que l'église soit toujours faible, les autres veulent que l'église ne quitte pas la Thébaïde, afin qu'elle soit toujours forte. De ces deux craintes, quelle est la vraie? où est le danger? Quant

à M. l'évêque de Langres, il ne sait pas s'il doit entrer ou non dans le conseil de l'instruction publique, et il reste sur le seuil, faisant toutes sortes de réserves, et étonné de voir qu'à chaque réserve on lui réponde fort simplement que ces réserves-là sont toutes naturelles, qu'elles n'ont rien qui puisse inquiéter personne. M. de Langres s'attendait-il donc à des obstacles? les souhaitait-il? Allons au fond des choses; nous concevons le système de M. de Cazalès; c'est l'indépendance absolue de l'église qu'il soutient. Ce système-là aboutit à mettre l'église catholique en France dans la situation où elle est en Amérique. Chaque communion fera les frais de son culte; point de culte rétribué par l'état. Est-ce là qu'en veut venir M. de Langres? Il y marche, car, en disant sans cesse : Nous entrons dans le conseil de l'instruction publique à condition d'en sortir le jour où nous nous y trouverons contrariés dans notre conscience, cela veut dire : Nous y entrons pour n'être jamais contrariés, c'est-à-dire pour être les maîtres, ou bien cela ne veut rien dire du tout. Si c'est pour être les maîtres en toutes choses que les évêques entrent dans le conseil de l'instruction publique, il valait mieux ne le composer que d'évêques. La loi n'a pas fait cela; elle a voulu faire une part au clergé dans le gouvernement de l'instruction publique, comme elle a fait sa part à la magistrature, à l'Institut, au conseil d'état, à l'ancienne Université. Si le clergé veut plus que sa part légitime, le clergé se retirera, comme le dit M. l'évêque de Langres; mais M. l'évêque de Langres croit peut-être que les évêques, en se retirant ainsi, n'auront à secouer la poussière de leurs pieds que contre l'Université, qui est, comme on sait, damnable à merci. Non; ils auront aussi à secouer la poussière de leurs pieds contre la magistrature, contre l'Institut, contre le conseil d'état, contre l'enseignement libre, c'est-à-dire contre toute la société. Il y a lieu d'y regarder à deux fois, car si le clergé excommunie ainsi toute la société, ce sera le clergé qui se trouvera en dehors de la société, en même temps que la société se trouvera en dehors de l'église : ce sera la séparation absolue de l'église et de l'état.

Nous croyons, quant à nous, que les réserves de M. de Langres n'expriment que l'incertitude de l'honorable évêque et n'expriment pas un parti pris de la part de l'épiscopat; car, si c'est un parti pris, l'amendement de M. de Cazalès est la seule résolution sage et honorable. Il vaut mieux ne pas entrer que d'entrer pour sortir.

Après l'organisation du conseil de l'Université vient l'organisation des conseils académiques. La loi crée un conseil académique par département. Nous approuvons, quant à nous, cette mesure; mais nous l'approuvons par les motifs qu'a si bien indiqués M. Thiers, et non par ceux qu'a donnés M. de Montalembert. M. de Montalembert veut la décentralisation intellectuelle de la France; nous ne demandons pas mieux, si cela est possible. Il veut qu'il y ait des gens d'esprit et de science ailleurs qu'à Paris, où cependant, selon lui, il n'y en a déjà plus beaucoup : soit! nous consentons de grand cœur à cette bonne pensée, car nous sommes convaincus que, lorsqu'il y aura en province plus de science et plus d'esprit encore qu'il n'y en a, Paris lui-même en vaudra mieux. Mais comment M. de Montalembert s'y prend-il pour décentraliser l'instruction? Érige-t-il des facultés des sciences et des facultés des lettres en beaucoup de lieux? Non, il institue des conseils académiques. Comment alors compose-t-il

ces conseils académiques, qu'il charge de présider aux études? les compose-t-il de savans, de lettrés, de professeurs, d'hommes qui appartiennent à l'Université? — Oh! non; M. de Montalembert a trouvé que l'Université avait un autre tort encore que ceux qu'il lui a long-temps reprochés : l'Université ne fait ni hellénistes ni latinistes! Et cela dit, pour faire des latinistes et des hellénistes, M. de Montalembert s'adresse avec confiance aux membres des conseils-généraux. Le recours nous semble bizarre, et M. Barthélemy Saint-Hilaire a eu beau jeu à montrer que l'Université savait encore passablement enseigner le grec et le latin, et que personne, surtout en France, n'enseignait les lettres aussi bien que l'Université, et n'en maintenait le culte avec plus de scrupule. M. Barthélemy Saint-Hilaire, qui défend fort bien l'Université lorsqu'il ne mêle pas le dossier de l'Université avec le dossier de la république, a eu un véritable succès quand il a démontré que ces bacheliers refusés dont on se fait un argument contre l'Université, c'est des établissemens libres et des établissemens ecclésiastiques qu'ils sortent presque tous, quand il a conseillé à M. de Montalembert de ne pas opposer à l'érudition française l'érudition allemande et ses témérités panthéistiques, quand surtout, changeant la défense en attaque, il a demandé compte à M. de Montalembert du style et du goût des écrivains et des sermonnaires de l'école néo-catholique. Il aurait dû, pour être tout-à-fait juste, ajouter que M. de Montalembert n'a point donné lui-même dans ces vices du temps. A quoi du reste faut-il s'en prendre du mauvais goût qui a régné pendant quelques années dans la chaire chrétienne, sinon à la débilité des études du clergé? Toutes ses traditions le poussent vers le bon goût et le grand style, qui semblent, pour ainsi dire, faire partie de son orthodoxie, en France surtout, dans le pays de Bossuet, de Fénelon, de Bourdaloue, de Massillon. Si le clergé a trébuché, s'il a penché du côté du mauvais goût, si les grands dogmes du christianisme ont été annoncés en style romantique, ce sont les mauvaises études du clergé qu'il faut en accuser. Cela aussi bien s'était déjà vu en France, au commencement du XVII[e] siècle, avant la régénération des études ecclésiastiques entreprise par le cardinal Duperron, le cardinal de Berulle et le cardinal de Richelieu; alors aussi le style de la littérature et de la chaire ecclésiastiques était subtil, prétentieux, affecté. Les fortes études que fit alors le clergé sous l'inspiration des trois grands cardinaux que nous avons nommés rendirent au clergé français le bon goût et le bon style.

Vouloir ôter à l'Université l'honneur de bien enseigner les lettres et confier ce soin aux conseils-généraux, c'est un paradoxe que le talent de M. de Montalembert lui-même ne pouvait pas soutenir. Nous croyons cependant avec lui qu'il est bon de confier le gouvernement de l'instruction publique dans les départemens aux conseils académiques, et d'introduire dans ces conseils des membres des conseils-généraux; mais d'une part nous nous gardons bien de confondre le gouvernement de l'instruction publique avec l'enseignement, et nous remercions M. Thiers de la distinction qu'il a faite à ce sujet; d'une autre part, nous croyons que les conseils académiques ne doivent pas être exclusivement composés de membres étrangers à l'enseignement. Un mot d'abord sur ce point. Les anciens conseils académiques n'étaient pas exclusivement composés de membres appartenant à l'enseignement, mais les membres de l'enseignement y avaient la majorité. Nous ne demandons pas la même faveur,

mais nous demandons qu'on ne tombe pas dans l'excès opposé. Que fera le recteur dans le conseil académique, s'il est le seul qui connaisse les matières de l'enseignement, et que cependant ce conseil ait à décider des questions qui touchent à l'enseignement? En fait d'instruction, chacun a sa petite méthode et son système; chacun veut enseigner comme il a appris. De deux choses l'une : ou il faudra ôter aux conseils académiques la compétence absolue en matière d'enseignement, ou il faudra donner au recteur un ou deux assesseurs dans le conseil.

Ce que les conseils académiques auront surtout à surveiller, c'est la direction morale de l'enseignement. C'est là ce que M. Thiers appelle avec raison le gouvernement de l'instruction, et c'est pour cela qu'il est bon que les conseils-généraux aient grande part à ce gouvernement. L'esprit général de la société y pénétrera plus aisément, et, loin de devenir plus clérical, l'enseignement deviendra plus laïque que jamais; nous craignons même qu'il ne le devienne trop, et que l'esprit de la société ne pénètre dans l'enseignement pour l'abaisser, pour le rendre plus usuel et plus pratique, moins lettré, moins philosophique. Le siècle tourne plutôt vers l'industrialisme que vers la théologie. Il faudra donc, nous en sommes convaincus, lutter énergiquement, afin d'empêcher les conseils académiques de se mêler de l'enseignement afin de l'abaisser, et, dans cette lutte, nous sommes persuadés que l'administration de l'instruction publique, si elle veut l'engager, sera puissamment soutenue par M. Thiers; car ce qui l'inquiète avec raison, c'est l'abaissement continu des esprits. Pourtant M. Thiers ne s'en prend pas à l'Université. Nous reconnaissons là l'esprit juste et pénétrant de M. Thiers. Non, quand il y a un mal général et continu, soyez sûr que ce n'est pas quelqu'un ou quelque chose qui en est coupable : c'est tout le monde. Comme M. Thiers a bien peint notre société et cette hâte imprudente de tout le monde : les pères voulant que leurs enfans aient fini leurs études le plus tôt possible et qu'ils entrent bien vite dans le monde et dans une profession; les enfans et les jeunes gens, en proie au même vertige d'impatience, se hâtant vers un état et surtout vers la fortune, voulant tout avoir et se dispensant, au nom de leur génie prétendu, de ces deux conditions du succès, le travail et le temps! Échouent-ils? ils s'en prennent à la société. Il y a un droit que nous nous étonnons de ne pas voir inscrit dans les programmes des faiseurs d'avenir, c'est le droit de la vanité à la fortune et à la gloire. C'est ce droit-là qui fait le fonds de toutes les réclamations et de toutes les insurrections.

Le discours de M. Thiers est un chef-d'œuvre de raison et de bon goût. Nous savons bien qu'il ne corrigera personne, mais au moins il accuse tout le monde.

Nous ne voulons pas finir cette énumération des discussions de l'assemblée législative sans dire un mot de la Grèce, car nous ne voulons en dire qu'un mot, et voici pourquoi : la brusque attaque que lord Palmerston et l'amiral Parker viennent de se permettre contre la Grèce et contre son commerce est une boutade, et alors cette boutade n'aura aucun effet, ou c'est le commencement de quelque chose, et alors c'est une question que nous ne voulons pas traiter en courant. Toutes les questions aussi bien qui naissent en Orient ont ce caractère : elles peuvent n'être rien; elles peuvent être tout. Ainsi, quand la flotte anglaise a franchi les Dardanelles, cela pouvait être entre la Russie et l'Angleterre le commencement de la grande lutte qui sera la fin de l'Europe. Il a plu

au Dieu de la paix que ce ne fût rien qu'un simple accident de mer. L'amiral Parker était entré dans les Dardanelles comme dans une rade de sauvetage; cette affaire n'a donc plus été qu'un incident à noter dans le livre de bord, au lieu de l'être dans l'histoire : tant mieux! mais il semble que l'amiral Parker, ne pouvant pas être l'homme de grands événemens, soit l'homme de beaucoup de petits incidens, et voilà qu'il entre dans le Pirée, comme il était entré dans les Dardanelles, non plus pour raison de sauvetage, mais pour suivre une sorte de procès en dommages et intérêts. N'est-ce que cela? C'est une brutalité, et qui, de la part de la puissante Angleterre, à l'égard de la faible Grèce, a l'air de la brutalité d'un homme contre une femme.

Le sujet des réclamations de l'Angleterre est misérable, futile : tout le monde le dit de ce côté-ci de la Manche comme de l'autre; mais quand, la cause étant si futile, les moyens d'action sont si grands, cela inquiète d'autant plus. De là mille conjectures : l'Angleterre veut saisir cette occasion d'anéantir le cabotage grec, qui nuit à son commerce; — l'Angleterre, dans la lutte qu'elle prévoit avec la Russie, veut s'emparer de la Morée, afin de fermer l'Archipel; — l'Angleterre ne veut pas faire la guerre à la Russie : elle aime mieux partager l'Orient avec la Russie que de le lui disputer, et elle prend déjà ses sûretés contre la Grèce. Conjectures vaines que tout cela, d'où résulte cependant cette conclusion, qu'en Orient rien n'est indifférent, que tout y est sensible, vulnérable, le Pirée comme les Dardanelles, que tout y peut devenir une cause de guerre, et que ce n'est pas sans raison que l'attention de l'Europe est vivement excitée par l'incident du Pirée.

La commission du budget a enfin terminé ses travaux, et M. Vitet a déposé son rapport sur le chemin de fer de Paris à Avignon. Les discussions de l'assemblée vont d'ici à quelques jours tourner aux finances. C'est pour nous préparer à cette nouvelle phase des délibérations législatives que nous croyons devoir analyser avec quelque détail le rapport de M. Vitet.

On remarque depuis quelque temps, sur plusieurs points de la France, que le socialisme se déplace, qu'il abandonne les localités les plus industrieuses et les plus actives, pour se porter de préférence dans des départemens où le travail est lent à reprendre; que là où l'industrie s'est réveillée, où les capitaux circulent, où les populations travaillent, la propagande socialiste se sent mal à l'aise, et se voit forcée de fuir dans d'autres lieux, où elle espère rencontrer l'oisiveté et la misère. Ces pérégrinations du socialisme sont un symptôme qui n'est pas à négliger. Elles nous montrent ce que nous avons à faire pour le combattre. Si la propagande socialiste échoue devant les populations qui travaillent, si elle n'a plus de refuge que dans les localités oisives et misérables, il faut se hâter de rouvrir les usines que la révolution de 1848 a fermées, de rallumer les hauts fourneaux qu'elle a éteints, de faire revivre cette industrie qu'elle a frappée de mort, il faut rendre à la vie industrielle et commerciale ces départemens de l'est et du midi, que les décrets du gouvernement provisoire et les doctrines du Luxembourg ont couverts de ruines. Or, parmi les mesures financières qui semblent appelées à produire ces résultats, il n'en est pas de plus urgente ni de plus généralement réclamée que celle dont l'assemblée vient d'être saisie par le rapport de M. Vitet : nous voulons parler du projet de loi relatif au chemin de fer de Paris à Avignon.

Nous n'avons pas besoin de rappeler ici les vicissitudes de cette affaire ni l'importance et la multiplicité des intérêts qui s'y rattachent. Arrivons aux conclusions du rapport. La commission, d'accord avec le gouvernement, s'est arrêtée aux bases suivantes : — Le chemin de fer de Paris à Avignon sera concédé directement à une compagnie; cette compagnie prendra l'engagement d'achever les travaux sur toute la ligne : elle recevra en échange le droit d'exploiter pendant quatre-vingt-dix-neuf ans; elle recevra, en outre, la garantie d'un minimum d'intérêt de 5 pour 100 sur un capital de 260 millions, évalué à forfait. Les bénéfices au-dessus de 8 pour 100 seront partagés entre l'état et la compagnie. Après quinze années d'exploitation, l'état aura la faculté de racheter la ligne à prix convenu. Telles sont les conditions principales. Ces conditions modifient sur plusieurs points le projet primitif du gouvernement : elles ont principalement pour effet de supprimer certaines concessions onéreuses que M. Lacrosse avait proposées, et qui avaient soulevé à juste titre de vives réclamations. Dans le projet de M. Lacrosse, l'état se chargeait de la traversée de Lyon; la commission a rejeté cette clause, qui laissait trop de marge à l'imprévu, et, en même temps, elle a augmenté d'un chiffre proportionnel le capital, dont l'intérêt est garanti. La commission a également supprimé cette subvention de 15,500,000 francs, que le gouvernement offrait à titre de prime aux actionnaires de Lyon et d'Avignon, de Cette et de Fampoux, afin de leur donner l'occasion de recouvrer une partie de leurs cautionnemens, en devenant les souscripteurs de la nouvelle entreprise. On a pensé avec raison que cette clause faisait jouer au gouvernement un rôle peu digne et peu équitable. En effet, s'il croit que les compagnies frappées de déchéance ont mérité leur sort, pourquoi leur rendrait-il leurs cautionnemens? S'il reconnaît, au contraire, qu'il a contribué lui-même à faire naître les illusions qui ont causé leur ruine, pourquoi hésiterait-il à rembourser directement et intégralement des sommes dont la possession doit gêner sa conscience?

Les adversaires du projet de loi n'ont pas attendu les débats de la tribune pour l'attaquer. Ils lui reprochent de sacrifier au monopole d'une compagnie les intérêts du trésor et ceux des particuliers. Examinons. Pour le trésor, il y avait à opter entre deux systèmes : l'exécution par l'état ou un appel à l'industrie privée. L'exécution par l'état, qui peut y songer sérieusement dans la situation actuelle de nos finances? Ce système sera cependant soutenu à la tribune. Nous verrons sur quels raisonnemens on l'appuiera. Jusque-là, nous croyons que le gouvernement et la commission, en faisant appel à l'industrie privée, ont adopté la seule voie qui fût praticable dans ce temps-ci. Loin de s'en plaindre, on devrait s'estimer heureux d'apprendre, par le rapport de M. Vitet, qu'il y a en ce moment des capitaux qu'une pareille aventure n'effraie pas, et qui acceptent, à leurs risques et périls, un fardeau sous lequel l'état succomberait.

Mais, dit-on, le fardeau n'est pas si lourd que vous le prétendez; avec l'abandon des travaux faits, avec un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans, avec un minimum d'intérêt de 5 pour 100, la compagnie concessionnaire n'est pas à plaindre; le seul danger, c'est qu'elle fasse de trop beaux bénéfices! Voilà le langage des gens qui ne supportent pas qu'une compagnie puisse se tirer d'affaire, et qui croient que l'intérêt de l'état est de ruiner tous ses cliens. Nous avons entendu ce langage sous la monarchie, et l'on sait les beaux résultats qu'il a

produits. Il a fait insérer dans les contrats des conditions désastreuses pour les entrepreneurs; il a provoqué l'agiotage en exagérant aux yeux du public la valeur des concessions offertes par l'état; il a bouleversé les fortunes privées, et par là il a exposé le trésor lui-même, dont le crédit se mesure toujours à la prospérité commune.

Voilà ce qu'on gagne à disputer aux compagnies industrielles le juste prix de leur concours. La république, nous l'espérons, sera plus sage à cet égard que la monarchie. L'occasion d'ailleurs serait mal choisie pour parler des exigences de l'industrie privée. Ces exigences, où sont-elles? Quels sont les capitaux sérieux qui, dans l'état actuel du crédit, pourraient se charger de terminer la ligne de Paris à Avignon, sans réclamer avant toutes choses l'abandon des travaux faits, une longue durée de jouissance et une garantie d'intérêt? L'abandon des travaux faits n'est pas une concession, c'est une nécessité. Le gouvernement s'était trompé dans l'origine sur l'évaluation des dépenses. Il avait estimé le prix moyen du kilomètre à 350,000 francs; le prix réel est de 560,000. Il résulte aujourd'hui de cette erreur qu'après avoir consommé 154 millions, on se trouve exactement, pour la dépense, dans la même situation qu'en 1845, lorsqu'on adjugeait la totalité de la ligne sur le pied de 350,000 francs par kilomètre. L'abandon des travaux faits, moyennant l'engagement de terminer la ligne, n'est donc pas une faveur; c'est une condition nécessaire du contrat. Quant au bail de quatre-vingt-dix-neuf ans, c'est autre chose. Voilà une concession lourde en effet, et qui nous ramène, après quinze ou vingt ans d'expérience, à nos premiers essais de chemins de fer; mais à qui la faute? La question n'est pas de savoir si cette concession est pénible pour le trésor; la question est de savoir s'il peut se dispenser de la faire. Or, lorsque la rente est au-dessous du pair, lorsque les capitaux, pour mille raisons, tremblent de se remettre dans l'industrie, trouverez-vous des compagnies sérieuses qui acceptent de l'état les conditions que faisait la monarchie dans ses dernières années? En 1845, les soumissionnaires du chemin de Lyon ne demandaient à l'état qu'un bail de quarante et un ans; en 1850, on lui demande quatre-vingt-dix-neuf ans! Toute proportion gardée, la différence nous semble raisonnable, et nous pensons qu'il faut payer un peu l'honneur et le plaisir de vivre en république. A notre avis, une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans est une concession inévitable; on ne trouvera pas de capitaux à plus bas prix. Quant à la garantie d'intérêt, le plus simple raisonnement suffit pour démontrer que cette clause ne peut être attaquée par ceux qui croient aux bénéfices exagérés de l'entreprise. Si l'affaire est excellente pour la compagnie concessionnaire, il est évident que la garantie d'intérêt ne coûtera rien au trésor. Le trésor ne pourrait perdre que si les chances de l'exploitation devenaient mauvaises. Or, pour être rassuré sur ce point, on peut relire les évaluations présentées en 1845 par M. Dufaure. On y verra que, selon toutes probabilités, le produit net du chemin ne peut descendre au-dessous de 13 millions, c'est-à-dire au-dessous du chiffre à partir duquel la garantie d'intérêt serait exigible. Il ne faut donc pas trop s'inquiéter des mauvaises chances que peut courir la compagnie concessionnaire, et il ne faut pas non plus trop s'alarmer des bénéfices qu'elle peut faire, puisque l'état partage avec elle au-dessus de 8 pour 100, et puisqu'il a la faculté de racheter la ligne entière après quinze ans d'exploitation.

Si le trésor est à couvert, quels sont donc les intérêts compromis? On parle des intérêts du centre et de l'ouest, et par là il faut entendre, non pas les intérêts des populations, mais ceux de quelques compagnies très ardentes dans le débat. La commission a fait à ces intérêts la juste part qui leur est due. Les droits de la ligne du centre ont été réservés pour l'avenir. S'il est reconnu plus tard que la ligne de la Bourgogne ne suffit pas, celle du Bourbonnais pourra être complétée. Rien ne s'y oppose. Quant à présent, pour donner une satisfaction immédiate aux intérêts du centre, voici les concessions qu'on leur accorde. On rectifie le tracé du chemin de Lyon à Avignon; le chemin prendra la rive droite du Rhône à la sortie de Lyon, et empruntera, jusqu'à Givors, les parcours du chemin de Saint-Étienne. Les tarifs différentiels seront interdits. Les transports d'Avignon à Givors seront payés sur le même taux que les transports d'Avignon à Lyon. Enfin, pour dissiper toute appréhension de monopole, la commission consent à accepter deux compagnies, l'une de Paris à Lyon, l'autre de Lyon à Avignon, à la condition toutefois qu'elles seront solidairement responsables vis-à-vis l'état de l'exécution des clauses du cahier des charges. Il était difficile de faire plus sans donner gain de cause à des prétentions déraisonnables, et sans ruiner d'avance l'entreprise qu'il s'agit de fonder. Les intérêts du centre comprendront la nécessité de se calmer. Aucun engagement n'a été pris avec eux; leur avenir est assuré; ils sont suffisamment garantis contre le monopole : c'est tout ce qu'ils peuvent légitimement désirer, à moins qu'ils ne veuillent le monopole pour eux-mêmes, et c'est à quoi ils arriveraient en effet, si la ligne du centre devenait la ligne de Nantes à la Méditerranée.

Considéré sous le point de vue financier, le projet de la commission renferme une clause qu'il importe de signaler. Les sommes produites par les appels de fonds devront être versées au trésor. Des mains de l'état, elles passeront dans celles des entrepreneurs en paiement des travaux; mais, comme les travaux iront nécessairement moins vite que les appels de fonds, il en résultera que le trésor, au bout de quelques mois, se verra dépositaire de fortes avances qui lui donneront le moyen de se libérer avec la Banque et d'attendre le moment favorable pour émettre un emprunt.

Tel est, dans son ensemble, le système exposé par M. Vitet dans un rapport qui doit être cité comme un modèle de discussion financière. Ce système répond-il à toutes les objections? Nous ne le pensons pas; mais il a le mérite d'offrir une solution immédiate, et c'est là aujourd'hui le point capital. Toutefois, nous insisterons sur un danger que la commission n'a pas évité, et qui a été jusqu'ici la plaie de toutes les entreprises de chemins de fer. Nous voulons parler de l'évaluation arbitraire de la dépense. L'honorable rapporteur reconnaît lui-même que le chiffre de 260 millions ne repose que sur des probabilités. Or, si la dépense excède ce chiffre, quel sera le sort des concessionnaires? A quoi aura servi la garantie de 5 pour 100? Et si le découragement se jette encore dans l'entreprise, qu'arrivera-t-il? On nous permettra de rappeler à ce sujet qu'il y a plusieurs mois, lors de l'apparition du projet de M. Lacrosse, nous avons parlé d'un nouveau plan de concession qui aurait justement pour but de soustraire les entreprises de chemins de fer au danger des évaluations incertaines. Ce plan consisterait, nous l'avons dit, à séparer, dans toute affaire de chemin de fer, trois élémens qui doivent demeurer distincts : l'opération

financière, la construction et l'exploitation. On confierait aux ingénieurs la construction, à des entrepreneurs spéciaux l'exploitation, aux hommes de finance la commandite. La construction et l'exploitation seraient concédées à forfait. L'état traiterait directement avec les constructeurs et les entrepreneurs, ou bien il traiterait indirectement avec eux par l'intermédiaire des capitalistes. Dans ce système, il n'y a plus rien d'inconnu, rien d'imprévu. La spécialité et l'expérience doivent amener l'exactitude rigoureuse des calculs. Chacun fait son métier, et s'en acquitte sous sa responsabilité. L'état sait à quoi il s'engage; il sait aussi sur quoi compter. Le constructeur, l'entrepreneur, fournissent un cautionnement; s'ils échouent, l'état est garanti. Telle est la combinaison dont nous avons déjà parlé, et qu'il serait inutile d'indiquer ici plus longuement : système erroné ou chimérique sur quelques points, mais qui nous paraît aussi renfermer des idées justes dont on pourrait profiter. Nous voyons, par le rapport de M. Vitet, que ce nouveau plan a eu peu de succès devant la commission. Il lui reste à se produire plus heureusement à la tribune.

La discussion qui va s'ouvrir à l'assemblée sur le chemin de Paris à Avignon a une importance qu'on s'efforcerait en vain de dissimuler pour se soustraire aux devoirs qu'elle impose. Jusqu'ici, depuis la révolution de février, tous les efforts du parti de l'ordre, en ce qui touche les questions de finances, ont dû tendre nécessairement à empêcher le mal, à lutter contre les faux principes, à défendre les impôts, à protéger l'administration et le budget. Du reste, rien de grand, rien de considérable n'a été tenté. On a vécu humblement, au jour le jour. On s'est tenu sur la défensive; on a fait, en matière de finances, de la politique de résistance. Nous entrons aujourd'hui dans la politique d'action. Demander aux capitaux 260 millions pour accomplir une grande œuvre industrielle, pour ranimer le crédit, pour combattre le socialisme par le travail, ce n'est plus là seulement résister: c'est agir. Espérons que, pour agir utilement, on comprendra la nécessité d'agir de concert dans la discussion, et qu'on se fera au scrutin des concessions réciproques. Autrement, tout serait perdu. Il ne faudrait pas renouveler aujourd'hui le spectacle des rivalités industrielles que nous avons vues sous la monarchie. Des rivalités industrielles à propos du chemin de Paris à Avignon auraient le double danger de suspendre indéfiniment l'exécution du chemin et de créer des inimitiés politiques. Ce serait le plus agréable passe-temps qu'on pût offrir aux ennemis de la société.

La session du parlement anglais s'est ouverte le 31 janvier, et, pour la première fois depuis l'existence du cabinet whig, l'adresse en réponse au discours de la reine a donné lieu à un débat. Le ministère s'y attendait; il avait introduit dans le discours de la reine une phrase provocatrice qui était une sorte de défi jeté aux avocats de la protection, et, dans la prévision de la lutte qui devait s'engager, il avait adressé à tous ses partisans l'invitation la plus pressante d'assister à l'ouverture du parlement. Jamais la chambre des lords n'avait été si nombreuse, et les journaux ont signalé ironiquement la présence d'un certain nombre de législateurs habitués à voter par procuration et qui cette fois ont payé de leur personne. Aussi le ministère, qui, l'année dernière, n'avait dû l'avantage en plusieurs circonstances qu'aux votes par procuration, dont le duc de Wellington disposait en sa faveur, a-t-il eu, cette année, dans la chambre des lords une majorité réelle et sérieuse de 29 voix.

La majorité ministérielle a naturellement été beaucoup plus considérable

dans la chambre des communes; mais là elle était facile à prévoir. Toutes les fois que l'abolition des lois sur les céréales est mise en question, tous les radicaux sans exception et tous les anciens amis de sir Robert Peel sont contraints de voter avec les whigs; la réunion de ces trois fractions forme une majorité de 80 à 100 voix. Cependant le chiffre de la majorité ministérielle a été un peu plus considérable, et, contre toute attente, les protectionnistes, qui comptaient réunir 230 et même 250 voix, n'en ont réuni que 192. Ce résultat, qui a surpris tout le monde, s'est expliqué quand les journaux ont publié les listes du vote. Un certain nombre de protectionnistes se sont abstenus, et quelques-uns, douze ou quinze, ont voté avec le ministère. Là-dessus grande douleur et grande irritation des journaux tories, qui ont accusé les habitudes corruptrices des whigs et la cupidité des gens qui ont des fils ou des parens à pourvoir.

Là n'est pas le secret de ces votes ou de ces abstentions également inattendues; il est dans l'alliance annoncée du ministère avec les radicaux et dans le projet de réforme électorale si bruyamment acclamé par la presse ministérielle. Un certain nombre de tories ont craint que, si le chiffre de la minorité était assez considérable pour justifier les sérieuses inquiétudes conçus par le ministère, celui-ci ne fît usage de la majorité actuelle pour introduire une réforme radicale dans la loi des élections, et pour exécuter ainsi les menaces proférées chaque matin par ses journaux. Ils espéraient au contraire qu'en retrouvant la sécurité des dernières années, lord John Russell retrouverait aussi ses répugnances pour de nouveaux changemens dans la loi fondamentale. Ils ont donc voté pour le ministère, ou se sont abstenus de voter contre lui. Trois jours après la discussion de l'adresse, le gouvernement a présenté un bill pour modifier la loi électorale en Irlande; M. Hume a demandé au nom des radicaux si c'était là l'explication de la phrase ambiguë du discours de la reine, et si le gouvernement comptait s'en tenir à cette mesure. Lord John Russell a répondu affirmativement et a déclaré que *cette année* le ministère ne voulait pas aller plus loin.

Les radicaux, à leur tour, ont fait éclater leur mécontentement et ont crié à la tricherie. Le *Daily-News*, dont les relations avec les radicaux ont été avouées par M. Bright lui-même, qui, dans deux ou trois *meetings*, a fait de véritables réclames en faveur de ce journal, a formellement accusé le ministère d'avoir joué un double jeu, de s'être servi de la réforme électorale comme d'un épouvantail pour intimider les plus peureux des tories, et comme d'une amorce pour gagner les voix des radicaux, et de se moquer des uns et des autres aujourd'hui que le tour est joué. M. Hume, dans le débat relatif à l'île de Ceylan et dans une discussion toute personnelle qui s'est engagée entre lord John Russell et un député radical, n'a point épargné les amertumes au ministère. Cependant, quelque ressentiment que les radicaux éprouvent de la déception dont ils se disent les victimes, ils ne songent point encore à retirer leur appui au gouvernement. Ainsi tories et radicaux étaient d'accord, il y a quelques jours, pour accuser le ministre des colonies, le comte Grey, d'avoir fait avorter l'enquête ordonnée, la session dernière, sur la conduite de son parent lord Torrington, gouverneur de Ceylan; M. Disraëli s'est empressé de rédiger un amendement qui englobait dans le même blâme le ministère tout entier. M. Bright en a fait aussitôt la remarque et a déclaré ne pouvoir s'associer à la motion de M. Disraëli, qui a été repoussée. M. Hume a présenté alors un amendement qui n'attaquait que le comte Grey et mettait les autres ministres hors de cause.

Combattu par lord John Russell, cet amendement a été rejeté, mais seulement à la majorité de 9 voix, parce que les tories, avec qui les radicaux n'avaient pas voulu voter, ne s'en étaient pas moins ralliés à l'amendement de M. Hume.

Voici donc comment la situation se dessine, d'après les premières discussions du parlement. Les tories sont sortis de leur réserve et ont pris vis-à-vis du ministère une attitude décidément hostile. Dans la discussion de l'adresse, le duc de Richmond et M. Disraëli ont nettement déclaré tous les deux qu'ils poursuivaient le renversement du ministère, pour arriver, par la dissolution du parlement, à un changement dans la législation sur l'agriculture. Les radicaux, trompés dans l'espoir d'obtenir dès cette année la réforme électorale, ont passé d'une cordiale coopération à la froideur, sans arriver encore à l'hostilité. Le sort du ministère dépend donc plus que jamais de l'attitude que prendront vis-à-vis de lui les amis de sir Robert Peel.

Les protectionnistes viennent d'obtenir un nouveau succès électoral; le député de Colchester a donné sa démission, et lord John Manners, qui a échoué à Liverpool en 1846 et l'année dernière à Londres contre le baron Lionel de Rothschild, a été élu à une grande majorité. Les tories gagnent en lui un homme éclairé et un brillant orateur : ils l'ont accablé d'applaudissemens, quand il est venu reprendre son ancienne place à la chambre des communes. Des débats sérieux vont s'engager dans cette chambre sur une motion de M. Hume en faveur de la réforme électorale, sur une motion de M. Disraëli relative aux moyens d'alléger la situation de l'agriculture, et enfin sur les affaires de Grèce. Dans ces trois occasions, les partis se compteront d'une manière définitive. .

On parle depuis quelques jours, en Espagne, d'une nouvelle tentative carlo-démagogique. Mis en circulation par la presse opposante et repoussé d'abord avec dédain par les journaux modérés, ce bruit a pris peu à peu assez de consistance pour que le général Narvaez, dans l'une des dernières séances du congrès, ait cru devoir faire allusion à la nécessité prochaine où serait le gouvernement de prendre des mesures énergiques pour le maintien de l'ordre. Quoi qu'il en soit, l'insuccès de cette coalition ne saurait être un seul instant douteux. Aujourd'hui comme en 1848, et plus qu'en 1848, les divers élémens qu'elle vise à réunir sous son drapeau sont ou annulés, ou paralysés, ou mutuellement hostiles.

D'abord il n'y a pas de place en Espagne pour un parti républicain. Ainsi que nous l'avons démontré à plusieurs reprises, les intérêts sociaux de la Péninsule offrent cette transposition singulière, que l'esprit conservateur est représenté par le peuple, l'esprit de progrès par le trône et l'aristocratie. Le radicalisme espagnol n'est jamais parvenu à jouer un rôle actif qu'en se mettant à la suite des progressistes constitutionnels; or, les idées démagogiques sont trop peu en faveur depuis deux ans pour que ce dernier parti se résigne à accepter leur concours. Sans base réelle dans le pays et isolés de la seule opinion qui pût leur communiquer quelque force, les radicaux ne peuvent donc apporter au montémolinisme qu'un appui stérile et compromettant.

Le montémolinisme n'est lui-même qu'un mot. Les susceptibilités *fuéristes* et les griefs ecclésiastiques, c'est-à-dire les deux élémens constitutifs de l'ancien parti carliste, sont aujourd'hui ou rassurés ou désintéressés. Les avances faites par le prétendant à l'esprit révolutionnaire suffiraient d'ailleurs pour les refouler dans le parti gouvernemental, s'ils n'y étaient déjà.

C'est par là qu'ont si ridiculement échoué les tentatives insurrectionnelles de 1848, et la situation est aujourd'hui bien autrement forte pour le gouvernement. Toutes les complications extérieures et intérieures ont disparu. La France, qui était alors un foyer de propagande démagogique, est redevenue pour l'Espagne un point d'appui conservateur. Le *Foreign-Office* a trop intérêt à faire oublier non-seulement à la nation espagnole, mais encore aux deux grands partis anglais, son odieuse intrigue d'il y a deux ans, pour qu'il soit tenté de la recommencer. Les capitaux, autrefois absorbés par l'agiotage, et qui avaient tout à gagner au désordre, se sont peu à peu tournés vers des spéculations régulières et sérieuses dont le succès dépend du maintien de la tranquillité publique; ce qui était un danger pour l'ordre devient une garantie. Les manufacturiers catalans en veulent au gouvernement d'avoir porté le premier coup à leur monopole, mais le reste du pays s'est prononcé avec une unanimité telle pour le principe de la liberté commerciale, qu'ils n'oseraient pas courir, comme en 1840 et en 1843, les chances d'une insurrection. L'armée contrebandière, cet auxiliaire traditionnel des intérêts protectionnistes, est d'ailleurs désorganisée. La dissolution et le désarmement des gardes nationales lui ont enlevé son arsenal. Le nouveau tarif, en réduisant considérablement le bénéfice des importations frauduleuses, a diminué d'autant l'appât qui le jetait dans la guerre civile. La gendarmerie enfin (*guardia civil*), récemment introduite en Espagne, est assez bien organisée pour découvrir et pour disperser à temps toute agglomération de factieux. Ainsi, plus impuissante que jamais par elle-même, la coalition carlo-démagogique n'a plus en outre à compter sur la diversion de ces intérêts, qui trouvaient jadis leur compte au désordre, de quelque côté qu'il vînt. Ajoutons que l'état-major du prétendant est passé dans les rangs de l'armée constitutionnelle. Cabrera excepté, tous les généraux carlistes se sont empressés de profiter d'une amnistie qui leur assurait la reconnaissance de leurs grades, et les officiers inférieurs ont suivi cet exemple par milliers.

— Milosch Obrénowitch, ou Coup d'œil sur l'histoire de la Servie de 1813 a 1839, par le prince Michel Milosch Obrénowitch (1). — Cet écrit est un panégyrique. S'il n'eût été inspiré au prince Michel Obrénowitch que par la piété filiale, il n'y aurait eu qu'à s'incliner devant un sentiment si respectable; mais, en défendant son père, l'auteur défend aussi un intérêt personnel, l'intérêt de la dynastie que Milosch avait fondée.

Cette dynastie a été renversée du trône princier de Servie, parce qu'elle inclinait trop manifestement du côté des Russes. Aujourd'hui la Russie pèse lourdement sur les peuples du Danube; c'est le moment de ramener sur la scène le nom de Milosch, de le faire sonner le plus haut possible devant les populations serbes émues par les événemens. Si le prince Michel Obrénowitch n'a pas obéi à cette préoccupation d'intérêt personnel, il aurait dû choisir d'autres circonstances. Il y aura dans quinze jours sept ans accomplis qu'a paru dans cette *Revue* le travail plein d'intérêt qu'il prétend réfuter. Il a eu tout le temps d'y répondre, et, s'il n'a voulu profiter de la crise actuelle de l'Orient européen, il pouvait encore ajourner cette réponse. M. Cyprien Robert, avec autant de droiture que de science, a raconté (1er mars 1843) l'existence poli-

(1) Paris, 1 vol. Chez Franck, rue Richelieu, 67.

tique de Milosch. Il en a fait un vif tableau, dans lequel les fautes de ce prince ne sont point ménagées, parce que la vérité le voulait ainsi. Le prince Michel accuse M. Robert d'injustice.

Du point de vue littéraire, nous nous bornerons à une seule observation. Le prince Michel a cherché l'énergie dans la violence des expressions. La violence est toujours inutile dans une langue comme la nôtre, où l'écrivain, pour rendre les passions les plus virulentes, a la ressource des formes les plus délicates et des nuances les plus variées.

Aussi bien, ce qui mérite l'attention dans l'écrit du prince Michel, ce sont moins les anecdotes qu'il allègue en témoignage de l'héroïsme et de la prudence de son père, que les vues secrètes de l'écrivain, ses ambitions, son esprit politique. Le courage et la sagacité de Milosch, personne n'en a jamais douté. Pour que l'humble porcher des forêts serbes devînt, à la manière d'Agamemnon, un pasteur d'hommes, il lui a fallu une nature qui fût au-dessus du vulgaire; pour que de l'état de servitude et de misère où il a passé sa jeunesse, il ait pu s'élever au trône de Servie, il a dû déployer des qualités qui ne sont point à la portée des intelligences communes. Nous sommes prêts à reconnaître avec le prince Michel cette vigueur d'esprit et cette valeur brillante qui ont donné à Milosch un rôle si influent dans l'histoire contemporaine de son pays. Qu'il nous soit permis cependant de faire quelques réserves. D'abord cette fierté de courage et cette pénétration qui furent les dons incontestables de cette nature originale ne sont point aussi rares en Servie que le prince Michel essaie de le faire croire. Tserni-George, sans avoir l'habileté rusée de Milosch, a montré une bravoure beaucoup plus éclatante. Sous ce rapport, Milosch a eu des supérieurs et beaucoup d'égaux. La Serbie est une pépinière de soldats. La poésie simple et forte, naturelle au peuple serbe, jetant sur ces caractères un reflet des temps primitifs, les revêt volontiers d'une apparence tout homérique. Milosch, à cet égard, ne peut prétendre à être une exception. D'ailleurs, quel usage a-t-il fait de son pouvoir? Où conduisait-il son pays? Au despotisme au dedans, à l'asservissement au dehors. Il était de ceux qui, aveuglés par un patriotisme inintelligent, voulaient bouleverser l'Orient, et livraient ainsi fatalement la Turquie aux Russes. Le mouvement populaire et vraiment national par lequel les Serbes se débarrassèrent, en 1842, de la dynastie de Milosch, en élevant au trône le fils de Tserni-George, donna un haut témoignage du bon sens de ce petit peuple. Par des erremens analogues à ceux des Hellènes, les Serbes avaient été long-temps les ennemis du sultan; sous l'influence de la dynastie de Milosch, ils étaient devenus des alliés de la Russie. Ils prenaient d'eux-mêmes une direction tout opposée en appelant au pouvoir suprême le prince Alexandre Georgewitch. Au prix de quelques concessions, ils mettaient aux pieds du sultan l'hommage de leur vassalité, ils lui apportaient leur belliqueux dévouement.

L'on sait que Milosch avait abdiqué dès 1839, pour ne point courir le risque d'être expulsé directement par voie d'insurrection populaire. Ses fils Milan et Michel ont régné après lui; c'est sur ce même prince Michel qu'a éclaté, en 1842, l'orage formé sur la tête de son père, dont il n'a d'ailleurs été sur son trône que l'instrument. Le peuple serbe s'est fait justice d'accord avec le sultan et malgré la Russie, qui, on se le rappelle sans doute, ne voulant pas reconnaître l'élection du prince Alexandre, exigea une contre-épreuve. Cette contre-

épreuve n'a pas été moins significative que l'élection même, et c'est pourquoi on a le droit de regarder le choix d'Alexandre Georgewitch comme la plus exacte expression des vœux du pays.

Le prince Michel Obrénowitch raconte avec complaisance un grand nombre d'anecdotes où il essaie de mettre en relief, sous un jour qui ne manque point de couleur locale, le patriotisme de Milosch. Il en est une que le jeune prince ignore peut-être, et qui nous semble peindre assez exactement l'ambition et la pensée du vieux knèze des Serbes.

Jusque dans l'exil où il avait précédé son fils, Milosch, avec l'impatience d'une forte volonté à laquelle les instrumens font défaut à l'heure même où l'occasion se présente, poursuivait encore l'idée d'un bouleversement de l'empire turc. C'était en 1839, en pleine question d'Orient. Dans son ardeur, qui l'eût dévoré s'il eût été d'une constitution moins robuste, il était à la recherche de toute alliance qui pût le conduire à son but. La France, qui, sous couleur de régénérer la Turquie par le sabre de Méhémet-Ali, aidait alors follement à la détruire, paraissait à Milosch une alliée commode et facile à entraîner dans des tentatives que l'on appelait intelligentes et généreuses. Milosch ne songeait donc qu'à confier au cabinet français les idées et les plans dont il était si fort épris. Retiré alors dans les riches possessions où il s'était assuré un refuge par prévoyance en Valachie, il résolut de s'en ouvrir à l'agent et consul-général de Bucharest (1). Le prince entoura cette confidence de précautions mystérieuses et d'un grand appareil de réserve. Tout cela se passait aux heures les plus sombres de la nuit. Milosch y apportait d'autant plus de persévérance et de ténacité, que l'agent français y avait dû mettre d'abord plus de défiance. Le prince exilé déployait dans ces entrevues tout ce que son éloquence orientale savait emprunter d'argumens spécieux et de pensées caressantes. Capable de s'émouvoir et surtout de paraître ému, il développait ses plans avec cette chaleur qui, chez les Orientaux, est souvent le voile de la finesse. Il parlait abondamment des sentimens et des forces politiques qui s'éveillaient dès-lors au sein des trois grandes provinces slaves de Servie, de Bulgarie et de Bosnie, entremêlant au tableau des vertus guerrières de ces peuples ce que lui-même avait fait naguère d'expéditions hasardeuses à l'aide de leurs bras. D'ailleurs il n'oubliait pas la mise en scène. Lorsqu'il pensa que ces entrevues pouvaient être moins mystérieuses sans inconvénient, il y fit quelquefois intervenir sa dévouée et digne compagne, la princesse Loubitza, « celle qui plus d'une fois, disait-il, entourée de ses femmes, avait tenu, pendant les engagemens nocturnes des Serbes contre les Turcs, les torches qui devaient servir de signaux de ralliement à l'armée serbe. » Or, quelle était la conclusion de tous ces discours? Invariablement cette pensée plus d'une fois formulée catégoriquement, que si la France y voulait consentir, Milosch était prêt à prendre au sein de la Turquie d'Europe le rôle que Méhémet-Ali jouait alors avec tant d'éclat apparent dans la Turquie d'Asie. Telle était, en effet, l'ambition permanente de Milosch. C'est pourquoi nous pensons que sa chute a été utile.

Le fils de Tserni-George n'a point les antécédens ni les titres personnels de Milosch. La jeunesse d'Alexandre s'est passée dans l'obscurité de l'exil et une misère qui ne présageaient pas sa présente élévation. Non, le prince Alexandre

(1) M. Adolphe Billecocq, qui venait de succéder à M. de Châteaugiron.

n'a point ces séductions d'un diplomate et d'un victorieux dont Milosch savait si bien faire usage; mais, si le nouvel élu de la nation serbe ne possède point ces dehors brillans et ce prestige d'une renommée personnelle, il y supplée par une droiture de sentimens bien constatée, par une énergie de volonté qui n'a point encore faibli. Nous avons eu l'occasion précieuse d'entendre de sa bouche l'expression de ses sentimens et de ses vœux. Malgré la réserve diplomatique commandée à un prince protégé par la Russie, on voyait assez clairement combien il tenait à l'estime de la France; mais, s'il semblait attacher beaucoup de prix à être apprécié chez nous, ce n'était point en ambitieux porté aux aventures. Il jugeait mieux des intentions et des intérêts de l'Occident. Lui aussi, il paraissait compter grandement sur l'appui bienveillant de la diplomatie française, non dans l'idée de créer des embarras au sultan, dans la pensée, au contraire, d'associer plus étroitement les intérêts de son peuple à ceux de l'empire ottoman. Le prince de Servie, comme tous les patriotes intelligens qui ont coopéré à son élection, était convaincu qu'il n'y avait d'avenir pour les chrétiens de la Turquie que dans le progrès régulier de leurs institutions et de leur race sous la suzeraineté ottomane. Il était persuadé que le salut de ces peuples se trouve ainsi lié au salut des Turcs et que la plus impérieuse nécessité commande aux uns comme aux autres de se tenir cordialement unis. Cette politique est précisément celle qui convient à la France dans les affaires d'Orient.

Si donc le prince Michel Obrénowitch a pensé que la crise de l'Europe orientale pouvait être favorable à la réhabilitation de son père et rouvrait un chemin aux ambitions de sa famille, il pourrait bien avoir fait un faux calcul. Il court grand risque de trouver très peu d'écho en France. Sera-t-il plus heureux sur un autre terrain dans l'Europe orientale elle-même? Les circonstances en décideront, et ces circonstances dépendent elles-mêmes de la politique des cabinets en Orient. Si la France et l'Angleterre consentaient à rester unies comme elles l'ont été un moment à Constantinople, il n'y aurait aucune raison de craindre pour la tranquillité des provinces danubiennes. Si, au contraire, les deux cabinets de l'Occident se divisent, l'agitation continue, la propagande russe se développe et se fortifie. Dans ce cas, les idées du prince Michel Obrénowitch trouvent leur application. Milosch réhabilité devient un instrument dont la Russie peut se servir pour agiter les Serbes. Espérons que les intentions dont cet écrit est un des indices seront déjouées par la prévoyance des Turcs et par l'union des cabinets de l'Occident.

H. Desprez.

De la Civilisation chrétienne chez les Francs, par M. Ozanam (1). — Le premier volume des *Études germaniques* de M. Ozanam a été cité dans cette *Revue* avec éloges. Il parait que ces éloges étaient mérités, car l'Académie des inscriptions a accordé le grand prix Gobert à cet important travail, complété par un volume qui traite de la *civilisation chrétienne chez les Francs*. Nous signalerons dans la seconde partie de l'ouvrage de M. Ozanam les mérites qui recommandaient la première avec un intérêt de plus, celui qui s'attache à nos origines nationales. L'auteur expose d'abord l'état du christianisme chez les Germains avant l'invasion, chapitre de l'histoire de ces peuples qu'on est trop porté à négliger; il ne faut pas oublier qu'une portion des barbares étaient

(1) Paris, chez Lecoffre.

déjà chrétiens et par là quelque peu Romains. Vient ensuite le christianisme en présence de l'invasion, et ces apôtres, souvent martyrs, qui quelquefois l'arrêtent ou la modèrent, ces écrivains qui, en déplorant les maux qu'elle entraîne, comprennent et même saluent, comme Orose, l'avenir qu'elle doit amener. Bientôt les Francs paraissent sur la scène. L'église intervient alors pour discipliner la barbarie et la transformer insensiblement en civilisation, malgré de longues résistances, avec une patience infinie. Puis des missions partent de Rome, de l'Irlande, de l'Angleterre, de la Gaule, pour aller chercher les plus indociles, les plus sauvages de ces populations et étendre sur elles progressivement les bienfaits du christianisme; enfin le génie de Charlemagne, inspiré par l'église, fonde la société moderne. Tel est le sujet qu'a traité M. Ozanam. En le lisant, on en comprend toute la grandeur. Une portion est surtout remarquable dans ces *études*, ainsi qu'il les appelle modestement, études qui sont un livre plein de recherches solides et neuves, présentées avec un rare talent; je veux parler de tout ce qui se rapporte à la culture des lettres à travers ces âges sanglans. La transmission des études pendant l'époque mérovingienne n'avait pas encore été démontrée aussi complétement dans toute sa suite, se prolongeant sans interruption jusqu'à Charlemagne. Il est curieux et quelquefois piquant de voir à quel point cette culture s'est continuée sous les Mérovingiens, d'apprendre que ces grands missionnaires, en qui on est accoutumé à ne trouver que des saints, étaient aussi des lettrés, qui fondaient l'école à côté de l'église et ne dédaignaient pas de mêler les jeux innocens d'une muse encore pénétrée des traditions de la littérature antique à l'accomplissement des plus graves et des plus héroïques devoirs de l'apostolat. Saint Boniface ne nous apparaît pas moins grand, parce qu'il répond aux vers que lui adresse sa parente, la belle et savante Lioba, en lui envoyant *dix pommes d'or cueillies sur l'arbre de vie où elles pendaient parmi les fleurs*, c'est-à-dire dix énigmes en acrostiche, dont chacune désigne une vertu chrétienne, et dans lesquels le nom de Jupiter, employé comme expression poétique, n'est pas loin du nom plus sérieusement invoqué du Christ. Le chapitre qui traite des écoles romaines, barbares et carlovingiennes, est peut-être la portion la plus originale du livre. Cette histoire de l'enseignement se perpétuant à travers une époque d'ignorance offre un intérêt d'autant plus vif, qu'il est assez inattendu. Nous citerons particulièrement tout ce qui se rapporte au grammairien inconnu qui prit le nom de Virgile, à l'espèce de confrérie littéraire qui se cachait, comme lui, sous des noms empruntés à l'antiquité et, comme lui, enveloppait ses productions bizarres d'un langage énigmatique, moins encore par prudence que par ce goût du recherché, de l'obscur, du détourné qui se manifeste aux époques les plus barbares comme les plus avancées, qui faisait, par exemple, employer par les scaldes de la Scandinavie, pour désigner un glaive ou un guerrier, des périphrases auprès desquelles les *commodités de la conversation* sont une manière toute naturelle de nommer un fauteuil. A travers ces puérilités extraordinaires, un intérêt sérieux se fait constamment sentir : c'est celui qui s'attache à la culture de l'esprit humain, persistant à travers les plus grands bouleversemens de la société, spectacle dont notre temps a besoin pour ne pas se décourager dans ses épreuves. J.-J. A.

V. de Mars.